

LA CRISE DE L'O.L.P.

Le chef des mutins propose une trêve à M. Arafat

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

# Le Monde

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 3,50 dr. : Tunisie, 300 m. : Allemagne, 1,20 DM : Belgique, 15 sch. : Espagne, 28 fr. : Canada, 1,10 \$ : Côte d'Ivoire, 340 F CFA : Danemark, 6,50 Kr. : Égypte, 100 p. : E.-U., 95 c. : Grèce, 60 dr. : Israël, 60 p. : Italie, 1.200 L. : Liban, 250 p. : Libye, 0,250 DL : Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 80 esc. : Sénégal, 340 F CFA : Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 f. : Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La guerre rebondit au Tchad

### La Libye accentue sa pression dans le nord du pays

#### Une tentative de revanche

Un an après sa victoire à N'Djamena, M. Hissène Habré doit une fois de plus faire face aux troupes de M. Goukouni Oueddei, qu'il avait évincé par les armes de la présidence du Tchad. Les troupes de son rival campent, en effet, à 35 kilomètres de la ville de Faya-Largeau, au nord du pays. Le département d'Etat, se fondant sur ce que « voient » les satellites américains, a annoncé, mercredi 22 juin, l'attaque « imminente » de la ville par des « troupes tchadiennes qu'appuie l'aviation libyenne ».

Sachant à quoi s'en tenir sur ces préparatifs, M. Mitterrand avait jugé nécessaire, au cours de son voyage au Cameroun, d'adresser, il y a deux jours, une transparente mise en garde à Tripoli. Le département d'Etat s'en félicite et voit dans cet aversissement « une réponse appropriée aux intentions apparentes de la Libye ».

Dans un pays qu'il a toujours considéré comme relevant de sa zone d'influence, le colonel Kadhafi tente en effet de prendre une revanche sur ses déconvenues panafricaines. Il n'a pas pu empêcher, en raison de la défection des Algériens et des Éthiopiens, qui l'avaient naguère soutenu, la tenue du dernier sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba, après avoir dû enregistrer, dans sa propre capitale, l'échec des deux précédentes réunions de l'organisation.

Le colonel Kadhafi agit, à présent, sur deux fronts. Au nord, son aviation et sa logistique soutiennent les troupes disparates de l'ancien président Goukouni Oueddei dans leur assaut de Faya-Largeau ; à l'ouest, grâce à des complicités à l'échelon local au Nigeria, il suscite des difficultés à l'Etat tchadien. N'Djamena, aux prises avec des bombardements sporadiques près du lac Tchad, est en effet gêné par la ferme teneur depuis la fin d'avril de la frontière avec le Nigeria, ce qui interdit l'arrivée des approvisionnements et du carburant indispensables à la poursuite de la guerre. M. Hissène Habré se rend ce week-end à Lagos pour tenter d'obtenir la fin du soutien indirect ainsi apporté à son principal adversaire.

La situation du président tchadien est jugée assez grave pour que Washington ait accélééré récemment ses livraisons d'armes par l'intermédiaire de l'Égypte et du Soudan. Son appui à la « petite phrase » de M. Mitterrand semble indiquer que, pour l'instant du moins, fidèles à leur politique de partage des rôles, les Américains laissent à Paris la responsabilité de l'affaire.

La France a aussi livré récemment à N'Djamena des munitions et des armes légères. Voulait-elle, après les nombreux déboires qu'elle a déjà connus au Tchad, s'engager beaucoup plus ? M. Mitterrand dit, simultanément, que les Tchadiens doivent trouver « ensemble » les chemins de la paix, et que Paris « ne saurait accepter d'action inconsidérée qui signifierait que le Tchad serait en permanence ouvert aux entreprises étrangères qu'elle soient ».

La lutte entre MM. Habré et Goukouni est-elle de caractère « interne », alors que la Libye y est si manifestement impliquée ? Pris entre son refus d'organiser des « Barracudas de gauche » et son souci de garder sa crédibilité comme défenseur de ses amis africains, le gouvernement de Paris est à nouveau mis par le colonel Kadhafi dans une situation délicate.

Après un an de relative accalmie, le Tchad est de nouveau au bord de la guerre. Selon une déclaration du département d'Etat américain, mercredi 22 juin, des insurgés tchadiens, soutenus par l'aviation libyenne, s'apprêtent à attaquer la ville de Faya-Largeau, dans le nord du Tchad. Un porte-parole du département d'Etat, M. Rush Taylor, a souligné que l'attaque pouvait être déclenchée « très rapidement ».

Il a précisé que plusieurs colonnes de rebelles tchadiens, armés et équipés par la Libye, étaient en train d'approcher de Faya-Largeau, « avec le soutien logistique de l'armée libyenne ». Christian Congé, qui revient de Faya-Largeau, fait ci-dessous le point de la situation, dans cette ville symbole du Nord, au débouché du Tibesti.

#### Correspondance

Faya-Largeau. — Entouré jusqu'aux yeux pour se protéger du sable qui balaie la rue blanche, le vieux homme s'arrête parmi les chameaux entravés aux palmiers et lève la tête. Voilà dix minutes déjà que le vomissement des moteurs s'arrête à son assoupissement la ville écrasée par les 50 degrés à l'ombre de ce début d'après-midi et par le jeûne du Ramadan commencé douze jours plus tôt.

« C'est l'avion de Fort-Lamy », dit-il simplement. Car pour cet homme qui a appris le français à l'époque de la colonne Leclerc, N'Djamena reste Fort-Lamy et Faya demeure Largeau, du nom de l'officier mort à Verdun le 26 mars 1916 après avoir enlevé de haute lutte en novembre et décembre 1913, dans les palmiers environnants, les citadelles des sénégalais, ces fanatiques religieux venus des enfans algéro-libyens qui s'étaient voués, bien avant Kadhafi, à l'unification de l'Afrique musulmane tout en rêvant d'un « empire de l'islam » régénéré.

Le quadrimoteur cherche Faya en volant à l'avougllette au ras des palmiers, tant le brouillard de sable est dense aujourd'hui.

CHRISTIAN CONGÉ.

(Lire la suite page 4.)

## M. Mauroy accuse l'opposition de mettre en péril la démocratie

Dans l'article qu'il a adressé au « Monde » le premier ministre reproche à « de nombreux dirigeants » d'ignorer délibérément les règles républicaines et de pousser une partie de l'opinion à « s'affranchir du cadre légal »

### Débattre autrement

par PIERRE MAUROY

Et quelle image de la France offrons-nous dès lors sur la scène mondiale ?

En réalité l'opposition a, dès le départ, refusé au gouvernement ce dont elle a le plus profité lorsqu'elle exerçait le pouvoir et ce qui est indispensable pour mener une action efficace : la durée.

Tout est fait pour tenter de remettre en cause le calendrier électoral.

Et puisque l'incantation ne semble pas suffire, on se hasarde un peu plus loin.

En mai dernier, les forces disparates des mécontentements catégoriels et des inquiétudes face aux réformes, conjuguées à l'action de groupes factieux et à des appétits de revanche, se sont retrouvées dans la rue. Sans succès.

Tous ceux qui aiment la République et qui servent la démocratie ne peuvent que s'en réjouir.

(Lire la suite page 9.)

### LA FIN DE LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN POLOGNE

#### Un ultime appel à la lutte

Jean-Paul II devait quitter la Pologne ce jeudi 23 juin, après avoir rencontré M. Lech Walesa. Ce dernier est arrivé mercredi à Cracovie, à bord d'un appareil militaire, mais on ignorait toujours, jeudi en fin de matinée, l'heure et le lieu exacts de son entrevue avec le pape.

Le programme officiel de la visite s'était achevé, mercredi, par deux homélies dans lesquelles Jean-Paul II a appelé ses compatriotes à lutter, « dans toute situation, même la plus difficile, sans exclure la domination abusive ». La soirée a été marquée par la

visite-surprise dans cette ville du général Jaruzelski, qui s'est entretenu pendant près de deux heures avec le pape. A communiqué exprimant « les espoirs d'un avenir pacifique » a été publié par les autorités.

Un peu plus tôt cependant, le vice-premier ministre, M. Rakowski, avait attaqué Jean-Paul II sans le citer nommément, en affirmant notamment : « On n'a pas besoin d'exiger le droit des travailleurs à créer des syndicats, car un tel droit existe depuis qu'existe la Pologne populaire. »

#### De notre envoyé spécial

M. Urban indique donc que la rencontre entre le pape et le général Jaruzelski aura lieu le soir même « restant disponible ». L'avion du premier secrétaire est en fait déjà en vol pour Cracovie. L'entretien débute à 20 h 45 au Wawel, le palais des anciens rois de Pologne, et dure cent minutes. Tandis que le pape regagne sa résidence au palais épiscopal, des rumeurs font état de la publication imminente d'un communiqué commun, ainsi que de la libération de l'ancien conseiller politique de M. Walesa, le professeur Gernand, et de l'ancien porte-parole de Solidarité, M. Onyszkiewicz.

Le pape réclamé par la foule à grands cris finit par se montrer à un balcon. Hourras, ovations. « Que s'est-il passé au Wawel ? », lui demande-t-on. Il esquive, feint de croire qu'on l'interroge sur le synode, plaisante, rit mais ne dit rien. Le communiqué se fait entendre et vers minuit l'agence officielle PAP en diffuse un, mais qui n'est visiblement en rien « commun ».

Les autorités y répètent que la rencontre, « continuation » de l'entretien de vendredi dernier a eu lieu « à la demande de l'Église », et ajoutent que « les deux parties ont exprimé l'espoir que la visite (...) favoriserait un développement pacifique et favorable de la vie sociale en Pologne ».

Selon les autorités toujours, les deux parties ont estimé que la visite « servirait à renforcer la paix en Europe » (...) et que « les contacts futurs » entre le Saint-Siège et la Pologne « serviraient le bien de l'Église et de l'Église ». Apparemment, cela ne signifie qu'une chose : que le pouvoir, quoi qu'il en pense, est décidé à présenter le déroulement du voyage comme conforme à ses attentes. En allant voir imminente Jean-Paul II, en tirant ce bilan modeste, mais positif, d'une semaine plutôt amère pour le régime, le général Jaruzelski affirme devant la Pologne, ses alliés et le monde que sa politique gagne en soutien et qu'il a eu raison d'accepter la visite du pape qui se solderait à son avantage.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

### LE DÉBAT SUR LE BUDGET SOCIAL A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Lire page 23 l'article de MICHEL NOBLECOURT : CHOISIR ENFIN !

"L'enlèvement est bien plus que ce tas de coquécigues sans importance. C'est d'abord un petit chef-d'œuvre d'ambiguïté. Le tout est diaboliquement ficelé. En un éclair, le "faiseur" donne une leçon glorieuse et un peu indigne. Mais son beauté trouble est sans doute aussi dans son indigence."

Daniel Rozen - Libération

Jean-Edern Halier

### L'ENLÈVEMENT

Roman

"Un livre diabolique. Une psychanalyse déchirante et vaine dont il est le porteur de nuit. Dans cette sincérité à rebours, ce diabolisme d'ange déchu, ce bien dont le mal est le vecteur, sur le fil du rasoir, entre sublime et ridicule, entre mystique et mystification, réside la grandeur de L'Enlèvement."

Anne Pons - Le Point

Collection Jean-Jacques Pauvert

ALESIA

### OU EN EST LE MUSÉE D'ORSAY ?

#### La résistance et le mouvement

M. Jacques Rigaux, président de l'établissement public du musée d'Orsay, a tenu mercredi 22 juin une conférence de presse où il a fait le point sur les travaux d'aménagement de l'ancienne gare, précisé le calendrier et le programme de l'opération. Si tout va bien l'enveloppe financière étant désormais assurée (1 080 millions

en francs de janvier 1982), les travaux devraient être achevés à l'automne 1986 et le musée pourrait ouvrir au début de 1987. Ce n'est pas exactement pour demain mais le délai s'explique à la fois par l'extrême complexité de l'entreprise sur le plan architectural et par les péripéties qu'elle a connues depuis son hasardeuse naissance.

par ANDRÉ FERMIGIER

La musée d'Orsay est, en effet, né d'un hasard, et le hasard est celui d'une gare dont on ne savait que faire. Construite pour amener les voyageurs au centre de Paris lors de l'Exposition universelle de 1900 et pour loger certains d'entre eux dans l'hôtel étonnant, la gare de Victor Laloux, auteur également inspiré de l'Hôtel de Ville et de la gare de Tours, tombe assez vite en désuétude et n'ébruite plus, au lendemain de la dernière guerre, que quelques lignes de banlieue en profond souterrain. Elle, qui avait vu tant d'heures d'opéra d'enfants fragiles des fosses nées vers Le Bourboulle et Le Mont-Dore, ne fut plus désormais qu'une coquille vide affectée, malgré la beauté de sa nef et de ses voûtes,

de tous les mépris que l'on portait encore à l'époque à l'architecture du dix-neuvième siècle.

Nous étions, en effet, dans les années bannies qui virent la construction de Sarcelles, de la faculté des sciences, de l'annexe Morland de l'Hôtel de Ville et bientôt de Maine-Montparnasse, du front de Seine et de la Défense. On décide donc d'abattre cette imparture, que défendaient seulement quelques enragés passésistes, et l'on pensa édifier sur son emplacement un nouveau musée d'art moderne. Des concours furent ouverts à cet effet, où l'on remarqua en particulier un projet de Le Corbusier qui reprenait à

peu près le parti de l'O.N.U., à New-York, ce qui, e deux pas du Louvre et devant les Tuileries, peut assez étrange pour que le ministre de la culture de l'époque décidât, dans un de ses rares moments de lucidité, de fouiller le mur dans un placard et de remettre l'affaire aux calendes grecques.

Certains projets n'en continuèrent pas moins à cheminer, et l'idée du musée ayant été abandonnée, on eut un jour le surprise de voir apparaître la maquette d'un hôtel qui installait sur toute la longueur du terrain une sorte d'immense cerceau piqué de fenêtres bisautées et alignées avec le peu près avant de gaucheries que des boules dans un boulier.

(Lire la suite page 17.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Utopies

Pour 1984, le gouvernement attend une croissance de 1 %. On y vient donc à cette fameuse « croissance zéro » qui, naguère, nous fut présentée comme le remède à nos maux. L'indice parfait d'une société rééquilibrée, conviviale et heureuse.

On ne les entend plus guère les prophètes de bonheur qui brandissent cette utopie, cette promesse. Aujourd'hui, l'utopie s'inverse, et l'on va répéter que l'avenir sera rose, c'est promis. C'est certain, si la croissance reprend. Alors messieurs les prophètes, à quel taux le bonheur ?

BRUNO FRAPPAT.

lipour en Suisse, n'en faites pas question d'arge

SW-300



Le Monde

# idées

## L'illusion du marketing

### POLITIQUE

Le socialisme démocratique est en crise. Maurice Duverger pense que maintenant que l'Etat-providence, qui est son œuvre, existe, il lui reste d'abord à trouver un autre « projet ». Philippe Simonnot met la classe politique en garde contre l'illusion, inspirée des règles du « marketing » économique, que c'est du côté du centre qu'il convient d'aller chercher le renfort nécessaire. Enfin François Goguel, sensible aux appels du président de la République à se mobiliser pour gagner la guerre économique, pense qu'ils ne seront entendus que si intervient sans tarder une trêve politique, notamment dans le domaine de l'enseignement.

### Pas de rassemblement sans trêve des querelles

par FRANÇOIS GOGUEL (\*)

LORSQUE le président de la République appelle les Français à se rassembler dans l'effort afin de gagner la « guerre économique » dans laquelle notre pays est engagé, comment ne pas s'interroger sur les conditions indispensables à un tel rassemblement ? Le nouveau gouvernement s'est fixé deux objectifs prioritaires : réduire, puis résorber le déficit du commerce extérieur, maîtriser l'inflation. Aucun Français ne peut souhaiter qu'il n'y parvienne pas. Certains s'interrogent sur l'efficacité des moyens choisis. Mais ne peuvent-ils pas faire confiance au sens des réalités d'un Jacques Delors pour se convaincre que, si l'expérience lui en montre la nécessité, il saura apporter à sa politique les aménagements nécessaires ?

Encore faut-il pour que cette politique réussisse que tous les Français se sentent impliqués dans l'effort collectif : les erreurs commises depuis deux ans ne constituent pas une raison pour ne pas s'associer aujourd'hui à une action mieux orientée.

Mais comment ne pas souligner le caractère positif du scepticisme affiché par certains dirigeants socialistes ? Peut-on s'attendre que ceux des Français qui ne se sentent pas d'affinités particulières avec les tutelles actuelles du pouvoir acceptent de se rassembler avec celui-ci, alors que nombre de ses partisans prennent leurs distances ?

Le gouvernement lui-même ne paraît pas toujours se comporter comme il le faudrait pour créer les conditions du rassemblement souhaité.

Un tel rassemblement postule en effet que soient écartés, fût-ce provisoirement, les problèmes dont la solution peut attendre, et qui sont de nature à diviser les Français.

Tel est, par exemple, le cas du projet de nouvelle loi universitaire. Si louables qu'aient été les intentions du ministre, elle suscite des oppositions dont il doit bien se rendre compte qu'elles n'ont pas toutes un caractère partisan. N'aurait-il pas été préférable d'ajourner la discussion d'un texte qui, en tout état de cause, ne sera pas applicable avant l'automne 1984 ?

Autre problème, politiquement très sensible, l'enseignement libre. Voilà certes une question dont l'urgence n'a aucune commune mesure avec celle de la lutte contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur ! Et une question à laquelle, on ne peut l'ignorer, le « peuple de droite », qu'on appelle à

PARMI ses fous, le prince a eu tendance à délaissier quelque peu les économistes pour écouter davantage la chanson des experts dans les autres sciences dites humaines. La crise économique, en effet, est aussi la crise de la profession d'économiste. Mais il se pourrait que l'économiste évincé par la porte soit rentré par la fenêtre, affublé d'un nouveau savoir : le « marketing politique » qui prétend utiliser les lois du marché pour conserver ou conquérir le pouvoir.

Le « marketing » ainsi conçu incite en politique à rechercher le « centre ». On a pu l'observer tout au long du précédent septennat. Et il y a quelques raisons de penser que le gouvernement Mauroy cède à son tour à l'attrait du « juste milieu », formule pourtant typiquement giscardienne. Or ce « marketing » risque d'être aussi fatal à l'édifice actuel de l'Elysée qu'à son prédécesseur, parce que fondé sur une théorie économique tronquée.

Le client mécontent des produits offerts par une entreprise est tenté de faire défection et de s'adresser à la concurrence. Dans quelle direction cette constatation va-t-elle pousser le leader politique qui se situe, disons, au milieu de la droite ? Il va bien évidemment viser le centre, et même un peu plus loin, pour essayer de gagner le maximum de voix sur sa gauche, et élargir ainsi le plus possible son assise électorale.

Les électeurs qui sont sur droite, supposés n'avoir le choix qu'entre la « consommation » et la « défection » au profit du concurrent, c'est-à-dire ici de la gauche, ne pourront en effet que continuer à « consommer », et donc resteront fidèles au leader en question. Un tel raisonnement « économique » poussera systématiquement un leader de gauche à se rapprocher le plus possible de la droite, et par conséquent à viser lui aussi le « centre ». Ainsi, l'attraction exercée par le « centre » semble-t-elle parfaitement irrésistible dans un régime relevant du bipartisme.

Certains ont en outre conclu que la fin des idéologies « était en vue, la

droite et la gauche cherchant également le centre soit dans leurs programmes, soit dans leurs actions gouvernementales, à tel point qu'il ne serait plus possible de les distinguer.

### Une entropie démocratique

Par une sorte d'entropie démocratique, on aboutirait ainsi à un magma informe où seul compterait le charme personnel des protagonistes (mais, ici, aussi suiviez le guide et adressez-vous au spécialiste de la « pub »).

Cette logique centrée ne parvient cependant à rendre compte ni de la défaite de ceux qui s'y sont conformés (Giscard d'Estaing en 1981) ni de la victoire de ceux qui l'ont méconnue (Reagan, Thatcher, Mitterrand et tant d'autres). Et comme en dépit des mirages du nouveau savoir de la « communication » on ne peut se résoudre à expliquer ces phénomènes par l'équation personnelle, voire idéologique, des personnages en question, force est de remettre en question les postulats économiques du marketing politique.

Comme l'a montré il y a déjà treize ans Albert Hirschman, ce grand économiste américain qui commence tout juste à être connu en France, le consommateur mécontent peut échapper au dilemme fidélité-défection en empruntant une troisième voie, qui est aussi sa propre voie, autrement dit en prenant la

par PHILIPPE SIMONNOT (\*)

parole pour exprimer son mécontentement (1).

Cette prise de parole se manifeste, par exemple, lorsque les clients d'une entreprise sont peu nombreux et peuvent se concerter pour protester contre la baisse de qualité et obtenir une amélioration de leur fournisseur de ce qu'ils achètent ; en cas de monopole ou de pseudo-concurrence, quand la défection est impossible en faveur d'un autre produit (d'où le développement des mouvements de consommateurs à l'Ouest et des lettres de protestation dans la presse soviétique). Si cette troisième voie est négligée d'ordinaire par l'analyse économique, elle n'en existe pas moins réellement, et sa fréquence augmente à mesure que s'amenuisent les possibilités de défection.

### Une transposition trop rapide

Les situations où la défection est très difficile et la prise de parole, de ce fait, indispensable sont beaucoup plus courantes en politique qu'en économie. Mais, du fait même de la transposition, la prise de parole négligée en économie le sera aussi en politique. Ainsi le centrisme inspiré par un tel marketing sera-t-il amené à faire la sourde oreille aux prises de parole déclenchées par la politique du « juste milieu », alors même que le verbe est un facteur majeur de la vie politique. Assurément, à tort de la

(\*) Journaliste.

quasi-impossibilité de la défection de ceux de son camp, le leader qui vise le centre est en quelque sorte éduqué par l'économiste à ne pas tenir compte de l'essence même du politique, alors qu'il croit politiquement habile de gagner des voix à gauche quand il est à droite et à droite quand il est à gauche. Bref, il ne comprend pas que la prise de parole provoquée par la quasi-impossibilité de la défection peut lui nuire autant qu'une défection, à supposer qu'elle fût possible.

### Un substitut à la défection

Toute l'histoire du précédent septennat est traversée par cette erreur. Les « coups de gueule » de Jacques Chirac, disait-on dans les allées du pouvoir, n'avaient pratiquement aucune importance, puisque, de toute façon, ses partisans continueraient à voter les projets de loi du gouvernement. Il n'empêche que ces prises de parole affaiblissaient de plus en plus le moral de l'opposition, tout en fournissant des arguments de choix à ses adversaires. On connaît la suite.

Le gouvernement Manroy souffrira-t-il d'une surdité analogue ? Les redoutables de MM. Chevènement et Marchais ne tirent pas à conséquence, inclinent-ils à penser aussi bien à l'Elysée qu'à Matignon, puisque, de toute façon, ni le CERS ni le P.C.F. ne feront défection. Ce que l'on ne veut pas voir, c'est que ces prises de parole de plus en plus fréquentes et acerbes sont un substitut à la défection et qu'elles

entament le moral des militants du P.S. et du P.C. On le dit fort bas aujourd'hui. Qu'en sera-t-il au moment de l'épreuve décisive des législatives ? Ce ne sont pas les quelques voix gagnées au centre qui compenseront les voix perdues par suite de la baisse du tonus des militants.

La « morale » de cette histoire, c'est qu'un raisonnement économique authentique confirme l'intuition des politologues non imprégnés de marketing, à savoir que, dans la Ve République comme dans les autres régimes bipartites, le centre est une utopie au sens étymologique (un non-lieu) et que, pour l'emporter, la droite est condamnée à être la droite, et la gauche, la gauche !

D'où une question fort grave : la Constitution gaullienne était-elle trop bien adaptée à la France des années de croissance et de prospérité, où chacun des camps pouvait sans risque être lui-même. Ce qui voudrait dire que la même constitution, devenue entre-temps, comme par hasard, un tabou, ne serait pas la meilleure possible en ces temps de vaches maigres. Ceux qui aujourd'hui, à droite comme à gauche, cherchent le « juste milieu », ou bien se trompent de République et vont vers la défaite, ou bien veulent, consciemment ou non, changer de République.

(1) Exit, Voice and Loyalty, Harvard University Press, Cambridge, 1970. Traduit en français sous le titre : Face au déclin des entreprises et des institutions. Les Éditions ouvrières, 1972.

## La crise du socialisme démocratique

par MAURICE DUVERGER

LA déroute des travaillistes britanniques tient à une crise générale du socialisme démocratique autant qu'à leurs particularités nationales. Ils continuent à payer le prix de leur liaison avec des *trade unions* dont les excès ont largement contribué à l'avènement, en 1979, de M<sup>rs</sup> Thatcher. Ils occupent la première place dans une évolution générale du syndicalisme occidental vers le corporatisme, qui lui fait ériger des fortifications pour protéger les intérêts particuliers de chaque profession, sans le moindre souci de l'intérêt général, ou de l'avenir des firmes. Tout fait craindre malheureusement qu'une telle stratégie, qui conduit à l'occasio à des grèves caricaturales, ne se développe de plus en plus. Elle correspond en effet à la tendance naturelle des organisations à une introversion qui les éloigne graduellement des citoyens.

L'irréalisme du programme travailliste, évidemment inapplicable par un gouvernement sérieux, présente des caractères analogues. Dans ce domaine aussi, les Britanniques ont été simplement plus vulnérables au virus de la radicalisation qui menace tous leurs partis frères. Certains y résistent mieux que d'autres, par exemple en Grèce, en Espagne, au Portugal. Mais les Britanniques s'éloignent de leur orientation traditionnelle pour réintégrer des marginaux qui cessent de l'être en devenant plus nombreux. De ce monde sans queue ni tête, sans règles ni principes, sans foi ni loi, les jeunes générations se sentent de plus en plus exclues. Le sentiment de leur altérité les pousse à revendiquer

une « alternative », qu'elles incarnent soit dans des objets particuliers (la pollution, les fusées, les centrales atomiques, etc.), soit dans un sectarisme rigide, soit dans une sorte de nihilisme.

Anarchistes, écologistes, pacifistes, antinucléaires, trotskistes, maoïstes, activistes, utopistes, continuent dans certains pays une clientèle dont le socialisme démocratique a besoin. Pour l'attirer, il doit se radicaliser. Mais il risque alors d'écarter une bonne partie des électeurs modérés qui font la balance. D'où la prudence des sociaux-démocrates allemands, qui s'engagent à pas comptés. L'audace des travaillistes correspond à une démarche inverse. L'impopularité du syndicalisme britannique leur impose de compenser à gauche les pertes déjà subies à droite. Mais ils n'ont réussi qu'à les augmenter. Un programme purement idéologique ne peut pas réunir la majorité dans une nation développée, où le changement n'est attirant que s'il est crédible.

La définition d'un projet de ce type s'impose pour une raison bien plus fondamentale que l'intégration des jeunes générations. Face à la dépression économique, le socialisme démocratique apparaît désarmé. Au pouvoir à Paris, à Madrid, à Stockholm, à Athènes, à Lisbonne, il y suit des voies différentes. De sorte qu'on ne sait plus très bien aujourd'hui ce qu'il est. Comparée à l'image nette qu'il présentait dans les décennies précé-

dentes, cette perte d'identité mesure la gravité de la crise qu'il traverse. Entre 1945 et 1975, il a réalisé une œuvre considérable que les gouvernements conservateurs n'ont pu altérer parce qu'elle a séduit la majorité des citoyens, même s'ils se sont ensuite détournés de ses initiateurs. Dans ces trente années, l'histoire définit le socialisme démocratique par ce qu'on appelle l'Etat-providence, qui réduit les inégalités, attribue aux plus démunis un niveau d'existence acceptable, garantit à tous une protection efficace contre les risques résultant d'accidents, d'infirmités, de maladies, de vieillesse, etc.

Une telle évolution ne résulte pas d'une augmentation régulière de la production. Elle correspond à une redistribution par l'autorité publique afin de donner à chacun la possibilité de vivre en homme. Ce socialisme là était clair, et compris de tous au-delà des variantes idéologiques.

### Un plafond

La crise économique a stoppé son extension, la redistribution des surplus engendrés par la croissance étant plus facile que celle des sacrifices exigés par la récession. Mais il avait de toute façon atteint son plafond dans certains domaines. Ainsi, le taux des impôts directs en Grande-Bretagne et en Suède commençait à freiner l'activité des entrepreneurs et des cadres, ce qui devenait dommageable pour

l'ensemble de la collectivité. D'autre part, le progrès des techniques tend à augmenter le coût de la santé dans des proportions bien supérieures à la croissance de la production. Même sans la crise l'étendue et les modalités de l'Etat-providence auraient dû être révisées.

Il n'en constitue pas moins l'une des grandes réalisations de notre époque. Mais son établissement a pour conséquence que le socialisme démocratique se trouve maintenant dépourvu de projet. Pour combler ce vide essentiel, il ne suffira pas de saupoudrer de social un système qui ne permettrait pas d'imaginer véritablement cette dimension. La force du projet de *Welfare State* était de lier la production économique et la justice collective, le keynésisme étant le moteur de l'Etat de bien-être.

Le socialisme français réussira-t-il à tracer une voie de ce genre ? Il a posé des premiers jalons en considérant les nationalisations comme un instrument d'entraînement économique. Il a découvert ensuite la fonction irremplaçable des petites et moyennes entreprises, où l'initiative et le profit individuels assurent un dynamisme que les structures administratives ne permettent guère.

Il comprend progressivement que la compétition est une condition indispensable au progrès d'une société libre, mais qu'elle doit être encadrée par des mesures limitant les effets des inégalités. Tous ces ingrédients pourraient aboutir à un projet aussi valable que celui dont l'Etat de bien-être est issu. A condition d'imiter le réalisme qui l'a inspiré, et de ne pas retomber dans les discours incantatoires.

Parisiens, venez essayer la nouvelle Mercedes 190E.



A l'héliport de Paris, près de la Porte de Versailles du 17 au 26 Juin.

Prenez le volant d'une Mercedes 190E. Et conduisez-la avec passion. Ses performances\* vous étonneront ! Toutes les autres Mercedes sont là aussi : de la 200 à la classe S. Tous les jours, de 10 h à 21 h. Pour votre plus grand plaisir.



Mercedes-Benz

\*Mercedes 190E - B14 - Consommations normes UTAC : 6,4 l à 90 km/h, 8,3 l à 120 km/h, 10,3 l en parcours urbain. Mercedes-Benz Financement, un financement personnalisé pour votre Mercedes.

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75477 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 354 F 367 F 380 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
681 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
361 F 634 F 687 F 1 140 F

II - SUISSE TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de réimpression des lettres reçues en espèces d'implication.

السلامة



# Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### La France prête cinq Super-Étendard à l'Irak

(Suite de la première page.)

Ces deux commandes sont exécutées : le dernier modèle d'avion doit être livré courant 1983 à la marine française, qui a prévu d'embarquer le Super-Étendard, qui peut être armé d'une charge nucléaire tactique, sur le Foch et le Clemenceau.

Il a donc fallu obtenir que l'état-major de la marine nationale accepte de céder, momentanément, à l'Irak, quelques-uns de ses appareils.

A la suite d'une décision de principe du ministre de la défense, prise le 26 mai dernier, il a été acquis que l'état, propriétaire des avions de série n° 65, 66, 67, 68 et 69, commandés en 1973 et dont l'achèvement est en cours, rétrocéderait ces cinq appareils à la société Dassault-Breguet et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), à charge pour elles de les adapter aux besoins du « client » irakien, notamment, pour tout ce qui concerne le tir des missiles Exocet AM 39 contre navires et infrastructures militaires au sol ou « off shore ». Cette rétrocession aux constructeurs fait précisément l'objet d'une convention du 2 juin avec l'Irak.

C'est, normalement, en 1985 que les deux sociétés devront, à l'issue du prêt à l'Irak, restituer à la marine nationale tout ou partie des cinq avions, après une expertise officielle. Si le nombre des avions non restitués devrait être supérieur à deux, les constructeurs du Super-Étendard devront compléter le remboursement, à hauteur des cinq appareils initialement cédés, par des modèles neufs dont la livraison dépendra, alors, des délais exigés par le chantier de leur fabrication. A titre de compensation, la société Dassault-Breguet devra verser, en fin d'opération, à la marine nationale des indemnités de 140 millions de francs par appareil, qui porteront intérêt à compter de juillet.

C'est, à la connaissance de nombreux spécialistes, la première fois qu'un tel accord de cession provisoire, pour des armements aussi importants, est conclu entre la France et un « client » étranger. Certains observateurs ne manquent pas de faire remarquer qu'il concerne, de surcroît, un matériel relevant de la panoplie nucléaire tactique de la France, puisque le Super-Étendard a été conçu pour emporter, depuis le porte-avions, une charge nucléaire tactique de 15 à 25 kilotonnes.

Au ministère de la défense, on ne faisait aucun commentaire, jeudi matin 23 juin, sur la nature de cet accord de prêt avec l'Irak.

L'armée irakienne est, déjà, dotée d'hélicoptères lourds Super-Frelon, capables de lancer des missiles Exocet comme, du reste, ils l'ont prouvé, il y a plusieurs mois, contre des vedettes iraniennes. On pouvait aussi penser que les techniciens de l'armée de l'air irakienne seraient en mesure d'installer ces mêmes missiles sur des Mirage F-1 d'interception, qui ont été achetés en France. En réalité, le Mirage F-1 n'est pas destiné, dès sa conception, à de telles actions, et il aurait fallu l'adapter, comme le font, actuellement, ses constructeurs français.

JACQUES ISNARD.

● Le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a « déploré » mercredi 22 juin à l'Assemblée nationale les « excès » de la révolution iranienne et en a appelé aux dirigeants de Téhéran « pour que la guerre cesse et pour que ces répressions massives cessent aussi ».

La révolution iranienne de 1979 « était à l'origine une révolution populaire, authentique et profonde », mais a été suivie « d'excès redoutables, excès dans la guerre, excès dans le contrôle des situations intérieures, dans la répression à l'intérieur », a déclaré M. Cheysson. Le ministre était interrogé par un député, M. Vincent Follé (P.C.), sur le sort du secrétaire général du parti Toudéh (communiste), M. Nourouddine Kianouri, arrêté à Téhéran en février et qui a fait des « aveux » télexés.

Faisant référence à certaines informations selon lesquelles M. Kianouri avait été exécuté, le ministre a indiqué : « Nous n'avons pas jusqu'à présent d'informations complémentaires à ce sujet ».

## LA CRISE DE L'O.L.P.

### Damas se défend d'être intervenu aux côtés des dissidents du Fath

(Correspondance)

parti Bass. Mais le régime de Damas a manifesté toute sympathie avec beaucoup plus d'adresse que la Libye.

Certes, il est difficilement imaginable que les partisans de la dissidence aient pu, par exemple, se saisir fin mai d'une demi-douzaine de bureaux administratifs de l'O.L.P. dans la capitale syrienne sans l'accord de Damas, alors que ces bureaux étaient gardés par des éléments relevant de la Syrie. De même, les troupes syriennes dans la Bekaa ont sans doute aidé les rebelles à tourner le blocus que M. Arafat avait décrété à leur encontre.

« Nous avons dit aux responsables syriens que certains de leurs services de sécurité appuyaient les rebelles. Et nous leur avons dit qu'ils devaient coopérer avec l'ensemble du Fath et non avec une partie seulement de l'organisation », nous déclarait récemment M. Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes. Il s'est également plaint à plusieurs reprises d'« obstacles » entravant l'acheminement de combattants palestiniens vers la Bekaa. « Nous avons décidé de faire venir des unités qui venaient de terminer leur entraînement dans d'autres pays arabes. Mais, jusqu'à présent, on ne les a pas autorisés. Ici, à venir, sous prétexte que nous pourrions les utiliser contre la rébellion », ajoutait-il.

#### Affaiblir M. Arafat

Il semblerait que M. Yasser Arafat ait espéré jusqu'au bout que les interventions de pays arabes ainsi que de l'U.R.S.S. auprès de la Syrie, pour que celle-ci se tienne à l'écart du conflit interne du Fath, allaient porter leurs fruits. Les démarches de l'Arabie Saoudite et de l'Algérie, notamment, ainsi que celles de Moscou, semblent d'ailleurs avoir eu un effet modérateur sur la Syrie.

Ainsi, rapporte-t-on de source diplomatique arabe, l'émir Abdallah, prince héritier saoudien, qui aurait reçu des dirigeants syriens lors de sa visite à Damas début juin l'assurance formelle que la Syrie ferait tout ce qui est en son pouvoir pour amener les protagonistes à un com-

promis susceptible de sauver l'unité du Fath et de l'O.L.P. La visite du prince Abdallah et celle du président algérien Chadli Benjedid au même moment ont d'ailleurs été suivies par la création à Damas d'un comité syrien formé de trois membres du parti Bass chargés d'entendre les doléances des deux parties (1). Si les Syriens avaient agi jusqu'à tout récemment encore avec prudence, ce n'est certes pas par sympathie pour M. Arafat. Mais, de toute évidence, ils ne tiennent pas à des affrontements qui pourraient avoir des conséquences incalculables, alors que le risque d'une confrontation syro-irakienne existe toujours. En dépit de leur rancune à l'égard de M. Arafat et des différends qui les opposent au chef de l'O.L.P., les dirigeants de Damas semblent surtout désireux de l'empêcher de prendre des initiatives contraires à leurs intérêts.

Même contesté, M. Yasser Arafat reste, en effet, pour l'ensemble des Palestiniens, le symbole de la résistance, et il paraît aujourd'hui difficilement remplaçable. En outre, selon la formule d'un diplomate en poste à Damas, les responsables syriens préfèrent certainement avoir à la tête de l'O.L.P. « un Yasser Arafat affaibli, n'ayant plus d'autorité réelle, plutôt qu'un jeune loup qui pourrait plus tard leur poser des problèmes car ils savent pertinemment qu'ils sont appelés un jour ou l'autre à entrer eux aussi dans un processus politique de négociations ».

Cette prudence ainsi que la réaffirmation permanente du soutien de Damas à l'unité de l'organisation palestinienne s'expliquent également par le fait que les dirigeants syriens ne voudraient pas endosser la responsabilité de l'éclatement du Fath — ce qui reviendrait, pratiquement, à un éclatement de l'O.L.P. Le rôle de médiateur leur convient certainement beaucoup mieux. On peut cependant se demander si la dégradation accélérée des relations syro-palestiniennes ces derniers jours peut encore leur permettre de jouer cette carte.

EMMANUEL JARRY.

(1) Dans le même temps, toujours de source diplomatique arabe, on relève que les ambassadeurs des pays du bloc communiste à Damas ont refusé de recevoir les rebelles venus leur exposer leur cause.

### Le chef des mutins propose une « trêve » à M. Yasser Arafat

Tandis que les forces syriennes réoccupent encore, mercredi après-midi 22 juin, les deux autours des éléments « loyalistes » du Fath, isolés dans la plaine de la Bekaa, le chef des dissidents palestiniens, le colonel Abou Moussa, a proposé, le même jour, une trêve au président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, soulignant que la mutinerie qui dure depuis sept semaines pourrait prendre fin après un « dialogue démocratique ».

Selon une source autorisée palestinienne à Tripoli (Liban-Nord), où se trouve M. Arafat, les forces syriennes auraient procédé à l'arrestation de plusieurs « loyalistes » et acheminé de nouveaux renforts sur la Bekaa.

Aucun accrochage n'a cependant été signalé mercredi dans la région, où le dernier tronçon de la route Beyrouth-Damas, à proximité de la frontière libano-syrienne, demeure sous le contrôle des forces palestiniennes dissidentes. Les voies de ravitaillement et les routes d'accès à la plaine sont désormais interdites à toutes les forces loyales à M. Arafat.

Sur le plan arabe, seul l'Irak n'officiallement demandé « une action sérieuse et rapide pour faire avorter le complot entrepris par les régimes syrien et libyen contre la résistance palestinienne ». Les autres pays arabes ont réagi à l'appel de M. Yasser Arafat avec une discrétion qui témoigne de leur embarras.

L'émir du Koweït a dépêché auprès du président syrien un ambassadeur porteur d'un message proposant ses bons offices. L'Algérie, dont le président a effectué il y a dix jours une mission de médiation entre la Syrie et l'O.L.P., ne s'est pas encore officiellement prononcée. Néanmoins le Moudjahid dénonce les « manœuvres de division » lancées, selon lui, par les « foyers de la Palestine » contre l'unité et la cohésion de l'O.L.P.

Selon le quotidien, « il appartient à la nation arabe de prendre ses responsabilités, au moment où de telles manœuvres se multiplient et où les menaces se font de plus en plus pressantes ».

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite a en outre, la nuit de mardi, un entretien téléphonique avec M. Arafat pour lui exprimer « sa profonde préoccupation d'après la situation », et lui a promis de « faire tous les efforts pour mettre un terme à la détérioration des relations syro-palestiniennes ».

Pendant ce temps, en Syrie, le ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, recevait quatre des principaux dirigeants palestiniens, MM. Khaled El Fahoum, président du Conseil national palestinien, Georges Habache, secrétaire général du F.P.L.P., Noyef Hawtmech, chef du F.D.L.P., et Talaat Yousof, responsable du Front de libération de la Palestine, proche du Fath.

#### Fermeture du centre de recherches palestinien de Beyrouth

Le procureur général militaire libanais a décidé mercredi la fermeture du Centre de recherches palestinien de Beyrouth. Le directeur du centre, l'écrivain palestinien connu Sabri Jirès, ainsi que le colonel Yousof Rajab, membre du comité de liaison de l'O.L.P. avec les autorités libanaises, avaient été arrêtés dimanche, au lendemain de l'explosion d'une voiture piégée près du centre, qui a tué deux Palestiniens.

Les responsables du centre affirment que celui-ci a été la cible d'un attentat, alors que, selon la police libanaise, les deux Palestiniens ont été tués alors qu'ils transportaient des explosifs dans leur voiture.

Cette affaire survient alors que les arrestations de Palestiniens se multiplient à Beyrouth. Deux membres du Centre de recherches ont été appréhendés : M. Jaber Soulemane, jeudi, à son arrivée à l'aéroport de la capitale libanaise, et M. Ahmed Shabim, samedi, à un point de contrôle de l'armée libanaise. Il y a trois semaines, les autorités avaient expulsé un autre chercheur du centre, M. Fayal Hourani. — (A.F.P.)

## AMÉRIQUES

### Honduras

### APRÈS LA MORT DE DEUX JOURNALISTES AMÉRICAINS Le risque s'accroît d'un conflit avec le Nicaragua

Les autorités sandinistes ont réagi aux accusations concernant la mort de deux journalistes américains, dans la zone frontalière entre le Honduras et le Nicaragua. Le ministre des affaires étrangères de Managua, M. Miguel d'Escoto, a affirmé que l'armée nicaraguayenne n'était pour rien dans cet incident. Il a même avancé l'hypothèse d'une « provocation de la C.I.A. », qui aurait suscité la mort de deux journalistes — connus, selon lui, comme des « amis de la révolution sandiniste » — pour « justifier une guerre du Honduras contre le Nicaragua ».

A Washington, M. Reagan a exprimé ses « profonds regrets », et le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué qu'une équipe de l'ambassade des États-Unis à Tegucigalpa se rendrait sur les lieux. Le secrétaire d'État, M. George Shultz, a affirmé, d'autre part, que les États-Unis « prendraient très au sérieux » une éventuelle offensive nicaraguayenne au Honduras. A Tegucigalpa, l'émotion est d'autant plus vive que les incidents frontaliers se sont multipliés ces derniers jours.

#### De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — La mort, le mardi 21 juin, de deux journalistes américains à la frontière du Honduras et du Nicaragua, a fait monter un peu plus la tension entre les deux pays. M. Paz Barrios, ministre hondurien des affaires étrangères, a donné un caractère particulièrement solennel à sa très vive protestation auprès du gouvernement de Managua. L'incident de mardi a porté à son comble, en effet, l'irritation des dirigeants honduriens. Plusieurs incidents du même genre ont eu lieu depuis une semaine. Un autobus a été mitraillé samedi sur la route où ont été tués les Américains, entre Cifuentes et Los-Trojes, le long de la frontière. La presse de Tegucigalpa affirme carrément que les journalistes ont été « assassinés par les sandinistes ».

Les autorités honduriennes ont affirmé mardi que la route était « très dangereuse ». C'est un euphémisme. Jusqu'à Danlí, elle est asphaltée. Ensuite, la piste sinueuse escalade des collines boisées et aborde la frontière à Cifuentes. Elle est utilisée par les patrouilles de l'armée hondurienne, mais aussi par les groupes armés antisandinistes qui ont déclenché depuis le début juin une vigoureuse opération de harcèlement contre les positions nicaraguayennes sur le saillant de Jalapa. Leur objectif serait de l'emparer de cette dernière ville. De très violents affrontements ont eu lieu dans ce secteur, depuis deux semaines. Managua a envoyé d'importants renforts de l'armée populaire sandiniste pour épauler les unités de gardes-frontières et les milices sandinistes, qui ont subi des pertes sérieuses. La conquête

éventuelle de Jalapa permettrait évidemment à la contra (contre-révolution) de solliciter une reconnaissance « extérieure ».

Cette situation favorise les incidents et la confusion, mais aussi le risque d'affrontement direct. Deux patrouilles militaires, hondurienne et nicaraguayenne, se seraient tout récemment trouvées face à face à un autre endroit de la frontière, qui est longue de quelque 800 kilomètres, et que les autorités, nicaraguayennes et honduriennes, admettent ne pas pouvoir contrôler entièrement.

Les quelque 12 kilomètres de route entre Cifuentes et Los-Trojes sont en partie exposés au feu direct des unités sandinistes qui tirent sur tout ce qui bouge. Les groupes antisandinistes ne se déplacent pas dans cette région en véhicules de type militaire tout terrain, mais utilisent des voitures civiles pour leur « marche d'approche ». Officiellement, tous les contras se trouvent à l'intérieur du territoire nicaraguayen. Mais les dirigeants de la F.D.N. (Force démocratique nicaraguayenne) ne font guère mystère de la présence au Honduras de certaines de leurs unités combattantes.

C'est dans ce climat tendu — alors que ni les Nicaraguayens ni les Honduriens ne souhaitent, pour des raisons différentes, engager un conflit armé ouvert et direct — que le Congrès de Tegucigalpa a approuvé l'installation sur la côte atlantique, à Puerto-Castilla, d'une base militaire américaine, pudiquement qualifiée de « centre d'entraînement » pour les soldats salvadoriens. Le projet, lancé en mars 1982 par des conversations secrètes entre Washington et Tegucigalpa, a été vivement critiqué par de nombreux secteurs politiques et syndicaux du Honduras et aussi par l'Eglise. Cent vingt « bérets verts » ont finalement débarqué le 14 juin à Puerto-Castilla, échelon avancé des conseillers américains chargés, dans un premier temps, d'entraîner quelque deux mille cinq cents soldats d'élite salvadoriens et, dans un second temps, de former des militaires d'autres pays d'Amérique latine qui suivraient jusqu'à présent des cours de lutte antiguerrilla à l'École des Amériques « de la zone du canal de Panama. Cette école doit en principe être fermée en 1984.

Le général Alvarez, commandant en chef des forces armées du Honduras, a fait valoir devant le Congrès que ce centre d'entraînement américain permettait aussi aux militaires honduriens de se perfectionner. Cela lui semble d'autant plus nécessaire qu'il existe, selon lui, un « plan Carabe » forgé par Cuba visant à développer la subversion à l'intérieur du Honduras.

MARCEL NIEDERGAANG.

### Canada

### LES LIBÉRAUX GAGNENT TROIS ÉLECTIONS PARTIELLES AU QUÉBEC

Montréal (A.F.P.). — Le parti libéral du Québec (P.L.Q.) a remporté trois élections partielles au Québec, lundi 20 juin, infligeant une véritable défaite au parti québécois (P.Q., indépendantiste) de M. René Lévesque. Les comités de Charlesbourg et Saguenay sont en effet passés aux mains des libéraux avec une forte majorité de voix. Dans celui de Saint-Jacques, auparavant représenté à l'Assemblée nationale par l'ancien ministre M. Claude Charbon, l'avance des libéraux est moins marquée.

Ces trois victoires du P.L.Q., qui est l'aile québécoise du parti libéral fédéral dirigé par M. Pierre Elliott Trudeau, constituent un grave revers pour M. Lévesque.

Le P.Q. conserve, après ces scrutins, une large majorité à l'Assemblée nationale québécoise, avec soixante-quatorze sièges. Le P.L.Q. en a quarante-six, et on compte deux indépendants.

## Julien Green sur les traces de François d'Assise



Le plus grand des saints, peut-être, présenté par un très grand écrivain, 79 p.

Plume de poète  
La lumière du monde  
Journal 1976-1981 176 p.

### Seuil

Julien Green

Plume de poète



# AFRIQUE

## Maroc

DEUX SEMAINES APRÈS LE SCRUTIN MUNICIPAL

### Les fraudes électorales continuent à susciter des remous

Le scrutin municipal et communal du 10 juin a peine clos, le gouvernement marocain a commencé à préparer les législatives, qui devraient se dérouler dans la deuxième quinzaine d'août. La proximité de cette consultation entretient l'effervescence provoquée par l'ampleur des fraudes constatées il y a deux semaines, chaque jour apportant son lot de témoignages accablants sur les tricheries.

La tension est si vive que M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, a lancé un appel, mardi 21 juin, dans son journal *Maroc-Saïr*, demandant aux partis politiques de renoncer à leurs querelles et de maintenir l'unité nationale en prévision du référendum au Sahara occidental, prévu pour décembre.

Il n'y a guère de chances toutefois que le pouvoir accepte « l'annulation pure et simple » des élections demandée par des partis rivaux de l'opposition et de la majorité. Les uns et les autres espèrent, apparemment, que la vigueur de leurs protestations limitera, à défaut de l'empêcher, l'intervention directe de l'administration lors des législatives et évitera une nouvelle « mascarade » et une « supercherie électorale » dont ils feraient les frais, comme l'écrit *Al Bayane*, organe du Parti du progrès et du socialisme (communiste).

Faisant face à la grogne, le ministre de l'Intérieur, M. Driss Basri, a commenté les résultats devant le Parlement en concluant que « les citoyens sont satisfaits du dernier scrutin ». Aussi, M. Mohamed Baucetta, ministre des affaires étrangères et secrétaire général de l'Isiqlal, a écrit au premier ministre pour se plaindre de n'avoir pas été informé de cette déclaration et encore moins de son contenu.

Le P.P.S. se demande même si la profondeur des divergences que révèle cette démarche au sein du cabinet ne risque pas de provoquer son éclatement. Mais le roi Hassan II, qui va devoir entamer une négociation serrée sur le Sahara occidental, ne s'accommoderait-il pas d'un passage dans l'opposition du parti nationaliste, qui a toujours défendu l'idée d'un Grand Maroc, à moins qu'il ne cherche à accroître son actuel embarras en lui faisant avaler de nouvelles couleuvres ?

Dans ce contexte passionnel, l'opposition mais aussi un parti comme l'Isiqlal ne peuvent que s'inquiéter des projets de pouvoir concernant les législatives. Il comporterait deux modifications importantes : des mesures démocratiques : un accroissement du nom-

bre des représentants, qui passerait de 268 à 506, dont 204 élus au suffrage universel direct, impliquant un nouveau découpage électoral avançant le « parti du roi », et l'élection de députés « extérieurs » par les Marocains vivant à l'étranger, notamment en France. L'opposition redoute que cette dernière mesure n'aboutisse au même résultat, l'ambassadeur et les consuls devant avoir la haute main sur toutes les opérations électorales.

La dégradation de la situation au Maroc provoque, en tout cas, des remous dans la communauté des travailleurs immigrés. Des mouvements comme l'Association des Marocains en France, l'Association des travailleurs marocains en France, l'Al Amam, l'Option révolutionnaire, les comités de lutte contre la répression au Maroc, l'Association des parents et amis des disparus au Maroc, cherchent à mobiliser leurs sympathisants et à alerter l'opinion.

### La situation économique

Ils réclament, une fois de plus, la libération des détenus politiques, critiquent le déroulement des derniers procès (le *Monde* du 1<sup>er</sup> juin), dénoncent les fraudes électorales et assurent que de nouvelles arrestations ont eu lieu dans leur pays. Mais, surtout, ils mettent l'accent sur l'aggravation de la situation économique et « l'extension des maux sociaux tels que la prostitution, la mendicité, la consommation des drogues, l'obscurantisme et la criminalité », ainsi que « l'accentuation de la dépendance militaire, économique, politique et culturelle » vis-à-vis de l'étranger, comme l'écrit *l'Al Amam*, résumant les griefs développés également par les autres organisations.

Sur le plan économique, la Banque du Maroc pour le commerce extérieur vient d'annoncer que le P.N.B. a progressé de 6,8 % en 1982 grâce à une forte hausse de la production céréalière après une année de sécheresse catastrophique. Néanmoins, le déficit de la balance commerciale s'est accru, passant de 10,5 milliards de dirhams (1 dirham = 1,20 F) en 1981 à 13,5 milliards en 1982, bien que la production du cultre ait doublé et que l'industrie touristique ait progressé de 16 % : il est vrai que les phosphates, qui représentent le quart des exportations marocaines, se vendent mal. Le bilan global de 1983 risque d'être aussi peu brillant.

PAUL BALTA.

(Suite de la première page.)

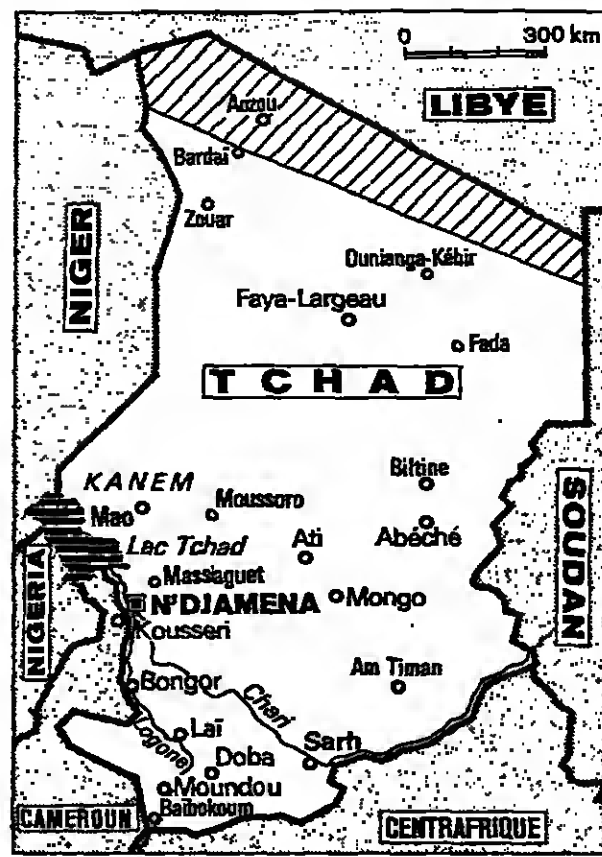
Il faut un fameux courage pour entreprendre ce que fait « Jackson », le seul commandant de bord du seul DC-4 en état de marche que possède actuellement l'escadrille tchadienne. Car Faya n'est même pas munie d'une balise-radio pour le guider et, après 900 kilomètres de vol au-dessus du désert, le pilote ne peut compter que sur lui. Par temps clair, cela va à peu près : longue de quelque 80 kilomètres, l'ennéade des palmiers barre le désert, d'est en ouest, d'un trait visible de loin. Mais aujourd'hui, c'est à peine si on voit à 50 mètres. Et si « Jackson » s'écarte un peu trop de l'agglomération, il se retrouve au-dessus des batteries de missiles et de canons anti-aériens des « Libyens ».

C'est l'adversaire - les forces de M. Goukouni Oueddei - dont les unités prennent la ville en tenaille est qualifié, par tous ici, de « libyen ».

Allongé sur son tapis à l'ombre des palmiers de l'ancien mess des sous-officiers français, le préfet, M. Ouardoung Wodji, est formel : « Il y a beaucoup moins de Tchadiens que de Libyens chez Goukouni. Et je sais de quoi je parle ».

Ses anciens partisans, ralliés à M. Hissène Habré, disent tous la même chose : « Goukouni nous a trompés. Il est la marionnette de Kadhafi ». Ce sont des cadres libyens qui commandent chez lui. C'est pour ça que nous sommes partis. Un vieux notable, dont deux fils ont été tués au combat par les troupes françaises qui soutenaient le président Tombalbaye, au début des années 70, nous met sous le nez le texte du discours prononcé par M. Hissène Habré le 11 juin de l'année dernière, devant les délégués des quatre préfectures tchadiennes : « Avant que les Français ne colonisent le Tchad, les Libyens venaient chercher notre bétail et des esclaves. Aujourd'hui ils veulent plus. (...) Qu'il y ait des Tchadiens qui se mettent au service des envahisseurs libyens, cela ne

### La Libye accentue sa pression dans le nord du Tchad



doit pas étonner parce que, même dans le passé, ils ont toujours utilisé des Tchadiens pour venir enlever des esclaves. Hier, les ancêtres de Goukouni servaient de guides aux Libyens. Aujourd'hui, Goukouni ne fait pas autre chose. Les troupes des assaillants sont proches. Elles bousculent à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest, sur la piste d'Ounianga-Kébir et de l'Ennedi, et à Ellboyé, à 35 kilomètres au nord-ouest, sur la piste du Tibesti.

« Faya ne tombera pas », affirme-t-on des habitants et les cadres de

la garnison que l'on peut évaluer entre deux mille cinq cents et trois mille cinq cents hommes. Et si est vrai que Faya n'a jamais été « prise ». Le 18 février 1978, la garnison sudiste s'est rendue au Front (Front de libération nationale du Tchad) appuyée par les Libyens, après six semaines de siège et de pilonnage d'artillerie.

En mai 1980, pendant la deuxième bataille de N'Djamena, les troupes qui la tenaient pour le compte de Goukouni se sont ralliées avec armes et bagages à Hissène Habré. En novembre suivant,

écrasés par les organes de Staline, les blindés et les avions libyens, les hommes de Hissène Habré l'abandonnaient à leur tour. Le 13 février 1982, enfin, une partie des FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddei, prenait la fuite tandis que la majorité se ralliait aux FAN (Forces armées du Nord) de M. Habré qui avaient entrepris leur « longue marche ».

Pourquoi Faya ne changerait-elle pas une nouvelle fois de mains ? « Parce que nous avons un chef, parce que N'Djamena nous envoie des cadres et fait tout pour nous ravitailler, parce que nous sommes motivés, parce que nous sommes maintenant que nous nous battons pour notre survie, parce que les Libyens ont trop massacré des nôtres en 1980 », dit-on dans la palmeraie. Mais cela ne tient-il pas de l'incantation ?

Les familles semi-nomades viennent pour la récolte des dattes, du raisin, des melons, des oignons et dressent leurs tentes en forme de barque retournée à la périphérie de la ville. Quelques huit cents élèves complètent les établissements scolaires et environ deux cent quarante d'entre eux fréquentent l'école « à la française » où les instituteurs tchadiens prennent grand soin des craies, stylos, cahiers et manuels trop rares, cependant que le lycée vient d'ouvrir deux classes de sixième et de cinquième.

Toutefois, M. Habré avoue être « très inquiet ». Même si les accés de Faya semblent bien gardés à plus de 15 km à la ronde. Et si des avions de « pays amis » livrent de l'armement léger depuis quelques semaines sur l'aéroport de N'Djamena, le chef de l'Etat tchadien juge cette aide « terriblement insuffisante » et surtout « trop tardive ». « Pensez, nous dit un membre de l'état-major qui pour savoir exactement où était l'ennemi, nous avons dû le faire survoler samedi dernier par notre seul DC-4 faute de petits avions de reconnaissance ».

Les vents de sable sont ici les plus violents du Sahara et font avancer les dunes de plusieurs dizaines de mètres durant les quatre mois d'hiver. En cette saison, ils sont toutefois inhabituels et retardent la bataille : sans eux, l'aviation libyenne, qui multiplie les reconnaissances volées quelques jours, serait déjà intervenue. A Faya comme à N'Djamena, tout le monde en est convaincu au vu des messages captés. « D'ailleurs », nous dit M. Hissène Habré, « ceux qui vivaient aux abords de la palmeraie ne sont sûrement pas venus pour la récolte des dattes. Ils attendent un appel ».

CHRISTIAN CONGÉ.

### République Sud-Africaine

### Le gouvernement ferme la brèche ouverte par la Cour suprême à propos du droit des Noirs de résider en zone blanche

Johannesburg. - Le déferlement noir sur les villes « blanches » n'aura pas lieu. En tout cas pas légalement. La brèche ouverte dans l'apartheid par la Cour suprême de justice au début du mois (le *Monde* daté 5-6 juin 1983) est presque entièrement comblée.

La très astucieuse opération de verrouillage des zones « blanches » mise au point par le gouvernement et annoncée mercredi 22 juin, au Cap, s'articule en deux temps. Premier temps, par la voix du docteur Piet Koornhof, ministre des affaires bantoues, réhabilitées « coopération et développement », le pouvoir annonce qu'il entend respecter l'avis de la Cour suprême. Désormais, il est donc acquis qu'un Noir n'ayant travaillé et vécu quinze ans dans la même township, ou a été employé dans la même entreprise durant dix ans, obtiendra, à sa demande, le très rare privilège de pouvoir résider légalement et à vie en zone « blanche » ou, plus exactement, dans les « zones blanches » réservées aux Africains, à l'ouest des villes.

L'épouse et les enfants de moins de seize ans du chef de famille pourront cohabiter avec lui. Fin du premier acte. Explosion de joie dans les centaines de milliers de familles.

(1) Sont considérés comme « migrants » tous les travailleurs noirs dépourvus du droit de résidence permanent en zone blanche et devenus « citoyens » de l'un des quatre bantoustans « indépendants » créés par Pretoria.

(2) Les terrains des Townships appartenant de droit à l'Etat. Toute construction nouvelle est soumise à autorisation administrative. Les Noirs ne peuvent acquérir pour « leur » maison que des baux de quatre-vingt-neuf ans, dont la transmission aux enfants est également soumise à autorisation spéciale. En aucun cas le terrain du logement ne peut devenir propriété de celui qui signe le bail.

### De notre correspondant

noires concernées. Deuxième temps, celui de la réflexion. Le ministre, que les Africains ont surnommé, il y a longtemps, « Docteur Piet Promesses », a assorti l'engagement gouvernemental d'une condition draconienne : les « migrants » (1) pourront faire venir leurs familles s'ils ont un logement « légal » pour les accueillir.

Déjà inscrite dans la loi de 1945, cette condition fera l'objet d'une nouvelle législation « plus précise » qui sera introduite au Parlement dans quelques jours. Mais pour rattraper le simple retard accumulé au cours des vingt dernières années, il faudrait construire au moins un demi-million de logements pour les Noirs. Or l'Etat n'en bâtit plus qu'environ cinq mille par an et le secteur privé, invité à apporter son écot, se fait tirer l'oreille.

Il n'est pas question pour le gouvernement d'accroître le rythme de la construction, le numéro deux des affaires bantoues, M. Morrison, a été très clair là-dessus : « Il est grand temps, a-t-il dit, que les Noirs prennent conscience de notre attitude, le gouvernement n'a pas les moyens de leur assurer le logement ». L'obstacle est insurmontable. Les migrants « qui souhaitent vivre en famille devront construire leurs propres maisons, à condition qu'ils en aient et les moyens et l'autorisation (2), louer des logements vacants de l'Etat quand il y en aura, ou racheter ceux qui sont actuellement mis en vente par le gouvernement. Leur nombre s'élève à environ cinq cent mille mais les maisons sont toutes, bien entendu, déjà occupées. La boucle est bouclée.

« Aucune autre forme de logement - squatting, cohabitation de

familles etc. - ne sera tolérée », a précisé un haut fonctionnaire du ministère concerné. Comme l'a justement dit le docteur Piet Koornhof, « On peut raisonnablement penser que le nombre de personnes affectées par l'arrêt de la Cour suprême sera relativement limité ».

PATRICE CLAUDE.

## DIPLOMATIE

### La conférence internationale du travail s'est terminée sur une série d'échecs pour les pays communistes

De notre correspondant

Genève. - Les travaux de la soixante-neuvième conférence internationale du travail, qui ont réuni du 1<sup>er</sup> au 22 juin à Genève mille huit cent cinquante représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de cent trente-huit pays (le *Monde* des 2 et 4 juin), ont marqué par une série d'échecs pour le bloc soviétique.

Jusqu'à présent, les pays de l'Est étaient parvenus, parfois avec l'aide de certains Etats du tiers-monde, à transformer cette conférence annuelle organisée par le Bureau international du travail (B.I.T.) en une tribune politique au service de leurs intérêts. Cette année, leurs tentatives d'affaiblir les structures du B.I.T. - afin notamment d'écarter toute possibilité de contrôle et même toute critique des que sont signalées chez eux des violations des conventions internationales du travail - ont été décidément trop maladroites. Les décisions prises par la Pologne et le Vietnam de se retirer plutôt que d'être mis sur la sellette ne semblent pas avoir troublé le déroulement des travaux. La polémique au sujet des accusations de travail forcé sur les chantiers du gazoduc sibérien a tourné à l'avantage du B.I.T. (le *Monde* daté 5-6 juin), en dépit de la présentation d'un film tendant à prouver que tous les travailleurs jouissent de conditions d'existence idylliques. L'attaque des pays de l'Est et de Cuba contre le mécanisme du contrôle des conventions a suscité une réaction sans équivoque de la part de M. Francis Blanchard, directeur général du B.I.T. Enfin, une commission d'enquête examinera les plaintes contre la Pologne au sujet des violations des conventions internationales du travail n° 87 sur la liberté syndicale et n° 98 sur les négociations collectives, sous la direction de M. Nicolas Valicov

(Grèce), ancien sous-directeur général du B.I.T.

Dans le cadre du débat sur la convention n° 111 (discrimination dans l'emploi), la situation des travailleurs tchécoslovaques licenciés pour avoir signé la Charte 77 a mis en évidence « des raisons d'inéquité ». Il a été décidé par consensus de placer la Tchécoslovaquie dans la rubrique des « cas délicats », comme la Pologne l'an dernier, les deux autres cas spéciaux de 1983 étant le Chili et la Turquie. Pourtant les pays de l'Est, afin de tenter d'épargner au gouvernement de Prague ce bâillon à peine déguisé, n'ont pas ménagé leurs efforts. M. Mikhailova, représentant du gouvernement soviétique, avait brandi la menace de « conséquences imprévisibles ».

D'autre part, un représentant du syndicat polonais discours Solidarité a réussi à s'adresser un groupe de travailleurs de la conférence, sous le couvert de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres) et de la C.M.T. (Confédération mondiale du travail). Son allocution a provoqué la sortie précipitée des représentants des pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie et de la Chine.

Enfin, fait rarissime au sein des conférences internationales, où l'arbitraire est rimellement condamné, une résolution anti-Israélienne particulièrement violente émanant des pays arabes et soutenue par les pays de l'Est a été repoussée.

ISABELLE VICHNIAC.

● M. Nicolas Oukhanov, membre du syndicat soviétique clandestin SMOT, a été arrêté le 6 juin à Moscou, en voyage dans son entourage. Le K.G.B. a perquisitionné le même jour les logements de quatre autres membres du SMOT et saisi divers documents. - (A.F.P.)

## REPONDEZ PRÉSENT.

Agrés P.T.T., ils répondent en votre absence à vos correspondants, enregistrent les messages, et vous les communiquent si vous les interrogez à distance. Jusqu'au 1<sup>er</sup> Juillet 1983, profitez de nos prix.

Agema, une gamme complète de répondeurs et de téléphones. Livraison assurée dans toute la France métropolitaine.

Agema

La boutique de la micro informatique, de la téléphonie et des machines de bureau.

Agema, filiale de Promodata, du groupe Locafance.

PHILIPS 9245 3090 F TTC.

Bon de commande  
A envoyer à Agema, 25 rue de la Pépinière 75008 Paris.  
Je désire recevoir sous quinze jours, franco de port, le répondeur  
□ CSEE 930 au prix de 2860 F.  
□ PHILIPS 9245 au prix de 3090 F. Je joins un chèque bancaire ou postal de cette somme.  
Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur le  
□ CSEE 930 et le □ PHILIPS 9245.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

ISTH Depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
**C.F.P.A.**  
Centre de Formation Professionnelle d'Auxiliaires  
■ Préparation complète  
Septembre  
■ Places limitées  
Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Huez  
75016 Paris - Tél. : 224.30.72  
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. : 595.59.35

HOUPHOUET A-T-IL CHANGÉ ?  
Après les derniers événements de Côte d'Ivoire, Paul Berner fait le point... dans AFRICA, le mensuel interafricain d'Afrique noire. Avec nos enquêtes « L'Afrique peut-elle attaquer l'Afrique noire ? », « USA, demain un Président noir ? », « La nouvelle diplomatie ivoirienne », « Les quatre vérités des femmes gabonaises », « Les premières législatives de Paul Biya » par Henri Bandolo. Et en vrac Bélinga, Kaké, les Mbamina, Jean-Pierre, Tokoto, Abun, 120 F CCP 98.22 Dakar. Rem. 24 rue Royale. Tél. 260. 85 28.

Élec  
- Lo  
Emba  
avec  
DEMOU  
Paque



## EUROPE

### Élections sans fièvre en Italie

#### II. - Le réalisme socialiste de M. Bettino Craxi

Les élections italiennes, à la Chambre et au Sénat, ont lieu les 26 et 27 juin. Après avoir décrit la relative passivité de la campagne électorale (le Monde du 23 juin), nos envoyés spéciaux interrogent M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste, sur la stratégie et le programme de l'alliance qu'il propose à la démocratie chrétienne.

Rome. - Voilà deux ans, l'effet Mitterrand ou le modèle Schmidt semblaient encourager le dynamisme du parti socialiste italien. Les militants, sensibles aux célébrations, se disaient pourtant que la « camaraderie » était dans les rites plus que dans les actes des dirigeants, déçus, sans le montrer, de constater que leurs anciens voisins de l'Internationale socialiste devenaient responsables d'un Etat ou d'un gouvernement représentant à leur compte des comportements plus nationaux qu'idéologiques.

Les évolutions des politiques socialistes laissent vite perplexes les dirigeants du P.S.I. Leurs amis étrangers ne se posaient d'ailleurs plus de questions. Si bien qu'aujourd'hui seuls l'effet Craxi et sa spécificité proprement italienne sont les atouts d'un parti qui entend montrer à quel point il diffère à la fois des autres socialistes d'Europe de l'Ouest et de ce qu'il a été.

1976 a marqué pour le P.S.I. l'amorce du changement. Revenu au pouvoir dans la majorité de centre-gauche, il n'avait jamais cessé d'osciller entre ses deux stratégies : être au gouvernement avec la démocratie chrétienne ou dans l'opposition avec le parti communiste, de toute façon en position subalterne. Ce schéma unique, pratiqué depuis la guerre, le laissait épuisé et déchiré. Il le paya d'un sévère échec aux législatives de 1976.

Ce fut l'heure de Bettino Craxi, considéré comme le dauphin de Pietro Nenni, devenu depuis une vingtaine d'années le théoricien de

#### De nos envoyés spéciaux

l'autonomisme. N'ayant, au départ, que 12 % des députés au congrès, M. Craxi, tenant du socialisme humaniste, se fait élire de justesse secrétaire général du P.S.I. Cinq ans plus tard, au congrès de Palermo, il rassemblait 70 % des suffrages.

Les portraits des affiches électorales montrent nécessairement les traits réels ; ils soulignent la banalité rassurante des chefs charismatiques. Et la photo de M. Bettino Craxi, seule à illustrer les affiches socialistes, en ferait un bel adolescent sans révolte d'adulte. Or c'est l'homme d'une très longue lutte, d'une certaine rudesse de tempérament, que son efficacité et son goût de la « Realpolitik » firent surnommer « l'Allemand du P.S.I. ».

Né en 1934, membre de l'appareil socialiste dès l'âge de vingt ans, secrétaire de la fédération de Milan à force de patience, il fut élu député en 1968 et même temps vice-secrétaire du parti. Orateur sobre et pragmatique, il restaura à partir de 1976 l'unité du parti en cassant les « courants ». Attaqué sur tous les fronts, taxé de « bonapartisme » ou de « mussolinisme », il n'en fut pas moins réélu secrétaire général avec les plus fortes majorités. Sans doute meilleur stratège que tacticien, il n'a visé qu'à renverser les rapports de force entre socialistes et communistes, refusant à gauche aussi bien le compromis historique que l'« alternative » et, à droite, l'aliénation dans les rets de la démocratie chrétienne.

#### Une alliance avec la D.C.

L'alliance à égalité pour une période de trois ans, telle a été, dans cette logique, sa récente proposition à la D.C. L'analyse qui la fonde débordait largement la seule campagne électorale.

« Nous avions, nous dit-il, demandé les élections anticipées pour sortir d'une grande confusion et poser les bases d'un programme étalé sur plusieurs années, pas nécessairement sur une législature. Il comporte deux conditions préalables : un engagement de stabilité de la part des partis qui l'acceptent et des réformes institutionnelles qui rendraient le pays plus gouvernable. Il s'agit de faire une « démocratie gouvernante ».

« Les milieux conservateurs ont mené, dans cette campagne, une offensive un peu velléitaire, assez confuse, afin que l'équilibre qui sortira du scrutin soit orienté à droite. Si tel est le cas, il sera précaire et nous resterons dans l'opposition pour le faire souter.

« Et l'orientation que vous proposez ?

« Je préconise un accord durable pour une direction progressiste du gouvernement qui repose sur cinq points essentiels :

« Contre l'inflation et le chômage, des mesures graduelles doivent éviter les lacerations et les contrechocs que l'état social et l'économie ne peuvent supporter ;

« Une politique sociale rationnelle et sélective, réformant les mesures d'assistance mal gérées, mais sans démanteler le système. On ne peut tout donner à tous ;

« Une offensive énergique contre la grande criminalité ;

« La liquidation des reliquats du terrorisme, le renforcement de la défense contre l'espionnage et les grands trafics de drogue téléguilés de l'étranger ;

« En politique étrangère, nous confirmons les décisions prises pour l'installation de missiles de croisière, en souhaitant que le dialogue puisse se tenir à Genève.

« Ces points figurent, plus ou moins, dans tous les programmes.

« Il est certain qu'à lire les programmes des partis, les distances entre eux sont réduites en ce qui concerne les intentions. Ce sont les propositions concrètes qui sont diversifiées.

« Comment concilier votre souci de la stabilité avec le fait que le parti socialiste ait fait tomber les deux derniers gouvernements ?

« Nous avons soutenu les derniers cabinets dans les conditions les plus onéreuses pour nous. Ils sont tombés victimes du scrutin secret qui a permis à leurs adversaires dans leur propre majorité de voter contre eux.

« Proposez-vous d'aborder ce point dans votre réforme des institutions ?

« Bien qu'elle se heurte à l'esprit conservateur de l'ensemble du monde politique, une partie de cette réforme doit être faite aussitôt après les élections, en particulier l'abolition du scrutin secret.

« D'une façon plus globale, il s'agit de permettre au Parlement d'en finir avec la dégénérescence de ses méthodes et à l'exécution de prendre des décisions plus rapides.

« Envisagez-vous des textes d'application de la clause constitutionnelle autorisant les partis et les syndicats ?

« Il est nécessaire en effet de faire une loi qui n'a jamais été écrite, mais ceci à seule fin d'adapter les textes aux réalités, non pas pour satisfaire de vieilles revendications de la droite. Au demeurant, tout ce qui concerne les comportements collectifs peut-il s'inscrire dans une loi ?

« Vous refusez l'« alternative de gouvernement » proposée par M. Enrico Berlinguer.

« Oui, car les conditions politiques pour former une telle majorité n'existent pas. En Italie, on ne gouverne pas avec 51 % des suffrages du Parlement. Même cinquante voix de majorité ne suffisent pas.

« D'ailleurs, une majorité d'alternative exigerait que les partis laïques de centre-gauche soient disposés à y entrer, ce qui n'est pas le cas.

« De toute façon, le parti communiste devrait être beaucoup plus réformiste, beaucoup plus occidental.

« Quelle comparaison résulterait votre projet ?

« Faire passer le système politique d'une architecture baroque à une architecture fonctionnelle.

« Rencontrez-vous un large écho ?

« La campagne électorale a complètement changé de méthodes avec l'intervention massive de la télévision privée. Elle a suscité un intérêt tel que les électeurs sont sortis dans la rue. En ce qui me concerne, j'ai trouvé des meetings plus nombreux que jamais. Et, depuis un an,

deux personnes sont en tête des sondages : 1° Craxi, 2° Agnelli.

« Les arrestations d'élus socialistes accusés de corruption auront-elles des répercussions ?

« Si l'on s'en tient aux condamnations fermes contre des administrateurs publics et non aux inculpations, les chiffres sont les suivants : sur 70 verdicts prononcés depuis quatre ans, 33 touchent la démocratie chrétienne, 23 les communistes, 13 les socialistes. Les autres appartiennent à des partis différents.

« Écartés, traités en satellites, les autres partis laïques (socialistes, démocrates, républicains), indispensables pourtant à toute majorité. La démocratie chrétienne finit d'être déficé. Bettino Craxi finit d'être le maître du jeu. Mais ce sont là de simples postures électorales, et tous les partisans sont aux lendemains, à commencer par les éventuels candidats à la présidence du conseil.

« Le programme socialiste, dans son pragmatisme, ressemble au diagnostic que tous peuvent accepter. Mais l'exclusion des communistes, réaffirmée par M. Craxi, ne risque-t-elle pas de provoquer sa propre mise en question si le P.S.I. essuie un échec électoral qu'il interpréterait comme celui de la gestion du secrétaire général ?

« Il y a un an, les socialistes s'attribuaient de 18 à 15 % des suffrages. Récemment, ils baissent la barre à 13 %. A quel niveau proclameraient-ils la défaite ? Bénéficierait-elle aux communistes ?

« La démocratie chrétienne, quant à elle, est assurée que, trois points gagnés ou perdus ne modifieront pas le pouvoir de décider de ses alliances.

Propos recueillis par JACQUES NOBECOURT et PHILIPPE PONS.

#### Prochain article :

LA « NOUVELLE CULTURE » DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

#### Negri candidat

La presse dans la campagne électorale italienne du 26 juin a remarqué la baisse de tonus politique. Cette apparence de désenchantement ne devrait pas faire oublier le caractère dramatique des élections : elles décideront de la liberté ou de la détention d'Antonio Negri dans le procès du 7 avril.

Bien que la presse italienne n'aime pas souligner le sens de cette candidature, elle apparaît au centre du débat sur la possible transition italienne au-delà des années de plomb, c'est-à-dire la restauration d'un nouveau climat de réforme ; le démantèlement de la législation spéciale, l'annulation des actuelles mesures d'incarcération qui permettent jusqu'à 10 ans et 8 mois de détention préventive.

Comme Negri l'a déclaré, son éventuelle élection n'est aucunement une tentative d'éviter le procès. Ce procès, imploré à plusieurs reprises par les inculpés du 7 avril, se poursuivra. Le mandat parlementaire sera un instrument de plus pour approfondir la connaissance sur ces années, jusqu'à aujourd'hui évaluées et discutées uniquement à l'intérieur d'un tribunal. Pour le parti radical, présenter Negri aux élections est un geste qui s'inscrit dans sa protestation ouverte contre le système inquisitoire à l'étendue de ses dégrèvements.

Le procès du 7 avril est un procès politique parce qu'il entra dans la conjoncture électorale, mais aussi pour d'autres raisons qui sont la nature des accusations et la structure même de l'instruction. Tout a été irrégulier dans ce procès : nomination du juge, violations des droits de la défense, invalidité des « preuves ». Le contenu politique ressort clairement dans les réponses précises des inculpés aux accusations entièrement construites à partir des déclarations des « repentis » qui, on le sait, ont assumé à l'intérieur de cette instruction fumeuse le rôle d'« objectifs » réservés aux faits. Aucune preuve concrète n'est apportée. L'existence d'une organisation occulte n'est fondée que sur certains textes publiés en 1971 dans « Potere Operaio ». La thèse Calogero d'une organisation terroriste, centralisée, clandestine, agissant à l'échelle nationale, partant de « Potere Operaio », et aboutissant au chef tout-puissant et invisible, Toni Negri, s'écroule. L'existence de mouvements de transformations qui, à partir de 1970 se sont écartés des mouvements traditionnels, est un problème que la gauche italienne a écarté en refusant de se confronter aux analyses sur le crime et aux théories de la libération dont ces mouvements étaient porteurs. « L'instruction, dit Negri au procès, a été 1968 : l'expérience des forces ouvrières et innovatrices... La contre-attaque patronale et étatique a été lourde. Le problème était de préserver les formes d'avant-garde liées à l'utopie concrète de 68, et de chercher à resserrer la faille ouverte entre mouvements traditionnels et nouveaux... » Face à l'impossibilité de combler cette cassure, le projet de l'Autonomie a été de recréer une nouvelle utopie qui n'a rien de commun avec le terrorisme et s'oppose à lui. Le procès du 7 avril ne serait-il pas la « grande erreur » de l'Etat dans sa lutte contre le terrorisme ? Non, une expérimentation juridique pour limiter et emprisonner un conflit social ?

Lorsque, il y a plus de 4 ans, Negri et ses coaccusés ont été arrêtés, presque personne dans les partis politiques en Italie n'affirmait publiquement que les forces du compromis historique avaient transformé une bataille politique en bataille judiciaire à coups d'accusation de meurtres, notamment celui d'Aldo Moro. Aujourd'hui, on doit constater que la conviction exprimée par Rossana Rossanda est acceptée.

Ce que les « culpabilités » n'ont pas compris, c'est qu'indépendamment du succès ou pas de la candidature de A. Negri le procès ne pourra plus être ramené à la petite histoire des repentis : d'ailleurs, Carlo Fiorini ne s'est même pas rendu à Rome pour soutenir ses accusations ; ce qui joue contre les thèses de l'accusation, en faveur de ce que les inculpés du 7 avril ont toujours affirmé, à savoir qu'ils ne pouvaient pas être utilisés en tant que boucs émissaires des énormes contradictions de l'affrontement social - parfois très dur - qui s'est développé en Italie pendant les quinze dernières années.

DANY RATAJAK  
27, rue Morand - Paris 11<sup>e</sup>

**TIRAGES DIAPOS**  
EN 13-18 OU 18-24 - RECADRAGE - CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

#### LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUIN

Le témoignage d'un colonel israélien sur les opérations au Liban  
Les insuffisances de l'opération israélienne sur les massacres de Chabra et Chatila  
(AMNON KAPELJOUK)

Perspectives et limites du dialogue israélo-palestinien  
(SAMIR KASSIR)

Les impasses du dialogue Nord-Sud : la CRUCER à l'heure du « pacte fédéral »

LE NUMÉRO : 10,50 F  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du Monde  
(En vente par correspondance)

## Embarquez-vous avec Demouzon.

### DEMOUZON Paquebot



Dans un Paris écrasé de chaleur, une croisière envoûtante où l'on retrouve le fantastique poétique, l'humour cruel et le goût du suspense qui ont fait le succès des précédents Demouzon. 45F.

Flammarion



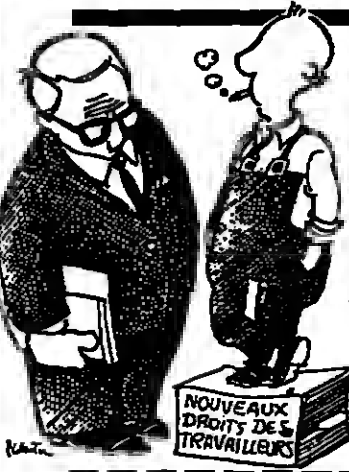
Les jours de Nathalie Deyssanges ne sont pas en danger  
ROMAN/FLAMMARION



## Le Monde

dossiers et documents

### LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS



LA GESTATION L'ÉLABORATION LE CONTENU ET L'APPLICATION DES LOIS AUROUX

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

JUIN 1983

EN VENTE

CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 10 F ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES (S) ..... X 12 F (FRAIS DE PORT INCLUS) ..... F MO

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE  
SERVICE DES VENTES AU N° 5, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 09

Le Monde



# EUROPE

EN RAISON DES RISQUES DE MANIFESTATIONS A LIÈGE

## La visite de M. Mitterrand en Belgique serait reportée au mois d'octobre

De notre correspondant

Bruxelles. — La visite de M. Mitterrand en Belgique, prévue tout d'abord du 6 au 8 juillet, va être reportée. Le journal *le Soir*, qui y avait fait allusion dès le 16 juin (*le Monde* du 18 juin), fait état dans son édition du jeudi 23 juin d'une information « de bonne source » indiquant que le voyage du président français en Belgique serait renvoyé « d'un commun accord » à une date ultérieure, probablement du 12 au 14 octobre. Le communiqué officiel sur ce sujet ne devrait toutefois être publié qu'au début de la semaine prochaine (1).

M. Mitterrand ne pouvait se rendre en Belgique sans aller à Liège, ville titulaire de la Légion d'honneur pour sa résistance à l'invasion allemande durant la guerre de 1914-1918, et sans doute la plus francophile du royaume. Mais la situation y est aujourd'hui explosive. Bastion du parti socialiste, Liège se bat pour sauver, en partie au moins, l'entreprise sidérurgique Cockerill-Sambre, dont la survie est menacée depuis bien des mois déjà. De plus, la ville elle-même, dont les finances enregistrent un déficit de quelque 40 milliards de francs belges, est en état de cessation de paiement. Depuis plusieurs mois, le personnel communal n'est plus payé qu'avec de longs retards, et grâce aux « bal-

lons d'oxygène » du gouvernement de Bruxelles.

Jusqu'ici, les tractations entre Liège, le Conseil exécutif wallon et le gouvernement central n'ont pas encore permis d'aboutir à un accord sur un plan d'assainissement financier, qui, de toute manière, sera très douloureux. Aussi les grèves, les manifestations, les affrontements et les « marches sur Bruxelles » se sont-ils succédés ces temps derniers, sans que l'on voie se dessiner la solution qui permettrait de sauver les finances communales ou d'assurer la survie de l'aciérie de Seraing.

Etant donné les nombreux rapports entre le nord de la France et la région liégeoise (M. Mauroy est d'ailleurs un ami très proche du bourgmestre de Liège), la venue de M. Mitterrand poserait donc, à l'heure actuelle, des problèmes sérieux. Il est assez compréhensible, dans ces conditions, que ni à Bruxelles ni à Paris on ne veuille courir le risque de voir la visite d'un président français donner lieu à de violentes manifestations contre la politique du gouvernement belge.

JEAN WETZ.

(1) On confirme, dans l'entourage du président de la République, que Paris et Bruxelles se sont mis d'accord pour reporter cette visite officielle au début de l'automne.

## Grande-Bretagne

### DANS LE DISCOURS DU TRÔNE

## Mme Thatcher se défend de vouloir durcir sa politique

De notre correspondant

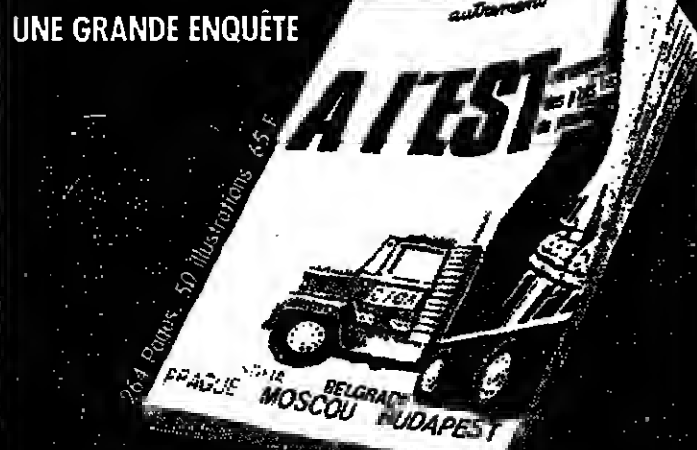
Londres. — Dans le discours du trône, lu par la reine le mercredi 22 juin devant les deux Chambres du Parlement, Mme Thatcher a présenté le programme de son gouvernement pour la première session de la nouvelle législature. Les principaux thèmes du manifeste électoral conservateur s'y retrouvent. La politique économique menée depuis 1979 sera poursuivie. La priorité est donnée à une réduction continue de l'inflation, au maintien du contrôle sur les dépenses publiques et à la poursuite d'une stratégie financière « fondée sur une monnaie saine et une diminution du déficit public ». Les conservateurs modérés, qui espèrent, sans trop y croire, que les premiers succès remportés dans la lutte contre l'inflation inciteront le gouvernement à lâcher un peu de lest, en sont pour leurs frais.

La deuxième priorité est donnée à la « démocratisation » des syndicats. Mme Thatcher a voulu montrer que les élections du 9 juin n'avaient fait que conforter la stratégie suivie depuis quatre ans et que, contrairement aux accusations de ses adversaires, elle n'avait pas de « programme secret » dont elle aurait cherché à cacher le « radicalisme » à ses électeurs.

DANIEL VERNET.

## EN POLOGNE ET DANS LES PAYS DE L'EST LA VRAIE VIE QUOTIDIENNE AMOURS ROUGES

UNE GRANDE ENQUÊTE



HUMOUR NOIR

autrement

## R.F.A.

## Le rapatriement volontaire d'une partie des travailleurs immigrés va être encouragé par des primes

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral a mis, jeudi 23 juin, la dernière main à un projet de loi portant sur le rapatriement volontaire des travailleurs étrangers en provenance des pays extérieurs à la Communauté européenne, principalement la Turquie, la Yougoslavie, le Portugal, l'Espagne, le Maroc, la Tunisie et la Corée. Le mouvement envisagé est d'ampleur plutôt modeste. D'après le ministre du travail, M. Norbert Blum, il pourrait toucher sept mille personnes en 1983, et douze mille l'année suivante.

La loi s'appliquerait aux travailleurs mis en chômage entre octobre 1983 et fin juin 1984, ou en chômage partiel depuis six mois. Le gouvernement fédéral leur offre une aide au départ de 10 500 marks (1) plus une prime de 1 500 marks par enfant, étant entendu — c'est une condition sine qua non — que le rapatrié volontaire remènera avec lui toute sa famille. Il pourra également récupérer ses versements aux caisses de retraite, ce qu'il ne pouvait faire auparavant que deux ans après son retour au pays natal. Il en coûtera quelque 600 millions de marks à ces caisses, qu'elles retrouveront en économies ultérieures.

Plusieurs critiques ont été adressées au projet de loi, qui ne devrait pas venir en discussion au Bundestag avant l'automne. Tout d'abord, on fait remarquer que l'incitation au rapatriement ne sensibilisera que les meilleurs éléments, ceux qui sont assez qualifiés et débrouillards pour refaire carrière dans leur contrée d'origine. Elle ne diminuera en rien

le nombre des cent vingt mille Turcs au chômage (trois cent mille chômeurs, soit plus de 10 % du montant total, sont des étrangers), si bien que les nombreux protestants des communautés d'ouvriers étrangers ont recommandé à leurs ouailles de ne pas profiter de l'aide au rapatriement, qu'ils jugent de toute façon insuffisante.

Une fois payés le prix du transport, les droits de douanes pour le mobilier dédouané, les frais d'installation et de réinsertion, que restera-t-il aux ex-immigrés ? Pas grand-chose. Et ils auront non seulement perdu les allocations qu'ils recevaient en Allemagne, mais leur droit à la retraite. Une fois sortis de la République fédérale, les rapatriés pourront y revenir en touristes, mais non pour y chercher du travail. C'est donc, ajoutent les adversaires du projet, un marché de dupe qu'on leur propose.

Pour le gouvernement fédéral, c'est, au contraire, une mesure d'accompagnement de l'aide au développement, et un moyen de « décongestionner » les colonies étrangères, rendant ainsi moins problématique l'intégration de ceux qui resteront. Cette intégration est très difficile pour le million et demi de citoyens turcs qui vivent repliés sur eux-mêmes dans de véritables ghettos, et parmi lesquels l'intégrisme musulman gagne du terrain.

ALAIN CLÉMENT.

(1) La valeur actuelle du mark est d'environ 3 francs français.

## U.R.S.S.

## DE CONCERT AVEC M. DOLGUIKH M. Romanov est chargé de la politique industrielle au secrétariat du parti

De notre envoyé spécial

Moscou. — La dernière session plénière du comité central, qui n'a que très peu modifié la composition de la direction du parti, n'a également été suivie que d'un minimum de changements dans les attributions des membres du secrétariat.

Selon les sources les plus autorisées, le dernier venu au sein de cet organisme, M. Romanov — déjà membre du bureau politique, — est en charge d'une partie de l'industrie, domaine qu'il partage avec M. Dolguikh, sans que les fonctions respectives de chacun soient précisées. Toujours dans le domaine de l'économie, M. Rykov est chargé de « la politique économique générale du parti », et M. Gorbachev reste responsable de l'agriculture, plus précisément de la réalisation du « programme alimentaire » arrêté en mai 1982.

Conservent également leurs anciennes fonctions MM. Kapitonov (département « organisation », c'est-à-dire nominations et mutations des cadres du parti), Ponomarev (liaisons internationales) et Roussakov (relations avec les pays socialistes). M. Tchernenko, enfin, garde la haute main à la fois sur le « département général » du comité central et sur l'idéologie, étant assisté dans ce dernier domaine par M. Zimianine.

On précise de même source que les réunions du secrétariat sont présidées par M. Tchernenko. En dépit de son jeune âge (cinquante-deux ans), c'est M. Gorbachev qui le

remplace dans cette fonction en cas d'absence.

De source généralement bien informée, on croit savoir, d'autre part, que le Soviet suprême de la République de Russie, qui se réunit vendredi 24 juin à Moscou, désignera à la tête du gouvernement de la R.S.F.S.R. M. Vitali Vorotnikov, en remplacement de M. Solomennikov, nommé la semaine dernière à la présidence du comité de contrôle du parti. La présidence de M. Vorotnikov, qui a déjà occupé pendant plusieurs années les fonctions de premier vice-premier ministre de la République de Russie (1975-1979), donne un aspect « protocolaire » à sa nomination par le comité central au rang de suppléant du bureau politique, l'usage voulant en général que le chef du gouvernement de la R.S.F.S.R. — de loin la plus vaste de toutes les Républiques de l'Union soviétique — siège au sein de cet organisme.

ALAIN JACOB.

Une délégation soviétique conduite par M. Zimianine, secrétaire du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., et comprenant M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central, séjournera en France du 27 juin au 3 juillet, à l'invitation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Cette visite, qui fait suite à celle qu'une délégation parlementaire française, présidée par M. Maurice Faure, avait faite à Moscou, en octobre 1982, est la première qu'un groupe soviétique de ce niveau rend en France depuis l'expulsion de quarante-sept fonctionnaires soviétiques au début d'avril.

## LA FIN DE LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN POLOGNE

## Un ultime appel à la lutte

(Suite de la première page.)

Cela était d'autant plus nécessaire que la visite pontificale crée une forte tension dans l'appareil : la dernière réunion du bureau politique mardi aurait été interrompue et reportée à une date ultérieure.

Le bureau de presse de l'épiscopat ne paraît cependant absolument pas disposé à confirmer que l'entretien a bien eu lieu à la demande de l'Eglise, et publié à 2 heures du matin son propre communiqué. On y lit que la visite du pape s'est terminée avec la réunion du synode, que la journée de jeudi sera privée et que — comme prévu — « les autorités de l'Etat et de l'Eglise salueront le souverain pontife à son départ de l'aéroport de Cracovie ». Le titre à côté avec le général s'est tout simplement pas mentionné si ce n'est implicitement pour faire comprendre que, puisqu'il a eu lieu après la fin de la visite, il était de caractère privé, tout comme la rencontre avec M. Walesa. Jean-Paul II n'entend pas, en laissant accorder le bilan des autorités, donner à penser qu'il partage leurs positions.

Ce n'est pas un démenti direct. Mais c'est une sèche mise au point qui permet pas pour autant d'exclure l'idée d'un dialogue naissant entre le pape et le général Jaruzelski. Ce serait en effet pour le pouvoir une intelligente façon d'affirmer à la dernière minute le succès politique dont Cracovie ne donnait pas mercredi l'image.

### Cracovie, ville libre

Venu de tout le sud du pays, mais aussi de l'est, du nord et de l'ouest, un million et demi de personnes attend à dix heures le pape sur la pelouse de Błonia, à l'entrée de la ville. Banderolles, drapeaux de la Pologne, de la vierge, du Vatican, une foule enthousiaste, affectueuse et révérente à la fois, rien ne manque au rendez-vous. C'est la dix-neuvième homélie en sept jours, et le propos, comme d'habitude, va crescendo. D'abord les citations de psaumes, puis la bénédiction de deux religieux polonais du dix-neuvième siècle. Tous deux ont participé à l'insurrection de 1863, contre la Russie tsariste : « L'insurrection fut pour eux une étape vers la sainteté, laquelle est l'héroïsme de toute vie », dit le pape, pour ajouter après une longue réflexion religieuse que « les saints (...) montrent le chemin de la victoire que Dieu apporte dans l'histoire de l'homme ».

« Tout homme, poursuit-il, est appelé à une telle victoire. Y est appelé tout Polonais qui fixe le regard sur les exemples de ses saints (...) Leur élévation (...) est le signe de cette force, qui est plus puissante que toute faiblesse humaine, que toute situation, même la plus difficile, et même que la domination abusive. Je vous demande d'appeler par leur nom ces fai-

bles, ces situations, de les combattre constamment (applaudissements). Vous devez être forts de la force de la foi, vous devez être fides ! aujourd'hui plus qu'en toute époque épineuse (...), vous devez être forts de la force de l'espérance (...).

La nation en tant que communauté particulière est, elle aussi, appelée à la victoire grâce à la foi, l'espérance et l'amour : grâce à la force de la vérité, de la liberté et de la justice (applaudissements). Jésus-Christ je te demande une telle victoire (applaudissements). Jésus-Christ ! je te recommande l'avenir de ma nation. Une citation biblique, en conclusion, soulève une ovation : « Passerai-je un ravin de ténébres ? Je ne crains aucun mal car tu es avec moi ».

« Jaruzelski, confesse-toi ! »

La dispersion de cette foule forme un immense cortège dont deux des troupes forment, eux, une manifestation en faveur de Solidarité. La musique des guitares et celle des orchestres folkloriques se mêlent aux chants religieux et aux slogans. La milice omniprésente a l'intention que pour appeler au calme. Cracovie, tangente, émue et finalement joyeuse, a déjà pris l'allure d'une ville libre où coexistent pour un jour le régime et la liberté.

BERNARD GUETTA.

## OCÉANIE

### EN MISSION DANS LE PACIFIQUE SUD

## M. Régis Debray invite les scientifiques de la région à visiter Mururoa

M. Régis Debray, conseiller du président de la République, est arrivé jeudi 20 juin dans la capitale australienne, à l'occasion d'un voyage dans plusieurs pays du Pacifique sud destiné à expliquer la politique française dans la région, et en particulier la poursuite des expériences nucléaires, ainsi que le problème de la Nouvelle-Calédonie.

M. Debray, qui a déjà visité Vanuatu, Fidji et la Nouvelle-Zélande, et qui se rendra ensuite en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a invité les pays membres du Forum du Pacifique sud (qui regroupe tous les pays indépendants de la région) à envoyer des observateurs scientifiques au centre d'essais nucléaires de Mururoa, en Polynésie-Française.

M. Debray avait indiqué en Nouvelle-Zélande qu'il s'agissait d'une « initiative sans précédent ». On note cependant, de source diplomatique à Canberra, que ces scientifiques ne pourront assister à une explosion nucléaire, le gouvernement français établissant une distinction absolue entre les inspec-

tions et la surveillance. Le prochain sommet du Forum, qui se tiendra en août, examinera, comme chaque année, la politique française dans la région et devra, comme à l'accoutumée, condamner les essais nucléaires de Mururoa.

Au cours de son séjour à Canberra, M. Debray s'est entretenu avec le ministre australien des affaires étrangères, M. Hayden, et avec le premier ministre, M. Hawke, qui rentre d'un voyage qui l'a conduit, entre autres, à Paris (*le Monde* du 11 juin) et aux Etats-Unis.

Cette dernière étape a permis au nouveau premier ministre travailliste de réaffirmer que l'alliance avec les Etats-Unis — qui maintient des bases en Australie — était fondamentale, même si ses modalités doivent évoluer avec le temps. « Le risque couru par l'Australie (en raison de cette alliance), a-t-il dit à Washington, doit être comparé à l'incertitude que nous courons à soutenir l'effort de dissuasion globale américain. » — P. de B.

## UNE VINGTAINE DE DIRIGEANTS DE PARTIS DE DROITE SE RÉUNISSENT A LONDRES POUR FONDRE UNE « UNION DÉMOCRATIQUE INTERNATIONALE »

Une vingtaine de dirigeants de partis politiques de droite se réunissent à partir de ce jeudi 23 juin, à Londres, pour constituer une Union démocratique internationale qui doit notamment regrouper deux organisations existantes déjà, l'Union démocratique européenne et l'Union démocratique du Pacifique.

Parmi les différentes formations qui ont ainsi décidé de coordonner leur action figurent le parti conservateur britannique, la C.D.U. ouest-allemande et le R.E.P. dont le président, M. Jacques Chirac, devait donner une conférence de presse en fin d'après-midi dans la capitale britannique. M. Kaare Willoch, premier ministre norvégien, M. Poul Schlüter, son homologue danois, le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, ainsi que le vice-président George Bush pour le parti républicain américain, devaient également prendre part à la réunion. Celle-ci, qui s'achèvera dimanche, fait suite à la rencontre qui avait eu lieu l'été dernier à Paris (*le Monde* des 3, 4-5 et 6 juillet 1982).



### Une cinquantaine de personnalités politiques et syndicales se proposent d'agir pour une « alternative de gauche »

Une cinquantaine de militants de gauche, signataires de l'appel « Pour l'union dans les luttes », en décembre 1979, expriment, dans un texte commun, leur inquiétude devant l'évolution de la situation politique. Ils se proposent pour une politique de « fermeté » face aux « pressions économiques » et de non-alignement sur le plan international, et ils proposent, pour défendre ces options, la création de « cercles de l'alternative de gauche ».

On retrouve, parmi les signataires de ce texte, les composantes de l'appel « Pour l'union dans les luttes », auquel cent quarante mille personnes avaient apporté leur soutien en 1980. L'une de ces composantes, toutefois, est absente; aucun socialiste, en effet, n'a signé ce nouvel appel, alors qu'il ne puisse être considéré comme une tentative d'interférer dans le débat préparatoire au congrès de Bourges-Bresse.

Cette initiative est donc patronnée par des intellectuels communistes « critiques », comme MM. Guy Bois, Raymond Jean et Robert Lambin; d'anciens dirigeants de la C.G.T., comme M. René Buhl; des responsables C.F.D.T., comme M. M. Gilbert Declercq et Léon Dion, et des animateurs minoritaires du P.S.U., comme M. Victor Leduc.

Voici le texte intégral de cet appel :

« L'expérience du 10 mai a deux ans. Elle signifiait la construction d'un nouveau rapport social et de travail; la correction des inégalités et l'élargissement des libertés; la priorité à l'emploi, à l'éducation et à la formation; l'élévation du niveau de vie, notamment pour les plus défavorisés; l'amélioration des conditions de travail et la réduction de sa durée; la décentralisation des pouvoirs à tous les niveaux.

« Elle se nourrissait des objectifs généraux de la défense de la paix, du désarmement, de la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation économique et politique, justifiant notre action constante sur la scène internationale.

« Nous lui demeurons profondément attachés.

« Cependant, malgré les réalisations incontestables - nationalisations, libertés, mesures sociales - l'espoir a fait place au doute et à l'inquiétude. Non que nous ignorions l'étendue des obstacles à l'action du gouvernement. Mais comment ne pas s'alarmer de la montée de trois phénomènes :

1. La pression du capitalisme international ne cesse de croître; il ne peut tolérer l'émergence de réponses nouvelles à la crise, et ses rafales spéculatives poussent l'économie nationale dans une spirale dépressive (dévaluation aggravant le déficit extérieur, puis l'endettement, et préparant la dévaluation suivante); il met tout en œuvre pour imposer un alignement total sur des solutions à la Reagan ou à la Thatcher.

2. Les bases sociales et politiques du régime se rétrécissent dangereusement. Les travailleurs, dans l'interventionnisme déjà, au départ, entravé par l'état de crise et par les divisions politiques et syndicales, s'interrogent sur le rôle qu'ils jouent et se sentent désemparés devant la dégradation de la situation, alors qu'ils disposent de forces potentielles capables d'intervenir efficacement.

3. Les forces réactionnaires, encouragées par les atomismes et les faiblesses du gouvernement, se mobilisent une à une, dans l'espoir d'y mettre un terme et de porter au pouvoir une droite agressive, structurée par les cohortes chiraquiennes et forte de ses multiples points d'ancrage dans l'appareil d'Etat.

« Cette évolution est-elle fatale ? Est-elle l'expression d'un rapport de forces défavorable à la gauche et qui serait irréversible ? Nous ne le pensons pas. Le problème central est celui de la perspective offerte aux travailleurs, condition de leur soutien actif. Qu'elle se brouille

d'avantage encore, et tout serait perdu; qu'elle soit enfin définie avec clarté et courage, et tout reste possible.

« La construction d'une société nouvelle passe par une rupture avec le système existant et exige une politique de fermeté face aux pressions économiques extérieures et intérieures, c'est-à-dire « hésitant pas, si c'est nécessaire, à braver le respect de la coopération internationale, à prendre les mesures qu'imposent la défense et la transformation du potentiel industriel et agricole et la résistance à l'hégémonie du dollar.

« Elle implique la mobilisation et l'intervention des travailleurs dans le processus de décision et de contrôle et une réforme fiscale en profondeur, qui ne laisserait plus aux seuls salariés le poids de l'effort exigé.

« Elle passe, enfin, par une politique étrangère dégagée de toute tentation atlantiste et qui œuvrerait à la convergence des forces de paix, en s'opposant à la logique des deux blocs militaires.

« Nous sommes nombreux, très nombreux, à travers toutes les composantes et sensibilités de la gauche, à espérer un redressement pendant qu'il en est temps. Retrouvons-nous dans des lieux d'expression, de confrontation, de réflexion, les Cercles de l'alternative de gauche, dont nous proposons la création dans chaque localité; ils ne se substitueront pas à l'action des partis et des syndicats, se garderont de toute ingérence à leur égard, mais œuvreront au rassemblement le plus large des énergies et à l'émergence d'un mouvement populaire uni et résolu.

« Le moment est venu de se battre pour faire triompher une véritable alternative de gauche. »

Ce texte a été signé par M. et M. M. :

Aline Archambault, Michel Barak, Georges Bégat, Guy Bois, Claude Bourdet, Jeanne Bruneau, Jean Bruguier, René Buhl, Étienne Butzbach, Raymond Charpiot, Jean-Philippe Chimoit, Serge Collet, Christian David, Gilbert Declercq, Claude Didier, Léon Dion, José Fauderilla, Gabriel Grunier, Dominique Gréoux, Daniel Herrero, Raymond Jean, Michel Jorand, Georges Labica, Robert Lambin, Guy Laval, Jean-Louis La Rose, Victor Leduc, Pierre Ledebvre, Pierre Lemaire, Yves Lemaux, Claude Lenoir, Monique Malfatto, Pierre Mathon, Gérard Matina, Paul Noiron, Marcel Peyravy, Jean Philippe, Michel Pery, Paul Sanchez, Bernard Ravennet, Roger Rousselot, Jean-Pierre Vidal, Franco Verdier, Jean-François Vitte, Jean-Pierre Vigier, Serge Volckoff.

(\*) Les signatures de soutien peuvent être adressées à M. René Buhl, 87, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

### LA POLÉMIQUE SUR LES FRAUDES ÉLECTORALES

#### Le P.C.F. dénonce une « nouvelle tentative de déstabilisation »

Le nombre des recours en annulation des élections municipales de mars dernier s'élève, selon le ministre de l'Intérieur, à 2 510 (2 434 en 1977). M. Gaston Defferre donne d'autre part, dans la réponse qu'il a faite à une question écrite de M. Bourg-Broc, député (R.P.R.) de la Marne, la répartition géographique de ces recours.

Pour la métropole, il y en a eu 79 en Alsace; 146 en Aquitaine; 117 en Arvergne; 98 en Bourgogne; 112 en Bretagne; 92 en Champagne-Ardenne; 102 dans le Centre; 90 en Corse; 93 en Franche-Comté; 193 en Ile-de-France; 91 en Languedoc-Roussillon; 43 en Limousin; 169 en Lorraine; 142 en Midi-Pyrénées; 72 dans le Nord-Pas-de-Calais; 135 en Basse-Normandie; 75 en Haute-Normandie; 70 dans les Pays de la Loire; 181 en Picardie; 90 en Poitou-Charentes; 123 en Provence-Côte d'Azur et 178 dans la région Rhône-Alpes.

La demande de traduction en Haute Cour formée par le R.P.R. à l'encontre de deux ministres communistes a provoqué une riposte du bureau politique du P.C.F., qui accuse l'opposition de tenter de « déstabiliser » le gouvernement.

Le bureau politique du parti communiste a rendu publique, mercredi 22 juin, une déclaration répliquant à la demande du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale de traduire devant la Haute Cour de justice deux ministres communistes, MM. Charles Fiterman et Jaek Ralite (le Monde du 23 juin). Il s'agit, selon le bureau politique du P.C.F., d'une « nouvelle étape dans la tentative du R.P.R. et de toute la droite de déstabiliser le gouvernement de la gauche ».

A travers les accusations portées contre MM. Fiterman et Ralite, c'est, estime le bureau politique, « la compétence, le dévouement à l'intérêt général, le sens des affaires de l'Etat, la détermination à mettre en œuvre la politique nouvelle décidée en mai 1981, que cherche à mettre en cause le R.P.R. ».

Le R.P.R. reproche à MM. Fiterman et Ralite d'avoir contesté les décisions des tribunaux administratifs annulant l'élection, en mars dernier, de plusieurs municipalités de gauche dirigées par le P.C.F. M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a accusé M. Fiterman de « forfaiture », pour avoir participé à une manifestation contre ces décisions, le 13 juin, à Ivry-sur-Seine, et M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déclaré que le ministre des transports s'était mis « hors la loi ».

A la sortie du conseil des ministres, mercredi, M. Fiterman a déclaré, à propos de la demande de traduction en Haute Cour formée par le R.P.R. : « J'ai plutôt l'impression de me trouver devant une basse-cour. Quand j'entends Michel Debré, député de la Réunion, parler des fraudes électorales, cela me fait sourire et, croyez-moi, cela ne fait sourire plus d'un. Le comportement des dirigeants de la droite, et surtout des amis de Jacques Chirac, est à la fois ridicule et préoccupant. Un jour, ils demandent des élections anticipées, puis un référendum constitutionnel, puis le départ du président, puis ils veulent mettre les ministres communistes en prison. Que demandent-ils demain ? Les Français doivent savoir que la dernière fois que l'on a traduit des ministres en Haute Cour, c'était sans Pétain et c'était des ministres du Front populaire ».

Le P.S.U. a dénoncé, mercredi, l'« exploitation politique » des décisions des tribunaux, précisant qu'il « condamne toute fraude ou tentative de fraude, d'où qu'elle vienne ». Selon le P.S.U., « la campagne menée, aujourd'hui, par la droite à la suite de l'annulation d'élections municipales, tend à mettre en accu-

sation l'ensemble de la gauche et le gouvernement. L'amalgame fait, à partir de situations très différentes, dans les communes, par des formations politiques qui n'ont pas hésité à employer des moyens aussi peu honnêtes que ceux qu'elles dénoncent, est évident. »

#### Des tribunaux administratifs réagissent aux attaques dont ils estiment être l'objet

La polémique née du contentieux des élections municipales suscite des réactions de la part de certains tribunaux administratifs. Celui de Montpellier (Hérault) a pris l'initiative de diffuser une « mise au point » dans laquelle on peut lire :

« Des articles de presse, écrite ou parlée, et des déclarations de personnalités politiques, et même de membres du gouvernement, mettent actuellement en cause l'impartialité et l'indépendance de la juridiction administrative.

« Les membres du tribunal administratif de Montpellier constatent que cette campagne, qui se développe actuellement à l'occasion du contentieux électoral, est sans fondement. Ils s'élèvent contre le discrédit ainsi jeté sur des décisions rendues, au nom du peuple français, par des juges dont l'indépendance a toujours été reconnue et ne saurait être mise en cause à des fins partisans. Ils regrettent que les pouvoirs publics n'aient pas cru devoir, à ce jour, faire les mises au point qui s'imposent, et souhaitent vivement

« Les tribunaux administratifs comprennent au moins trois juges dont le président et un commissaire du gouvernement désigné par ce dernier (une « coquille » avait transformé le « et » en « est » dans le Monde daté du 21 juin). Certains tribunaux, dont celui de Paris possèdent plusieurs sections.

« M. Georges Marchais a quitté, mercredi 22 juin, en début d'après-midi, l'hôpital Lariboisière, à Paris, a-t-on appris auprès du service de cardiologie de cet hôpital. Le secrétaire général du P.C.F. avait été hospitalisé le 21 juin pour « un bilan de santé de routine », prévu depuis longtemps, avait indiqué le professeur Robert Slama, dans un communiqué publié mercredi par l'Humanité. Il précisait que l'« état cardiaque de M. Marchais est tout à fait satisfaisant ».

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique. Puissance française. Défense, actions de pointe : les armées, dissuasion et médiation. Économie : 2<sup>e</sup> puissance mondiale (hors maritime). DON-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'auteur : FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL 49560 NUIEL-SUR-LAYON

#### MM. Fiterman et Ralite relèvent-ils du tribunal correctionnel ou de la Haute Cour de justice ?

Après que M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale a annoncé de façon quelque peu sommaire son intention de demander la comparution en Haute Cour de justice de MM. Fiterman et Ralite (le Monde du 23 juin), M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a précisé les intentions de son mouvement.

M. Pons a estimé, jeudi matin 23 juin, que les deux ministres membres du parti communiste, ayant participé à une manifestation publique de protestation « organisée par le parti communiste » contre les décisions des tribunaux administratifs et ayant eux-mêmes critiqué ces jugements, se sont mis en contravention avec la loi et ont commis un délit. Ce délit est expressément visé par les articles 226 et 227 du code pénal.

Le premier de ces articles dispose que « quiconque aura publiquement, par actes, paroles ou écrits cherché à jeter le discrédit sur un acte ou sur des décisions juridictionnelles, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance sera puni de un à six mois d'emprisonnement et de 500 francs à 30 000 francs d'amende ».

Quant à l'article 227, il applique les mêmes peines à « quiconque aura publié, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement ».

Selon M. Bernard Pons, la matérialité des faits établissant le délit commis par les deux ministres ne devrait faire aucun doute. Il reste dès lors à savoir s'ils ont agi en tant que simples citoyens ou dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le premier cas, ils devraient être déférés devant le tribunal correctionnel à la demande du parquet, dont le chef hiérarchique est le garde des sceaux.

Déjà certains membres du gouvernement ont été soumis à cette procédure. Le cas le plus récent est celui de M. Gaston Defferre, qui avait été condamné pour diffamation contre M. Cibrac au moment des élections cantonales de 1982.

Dans le second cas, c'est-à-dire si l'on considère que MM. Fiterman et Ralite étaient dans l'exercice de leurs fonctions, c'est la Haute Cour de justice qui devrait être compétente.

M. Pons estime en effet que « les principes de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des juges sont proclamés par la Constitution, dont le président de la République est le garant. Etant membre du gouvernement, M. Fiterman et Ralite ont donc porté une atteinte grave au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs ».

N.D.L.R. - Au moment où l'opposition, le R.P.R. notamment, dénonce chaque jour le « lachisme » des juges, et participe au « discrédit » qu'il reproche à M. Fiterman de pratiquer, M. Pons serait bien avisé d'appliquer à lui-même les arguments qu'il oppose au ministre des transports. J.-M. C.

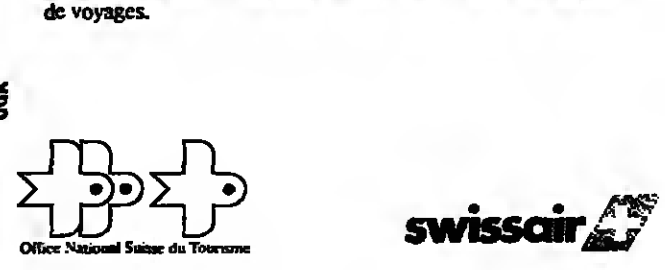
### Économisez vos devises : partez en Suisse.

Allez en Suisse, c'est un bon moyen d'économiser vos devises. La formule « Suisse à la carte » comprend :

- 1) le vol Paris-Geneve-Paris sur Swissair;
- 2) sur place : le transport, au choix un forfait train (1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> classe), trajet illimité, utilisation des bateaux sur les lacs ou une voiture de location, kilométrage illimité;
- 3) et, bien entendu, un forfait de 6 nuits d'hôtel avec petit déjeuner parmi les hôtels sélectionnés dans toute la Suisse.

Un exemple : 2.428 FF/pers. en chambre double (dans la catégorie d'hôtel la plus avantageuse) payable au départ de France en francs français, avec une imputation sur votre carnet de change de 655 FF seulement.

Le reste : l'air pur, la tranquillité, la qualité suisse, les lacs, les montagnes seront à mettre sur le compte... des bons souvenirs. « La Suisse à la carte » une bonne idée, une formule simple. Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages.



**I.M.U.A.**  
INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA  
インターナショナル マネジメント ユニバーシティ オフ アジア  
10-34, Akasaka 8-chome, Minato-ku, TOKYO 107 - JAPAN  
〒107 東京都港区赤坂8 10 36 電話 03 (402) 1265

propose  
une session d'études\* réservée aux étudiants de l'enseignement supérieur  
et aux cadres d'entreprises pouvant justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans

**SESSION D'AUTOMNE : 1<sup>er</sup> septembre - 20 novembre 1983**

**programme d'études**  
Thèmes abordés dans le contexte du sud-asiatique  
et plus particulièrement du Japon

- Introduction à la sociologie.
- Économie prospective.
- Sociologie politico-administrative.
- Finance.
- Marketing.
- Ressources humaines.

Méthodologie :  
conférences par des Universitaires et Responsables d'entreprise japonais  
+ travaux en petits groupes (animés par des cadres japonais)  
+ découverte de l'entreprise japonaise (immersion ponctuelle)  
+ pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara, ...).

\* ce cursus entre dans les prérequis nécessaires à l'obtention du

**DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT**  
de droit et statut internationaux

Renseignements et admissions : CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DE L'I.M.U.A. POUR L'EUROPE  
32/33 Galerie Montpensier, Jardin du Palais Royal - 75001 PARIS  
Tél. : (1) 296.30.69 - 297.50.94

En avant-première  
chez **FRED** Joaillier  
la nouvelle Royal Oak "Jour et Date"

L'accomplissement de la  
lignée des Royal Oak.  
Blanchité contrôlée à 10 atm.

**FRED** Joaillier  
8, rue Royale - M 26 30 65 - 75008 PARIS

**Audemars Pignet**

LE CLARIDGE - 74, Champs-Élysées - 75008 PARIS  
HOTEL MERIDIEN - 88, Bd Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS  
AEROPORT D'ORLY OUEST  
AEROPORT D'ORLY SUD  
31, La Croixette - 92400 CANNES  
LORVY HOTEL - MONTE-CARLO  
20, rue du Marché - GENEVE



# POLITIQUE

## M. Mitterrand : le budget de 1984 est un budget de « courage »

Le conseil des ministres réuni mercredi 22 juin à Paris au palais de l'Élysée a été essentiellement consacré à la définition des principes qui guideront l'élaboration du budget pour 1984. Le président du gouvernement est de faire en sorte que ce budget - charnière - soit maintenu dans la limite d'un déficit ne dépassant pas 3 % de la production intérieure brute. M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a traduit en ces termes une intervention du président de la République. Celle-ci s'articule autour de cinq points principaux :

1) Le chef de l'État a rappelé qu'il avait fixé il y a deux ans des priorités et qu'il attend que le gouvernement se tienne à celles-ci, à savoir l'industrie et la recherche, la formation, la culture et la famille, auxquelles M. Mitterrand a demandé que s'ajoute la priorité de l'administration de la justice.

2) M. Mitterrand a souligné que ce budget doit être « du côté de la justice sociale ». Il a rappelé que la politique de rigueur ne peut être comprise qu'à la condition que son axe principal soit la justice sociale. De ce point de vue, a expliqué

M. Max Gallo, il ne peut y avoir d'identification entre la politique française et celle qui est menée par d'autres. Ainsi l'emploi reste une priorité, et le gouvernement ne saurait accepter quelques centaines de milliers de chômeurs de plus, comme le font d'autres pays.

3) Le président de la République a insisté sur l'idée que les services publics doivent être payés à leur juste prix.

4) M. Mitterrand a souligné le très grave danger qu'il y aurait à ce que l'on cède à une augmentation excessive du prélèvement obligatoire.

5) Le chef de l'État a demandé que les emplois soient redistribués à l'intérieur de la fonction publique afin que l'on parvienne à mettre fin à un certain nombre de disfonctionnements. Selon M. Gallo, le chef de l'État a déclaré : « Nous sommes sur ce plan infatigablement conservateurs ». Le président de la République a conclu, selon le porte-parole du gouvernement, en affirmant que ce budget est un budget « de courage ».

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### Pêche, machines à sous et Expo 89

L'Assemblée nationale a définitivement adopté, le mercredi 22 juin, les textes suivants :

● En deuxième lecture, le projet relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes.

Par rapport au texte que les députés ont adopté en première lecture (le *Monde* du 16 avril), l'Assemblée a accepté les modifications introduites par le Sénat qui portent, notamment, sur les points suivants : le champ d'application du projet est étendu aux règlements de la C.E.E.; la liste des agents et des matériels susceptibles de saisie est complétée par les équipements utilisés en plongée et en pêche sous-marine; le délai maximum d'immobilisation des navires est limité à six jours; les armateurs et les patrons de navires ne pourront, du fait de la saisie ou de la confiscation des produits des pêches, se soustraire à l'exécution des obligations des équipages, notamment en matière de rémunération, lorsque la responsabilité de ces derniers n'est pas engagée dans la commission de l'infraction; l'origine de la mesure de saisie ou de la peine de confiscation.

● En deuxième lecture, le projet réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures.

Les députés, qui avaient adopté ce texte en première lecture le 7 octobre 1982 (le *Monde* du 9 octobre 1982), n'ont pas apporté de modifications au texte du Sénat (le *Monde* du 29 avril 1983).

● En première lecture, le projet, adopté par le Sénat (le *Monde* du 29 avril), sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution.

Ce texte a pour objet de donner à la France les moyens (en modifiant la législation nationale) d'appliquer les conventions internationales et, en particulier, la convention Marpol, qui doit entrer en vigueur le 2 octobre prochain. Ce dernier texte édicte des normes visant à assurer la sécurité des navires, tant au niveau de leur conception que de leur équipement et de leur exploitation.

● En deuxième lecture, dans le texte du Sénat (le *Monde* du 7 avril), le projet relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Ce texte, qui a été adopté à l'unanimité, associe cette commémoration à celle de « la fin de tous les contrats d'engagement souscrits à la suite de cette abolition ». Celles-ci feront l'objet d'une journée festive.

● Le projet de loi modifiant le collège électoral des sénateurs dans les départements d'outre-mer.

Il s'agit de tenir compte de la création dans les départements d'outre-mer de régions collectives locales de plein exercice. Or l'article 34 de la Constitution prévoit que le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales de la République. Le projet ajoute donc au collège électoral des sénateurs dans les départements d'outre-mer les conseillers régionaux.

L'Assemblée a aussi adopté :

● En deuxième lecture, le projet de loi interdisant certains appareils à jeux, c'est-à-dire les machines à sous.

Les députés sont, pour l'essentiel, revenus au texte qu'ils avaient adopté en première lecture (le *Monde* daté 8-9 mai 1983). Mais si alors cela n'avait pas posé de problème, l'Assemblée ayant été unanime pour approuver le projet, cette

fois l'opposition a tenté sans succès de conserver les deux principaux apports du Sénat (le *Monde* du 17 juin).

Ainsi, M. Million (U.D.F., Ain), a soulevé que la fabrication de ces appareils, uniquement pour l'exportation, soit autorisée en France. De même, allié à M. Seguin (R.P.R., Vosges), il aurait aimé que de telles machines à sous puissent être installées dans les casinos « pour créer un accès de fixation ». Les membres socialistes de la commission des lois avaient été tentés de se rallier à cette solution. Mais ils ont finalement retenu l'argument du gouvernement qui demandait que l'interdiction soit totale, pour lutter efficacement contre le grand banditisme, qui a imposé son racket sur l'utilisation de ces appareils.

● En première lecture, le projet de loi ouvrant le tour extérieur d'accès au corps des ministres plénipotentiaires à des non-fonctionnaires.

Le Sénat, qui a déjà débattu de ce texte (le *Monde* du 2 juin 1983), avait sensiblement restreint cette possibilité. L'Assemblée est pratiquement revenue au texte initial du gouvernement, malgré l'opposition du R.P.R. et de l'U.D.F. M. Couve de Murville (R.P.R., Paris) a en effet affirmé que « le gouvernement politisait, au sens péjoratif du terme », la fonction publique et que son projet symbolisait « la méfiance » du pouvoir « à l'égard du personnel du ministère des relations extérieures ». M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) a reconnu que ce texte aurait pu être accepté « dans un autre contexte » que celui des « nominations politiques » dans le personnel diplomatique effectuées par le gouvernement.

M<sup>me</sup> Neiertz (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission des affaires étrangères, a fait remarquer qu'une telle possibilité existait déjà pour les autres grands corps d'État, comme le Conseil d'État et la Cour des comptes par exemple. M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, après avoir affirmé que ce projet n'était qu'une « régularisation » d'une pratique ancienne, a souligné « la compétence, le dévouement, la discipline » des agents du corps diplomatique.

Les députés ont donc supprimé l'obligation d'un avis d'une commission mixte paritaire avant des nominations de non-fonctionnaires au tour extérieur et élargi la liste des activités dans lesquelles les candidats devront avoir obtenu une expérience internationale.

● En deuxième lecture, le texte sur l'Exposition universelle de 1989.

Le Sénat ayant profondément bouleversé le projet gouvernemental en n'acceptant de créer qu'un organisme d'étude et de proposition (le *Monde* du 18 et daté 19-20 juin 1983), l'Assemblée revient pour l'essentiel au texte qu'elle avait approuvé en première lecture (le *Monde* du 20 et daté 22-23 mai 1983) et qui prévoit la nomination d'un commissaire général de l'Exposition ainsi que la création d'un établissement public chargé de « préparer, d'organiser, de réaliser et de gérer » celle-ci.

Si M. Sarre (P.S., Paris), rapporteur de la commission de la production, et M. Labarrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement, confirment que pour le choix du site « rien n'est figé », ils manifestent aussi l'un et l'autre leur préférence pour « Paris intra-muros ».

L. Z. et Th. B.

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Un important mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 22 juin, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

#### RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

M. PIERRE MANIÈRE

M. Pierre Manière, commissaire de la République du département de la Finistère, est nommé commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne, commissaire de la République de la Marne, en remplacement de M. Gilbert Masson, nommé directeur général de l'Office des anciens combattants.

[Né le 10 septembre 1922 à Savigny-le-Beune (Côte-d'Or), M. Pierre Manière est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique. Ancien élève de l'Institut d'études politiques, il est spécialisé dans l'étude des problèmes administratifs de l'Afrique et de l'Asie modernes, de la législation nord-africaine et du droit musulman.

Chargé de mission au gouvernement général de l'Algérie en 1948, puis successivement chef de cabinet du préfet de l'Aude, de la Savoie, de Bône, avant de devenir sous-préfet de Redon (Ille-et-Vilaine), directeur du cabinet du préfet de Seine-et-Oise. M. Manière

devient, en 1968, sous-préfet hors classe, secrétaire général du Val-d'Oise. Directeur de cabinet de M. Michel Poniatowski, ministre de la santé publique et de la Sécurité sociale, de 1973 à 1974, il a été nommé préfet du Var en 1978 et était préfet du Finistère depuis le 8 juillet 1981.]

#### RÉGION POITOU-CHARENTES

M. CHRISTIAN DABLANC

M. Christian Dablanc, commissaire de la République du département des Pyrénées-Atlantiques, est nommé commissaire de la République de la région Poitou-Charentes, commissaire de la République du département de la Vienne, en remplacement de M. Guy Fougier, nommé, le 8 juin, préfet de police à Paris.

[Né le 13 janvier 1931, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Christian Dablanc exerce de nombreuses fonctions de chef de cabinet de préfet d'abord en Algérie, puis, à partir de janvier 1962, en France. Nommé sous-préfet en mai 1963, il est successivement directeur de cabinet du préfet de la Charente-Maritime et secrétaire général de la préfecture du Gers, avant d'entrer, en avril 1967, dans les cabinets ministériels, d'abord auprès de M. Yves Guéna, ministre des P. et T., ensuite de M. Bernard Pons, secrétaire d'État à l'Agriculture. Nommé secrétaire général du comité interministériel pour l'information en juillet 1972, il a été successivement préfet de l'Indre (1973), haut-commissaire à Djibouti (1974), placé en position hors cadre (1975), préfet de l'Allier (1976), puis nommé directeur de l'administration pénitentiaire en 1978.

Il était préfet des Pyrénées-Atlantiques depuis le 8 juillet 1981.]

#### ARIÈGE

M. CLAUDE GUIZARD

M. Claude Guizard, sous-préfet hors classe, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Mulhouse, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Ariège, en remplacement de M. Jean Biacabe, nommé commissaire de la République du département de la Dordogne.

[Né le 26 février 1935 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Claude Guizard a commencé sa carrière comme conseiller aux affaires administratives en 1959 avant d'être intégré, en 1964, en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur et affecté au bureau des élections et des études politiques. Sous-préfet de Vouziers (Ardennes) en 1966, sous-préfet d'Aubusson en 1968, sous-préfet de Mantes-la-Jolie (Yvelines) en 1971, puis secrétaire général du Var en 1975, il a été nommé en 1978 secrétaire général de l'Essonne et, en août 1981, sous-préfet de Mulhouse.]

#### COTES-DU-NORD

M. PAUL CHAMBRAUD

M. Paul Chambraud, commissaire de la République du département de la Drome, est nommé commissaire de la République du département des Côtes-du-Nord, en remplacement de M. Albert Lacolley, nommé commissaire de la République du département de Seine-et-Marne.

[Né le 11 avril 1927 à Goëret, M. Paul Chambraud devient sous-préfet en 1958. La même année, il est nommé chef de cabinet de M. Soudreau, ministre de la construction, puis, en 1960, ministre de l'Éducation nationale. En 1963, il devient chef de bureau de la protection nationale au secrétariat général de la défense nationale. Secrétaire général de l'Oise (1973), il est nommé directeur, adjoint au directeur général de l'administration chargée des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur en 1977. Nommé préfet d'Eure-et-Loir en 1978, il était préfet de la Drome depuis le 8 juillet 1981.]

#### DORDOGNE

M. JEAN BIACABE

M. Jean Biacabe, commissaire de la République du département de l'Ariège, est nommé commissaire de la République du département de la Dordogne, en remplacement de M. Raymond Jaffrezou, nommé commissaire de la République du département de la Vendée.

[Né le 3 septembre 1925 à Bordeaux, M. Jean Biacabe commence sa carrière administrative outre-mer (Haute-Volta, Soudan, Mauritanie). Le 1<sup>er</sup> janvier 1965, il est intégré dans le corps unique des administrateurs civils et occupe plusieurs postes de sous-préfet. Chargé des fonctions de sous-préfet, puis sous-préfet de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) (1975), administrateur civil hors classe (1976), il a été nommé préfet du Territoire de Belfort en 1980 et préfet de l'Ariège le 3 août 1981.]

#### DROME

M. JEAN MINGASSON

M. Jean Mingasson, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Isère, est nommé préfet, commissaire de la République de la Drome, en remplacement de M. Paul Chambraud, nommé com-

missaire de la République du département des Côtes-du-Nord.

[Né le 18 février 1931 à Paris, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris, il est sous-préfet depuis 1964. Il a occupé successivement ces fonctions à Calvi, Langres (1968), puis il est devenu secrétaire général de la Guadeloupe (1973), directeur de cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées (1976) et secrétaire général de l'Isère (1980).]

#### FINISTÈRE

M. HUBERT BLANC

M. Hubert Blanc, préfet, est nommé commissaire de la République du département du Finistère en remplacement de M. Manière, nommé commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne.

[Né le 5 octobre 1935 à Saint-Julien-Molin-Molette (Loire), M. Blanc n'est en poste dans trois préfectorats, puis, en 1968, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État à l'Information (M. Le Theule). En 1969, il devient chef de cabinet de M. Frey, ministre d'État chargé des relations avec le Parlement, puis conseiller technique, toujours au cabinet de M. Frey, devenu ministre d'État chargé des réformes administratives. En 1972, il devient chargé de mission auprès du commissaire au tourisme et en 1973 directeur du cabinet de M. Alain Poquet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire, conseiller technique au cabinet de M. Guichard, ministre d'État, ministre de l'aménagement du territoire, en 1974. Il devient, en mai de la même année, directeur du cabinet de M. Amquer, ministre du commerce et de l'artisanat. Chef de service d'information et de diffusion (service du premier ministre) en 1976, M. Blanc a été nommé préfet des Hautes-Alpes en 1978. Il était préfet des Vosges depuis le 31 décembre 1980.]

#### INDRE

M. CLAUDE BOZON

M. Claude Bozon, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Indre, en remplacement de M. Jean-Louis Dufaigneux, nommé directeur central de la sécurité publique.

[Né en 1932 à Saint-Etienne, M. Claude Bozon est ancien élève de l'École polytechnique et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après plusieurs séjours outre-mer, il est, en 1962, chargé de mission à la direction des routes au ministère des travaux publics et des transports. Membre du cabinet du titulaire de ce ministère, M. Marc Jacquet, en 1965, ingénieur en chef, en 1970, il est nommé en 1975 directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle. Il était, depuis 1979, directeur des équipements et des constructions au ministère de l'Éducation nationale.]

#### LOZÈRE

M. MAURICE JOUBERT

M. Maurice Joubert, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Valence, est nommé préfet, commissaire de la République de la Lozère, en remplacement de M. Jean Chassagne, admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial.

[Né le 14 juin 1930 à Grenoble, licencié en droit, M. Joubert est sous-préfet depuis 1961. Il a été en poste successivement à Albertville (1969), Maurienne (1976) et Valenciennes, depuis 1979.]

#### HAUTE-MARNE

M. ALBERT CRÉPEAU

M. Albert Crépeau, sous-préfet hors classe, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Marne, en remplacement de M. Bernard Landouzy, nommé commissaire de la République du département des Pyrénées-Atlantiques.

[Né le 31 janvier 1922 à Chassigny-Montrachet (Côte-d'Or), administrateur civil, M. Albert Crépeau a commencé sa carrière comme rédacteur de préfecture en 1945, avant de devenir, en 1968, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la Charente. Il a ensuite occupé notamment les fonctions de chargé de mission et de directeur de cabinet auprès du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, de 1976 à 1978, date à laquelle il devient secrétaire général du Nord, puis, en 1980, chargé de mission au cabinet du ministre du travail. Il était, depuis février 1982, chargé de mission auprès de M. Joseph Franchet, d'abord au secrétariat d'État chargé des personnes âgées, ensuite au secrétariat d'État chargé de la sécurité publique.]

#### MAYENNE

M. GEORGES MAZENOT

M. Georges Mazenot, sous-préfet hors classe, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Montbéliard, est nommé préfet, commissaire de la Mayenne, en remplacement de M. Bernard Raffray, nommé préfet hors cadre.

[Né le 7 septembre 1927 à Mâcon (Saône-et-Loire), docteur en histoire, licencié en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Georges Mazenot a occupé diverses fonctions au Congo, de 1952 à 1962, notamment celles de secrétaire général de la mairie de Brazzaville, puis de chef de district, avant d'être affecté, en 1963, à la direction générale des collectivités locales, puis de devenir sous-préfet, en poste successivement à Florac (1967), Molsheim (1970), dans l'arrondissement de Remmes (1974). Il était sous-préfet de Montbéliard depuis 1979.]

#### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

M. BERNARD LANDOUZY

M. Bernard Landouzy, préfet, est nommé commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques, en remplacement de M. Christian Dablanc, nommé commissaire de la République de la région Poitou-Charentes.

[Né le 16 juin 1933 à Paris, M. Bernard Landouzy, ancien élève de l'ENA, occupe en 1960 et 1961 les fonctions de chef de cabinet des préfets de Saida (Algérie) et du Calvados. En 1962, il est mis à la disposition du préfet d'Ille-et-Vilaine. En 1967, il devient directeur du cabinet du préfet de la région Midi-Pyrénées. En 1969, il est chargé des fonctions de secrétaire général du Morbihan. Il était sous-préfet de Brest depuis août 1973. Préfet de la Réunion en 1977, nommé préfet de la Mayenne en 1980, il était préfet de la Haute-Marne depuis le 6 janvier 1982.]

#### SEINE-ET-MARNE

M. ALBERT LACOLLEY

M. Albert Lacolley, préfet, est nommé commissaire de la République de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Pierre Verbrugghe, nommé, le 8 juin, directeur général de la police nationale.

[Né en 1924 à Saint-Chamais (Bouches-du-Rhône) breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, devenu sous-préfet en 1958, M. Lacolley a occupé divers postes territoriaux avant de devenir en 1971 secrétaire général de la Seine-Saint-Denis et en 1974 préfet de la Creuse. Nommé préfet de la Charente en 1977, il était préfet des Côtes-du-Nord depuis le 3 août 1981.]

#### VENDEE

M. RAYMOND JAFFREZOU

M. Raymond Jaffrezou, préfet, commissaire de la République du département de la Dordogne, est nommé commissaire de la République du département de la Vendée, en remplacement de M. Dominique Le Vert, déchargé de ses fonctions sur sa demande.

[Né en 1928 à Glomel (Côtes-du-Nord), ancien élève de l'ENA, M. Jaffrezou est entré en 1961 dans le corps préfectoral. Il a été de 1968 à 1972 conseiller technique au cabinet de M. André Borel, alors secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, et nommé ensuite secrétaire général du département du Bas-Rhin, puis préfet délégué pour la police à Marseille, en 1978. Il était préfet de la Dordogne depuis octobre 1980.]

#### VOSGES

M. CLÉMENT BOUHIN

M. Clément Bouhin, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République du département des Vosges, en remplacement de M. Hubert Blanc, nommé commissaire de la République du département du Finistère.

[Né le 2 février 1926 à Dunkerque, M. Clément Bouhin a débuté dans la carrière administrative en 1945 comme contrôleur, puis commissaire à la direction générale des prix et des enquêtes économiques. Elève de l'ENA de 1953 à 1955, il est, en 1956, chef de cabinet du préfet, à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, puis chef de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées. Il occupe ensuite successivement les postes de sous-préfet de Bressuire, de secrétaire général du Var, de sous-préfet de Morlaix et de Chalon-sur-Saône. Il est nommé secrétaire général du Val-de-Marne en novembre 1973. Nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1979, il était préfet hors cadre depuis le 23 juillet 1981.]

#### SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. JEAN-LOUIS DUFEIGNEUX

M. Jean-Louis Dufaigneux, commissaire de la République du département de l'Indre, est nommé préfet hors cadre, directeur de la sécurité publique.

[Né le 2 avril 1938 à Laon (Aisne), M. Jean-Louis Dufaigneux est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé les fonctions de chef de cabinet des préfets de l'Ain et des Côtes-du-Nord, de directeur de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, il est nommé sous-préfet de Riom (Ille-et-Vilaine) en 1967, secrétaire général de la Gironde en 1968, secrétaire général des Pyrénées-Orientales en 1972, sous-préfet d'Arles en 1976, puis secrétaire général de la préfecture du Morbihan en 1979. Il était préfet de l'Indre depuis le 13 juillet 1982.]

4641 001520



## POLITIQUE

### Débattre autrement

(Suite de la première page.)

A présent, au mépris de toutes les règles constitutionnelles, certains réclament un référendum ou prévoient, dès maintenant, de détourner de son objet le scrutin prévu pour renouveler l'Assemblée européenne de Strasbourg.

Curieuse conception de la démocratie.

On me dira qu'après tout l'opposition est ainsi dans son rôle et qu'on ne peut lui reprocher de critiquer le gouvernement.

Cela mérite un examen plus précis.

Qu'on en juge.

Première institution de toute démocratie, le Parlement. Son fonctionnement est volontairement et artificiellement paralysé par un dévoiement de la procédure des amendements. Nous avons pu l'observer lors de la discussion du projet de réforme de l'enseignement supérieur. Nous avons pu le relever déjà à l'occasion des débats sur la décentralisation et sur l'élargissement du secteur public.

Seconde institution essentielle : la justice. L'opposition ne cesse de faire pression sur elle. Elle s'applique à ce que la passion environne les prétendants, qu'il s'agisse des cours d'assises, des tribunaux correctionnels ou des juridictions administratives. Deux anciens gardes des sceaux n'hésitent pas à participer activement à cette campagne. L'un a, par exemple, mis en doute l'indépendance des magistrats en parlant d'une « socialisation de la justice sur le mode stalinien ». Il s'agit d'affirmer qu'on en vient « à une symphonie envers les criminels et même à une glorification du crime » ! (1).

#### Pratique pernicieuse

Autres garants des libertés et de la démocratie : les institutions de l'Etat et notamment les fonctionnaires d'autorité. Comment se fait-il qu'un accord national ne se dégage pas lorsque le gouvernement sanctionne des policiers qui débâtissent ? Qui ne voit et certains policiers se dressent contre leurs chefs une raison, parmi d'autres, est le discours mensonger sur la justice et la sécurité qu'ils entendent depuis des mois. Un discours qui ignore délibérément les réalités de la vie urbaine contemporaine et l'évolution de la délinquance qui en résulte. Nul ne devrait avoir intérêt à développer ce discours mensonger dont chacun peut, à présent, mesurer les conséquences et apprécier le risque qu'il fait courir à la démocratie.

Quelle curieuse évolution nous offre, d'autre part, la presse d'opposition. Hier, elle se présentait comme une presse d'information. Elle défendait le pouvoir mais demeurait pluraliste. A présent, le ton est celui de la croisade. L'attaque contre le gouvernement est permanente et l'argumentation d'un simple désaccord. Plus question de confrontation des opinions. La démocratie, pour certaines, devient monolithique. Il y a le camp du faux, du pouvoir, et le camp du vrai, dans l'opposition.

Et les dirigeants du patronat n'ont-ils pas, quant à eux, le sentiment de céder à une tentation coupable ? N'ont-ils pas conscience de franchir une limite jusqu'à présent inviolée en laissant planer la menace d'une grève des versements sociaux ? Mesurent-ils l'ampleur des risques qu'ils prennent ? Savent-ils qu'une telle initiative viole notre égalité.

De la même manière, les règles républicaines qui, traditionnellement, visent à préserver notre monnaie des excès du débat public, sont délibérément ignorées par de nombreux dirigeants de l'opposition, dont bon nombre d'anciens ministres. En agissant ainsi, ils transgressent leurs propres valeurs et semblent ignorer que leurs propos tombent sous le coup de la loi.

Simple excès de langage me diront-ils. L'affaire de la croix.

Ces excès de vocabulaire sont pourtant révélateurs. Il est de la responsabilité du chef du gouvernement de mettre en garde contre une pratique qui consiste à pousser, sans retenue, une partie de l'opposition à s'affranchir insensiblement du cadre légal et institutionnel de la démocratie française.

N'y a-t-il pas là une pratique pernicieuse qui corrompt une démocratie qui a besoin, pour s'épanouir, d'information et de participation. Une véritable participation nécessite en effet une information authentique.

Chacun peut mesurer combien il est, dès lors, difficile de mener aujourd'hui en France un vrai débat démocratique.

Il me paraît à la fois indispensable et urgent de restaurer les conditions d'un tel débat, c'est-à-dire d'une discussion contradictoire et organisée.

Le gouvernement, pour sa part, y est prêt et les thèmes ne manquent pas.

J'ai toujours été convaincu, et j'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer, que l'une des principales faiblesses de la V<sup>e</sup> République c'est de ne pas susciter naturellement un véritable dialogue, un authentique débat (2).

Nous ne pourrions pas développer la démocratie dans ce pays si le mode de fonctionnement le plus usuel de l'opposition relève de la caricature outrancière, de la contrevérité, voire de l'invective.

Après tout, si le choix est la rudesse des échanges, choix d'ailleurs conforme à la tradition de la droite lorsque la gauche gouverne, il faut bien que nous en prenions notre parti. Il appartient à la gauche de s'adapter afin de répliquer avec efficacité. Je pense, pour ma part, qu'une autre voie serait plus conforme aux intérêts de la démocratie et de la France.

L'opposition est, bien évidemment, libre de ses choix. Une chose, en revanche, peut être exigée : la clarté de l'affrontement. Nul ne doit dissimuler ses positions réelles.

Or, on observe aujourd'hui, dans ce domaine, une évolution qui n'est pas conforme à nos traditions. Le souci de marquer des points conduit en effet l'opposition à brouiller les enjeux. Le débat démocratique y perd ses repères.

Il y a d'abord comme une hésitation - à tout le moins - face aux disciplines collectives qui sont pourtant la loi de la démocratie.

C'est le cas, par exemple, en matière de sécurité. Le gouvernement met en œuvre une politique de prévention de la délinquance qui découle du rapport élaboré par une commission de maires au sein de laquelle l'opposition était largement représentée (3). Les communes d'opposition en général, et la ville de Paris en particulier, vont-elles mettre en place les structures prévues ? Les municipalités acceptent-elles de prévoir des travaux permettant aux magistrats de prononcer des peines de substitution et d'éviter à des jeunes qui en sont à leurs premiers actes de délinquance d'aller se perdre en prison ?

Peut-on tenir les propos que nous connaissons sur la sécurité et ne pas mettre en application les mesures de prévention arrêtées par le gouvernement ? On ne peut distinguer dans la mise en œuvre d'une politique une France majoritaire et une France minoritaire. La France est une et les directives du gouvernement doivent être appliquées.

C'est le cas également pour la lutte contre le chômage. Le président du C.N.P.F. s'est engagé à développer les stages de formation professionnelle et l'insertion des jeunes dans les entreprises. Le gouvernement a dérogé les moyens financiers nécessaires. Ne conviendrait-il pas de mobiliser à présent les chefs d'entreprises sur ces objectifs plutôt que de cultiver la morosité et le repli sur soi ?

Si l'industrie française n'a pas tiré tout le profit possible de la relance de 1981, n'est-ce pas, en partie, à cause de cette attitude frileuse encouragée par des instances patronales oublieuses de leurs devoirs ?

#### Occultation

Plus grave encore me semble être la tendance au double langage, l'occultation des intentions réelles.

Que cherche l'U.D.F. à travers la prise de position de son secrétaire général réintégré en cause les données de notre défense ? Se laisse-t-il prendre par le combat contre la gauche au pouvoir au point de remettre en cause le consensus qui existe à présent en France sur la nécessité d'une dissuasion nucléaire justement parce qu'il s'agit d'un consensus ? Ou bien veut-on préparer l'opinion à une position favorable à la réintégration des forces françaises au sein de l'O.T.A.N. ce que le gouvernement refuse ? Veut-on abandonner ce qui est devenu une donnée fondamentale de l'indépendance de la France ?

Le débat politique exige la clarté. Or une confusion de même nature est entretenue par le R.P.R. en matière de construction européenne.

M. Jacques Chirac enjoint, « solennellement », au gouvernement de développer les politiques communautaires, ce que nous avions proposé dans un memorandum adressé à nos partenaires dès l'été 1981 ! Pourrait-on toutefois obtenir de M. Chirac qu'il nous explique le pourquoi de cette conversion ?

Pourrait-on savoir pourquoi, dans la perspective du renouvellement de l'Assemblée de Strasbourg, il souhaite constituer une liste placée sous la bannière qu'il récusait il y a cinq ans ? N'est-ce pas lui qui, à propos de la politique européenne, dénonçait en 1978, dans un fameux « appel de Cochin », « le parti de l'étranger », « les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence » ?

Le R.P.R. est-il en train d'adopter ce qu'il a brisé ou les préoccupations tactiques deviennent-elles à ce point dominantes que les options de fond sont sacrifiées ?

Et que dire des positions, pour le moins changeantes, de l'opposition face aux avancées sociales réalisées depuis mai 1981 ou à l'opposition de secteur public. Les mesures que nous avons adoptées seront-elles garanties ? Bien malin qui pourrait le dire. La réponse varie selon des auditeurs et les personnes. A la veille des élections, c'est plutôt oui, un lendemain, c'est plutôt non !

#### Respecter les autres

D'autres débats mériteraient ainsi d'être sérieusement engagés. Par exemple, la part de nos ressources que les Français sont disposés à consacrer à leur santé ; la politique de réduction de la durée du travail ou la poursuite de la réforme fiscale.

Je ne conteste pas que la politique menée par le gouvernement puisse soulever des interrogations et parfois même des inquiétudes. La gauche remplit ses engagements. Depuis deux ans que la législature actuelle est commencée, près de deux cents textes de loi ont été votés. Les cent dix propositions avancées par le président de la République sont, pour l'essentiel, passées dans les faits.

Dans la mise en œuvre des réformes souhaitées par les Français et votées démocratiquement, le gouvernement n'a jamais agi avec outrage. Il a été attentif à ne provoquer aucune rupture avec tout ce qui constitue notre continuité nationale.

Certaines de ces réformes suscitent néanmoins des incompréhensions, des crispations. Comment pourrait-il en être autrement ? On ne modifie pas aisément des modes de pensée, des habitudes parfois séculaires. On ne s'attaque pas impunément aux privilèges de l'argent ou à ceux qui découlent de certains statuts professionnels ou sociaux.

La gauche a bénéficié, durant la première année du mandat que le peuple français lui a confié, d'une adhésion exceptionnelle. Ce fut l'état de grâce. Personne ne pouvait penser qu'il durerait sept ans.

Nombreaux étaient, dans la majorité, ceux qui, au soir du 21 mai, se plaisaient à répéter le mot de Bracke-Desrousseaux : « Enfin les difficultés commencent ». Auparavant, déjà, avait eu lieu le vote de la loi de décentralisation, qui promettait de faire mûrir le moment venu.

Pour surmonter les obstacles qui demeurent ou mieux puiser force et confiance que dans les résultats déjà obtenus ? N'avons-nous pas stabilisé le chômage et mis au point la politique de l'emploi la plus efficace des pays industrialisés ? N'avons-nous pas ramené l'inflation sous la barre des 10% et poursuivi dans cette voie ?

Il s'agit de résultats qui correspondent aux intérêts majeurs du pays. Ne pourrions-nous, sur de tels objectifs, rassembler les Français plutôt que de les égarer dans les traquenards d'une reconquête brouillonne et précipitée d'un pouvoir qui n'appartient en propre à aucune formation politique, à aucune couche sociale particulière, mais qui appartient au peuple français tout entier ?

Ce peuple s'est doté d'une Constitution que le gouvernement respecte et d'un Parlement où la majorité remplit son office. Il se prononce, en toute indépendance, lorsque les mandats des diverses instances élues viennent à échéance.

Telle est la règle de la démocratie.

Respecter la démocratie, c'est d'abord respecter ses échéances.

Respecter la démocratie, c'est chercher à rassembler et à convaincre mais dans le cadre des institutions.

Respecter la démocratie, c'est accepter le choix du peuple, la loi de la majorité et l'autorité du gouvernement de la République.

Respecter la démocratie, c'est avoir le courage de ses idées, c'est accepter de les défendre sans les dissimuler afin d'obtenir, dans la clarté, l'adhésion ou le rejet des Français.

Respecter la démocratie, c'est respecter les autres, ce qui n'est qu'une manière de se respecter soi-même. Respecter les autres dans leurs idées bien entendues, mais il n'est pas indifférent qu'il en soit de même pour leurs personnes.

PIERRE MAUROY.

(1) Les propos rapportés par le premier ministre ont été tenus respectivement par MM. Jean Foyer, le 4 mai, au cours d'un colloque organisé par le club de l'Horloge, et Alain Peyrefitte, le 19 juin, devant le grand jury R.T.L.-Le Monde.

(2) Le chef du gouvernement s'était exprimé, à ce sujet, dans les colonnes du Monde du 20 avril 1982 dans un article intitulé « Gouverner autrement ».

(3) Siégeant notamment M<sup>me</sup> Gros (Meulan) et MM. Chaban-Delmas (Bordeaux), Colomb (Lyon) et Rausch (Metz).

(Le titre et les interventions de cet article sont de la rédaction du Monde.)

## La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE

### 250 MODELES VITRES OU NON

JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES - DEMONTABLES

POUR RANGER ET PROTEGER TOUS VOS LIVRES...

INCORPORER VOTRE TELEVISION... VOTRE CHAÎNE HI-FI...

DECORER VOTRE INTERIEUR.

Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettant de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO. REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE.

DEVIS GRATUITS CONSULTER NOS SPECIALISTES

**STANDARD**  
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs  
**RUSTIQUES**  
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs  
**CONTEMPORAINES**  
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs  
**LIGNE OR**  
4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs  
**LIGNE NOIRE**  
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs

### La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

61, rue Froidevaux, Paris 14<sup>e</sup>

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar Quinet, Autobus : 23-38-58-68.

**BORDEAUX**, 10, rue Bouffard, tel. (56) 44 39 42.

**CLERMONT-FERRAND**, 22, rue C. Clémenceau, tel. (73) 93 97 06.

**DIJON**, 100, rue Monge, tel. (80) 45 02 45.

**GRENOBLE**, 59, rue St-Laurent, tel. (20) 55 69 39.

**LILLE**, 88, rue Esquermose, tel. (20) 55 69 39.

**LIMOGES**, 57, rue Jules-Norcia, tel. (55) 79 15 42.

**LYON**, 9, rue de la République, Immeuble Hôtel de Ville-Louis-Prud'homme, tel. (7) 826 38 51.

**MARSEILLE**, 109, rue Paradis, Immeuble Estrangin, tel. (91) 37 80 54.

**MONTPELLIER**, 8, rue Sévère, Immeuble Gare, tel. (67) 58 19 32.

**NANCY**, 3, rue Saint-Michel, Immeuble Gare, tel. (83) 33 84 84.

**NANTES**, 16, rue Gambetta, Immeuble Gare, tel. (40) 74 59 35.

**NICE**, 8, rue de la Boucherie, Immeuble Gare, tel. (93) 80 14 89.

**RENNES**, 18, rue de la Gare, Immeuble Gare, tel. (20) 30 26 77.

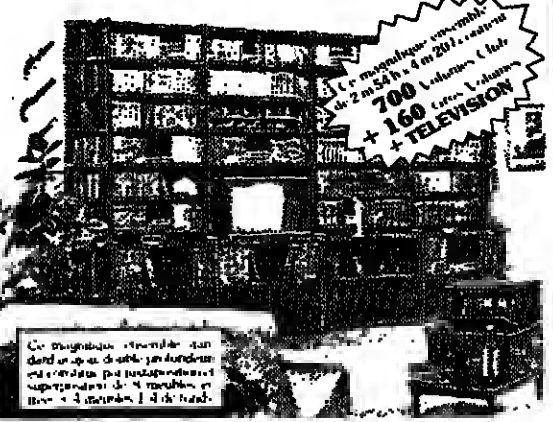
**ROUEN**, 43, rue des Charrettes, tel. (35) 71 90 22.

**STRASBOURG**, 11, rue des Bouchers, tel. (88) 36 73 78.

**TOULOUSE**, 1, rue des Trois-Rois, Immeuble Gare, tel. (61) 22 92 40.

**TOURS**, 5, rue H-Barbasse, Immeuble Gare, tel. (47) 61 03 28.

Installez-vous vous-même facilement... ultra rapidement A DES PRIX IMBATTABLES



**STANDARDS**  
VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.  
12 hauteurs - 4 largeurs, 4 profondeurs.

### BON CATALOGUE GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75480 PARIS CEDEX 14.

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, formes, colorations, prix, etc.), sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Bât \_\_\_\_\_ Etage \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Catalogue par téléphone 16 h sur 24

Repondre automatiquement (1) 320.73.33



UN DÉBAT SUR LA LOI ANTISEXISTE

Censure et dissuasion

« Loi-censure » ont été les publicitaires, « loi dissuasive » a répondu M. Yves Roudy, ministre des Droits de la femme : on a assisté à un dialogue de sourds mardi 21 juin lors de la rencontre organisée à Neuilly (Hauts-de-Seine) par l'Agence Femmes-Information, avec le ministre, des représentants de la publicité, d'organisations féminines et féministes, de la presse et M. Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Une série de lapsus parfois cocasses a détendu l'atmosphère électrique d'un débat souvent très animé. On a ainsi entendu le représentant du Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.), M. Lucien Bous, expliquer que : « La dignité de la femme est un jeu... » — au lieu de « en jeu » — et une avocate, entraînée par son discours, gratifier M. Roudy d'un « Monsieur le président » !

Les publicitaires n'ont paru mal à l'aise devant un public critique sinon hostile et ont eu du mal à s'exprimer clairement. M. Roudy, en revanche, était au mieux de sa forme, la répartie prompte et d'oubliant jamais son rôle de ministre des Droits de la femme (et non des féministes). Plus d'hésitations dans la présentation de son projet : ce n'est pas une loi répressive, dit-elle, ce n'est pas une loi de censure, c'est un droit que l'on donnera aux associations pour rééquilibrer l'image de la femme. Enfin, ce sera aux magistrats de dire s'il y a ou non provocation « à la discrimination, à la haine ou à la violence » envers les femmes. Elle souhaite, bien sûr, que cette loi ne soit jamais utilisée, et que le débat provoqué suffise à débarrasser le sexisme et à le faire progressivement disparaître.

Le rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Michel, (P.S.) reconnaît que le projet est perfectible et assure que, dès la fin de ce mois, il recevra les différentes parties concernées. Il a aussi invité les publicitaires à faire confiance à la justice.

Ces discours n'ont pas convaincu les créateurs d'images, pas plus bien sûr que ceux de M. Anne Zéleny, cofondatrice de la Ligue du droit des femmes, ou de Mme Marie-France Casillon de l'Union des femmes françaises (U.F.F.), deux organisations qui réclament depuis longtemps une loi antiseexististe.

Pour Mme Christiane Farry, directrice de Création, porte-parole du collectif Créatin et libéré regroupant des publicitaires qui s'opposent au projet, la loi antiseexististe est une censure sur tout le monde de la création (œuvres littéraires, films, livres, etc.).

« Les magistrats ? J'en ai rencontré deux cents », s'est exclamé M. Jacques Seguela, directeur de l'agence Roux, Seguela, Cayzac et Goudard, « aucun ne s'est estimé compétent pour juger dans ce domaine où tout est subjectif ». Il réclame, en revanche, la création d'un organisme réunissant les professionnels, les associations de consommateurs et des représentants du gouvernement.

« Vous allez trop loin avec ce comité », a répliqué M. Roudy. « Je ne veux pas de censure ! La loi antiseexististe a un pouvoir de dissuasion ».

Le rapprochement entre le racisme et le sexisme dérange les publicitaires, mais pas M. Henri Noguères, qui applaudit à l'initiative de M. Roudy. « Il faut donner un coup d'arrêt aux pratiques sexistes ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

JUSTICE

Deux médecins jugés à Nancy

L'avortement, la loi et la conscience

De notre correspondant

Nancy. — « Dans un conflit entre l'autorité et la conscience, c'est la conscience, même erronée, qui doit l'emporter, car aucun homme ou aucune femme ne peut appliquer une loi sans la soumettre à sa conscience ». Cette citation d'après saint Thomas d'Aquin, lancée par le Père Jean Cardonnel devant le tribunal correctionnel de Nancy, présidé par M. Sabine Foulon, aura brève-ment réuni partisans et adversaires de l'application de la loi Veil qui se sont retrouvés durant deux jours lors du procès de deux médecins inculpés d'avortements illégaux et de fraude fiscale (le Monde du 28 septembre 1982).

En juin 1982, une patiente se confie aux services de police de Nancy en déclarant qu'elle a subi, un mois auparavant, une I.V.G. dans le cabinet du docteur Pierre Drouet, trente-six ans, intervenant pratiquement par le remplacement de celui-ci, le docteur Gérard Pascal, trente-cinq ans.

Le dossier permit aussitôt un relief particulier en raison de la personnalité du docteur Drouet. Ce praticien, titulaire d'un certificat d'études spécialisées de gynécologie-obstétrique, fait fonctionner seul, depuis sa création en 1977, l'unique centre d'orthogénésie du centre hospitalier régional de Nancy. « Surtout », précise-t-il à la barre, en déclarant qu'il avait signalé à plusieurs reprises la carence de la Meurthe-et-Moselle en ce domaine. Un point contesté par un avocat de la partie civile, M. Humbert, qui estimait que « la Lorraine s'est toujours méfiée des nouveautés et modes parisiennes et que les Lorrains demandent moins d'I.V.G. que les autres Françaises ». L'argument se résiste

guère à l'épreuve des chiffres puisque en 1981, il aurait été enregistré en Meurthe-et-Moselle huit mille cinq cent cinquante-trois demandes d'I.V.G. pour mille six cent soixante-quatre satisfaites dans le cadre de la loi Veil. « Au moment des faits, hormis à Nancy, il n'existait aucun centre à Toul, Briey, Pont-à-Mousson et Lunéville. Depuis le décret d'octobre 1982, il existe une structure d'accueil à Briey et à Toul », déclarait M. Jean de Kervasdoué, directeur général des hôpitaux (secrétariat d'État à la Santé), élu comme témoin par M. Gisèle Halimi, avocat du docteur Pascal.

« Dans son droit »

Cette situation est due à l'état d'esprit particulier qui anime une partie du corps médical lorrain. En effet, le professeur Marcel Ribon, chef de service de la maternité régionale de Nancy, conseiller régional en obstétrique, déclarait, à la fin d'une commission médicale consultative d'octobre 1982 et devant plusieurs témoins, dont le directeur départemental de l'Action sociale et sociale, qu'il était fier que son département soit le dernier de France en matière d'I.V.G., qu'il se trouvait en partie responsable, et qu'il briserait la carrière des jeunes médecins qui iraient à l'encontre de cette volonté.

« Je respecte la clause de conscience d'un chef de service, mais, à partir du moment où il profère des engagements dans son service et des menaces de briser des carrières, j'estime qu'il s'agit d'un formidable

n'a jamais vu cette par qui le scandale est arrivé », déclarait le substitut du procureur, M. Versier.

En effet, la patiente qui alla se confier à la police ne fut jamais entendue par le juge d'instruction, n'a pas été entendue au tribunal, et son adresse tout comme son nom ni sa profession sont apparus, selon M. Halimi, suspects. « En se battant pour l'application de la loi Veil, le docteur Drouet était dans son droit. En pratiquant des avortements dans son cabinet, il a transgressé la loi actuelle qui reste ce qu'elle est », continuait M. Versier, en demandant à l'encontre du docteur Drouet une peine d'amende allant de 100 à 250 000 francs et en omettant de citer le docteur Pascal, pour qui M. Halimi a demandé la relaxe pure et simple. « Je réserve les peines de prison pour les avorteurs qui ont dépassé le délai des dix semaines », concluait M. Versier. M. Michel, avocat du docteur Drouet, a demandé pour sa part la dispense de peine pour son client.

Jugement le 1<sup>er</sup> juillet.

JEAN-LOUIS BEMER.

EUTHANASIE ET POLITIQUE

M. Jacques Attali est débouté de son action en diffamation

M. Jacques Attali, maître des requêtes au Conseil d'État détaché comme conseiller spécial du président de la République a été débouté mercredi 22 juin par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris de l'action en diffamation qu'il avait engagée contre les docteurs Jean Gorenx et Bernard Savy et M. Mario-Hélène Ugolini, présidente de l'Union nationale des assurés sociaux (TUNAS). Les trois prévenus ont également été déboutés de leurs demandes en cent mille francs de dommages-intérêts qu'ils réclamaient pour procédure abusive (le Monde du 3 juin).

Le docteur Gorenx était poursuivi en qualité de directeur de la revue « Profils médico-sociaux » en raison d'un article du docteur Savy intitulé « L'euthanasie demain » publié dans le numéro du 28 janvier 1982 et d'un « cahier » du même auteur paru dans plusieurs numéros de février et mars 1982 sous le titre « Va-t-on supprimer les vieux ? » reproduction d'un tract diffusé par l'UNAS.

Ces écrits seront à l'origine d'une campagne dénonçant M. Attali comme refusant l'allongement de la vie et proposant l'euthanasie des vieux. Ils représentaient des passages d'un entretien accordé par M. Attali au docteur Michel Salomon, reproduits dans un livre intitulé l'Avenir de la vie (le Monde du 13 mars 1982).

Le jugement déclare notamment : «... dans cette interview dense, au style elliptique, si les phrases retenues par les prévenus comme exprimant le mode de pensée de M. Attali ont été réellement dites, il en est d'autres qui reflètent une inquiétude, qui démontrent aussi qu'il n'a pas mis sur un improbable et dénué les données d'un avenir qu'il redoute... Les propos tenus au cours de cette interview sur des sujets difficiles, délicats, qui touchent de près l'homme sont reçus de façon différente selon la sensibilité du lecteur. Les témoignages reçus à la barre du tribunal de la part du professeur Schwartzberg, de M. le docteur Salomon et de M. le docteur Salomon et de M. le docteur Salomon, puisqu'ils n'ont pas été choqués par la teneur de l'interview, comme af-

« Critique acerbe et violente »

« MM. Gorenx et Savy ont, eux, insisté sur le devoir déontologique qui s'impose à eux de préserver à tout prix et dans tous les cas, la vie humaine », a déclaré M. Attali, qui s'est exprimé en tant que journaliste et non en tant que théoricien économiste ou en tant que journaliste des inquiétudes extérieures par les prévenus sous la forme d'une critique acerbe, violente, visant certes à déprécier sur le plan social et politique M. Attali alors qu'il occupe des fonctions importantes auprès du chef de l'État. Mais la mise en accusation d'une théorie demeure toujours sur le plan des idées. La diffamation ne se restreint pas à la dépréciation morale, sociale. Il faut qu'il y ait imputation d'un fait précis, susceptible d'un débat contradictoire, et non pas critique d'opinions, comme dans la cause, pour que l'infraction soit constituée. Le tribunal doit constater l'existence de l'allégation ou l'imputation d'un fait précis, même si des termes désagréables, péjoratifs, ont été utilisés, si l'ébauche d'un parallèle avec une toute autre forme de socialisme hominid ne pouvait que nuire à la partie civile.

En ce qui concerne les demandes reconventionnelles formées par les prévenus, les juges remarquent que «... M. Attali a pu légitimement être blessé, eu égard au laps de temps qui s'était écoulé depuis la parution du livre de M. Salomon, par cette mise en accusation, même si le tribunal estime qu'elle ne répond pas aux exigences de la loi sur la presse. Les comparaisons esquissées pour critiquer son mode de pensée ont certainement mis à l'épreuve sa sensibilité. Il ne peut être considéré qu'il y a abus de constitution de partie civile... »

La cour d'appel refuse la saisie du livre « L'affaire Papon »

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean Vassogne, a confirmé le 22 juin l'ordonnance de référé de M. Pierre Drai, président du tribunal, qui avait refusé le 6 mai de faire saisir le livre « L'affaire Papon », de M. Michel Slitinsky, publié par les éditions Alain Moreau. Ainsi a été rejetée la demande de l'ancien ministre, mis en cause à propos de son comportement, sous l'occupation envers les juifs au poste de secrétaire général de la préfecture de la Gironde. La cour a confirmé la suppression — dans les rééditions — de la préface de M. Gilles Perrault que M. Drai avait ordonné.

L'arrêt déclare notamment : «... Seules des circonstances exceptionnelles peuvent permettre au juge des référés (...) d'ordonner la saisie d'un livre avant tout jugement sur le fond. En l'espèce, l'authenticité des documents reproduits dans l'affaire Papon n'est pas mise en cause, et si l'interprétation qu'en donne M. Slitinsky peut assurément faire l'objet de contestations, leur portée réelle ne pourra être pleinement appréciée qu'au terme d'une

analyse approfondie des fonctions exercées par M. Papon de juin 1942 jusqu'à la Libération (...). A l'heure présente, l'examen d'ensemble des faits litigieux auquel s'est livré le jury d'honneur constitué à la demande de M. Papon n'a pas mis en lumière le caractère évidemment erroné et fallacieux de l'argumentation de M. Slitinsky. Il est constant que les accusations formulées par celui-ci dans son ouvrage sont celles-là même dont il a saisi la juridiction répressive, laquelle sera ainsi amenée à se prononcer sur la véracité des imputations diffamatoires incriminées par M. Papon, qui les a d'ailleurs lui-même soumises à la justice par voie de plainte pour dénonciation calomnieuse ».

« L'affaire des gendarmes de Vincennes », poursuivie pour des irrégularités de procédure et subordination de témoins, sera instruite par un magistrat parisien, a décidé mercredi 22 juin la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. André Braunschweig.

SPORTS

AU TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

La vieille dame et le tendron

Le gazon est déjà carbonisé. Les revendeurs de billets au marché noir font fortune. Pour son troisième jour, mercredi 22 juin, le Tournoi de Wimbledon, visité par quelque trente

mille spectateurs a rendu hommage à une grande dame, Billie Jean King, tandis que des hommes, Mayotte, Teacher, Odizor, Courtreau.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Irrésistiblement Wimbledon entraîne le tourbillon qui fait du tennis un peu plus qu'un jeu et un sport. Le temple du traditionalisme a fait cette année de nouvelles concessions aux exigences de la compétition moderne et à son environnement. Bico que les membres du All England Club n'aient pas fini leur déjeuner, les parties commencent sur les courts annexes, à 12 h 30. Et, en dépit des panneaux qui demandent aux spectateurs de garder leur chemise dans les alifés et sur les gradins, plus personne ne songe à faire chahuter les adorateurs du soleil. Le Club a également compris le parti financier qu'il peut tirer de l'installation d'un village de tentes pour les relations publiques comme il en existe un à Roland-Garros.

Le charme du plus vieux tournoi du monde n'est pas soufflé par trop. Si les quelques quatre-vingt mille personnes qui ont franchi les guichets de Church Road au cours des trois premières journées d'ont plus le flegme des visiteurs d'antan et n'ont plus un respect quasi religieux pour les parties en cours, cette foule brille toujours d'un amour fanatique pour la petite balle. Comme cela se fait depuis des lustres, dès la nuit tombée, des jeunes gens s'installent dans des sacs de couchage aux abords du stade pour être les premiers entrés le lendemain matin. Selon un rite tout aussi ancien, la file de spectateurs parfaitement ordonnée s'étire une bonne partie de la matinée sur près de 1,5 mille entre la station de métro de Southfields et les entrées. Et comme cela ne se voit nulle part ailleurs, cette foule voue ici un culte particulier au tennis féminin.

C'est ainsi qu'en ce mercredi tropical le match d'un grand-mère et d'un tendron sur le Centre Court a fait piétiner pendant des heures des centaines de personnes devant l'entrée des stands, ces places debout où l'on est serré comme dans le métro à 5 heures. A Roland-Garros, une rencontre entre Billie Jean King, quarante ans, et Beth Herr, dix-huit ans, ferait faire le détour d'un court annexe à une vingtaine de courtiers. A Wimbledon, « B.J.K. » est traitée à l'égale d'une reine.

Dans la présentation du programme officiel de la journée qui était pour moitié consacré à ce match, David Gray rappelait que Mrs King disputait le Tournoi de Wimbledon pour la vingt-deuxième fois, qu'elle avait gagné six fois le titre individuel et perdu trois fois en finale : « Elle a joué au total deux cent cinquante-six matches (simple, double, mixte). Aucune joueuse n'a gagné plus de titres (21). Aucune joueuse n'a eu un rôle aussi décisif dans le développement du tennis fé-

mine. Plusieurs fois des rumeurs ont couru laissant entendre qu'elle abandonnait ou qu'elle était gravement blessée. Chaque fois elle est revenue au premier plan. On se prépare à lui faire des adieux et elle resurgit, contestant la jeune génération — l'an dernier elle a notamment battu Tracy Austin en quarts de finale — à laquelle elle démontre l'efficacité de la plus terrible volée de revers depuis la dernière guerre.

Voilà pourquoi il n'y avait pas une place libre pour voir la vieille dame digne avec ses éternelles lunettes cerclées d'acier et ses blouses de jardinière faire la nique à une jeunesse impertinente qui se paraît seulement d'une troisième place au classement mondial des juniors en 1982 et plus récemment d'un quart de finale au Tournoi d'Eastbourne. Et voilà pourquoi Mrs King reçoit une formidable ovation pour avoir accablé une victoire en trois sets (6-7, 6-2, 6-6), car ce rectangle de gazon centenaire est bien « la maison des vieilles dames », comme l'a dit un jour l'Américaine Rosie Casals. Beth Herr, qui y faisait ses premiers pas, s'est laissée prendre au piège de l'expérience alors que son jeu sur la surface de gazon est resté celui de Mrs King. Sportivement, la vieille championne l'a reconnu : « Elle aurait dû gagner, je le lui ai dit. Elle jouait vraiment mieux que moi mais elle s'est trahie. Et à 6-6 dans le troisième set, je ne pouvais plus perdre parce que je ne voulais pas que ce fut mon dernier simple à Wimbledon ».

Courtreau qualifié

C'était tout ce que le public du « Centre Court » attendait de « B.J.K. ». Les quelques milliers de visiteurs de la journée qui n'ont pu accéder à ce stade n'ont pas été servis pour autant de bon tennis. Un des grands moments de la journée a ainsi eu pour cadre le court ombragé où a eu lieu le cinquième set de la rencontre Wilander-Fitzgerald, interrompue la veille par l'obscurité sur le score de 6-4, 6-1, 4-6, 6-7. Cette ultime manche fut du niveau du début de la partie. Un festival de coups impossibles tentés de part et d'autre du filet. Le jeune Suédois fit le break au cinquième jeu mais l'Américain égala aussitôt à 3-3. Fitzgerald changea alors de tactique : il tenta de mieux échanger au fond du court pour mieux transpercer Wilander quand il voulait prendre le filet. Cela ne lui réussit pas très bien : le récent finaliste de Roland-Garros fit à nouveau le break au neuvième jeu et conclut à 6-4 dans la foulée. « C'était mon

meilleur match sur herbe », commenta Wilander après ce marathon.

« L'herbe convient assez bien à mon jeu », a constaté de son côté le Bordelais Joël Courtreau, classé troisième mondial en 1982. Sur le court ombragé cinq le neveu de l'ancien joueur de Coupe Davis François Jauffret est venu à bout relativement facilement du jeune Anglais Jarrett (6-2, 7-6, 6-3) en imposant ses curieuses attaques dérivées à deux mains ou coups droits comme en revers. Courtreau sera cependant battu par le Nigérian Odizor. Le tourneur de l'Argentin Vilas a été encore plus à l'aise au second tour face au partenaire de double de McEnroe, l'Américain Fleming, qu'il a éliminé en quatre manches (6-4, 4-6, 6-4, 6-2).

ALAIN GIROUD.

Les résultats du mercredi 22 juin

SIMPLES MESSIEURS

Seizième tour de tournoi de finale

Wilander (Suède, 7) b. Fitzgerald (Australie, 64), 6-4, 6-1, 4-6, 6-7, 6-4.

Trente-deuxièmes de finale

PREMIER QUART DE TABLEAU

Curran (Australie, 15) b. Casal (Esp., 82), 7-6, 6-4, 6-3. Harnois (E.-U., 70) b. Drewett (Australie, 114), 6-2, 6-4, 6-4. Motta (Brésil, 107) b. Tom Gullikson (E.-U., 65), 7-6, 7-5, 6-4. C. Curry (Australie, 126) b. Pasan (Inde, 127), 7-6, 6-3, 7-6. T. Mayotte (E.-U., 22) b. Andrews (E.-U., 176), 6-1, 6-2, 6-2. Connors (E.-U., 1) b. Masur (Australie, 138), 6-4, 7-6, 6-0. Teacher (E.-U., 24) b. Flitak (Pol., 26), 7-6, 2-6, 4-6, 7-5, 6-1. Sundström (Suède, 20) b. Edberg (Suède, 139), 2-6, 7-6, 7-6, 4-6, 8-6.

DEUXIÈME QUART DE TABLEAU

Maurer (R.F.A., 114) b. Amaya (E.-U., 130), 6-3, 6-4, 7-6. C. Lewis (N.-Z., 98) b. Dyle (Australie, 179), 7-6, 6-4, 6-3. Baller (E.-U., 58) b. T. Fautt (Australie, 204), 6-4, 6-4, 6-0. Purcell (E.-U., 40) b. Sals (G.-B., 493), 7-5, 6-4, 6-3. Courtreau (Fr., 122) b. Jarrett (G.-B., 242), 6-2, 7-5, 6-3. Odizor (Nig., 87) b. Fleming (E.-U., 665), 6-4, 4-6, 6-4, 6-2. Giffard (E.-U., 16) b. Doyle (Ir., 93), 7-5, 4-6, 7-6, 6-4. Soares (Brésil, 122) b. T. Giannalva (E.-U., 128), 7-6, 6-7, 7-6, 6-4.

SIMPLES DAMES

Trente-deuxièmes de finale

B. Potter (E.-U., 11) b. M. Torres (E.-U., 26), 6-1, 6-4. A. Temesvári (Hongr., 13) b. M. Maleeva (Bulg.), 7-5, 6-4. A. Jager (E.-U., 3) b. P. Casale (E.-U., 38), 6-3, 6-2. W. Turnbull (Australie, 7) b. A. White (E.-U., 40), 6-3, 6-2. B.J. King (E.-U., 10) b. B. Herr (E.-U., 44), 6-7, 6-2, 8-6. K. Rinaldi (E.-U., 14) b. L. Sandin (Suède, 91), 6-4, 6-3. C. Ever-Lloyd (E.-U., 2) b. M. Mosker (FR., 41), 6-4, 6-2.

★ Entre parenthèses, figure le classement A.T.P. des joueurs et W.T.A. des joueuses.

AUTOMOBILISME

ANNULATION DU RALLYE DU GABON

La première édition du rallye automobile du Gabon, prévue du 25 au 28 juin, a été annulée, a annoncé le 22 juin son organisateur, M. Michel Désert.

Dans un communiqué, celui-ci indique que, « malgré l'appui très ferme du président Omar Bongo et du président de la Fédération gabonaise du sport automobile, M. Louis Gaston Maylla (...) quelques services de l'administration gabonaise n'ont pas permis le déroulement de cette épreuve. Dans ces conditions, la sécurité des participants ne pouvait être assurée, la Fédération gabonaise du sport automobile a été contrainte d'annuler la manifestation ».

Pour ce premier rallye du Gabon, une vingtaine de concurrents français et des pilotes italiens faisaient déjà arrivés sur les lieux, à Libreville, ainsi que des véhicules transportés par bateau depuis Marseille et Bordeaux.

D'un sport à l'autre

FOOTBALL. — La Juventus de Turin a gagné, le 22 juin, la Coupe d'Italie en battant Vérona par 3 à 0, en finale « retour ». Les Turins avaient été défaits 2 à 0 à l'aller. Michel Platini a marqué le deuxième but de son équipe à neuf minutes de la fin du temps réglementaire, puis le troisième à deux minutes de la fin des prolongations.

SPORTS ÉQUESTRES. — Le cavalier autrichien Paul Schockemoeller, sur Deister, a gagné mercredi 22 juin le championnat d'Europe de saut disputé dans le cadre du C.S.I.O. d'Alx-la-Chapelle. Deux Allemands de l'Ouest, Gert Wiltsfang sur Goldika et Michael Rüping sur Calletto ont pris les deuxième et troisième places.

VOILE. — Franco-3 a obtenu, mercredi 22 juin, son premier succès dans les régates éliminatoires de la Coupe de l'Amérique, en devançant de 2 min 22 sec. le 12 mètres australien Advance qui ne compte jusqu'à ce jour aucune victoire. Australia-2 demeure invaincu après avoir battu son rival australien Challenge-12 dans la cinquième régate.

AÉRONAUTIQUE

« La compagnie aérienne suisse Swissair vient de confirmer son choix pour quatre avions moyen-courriers Airbus A 310-300, à rayon d'action allongé. Swissair convertit ainsi l'option sur quatre des dix Airbus A 310-200, version de base du nouvel avion européen, que la compagnie suisse avait déjà commandés. Ces quatre exemplaires seront livrés en 1985 et 1986.

البيان



150 000 150

à Nancy

## SCIENCES

PREMIÈRE SCIENTIFIQUE DANS UN LABORATOIRE D'ORSAY

### Un nouveau laser très prometteur

Des chercheurs du Laboratoire pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique (Lure) à Orsay ont obtenu, mercredi 22 juin, un effet laser à partir d'électrons circulant à grande vitesse dans un anneau circulaire. Il s'agit d'un progrès majeur dans la voie des « lasers à électrons libres », une technique très prometteuse qui devrait permettre d'obtenir des émissions lumineuses intenses, réglables à volonté en intensité et en longueur d'onde, dans une large bande qui part de l'infrarouge, comme tout le visible et l'ultraviolet, et atteint même les rayons X mous.

Il existe, depuis vingt-cinq ans, sur le campus de l'université de Paris-Sud à Orsay, un accélérateur d'électrons. A la fin des années 60, lui fut adjoint un anneau de stockage et de collisions (ACO) où les physiciens des particules étudiaient les chocs entre deux électrons tournant en sens inverse. Du fait qu'ils tournent, ces électrons émettent un « rayonnement synchrotron », essentiellement dans l'ultraviolet, qui est une nuisance pour la physique des particules, mais qui constitue une source très précieuse des physiciens du solide, des chimistes et des biologistes. Aussi, le Centre national de la recherche scientifique a-t-il créé dans les années 70, le Lure pour permettre ces usages - idée qui s'est révélée fructueuse au point que ACO ne sert plus maintenant que comme source de rayonnement synchrotron et qu'il a été décidé de construire un « Super-Aco » pour disposer d'une source plus intense.

Le rayonnement synchrotron a deux caractéristiques intéressantes : son intensité peut être grande et couvre un vaste domaine de longueurs d'onde. Mais il n'a pas la propriété de cohérence (1) qui caractérise la lumière d'un laser. Un chercheur américain John Madey, a cependant ouvert une voie en 1977 en montrant que le rayonnement synchrotron pouvait amplifier l'intensité d'un faisceau laser.

De là à créer un laser à partir du rayonnement émis par le faisceau d'électrons, un laser à électrons libres (2) il y avait un pas que John Madey put franchir. Mais il utilisait le faisceau de l'accélérateur de l'université Stanford (Californie), et n'obtient qu'une émission laser dans l'infrarouge. Avec un anneau de stockage, on devait, en principe, pouvoir obtenir un plus grand gain et émettre en lumière visible, en ultraviolet et en rayons X. Des travaux en ce sens furent entrepris (le Monde du 26 novembre 1980), par l'équipe que dirige M. Yves Petroff, directeur du Lure, en collaboration avec les chercheurs californiens. Ils viennent d'aboutir au premier laser à électrons libres fonctionnant sur un anneau de stockage en lumière visible (rouge).

C'est une étape très importante, mais n'est pas la fin des recherches. L'équipe du Lure souligne qu'elle obtient un laser utilisable pratiquement dans l'ultraviolet et en rayons X d'importantes améliorations doivent être apportées, tant au système optique qu'au faisceau d'électrons. Mais les applications potentielles sont immenses, non seulement pour la recherche, mais aussi pour divers processus industriels comme l'enrichissement de l'uranium ou l'amorçage de certaines réactions chimiques.

MAURICE ARVONNY.

- (1) Une source lumineuse usuelle émet des photons indépendamment les uns des autres. Au contraire ceux d'un laser sont tous émis au même instant et avec les mêmes caractéristiques ondulatoires pour former ce que les physiciens appellent une émission cohérente.
- (2) L'énergie d'un laser habituel est fournie par le changement d'état d'électrons liés à un noyau atomique.

## MISSION PARFAITE POUR CHALLENGER

### La navette a réussi la première récupération de satellite dans l'espace

Le président Reagan n'assistera pas à l'atterrissage de la navette spatiale américaine prévu vendredi 24 juin au centre spatial Kennedy (Floride). Et ce qui aurait dû être une première, le retour de la navette à son point de départ et son atterrissage sur la piste de 5 kilomètres de long spécialement construite à cette fin, sera peut-être renvoyé à une prochaine mission. Le responsable en est le mauvais temps qui sévit actuellement en Floride. La décision de maintenir l'atterrissage prévu ou de faire passer la navette, comme pour les vols précédents, sur la base californienne d'Edwards qui dispose de pistes plus larges et plus longues, ne sera prise qu'à la dernière minute, et le président Reagan, d'après son porte-parole, ne veut pas que sa présence influe sur une décision où seules doivent intervenir des considérations de sécurité.

Si le mauvais temps contraindrait les responsables de la NASA à envoyer la navette en Californie, il sera responsable du seul « échec » qu'aura connu la mission. Car depuis le lancement de samedi dernier, tout s'est passé à la perfection. Les deux satellites canadiens et indonésiens qu'emportait la navette ont d'abord été propulsés avec précision vers les orbites qu'ils doivent atteindre. Comme lors des vols précédents, les astronautes ont réalisé les expériences scientifiques, maintenant classiques, d'électrophorèse et de fabrication de microbilles de latex. Ils ont aussi fait quelques expériences nouvelles : croissance de cristaux, germination de semences et observation de la construction d'une fourmi libre en apesanteur. Et dans la journée du mercredi 22 juin, l'équipage a longuement joué au chat et à la souris.

### L'expérience du rendez-vous

La souris était un satellite allemand pesant presque deux tonnes et demi, SPAS-01, construit par la firme M.B.B., porteur de dix expériences scientifiques financées par le ministère allemand de la recherche (B.M.F.T.), par l'Agence spatiale européenne (ESA) et par la NASA ; porteur aussi d'une caméra qui a envoyé vers la Terre les premières images de la navette en vol prises de l'extérieur.

La griffe du chat était le bras télémanipulateur long de quinze mètres, construit par la firme canadienne Spar Aerospace, qui équipe la soude de la navette. Mercredi matin, les ingénieurs de bord John Fa-

bian et Sally Ride ont saisi SPAS-01, l'ont sorti de la soude et l'ont libéré dans l'espace, puis l'ont ramené à bord pour vérifications. Celles-ci faites, le satellite a été de nouveau libéré et la navette a alors fait plusieurs manœuvres qui l'ont éloignée à quelque trois cents mètres de SPAS-01, puis l'ont ramené vers le satellite mercredi en fin d'après-midi. Le but de ces manœuvres était évidemment d'acquiescer une expérience de la réalisation d'un rendez-vous spatial, mais aussi d'obtenir des informations utiles : ainsi des capteurs placés sur SPAS-01 enregistraient le flux de chaleur qu'ils recevaient lors de la mise en marche des moteurs de manœuvre de la navette.

Ces opérations sont de la plus haute importance. L'intérêt principal de disposer d'un véhicule réutilisable est, en effet, de pouvoir rapatrier au sol des satellites tombés en panne ou arrivés à la fin de leur fonction pour les utiliser à nouveau par la suite. Etant donné le prix des équipements spatiaux, il y a là une source d'économie importante. La navette est mal adaptée au lancement vers l'orbite géostationnaire de satellites de télécommunications - cela constitue d'ailleurs la grande chance d'Ariane : cette orbite, à 36 000 kilomètres du sol, est trop éloignée pour que la navette s'y rende, ce qui oblige à équiper les satellites d'un propulseur spécifique et interdit leur récupération.

Mais, pour beaucoup d'utilisations de l'espace - observation de la Terre, aide à la navigation, études scientifiques... - des altitudes de quelques centaines de kilomètres suffisent. Le programme spatial américain prévoit presque systématiquement que ces satellites seront rapportés au sol et réutilisés. SPAS-01 est ainsi le premier élément d'une longue série de satellites récupérables.

M. A.

Le prix Holweck a été attribué pour 1983 au physicien français Gérard Toulouse, du groupe de physique des solides de l'Ecole normale supérieure. Théoricien, M. Toulouse a fait progresser de manière importante la physique statistique. Il a donné une classification des défauts de cristallisation (dislocations, disclinations, lignes de vortex, etc.) et introduit le concept de « frustration » pour décrire certaines interactions dans les systèmes magnétiques. Le prix Holweck est attribué chaque année, en alternance, à un physicien français par l'Institut de Physics de Londres, ou à un physicien britannique par la Société française de physique.

## DÉFENSE

### FORTE EXPANSION EN 1982 DE LA BRANCHE

#### « MILITAIRE » DE LA SOCIÉTÉ MATRA

Malgré un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs, en hausse de 24 % par rapport à l'exercice 1981, la société Matra, société-mère d'un groupe de cent trente entreprises qui emploient trente et un mille personnes, a enregistré, en 1982, un résultat net de l'ordre de 157,3 millions de francs, à peu près égal au bilan précédent. Ces données financières ont été communiquées, jeudi 23 juin, en assemblée générale des actionnaires par le président-directeur général, M. Jean-Luc Lagardère.

Ce résultat net, jugé « faiblement positif » après l'acquisition d'un impôt de 379 millions de francs, est lié à l'apparition de « contributions négatives de certaines filiales importantes », comme la société C.I.M.T.-Lorraine (de la branche « transports »), la société Matra-Harris semi-conducteurs (de la branche « composants »), la société Brestel (de la branche « télécommunications »), les groupes Solax et Jaeger (de la branche « électronique automobile ») et la société Matra-automobile, qui accuse, à elle seule, une perte de 116 millions de francs.

En revanche, la branche « militaire » de Matra connaît une forte expansion, avec un chiffre d'affaires, en 1982, de 4 089 millions de francs, en augmentation de 25 % par rapport à 1981. Les prises de commandes se sont élevées à 5 milliards de francs, et le carnet de commandes est supérieur à 10 milliards de francs. L'exportation représente 70 % de ce bilan. Dans ce secteur, toutefois, le groupe Manurhin fera ressortir « des pertes considérables », non encore évaluées avec précision, dont l'effet direct sera la disparition complète de ses fonds propres. Cette situation, liée à une exploitation négative du secteur « machines-outils » et à une baisse conjoncturelle de l'activité « munitions », entraînera des licenciements et une restructuration.

### Le général Lerche est nommé major général de l'armée de l'air

Sur proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 22 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

● AIR. - Est nommé major général de l'armée de l'air, le général de corps aérien Achille Lerche, en remplacement du général de corps aérien Paul Huguet, qui quitte ses fonctions avec six mois d'avance sur la limite d'âge de son rang.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne François Mermont, nommé commandant la 11<sup>e</sup> région aérienne ; général de brigade aérienne, les colonels Xavier Lacau et Antoine Dumas (nommé adjoint au général commandant les écoles de l'armée de l'air).

Sont nommés : directeur des études au Centre des hautes études militaires, le général de brigade aérienne Jacques Bourillet ; inspecteur des réserves et de la mobilisation, le général de brigade aérienne Roger Frapiet ; chef de la division « forces nucléaires » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Bernard Nicolas ; adjoint « opérations » au général commandant la 11<sup>e</sup> région aérienne, le général de brigade aérienne Claude Lenouhy ; adjoint au général inspecteur technique de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Pierre Samoyault.

● TERRE. - Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Poudelet et Daniel Clédère (nommé commandant d'artillerie du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises en Allemagne fédérale) ; général de brigade, les colonels Georges Euebanche, Marc Auger et Claude Tainguy (nommé chef de la mission militaire française auprès du général commandant le groupe des armées « centre-Europe » à l'OTAN).

Sont nommés : inspecteur de l'artillerie, le général de division Jean Cui ; inspecteur des réserves et de la mobilisation, le général de division Raymond Boisseau ; chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Gilbert Foray ; adjoint au général commandant la 1<sup>re</sup> armée et gouverneur militaire de Strasbourg, le général de division Furey Houdette ; commandant la 10<sup>e</sup> division blindée et la 63<sup>e</sup> division militaire.

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### L'U.D.F. et le R.P.R. désavouent M. Pinton après son article dans « Le Monde » contre la dissuasion nucléaire

L'Assemblée nationale, le mercredi 22 juin, a adopté, en deuxième lecture, le projet de loi modifiant le code de service militaire et celui approuvant la programmation militaire pour les années 1984-1988. Le Sénat ayant considérablement modifié le premier et repoussé le second, les députés sont dans les deux cas revenus à leurs textes initiaux.

Bien entendu, l'essentiel du débat a porté sur l'importance de la force nucléaire française, après l'article de M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., paru dans le Monde du 16 juin et condamnant celle-ci. La prise de position de M. Pinton a été critiquée sur tous les bancs de l'Assemblée, les représentants de son mouvement le désavouant même en termes on ne peut plus clairs.

M. Jean-Marie Daillet (U.D.F., Manche) a affirmé que M. Pinton avait écrit cet article « à titre personnel » et a donné lecture du communiqué approuvé « à l'unanimité » l'après-midi même, par la commission de la défense de l'U.D.F., qu'il préside : « Elle a jugé nécessaire de rappeler sa doctrine permanente de la force nucléaire française, la France doit pouvoir dissuader l'agresseur éventuel et, à cette fin, la fonction de l'armement nucléaire, qui creuse l'écart entre les espérances de gain et les risques auxquels l'agresseur l'exposerait. La dissuasion ne doit pas dépendre du seul armement nucléaire ; elle doit être globale. Cependant la possession de cet armement donne à la France un rôle particulier en Europe et constitue l'ultime garantie de son indépendance. »

L'U.D.F. ne pouvait guère faire autrement, étant donnée l'utilisation que la majorité avait faite de la prise de position de son secrétaire général.

Ainsi, mercredi 22 juin, au cours de la séance de l'Assemblée consacrée aux questions d'actualité, M. Pierre Mauroy avait notamment déclaré : « Il serait souhaitable que l'opposition précise sa pensée dans ce domaine essentiel puisque il touche à la sécurité et l'indépendance de notre pays ! M. Pinton semble nous faire dans l'OTAN (...). Cet article manifeste une méconnaissance profonde des réalités de notre défense et, selon l'expression chère de

territoriale, le général de brigade Robert Farret ; adjoint au général commandant la 11<sup>e</sup> région militaire, le général de brigade Jacques Foulard ; adjoint au général commandant la 1<sup>re</sup> région militaire, le général de brigade André Parrau.

● MARINE. - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Claude Corbier ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Alphonse Roitel.

Est nommé commandant l'Ecole supérieure de guerre navale, le contre-amiral Jean Lesec.

● ARMEMENT. - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Lucien Davout, Jean-Michel Mitault, Michel Darman, Henri Vilma du Manteuil et Emile Blanc ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef François Simon, Robert Mesnel, Alain Duxall, Jean Gayou, Jean Mesnel, François Xavier Cance, Jean Liffmann, Jean Bernadet et André Mecbulam.

Sont nommés : directeur du service technique des télécommunications et des équipements aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Bouquet ; directeur de l'atelier de fabrication de Toulouse, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Benetrou ; chargé des fonctions de sous-directeur « programmes » à la direction technique des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Patrice Raynaud.

● SERVICE DE SANTÉ. - Sont nommés : directeur du service de santé Antilles-Guyane, le médecin général, médecin chef des services de classe normale Jacques Segalen ; commandant la chaîne « santé » de la brigade logistique du 2<sup>e</sup> corps d'armée, le médecin général, médecin chef des services de classe normale André Lanoire.

● GENDARMERIE. - Sont promus : général de division, les généraux de brigade Gabriel Geillon et Guy Delfosse (nommé commandant la 1<sup>re</sup> région de gendarmerie nationale) ; général de brigade, le colonel Dominique Stromboli, nommé sous-directeur « organisation et emploi » de la gendarmerie nationale.

Est nommé commandant la 11<sup>e</sup> région de gendarmerie nationale, le général de brigade Antonio Jérôme.

## FAITS ET JUGEMENTS

### M. Jacques Pesson a été inculpé et écroué

M. Jacques Pesson, administrateur judiciaire à Paris où il avait été arrêté mardi en exécution d'un mandat de M. Jean-Pierre Belmas, juge d'instruction à Tarbes, a été inculpé mercredi 22 juin par ce magistrat de faux en écritures de commerce et complicité de délits assimilés aux banqueroutes simples et frauduleuses et placé sous mandat de dépôt (le Monde du 22 juin).

Cette inculpation a été motivée par la façon dont avait été « administrée » la banque Lazard de Lourdes après sa fermeture le 4 décembre 1978 suivie d'une mise en liquidation judiciaire en 1979. Elle apparaît comme une suite de l'inculpation le 11 mars, de M. André Fourneau, syndic de faillite de la même entreprise, auquel il est notamment reproché de ne pas avoir reversé à la masse de la faillite des sommes qui auraient dû être portées sur les comptes spéciaux prévus à cet effet et d'avoir ainsi bénéficié des intérêts de plusieurs dépôts de clients.

M. François Lacaze, directeur de la banque mise en liquidation, avait toujours soutenu que son établissement pouvait survivre et que l'actif, au moment de la décision de fermeture par la commission de contrôle des banques, était supérieur au passif. C'est lui-même qui a cette épo-

que avait demandé à M. Jacques Pesson, administrateur judiciaire réputé, de se charger de l'administration provisoire de la banque.

### Des poursuites contre des immigrés « sans papiers »

Lille. - Quinze immigrés « sans papiers » d'origine marocaine ou algérienne qui étaient depuis le 7 juin en grève de la faim pour obtenir la régularisation de leur situation, ont été interpellés mercredi 22 juin par la police dans les locaux de l'Association pour la promotion des travailleurs étrangers à Lille, où ils s'étaient réfugiés. Trois des grévistes, dont l'état de faiblesse était très grand, ont été hospitalisés, les autres ont été conduits au commissariat central.

En flagrant délit de séjour irrégulier en France, selon les termes du procureur de la République, MM. Clément Moras, ils devaient comparaître jeudi devant le tribunal de grande instance. Il y a plusieurs mois, un premier conflit de ce genre avait éclaté. Des « sans-papiers » avaient occupé les locaux d'une mairie annexe. Déloués par la police, ils avaient alors occupé une église. A la suite de négociations, certains d'entre eux avaient obtenu la régularisation de leur situation. Il semble cette fois que les pouvoirs publics aient décidé d'avoir une attitude beaucoup plus ferme. (Corresp.).

## ÉDUCATION

### LE P.S. ET LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS DEMANDENT LA « MISE EN PLACE URGENTE » DE LA RÉORGANISATION DES COLLÈGES

Dans un communiqué commun, publié mercredi 22 juin, au terme d'une rencontre entre les deux organisations, le parti socialiste et le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collège (SNI-P.E.G.C.) demandent « une mise en place urgente » du dispositif de rénovation des collèges conformément aux déclarations du ministre de l'éducation nationale lorsqu'il a présenté ses premières décisions à propos du rapport Legrand (le Monde du 1<sup>er</sup> février).

Après une phase de mise au point s'appuyant sur le volontariat et des initiatives existantes, estime le P.S. et le SNI-P.E.G.C., il faut rapidement des mesures qui s'appliquent à tous : le 1<sup>er</sup> Plan et les budgets correspondants devront prévoir les moyens nécessaires.

Les deux organisations soulignent « la nécessité d'un cycle fondamental continu de neuf niveaux qui favorise une meilleure orientation pour chaque jeune », et demandent un assouplissement de la « structure classe », afin de « permettre une pédagogie plus individualisée ». Elles se déclarent favorables au « tutorat, conçu comme un suivi individualisé des élèves ».

Évoquant la question du statut des maîtres, P.S. et SNI-P.E.G.C. indiquent que ceux qui ont même responsabilité doivent avoir même dignité et même niveau de formation (...). Quel que soit l'âge des enfants auxquels ils s'adressent.

[Les dirigeants du SNI-P.E.G.C. se sont toujours montrés favorables aux propositions de rénovation des collèges exprimées par le ministre de l'éducation nationale à l'issue de la publication du rapport de M. Louis Legrand. Ils ont réclamé à nouveau la mise en œuvre à la veille du congrès national de leur syndicat, qui doit avoir lieu du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet à Bordeaux. Le communiqué publié en commun par le SNI-P.E.G.C. et le P.S. fait d'autre part référence à la notion de « cycle fondamental », à rapprocher de celle d'« école fondamentale » (de la maternelle à la troisième) pour laquelle milite le SNI-P.E.G.C., à la différence du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), lui aussi affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), mais partisan d'un « grand second degré » de la sixième à la terminale.]

Le rectorat de Toulouse occupé. - Une cinquantaine d'enseignants, maîtres auxiliaires du second degré, des femmes en majorité parfois accompagnées d'enfants, ont occupé le hall d'entrée du rectorat de l'académie de Toulouse pendant une heure, mercredi 22 juin dans l'après-midi. Visés par la mesure de titularisation prise à l'échelon ministériel, ces maîtres auxiliaires réclament la possibilité de refuser une affectation nationale sans perdre le droit au réemploi. Ils font remarquer que, dans l'académie de Toulouse, les auxiliaires sont beaucoup plus nombreux que dans les autres académies méridionales à être affectés au nord de la Loire.

### M. Jospin dénonce l'exploitation de l'insécurité à la Goutte-d'Or

M. Lionel Jospin - met en garde - les habitants des quartiers de la Chapelle et de la Goutte-d'Or à Paris-18<sup>e</sup>, secteur dont il est député, contre « l'exploitation politicienne qui est faite de l'insécurité par la droite ». Dans un communiqué publié mercredi 22 juin, le premier secrétaire du P.S. souligne notamment, après avoir pris connaissance de la lettre adressée par le maire de Paris au préfet de police au sujet des problèmes de sécurité dans le dix-huitième : « L'insécurité est un thème qui arrange bien la droite alors que celle-ci porte une lourde responsabilité dans le développement de ce phénomène depuis plusieurs années. » Il est possible, estime M. Jospin, d'assurer vraiment la sécurité dans un quartier laissé à l'abandon.

Dans une lettre à M. Guy Fougier, préfet de police de Paris, M. Chirac lui avait demandé « soigneusement (...) d'engager un processus de rétablissement de la sécurité dans le quartier de la Goutte-d'Or. » (le Monde du 23 juin). Un défilé contre l'insécurité organisé par des commerçants devait avoir lieu ce jeudi dans le quartier.



# ÉDUCATION

## LES COMMUNES ET L'ÉCOLE PRIVÉE

### L'inquiétude de M. Bizeul

L'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, qui compte parmi ses membres M. Jacques Barrot, député U.D.F. de la Haute-Loire, a réuni à Paris le 20 juin neuf cents maires et conseillers municipaux qui comptent une école privée dans leur commune (le Monde du 22 juin). Parmi eux, M. Alphonse Bizeul, maire de Saint-Vincent-des-Andes, un bourg de quatre cents habitants non loin de Châteaubriant, en Loire-Atlantique.

Agriculteur de son état, M. Alphonse Bizeul, soixante-cinq ans, est venu à la rencontre des élus locaux avec une adjointe et le maire d'un village voisin.

M. Bizeul est élu depuis vingt-quatre ans : dix-huit ans conseiller municipal, maire depuis six ans. Aujourd'hui, il a laissé les 15 hectares qu'il exploite dans sa commune à ses deux fils, et il a passé la main à trois de ses trois enfants. Ses idées, elles, viennent en quelques mots qu'il égrène après les avoir tournés dans la bouche comme les noix de cerises qu'il est en train de mâchonner : « J'ai soutenu Giscard, Pas Chirac : j'avais peur qu'il casse tout. »

Deux écoles sur sa commune : la publique avec cent élèves, et la privée sous contrat simple avec soixante-quinze élèves. Il

est inquiet : il pense au Front populaire qui a « amélioré la vie des travailleurs », mais dont son père disait : « C'est la révolution à Paris. » Il est inquiet parce que « la méthode actuelle, c'est la même que celle de Hitler : former la jeunesse. Dans les Jeunesses hitlériennes, il y avait des jeunes de familles excellentes. Mais, en les prenant à douze ans, on en a fait des fanatiques. Les communistes, c'est pareil. Regardez l'Afghanistan : ils peuvent faire ce qu'ils veulent de leurs soldats. »

Communismes, socialismes, c'est du pareil au même : « Les socialistes, ou ils ne voient pas clair et se laissent manipuler par les communistes, ou ils sont d'accord. » Ce qu'il veut, c'est supprimer les initiatives privées. Les artisans de sa commune ma le disent : « c'est dur de licencier depuis les lois Auroux ». Son adjointe réchène : « Plus facile de divorcer que de licencier un ouvrier ! »

Le déplacement d'aujourd'hui leur coûtera 200 francs à chacun, « à prendre sur nos indemnités ». Et quand il rentrera, M. Bizeul sait déjà ce qu'il dira à son conseil municipal : « Je suis allé à Paris pour défendre la liberté. »

CHARLES VIAL.

● **Emplois dans l'enseignement supérieur.** — Deux arrêtés parus au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 16 juin précisent les conditions et la localisation d'un certain nombre d'emplois de professeurs et de maîtres-assistants de l'enseignement supérieur. Pour les professeurs, il s'agit d'emplois « créés ou susceptibles de l'être » dans les disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines.

Pour les maîtres-assistants, le recrutement concerne les disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines, juridiques, politiques, économiques et de gestion ainsi que des disciplines pharmaceutiques.

## Un « supertéléphone » dans dix écoles d'Évry

C'est un petit écran de télévision doté d'un clavier alphabétique, un de ces « Minitel » qui équipe déjà tous les foyers reliés aux réseaux télématiques expérimentaux. Si M. Christian Du Huu, le nouveau directeur du Centre départemental de documentation pédagogique (C.D.D.P.) d'Évry, a choisi d'en installer un exemplaire durant quinze jours dans dix des dix-huit écoles élémentaires de la préfecture de l'Essonne, c'était pour mobiliser les enseignants autour d'un instrument nouveau mais aussi afin d'observer les réactions des enfants.

Dès l'automne prochain, chaque abonné au téléphone de la ville nouvelle d'Évry bénéficiera de l'ordinateur électronique, et donc d'un « Minitel ». L'occasion devait être saisie. En fait, le système « télématique » a été mis au point dans la Gironde. Il permet de relier chaque école au centre de documentation pédagogique de Bordeaux. Un minitel au nom d'un auteur de dix lignes de texte, et l'écran affiche en un clin d'œil la liste des documents (livres, films, diapositives, etc.) disponibles. L'élève, toujours installé devant son « Minitel », peut lui-même commander, après validation par son maître, la documentation qu'il s'intéresse. Il la recevra quarante-huit heures plus tard, adressée à son nom dans sa classe. Sont programmés également un jeu éducatif à difficulté variable et une série de révisions de grammaire.

Ces possibilités ont été transposées à Évry, tout comme la « télé-messagerie », qui permet à chaque utilisateur d'expédier un texte écrit de dix lignes à tout ou partie des abonnés. En quelques jours d'expérimentation, ce dernier système a été plébiscité par les jeunes élèves d'Évry : commandes de vélo à l'école Alexandre-Dumas qui prête les engins, messages d'amitié, sont multipliés sur les écrans. La « télématique », est d'abord un instrument de communication, « un supertéléphone », comme l'explique sans cesse M. Du Huu, par un ordinateur ! Cette évidence technique n'a pas toujours été facile à faire admettre par les enseignants. Le système permet simplement d'être relié à une banque de données, à un programme d'exercice ou de jeu, mais l'usage ne peut pas agir sur le contenu du programme.

Il n'est donc pas conçu pour une utilisation pédagogique, ce qui ne manque pas de mettre mal à l'aise M. Louis Galas, instituteur à l'école André-Malraux de Bondoufle, l'une des quatre communes composant la ville nouvelle d'Évry. « Je ne parviens pas encore à nous situer, mes élèves et moi, par rapport à cette ex-

périence tentée en fin d'année », reconnaît-il. Lui qui souhaite que l'école « ne rate pas la révolution télématique comme celle de l'audiovisuel » voit pourtant dans la « télématique » un obstacle à l'indispensable solidarité entre collègues : « Si les enseignants ne sont pas capables de travailler ensemble, de se prêter mutuellement la documentation pédagogique, par exemple, ce n'est pas le « Minitel » qui les y aidera », objecte M. Galas.

Dans sa propre classe pourtant, malgré quelques difficultés techniques dues à l'insuffisante capacité des lignes téléphoniques, les enfants se sont vite pris de passion pour le nouvel instrument bien qu'ils le considèrent, avant tout, eux aussi, comme une nouvelle manière d'apprendre. Ils affirment, en général, préférer réviser leur grammaire sur écran : « C'est mieux que le maître parce qu'il ne donne pas de note et, lorsque nous faisons des fautes, il en fait lui-même », dit un élève de cours moyen première année (C.M. 1), tandis que l'un de ses camarades avoue éprouver du respect pour son professeur, « alors que pour une machine... »

Si le maniement concret de l'appareil n'a posé aucun problème aux enfants, ils n'ont pourtant pas pu expérimenter toutes les possibilités de ce moyen de communication qui, comme le précise M. Du Huu, met « trois mille documents pédagogiques à la disposition de tous les élèves ». Le système de commande personnelle n'a pu fonctionner faute de temps mais la « télé-messagerie » a rencontré un net succès. Etendue définitivement à l'ensemble du département de l'Essonne, l'expérience d'Évry, menée avec le concours de l'inspection académique et des télécommunications, permettrait de relier des dizaines de petites écoles rurales entre elles ainsi qu'au C.D.D.P. Dans un proche avenir, tous les élèves transplantés en classe de neige ou de nature pourraient aussi envoyer directement à leurs parents d'affectueux messages télématiques.

PHILIPPE BERNARD.

## ADMISSIONS AUX AGREGATIONS (par ordre alphabétique)

● **POLONAIS :** M<sup>me</sup> Marie Furman.  
● **PORTUGAIS :** M. et M<sup>me</sup> Michel Croté ; Maria Cristina Nguyen Huu née Lopez Pais ; Catherine Orfila ; Florinda Sabino.

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse**  
Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années.)  
Cours par correspondance (année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.06.94  
Documentation M sur demande

# LÉGION D'HONNEUR

## Ministère de la défense

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Henri Aigoin ; Jean Armagnac ; Jules Bernadac ; Jules Crapier ; Jean Mazéas ; Arthur Meunier ; Gustave Peléan.  
MM. Albert Bertrand ; Désiré Chardant ; Charles Chidaine ; René Darvin ; Paul Druelle ; Marie Dubarry de Lassalle ; Henri Duemle ; Louis Mathieu ; Alphonse Noël ; Lucien Pablo ; Jacques Pier-Payant ; Joseph Trays.  
MM. Clément Adam ; Georges Adrian ; René Adrian ; José Aguiló ; Yves Allain ; Jean Amélie ; Alphonse Amélie ; Louis Amigues ; Jean Arnaud ; Charles Arneguy ; Pierre Aubertin ; Louis Angé ; Arthur Bailliet ; Joseph Baugnies ; Pierre Baussaint ; François Bazalgette ; Georges Beal ; Joseph Beaucé ; Étienne Beauvallet ; Bernard Becot ; Jean-Baptiste Bedouin ; Albert Bellard ; Joseph Bérin ; Maurice Bérin ; Albert Bérin ; Benoît Bernard ; François Bernard ; Gustave Bernard ; Don Grèce Bernardini ; Romarin Bernand ; Henri Bessas ; Gustave Bessas ; Jules Blet ; Albert Biguet ; Léon Bilger ; Roger Bloch ; Auguste Blondeau ; Léon Blot ; Lucien Bohu ; Théodore Boileau ; Emile Bonnefoy ; Edmond Bonnet ; Charles Borrel ; Eugène Bost ; Louis Bostère ; Fernand Boucher ; Marcel Boudin ; François Boudier ; François Bost ; Eugène Bostier ; Edmond Bourdanove ; Aurélien Bourdet ; Pierre Bourdier ; Paul Bourret ; Jean-Baptiste Bourgeois ; Raoul Bourguin ; Julien Bracoumier ; Jean-Baptiste Briand ; René Briat ; Jean Briesset ; Georges Bruchet ; Pierre Brul ; Fernand Brumet.  
MM. Léon Cadon ; Lucien Canal ; François Carmagnat ; Joseph Casagran ; Léon Chailly ; Louis Chaisy ; Clément Chailindar ; Lucien Chantegrel ; Maurice Chapelle ; Marcel Chapuis ; Pierre Chassagne ; Paul Charvet ; Maurice Chauvet ; Henri Chazot ; Jean Chénier ; Gaston Chevalier ; Gabriel Chevasson ; Valentin Chéramont ; Marie Chérel ; François Chérel ; Pierre Clément ; Joseph Cochet ; Marcel Collin ; Louis Cottard ; Louis Cotton ; Louis Couet ; Léon Courjean ; Albert Courvoisier ; Jean-Baptiste Coussaux ; Marius Crettes ; Lucien Crestin ; Jean-Baptiste Daguerre ; Fernand Dabignat ; Joseph Dalmaz ; Fernand Dandrieux ; Jean-François Danielou ; Emile Dasset ; Lucien Davoust ; Henri Debaucq ; Jean Debert ; Edmond Debon ; Denis Delavan ; Pierre Delagaye ; Urbain Delhomme ; Martial Delhomme ; Edmond Deloitre ; Félix Deschamps ; Joseph Desmont ; Arthur Despoux ; Florentin Desroches ; René Desruxaux ; Marceau Dolé ; Pierre Dournaux ; Jean Dournaux ; Louis Drevillon ; Jules Druon ; Paul Drouin ; Emile Dubé ; Edmond Duc ; Georges Duffaut ; Jean Dufour ; Louis Dumay ; Marcel Dumont ; Jacques Dupuy ; Jean Dupuy ; Justa Durand ; Léon Durthel ; Alfred Duvivier.  
MM. Rémi Emeric ; Jean Essaroux ; Kéber Emery ; Auguste Falet ; Auguste Faur ; René Faurel ; Louis Faye ; Joseph Fernandez ; Fernand Ferrier ; Paul Ferry ; Aimé Fleury ; Paul Foin ; Paul Fournier ; Georges Frachet ; Charles François ; Pierre François ; Alphonse Froment ; Charles Froux ; François Gal ; Lippold Galmot ; Auguste Gambardella ; Fernand Gaudier ; Edouard Gauthier ; Edmond Gaudier ; Joseph Gavini ; Charles Gebia ; Marc Gené ; Marc Gerardin.  
Joseph Gerbe ; Joseph Germain ; Auguste Gevret ; Marcel Gilleron ; Marie Girard ; Jean Giroux ; André Godfrain ; Auguste Gonzalez ; François Gouraud ; Jean Granier ; Joseph Gravi ; Robert Grillon ; Bartolomey Gros ; Henri Gros ; Edmond Groust ; Marcel Guipet ; Emile Guerbédac ; Hilaire Guilbert ; René Guillien ; Eugène Guilloleau ; Joseph Guimet ; Jean Guimont ; René Hamon ; Marcel Hanache ; Léon Hare ; Julien Hébert ; Louis Heller ; Jules Hennequin ; Henri Héro ; Pierre Huet ; Louis Idoux ; Jules Igout ; Jean-Louis Thuillio ; Jean-Marie Jacopia ; Louis Lattes ; Philaire Lebon ; Jules Lebrun ; François Leclaplan ; Jean-Marie Le Coq ; Joseph Le Douget ; Emile Lefebvre ; Félix Lefèvre ; Louis Lefort ; Charles Legros ; Jean Le Jonan ; Emmanuel Lemme ; Albert Le Page ; Michel Lespagnol ; Paul Lespagnon ; Alphonse Levesque ; Pierre Leveau ; Armand Lohé ; Jean-Baptiste Magron ; André Marchal ; Jules Maré ; Jean Marquerville ; Louis Martin ; Emile Martinet ; Raymond Maubert ; Albert Méaslin ; Raymond Mascher ; Marc Mathers ; Julien Mazuel ; Emile Mcffire ; Emile Meunier ; Jean-Marie Merle ; Joseph Meunier ; Pierre Michaudet ; Joseph Millon ; Désiré Minodier ; Léon Minat ; André Misson ; Noël Mounin ; Camille Moreau ; Georges Morissier ; Henri Moulin ; Jean Montic ; Yvonne Navat ; Léon Nicot ; Alexandre Nivalt ; Albert Noeget ; Pierre Nourissier ; Roger Odent ; Eugène Olivier ; Armand Ozeré.

## RENTREE 83 - 2<sup>e</sup> 1<sup>re</sup> S.T.ABCD

Inscription ouverte : U.P.A. SARI 720-44-38

## GRAND PRIX DE LA LITTÉRATURE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

**Michel MOHRT**  
Montherlant, "homme libre"  
Le Nouveau roman américain  
La Prison maritime  
La Campagne d'Italie  
L'ours des Adirondacks  
L'air du large  
Un jeu d'enfer  
Deux Indiennes à Paris  
Les moyens du bord  
La Maison du Père

GALLIMARD *inf*

ENGINEERING : COPIES COULEURS  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> - 347.21.32

**ET ZIIP BERLITZ.**  
ET ZIIP. L'été commence bien chez BERLITZ. Pour apprendre l'Anglais, l'Espagnol ou l'Allemand, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour.  
Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.  
3 et 4 élèves 1489F TTC\*  
5 et 6 élèves 1276F TTC\*  
Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.  
\* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément).

BOULOGNE: 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 730.47.60. LA DÉPENSE: 773.68.16. NATION: 371.11.34. OPÉRA: 743.13.39. PANTHÉON: 632.98.77. SAINT-LAZARE: 522.22.23. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERSAILLES: 950.08.70. TOULOUSE: (61) 62.32.97.

(Publicité)  
**DIPLOMES DE LANGUES**  
pour la vie professionnelle  
Tous ceux qui ont appris une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants:  
- Diplôme de commerce étranger, compétences indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges internationaux;  
- B.T.S. langues étrangères, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation;  
- Université de Cambridge (anglais), certificats de l'enseignement, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc.;  
- Examen chaque année dans les principales villes de France, Belgique, autres pays européens et de langues étrangères, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation;  
- Documentations gratuites sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à Langues et Affaires, Service 2893, 35, rue Collange, 92033 Puteaux Cedex, 270-61-00 ou 270-75-63 (appel prévu à distance).







## lettres étrangères

## colloque

## David Shahrar et l'histoire d'Israël

## Un roman d'espionnage plein d'enseignements sur les hommes

Le roman d'espionnage n'a jamais été aussi vivant qu'aujourd'hui. David Shahrar, premier tome d'une fresque consacrée à Jérusalem. On n'y trouve pas de réponse aux questions toujours posées par ce pays. David Shahrar, dont les ancêtres étaient établis dans la ville depuis cinq générations, ignore l'actualité, la politique. Il peignait la Jérusalem de son enfance, celle du mandat britannique, où tant de races, de religions, de civilisations mêlaient leurs rites, leurs superstitions et leurs rêves (1).

Il avait même jeté dans ce creuset les coutumes et les légendes de la Bretagne, établissant un pont inattendu entre Orient et Occident. Il semblait s'être mis hors du temps. Mais, dans cet écart, il percevait avec d'autant plus de clarté et de profondeur les déchirures à venir qu'elles naissent au sein d'une harmonie.

La manière dont il recrée ce passé aboli à travers une superposition de souvenirs et d'histoires qui s'imbriquent les uns dans les autres frappe encore plus que le pittoresque ou le tragique de l'évocation. Sa lente et divagante approche balaie des faits, son analyse aigüe des gens mis en scène, leur retournement qui démentait les apparences, les correspondances qu'il tissait entre des époques ou des lieux fort éloignés, le labyrinthe dans lequel il nous jetait pour nous en faire sortir avec une habileté diabolique, toute cette économie si particulière du récit l'a fait rapprocher de Proust, que pourtant, à l'origine, il n'avait pas lu.

## Une fresque sociale

Deux volumes suivent le Palais des vases brisés appartenant au même cycle, faisant revivre les mêmes personnages : *Le Voyage à Ur de Chaldée* (1980) et *Le Jour de la comète*, qui obtint en 1981 le prix Médicis étranger. Cette distinction s'ajoutait aux nombreux lauriers déjà recueillis par l'auteur en son pays. Elle n'a pas suffi à imposer vraiment cette œuvre à France, malgré l'art, la richesse, l'humour qu'elle contenait et sa portée universelle. Mais son éditeur a continué à la publier. Paru en 1979 en Israël, *l'Agent de Sa Majesté*, qui nous arrive aujourd'hui - toujours merveilleusement traduit par Madeleine Neige, bibliothécaire à la Nationale qui a appris l'hébreu dans les nouvelles de Shahrar - possède les meilleurs atouts pour élargir une audience.

Ce gros roman, qui interrompait momentanément les ébroues de Jérusalem, ne trahit pas son titre à la John Le Carré. Il nous conte, en

effet, une affaire d'espionnage pleine de rebondissements, à laquelle se mêle une chaude et scandaleuse passion. Le plus extraordinaire, c'est que l'auteur, en chargeant son livre d'acteurs, ne renonce en rien à sa manière. Il fait plus : il intègre à une intrigue romanesque mouvementée les événements qu'Israël a traversés, de la seconde guerre mondiale au furieux sursaut de la guerre de Kippour. Il n'y a que la guerre de six jours qui échappe à cette épopée. Si bien que *l'Agent de Sa Majesté* est tout ensemble un superbe roman d'aventures et d'amour, une fresque sociale sans complaisance mais non sans grandeur, et un livre d'histoire contemporaine appuyé sur des témoignages vécus.

Il est conduit comme une enquête que mène, une fois de plus, un narrateur qui ressemble comme un frère à David Shahrar, utilise son expérience directe ou indirecte, voire son nom, mais ne se confond pas avec lui. Le rôle qui lui est prêt est imaginaire, et nous avons tout bonnement affaire à l'un des protagonistes de ce roman qui entrecroise au moins deux trames principales, deux époques, deux acteurs.

L'enquête se déroule en 1973, juste après le cessez-le-feu de la guerre de Kippour. Le narrateur, officier de liaison, est chargé de conduire sur les champs de bataille encore fumants, où des blessés tombent toujours, un célèbre conférencier et écrivain juif américain, Abie Driemel, pour que, après avoir vu les souffrances et l'héroïsme d'Israël dans cette guerre, il les fasse connaître au monde. Toute la violence satirique du livre - qui n'en manque pas - se concentre sur cet apôtre, aux yeux toujours levés vers le ciel, qui bâtit sa gloire et sa fortune sur le malheur d'autrui.

Pendant sa mission, dont nous suivons les péripéties, le narrateur retrouve, au hasard d'une rencontre, le souvenir d'un sergent de l'armée britannique qu'il a connu à Jérusalem comme locataire de ses parents, quelque trente ans auparavant, alors que lui-même était encore adolescent. De 1943 à 1946, cet Heinrich Reinhold, juif né à Berlin en 1916, émigré en 1936, engagé pendant la guerre aux côtés des Anglais pour régler ses comptes avec les Allemands, a occupé une chambre dans la cour de la maison familiale. Une belle dame de la bourgeoisie venait l'y retrouver. Elle était la femme du directeur de la banque où travaillait le père du narrateur. Puis un beau jour, Heinrich Reinhold a disparu.

L'enquête tourne autour de lui, nourrie tantôt des souvenirs personnels du narrateur, tantôt des récits de ceux qui l'ont connu. Mais parfois l'histoire nous est dite sans qu'on sache quel en est le rapporteur. Il y a là comme un flottement dans le parti pris adopté par le romancier qui aime faire tout passer par une mémoire réfractaire. C'est peut-être qu'alors l'histoire est si

belle que le conteur s'y est livré tout entier. Ainsi sont traitées notamment les amours d'Heinrich Reinhold avec Tamara Koren.

Celle-ci rencontre Heinrich à l'hôpital du mont Scopus, à Jérusalem, où il a été évacué après une blessure reçue à la tête dans les combats contre Rommel. Elle lui a été envoyée par son mari, Daniel Koren, camarade d'Heinrich sur le front d'Égypte. Une passion très sensuelle naît tout de suite entre eux, qui s'accomplit scabreusement sur le lit ou dans les jardins de l'hôpital et jusque dans la maison conjugale. Heinrich croit d'abord éveiller au plaisir une femme que son mari lui avait présentée comme éhébée. Il ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle est en fait une créature de feu, pleine de hardiesse effrontée, et qu'elle le trompe avec autant d'entraîne et de ruse que son mari, entre les bras du colonel anglais qui dirige l'Intelligence Service.

Il lui fuit alors et s'engage dans la brigade juive qui combat en Italie. Nous ne suivons pas Heinrich dans cette première éclipse. Nous le retrouvons à Jérusalem, la guerre finie. Démobilisé, il lutte maintenant au sein de l'Irgoun contre les Anglais. Il participe au torpillage d'un de leurs bateaux, à la destruction de l'hôtel King David, siège de leur état-major, tout en rêvant à sa vocation manquée de peintre : l'odeur de l'huile lui donnait des nausées.

Il n'a pas revu Tamara. Mais celle-ci le poursuit et lui fait savoir qu'il est le père de l'enfant né pendant son absence. Et pour sauver cette femme, pour sauver cet enfant, Heinrich Reinhold trahira les secrets de l'Irgoun. Dans l'exil où il a disparu, il risquera d'être exécuté par l'organisation.

## Le sourire des lèvres, la jalousie des cœurs

Le mystère qui ne cesse de se déplacer autour du héros s'éclaircit, treize ans plus tard, en Californie, où le narrateur a été amené par sa mission, sur un dernier coup de théâtre et une dernière métamorphose de Reinhold. Là, David Shahrar rattrape, pour les nôtres, les fils de son éblouissante broderie qui l'a éparpillés en de multiples bislottes se passant en des temps différents, reflétant des mentalités fort diverses.

Nous n'avons mis l'accent que sur les personnages principaux, mais combien d'autres les concurrencent, tout aussi complexes et captivants ! C'est le mari de Tamara, Daniel Koren, d'une grandeur dostoïevskienne dans l'aveuglement de son amour : n'a-t-il pas sacrifié sa passion du théâtre à une femme qui le méprise et l'humilie ? C'est Yoël, le chef de l'Irgoun, qui a succédé à Heinrich Reinhold dans la chambre de la cour, où se cache sous les apparences d'un marchand de livres anciens. C'est le père du narrateur, aux prises avec ses deux locataires, scandalisés par l'un, vénérant l'autre, qui affecte de partager ses sentiments pro-anglais. Quand plus tard elle apprendra que ce Yoël, si respectable, était un terroriste, elle se targuera sans vergogne d'avoir abrité un héros national. Le portrait tout en malice et en tendresse de cette vieille femme, sombre dans la folie, est un des plus beaux du livre.

Il y a enfin Djamilia, l'Arabe, qui introduit dans le roman un objet symbolique, un fabuleux miroir que jadis les ébats voluptueux d'un pacha turc n'ont fissuré. Depuis, les deux moitiés de la glace reflètent en même temps le bon et le mauvais côté des hommes, le sourire de leurs lèvres et la jalousie de leur cœur. La mort sert aussi à distinguer les morts des vivants, ceux à qui, quoique toujours présents autour de nous, ne laissent sur lui aucune image.

Ce talisman, les rêves prémonitoires qui émaillent ce récit si peu linéaire, les innombrables rencontres, en apparence fortuites, où se croisent les personnages, révélateurs certes de l'étrangeté d'Israël, mais surtout de l'univers de David Shahrar, où tout est connivence et signe, confèrent à *l'Agent de Sa Majesté* une dimension fantastique. Celle-ci transcende la peinture réaliste des mœurs et des caractères, y ajoute un poétique sens du mystère et dévoile la vérité que l'auteur veut faire entendre : que chaque être a le devoir d'aller jusqu'au bout de soi, sans se laisser détourner de sa vocation ni par les circonstances, ni par les autres.

C'est à cette morale altière et forte que mène en définitive ce roman d'aventures si fortement ancré dans l'histoire et la vie.

JACQUELINE PATIER.

\* L'AGENT DE SA MAJESTÉ, de David Shahrar. Traduit de l'hébreu par Madeleine Neige. Gallimard, 473 pages, 125 F.

(1) La collection « L'Imaginaire » vient de rééditer le début du *Palais des vases brisés* sous le titre *Un été rue des Prophètes* (Gallimard, 190 pages, 23 francs).

## Walter Benjamin à Paris

Du 27 au 29 juin se tiendra à Paris un colloque international consacré à Walter Benjamin. Organisé à l'initiative de Heinz Wisniewski et d'Irving Wohlfarth par l'École des hautes études en sciences sociales, en collaboration avec la Maison des sciences de l'homme et l'Institut Goethe, cette manifestation, qui réunit une centaine de chercheurs venus de France, d'Italie, des deux Allemagnes, des États-Unis et d'Amérique du Sud, est à bien des égards symbolique. C'est à l'automne 1933 que Walter Benjamin, fuyant l'Allemagne nazie, était venu s'installer à Paris. Comme beaucoup d'intellectuels allemands émigrés, il y vécut dans la pauvreté, l'angoisse et la solitude. Lorsqu'il se suicida en septembre 1940 dans un petit village à la frontière franco-espagnole, son œuvre, connue seulement d'un petit groupe d'amis, semblait condamnée à l'oubli.

Aujourd'hui, Walter Benjamin est l'un des auteurs allemands les plus lus, et les plus commentés. En Allemagne, où la génération étudiante de 1968 l'a adopté comme un des ses principaux ins-

pirateurs, sa pensée est devenue l'une des références essentielles du débat intellectuel. L'édition critique de ses œuvres, en cours de publication depuis 1972, chez Suhrkamp, sous la direction de Rolf Tiedemann, comprend déjà dix volumes. Aux États-Unis, Benjamin a été découvert dans les années 70. En France, le travail de pionnier de Pierre Missac avait, dès 1945, su maintenir vivant le nom de Benjamin. En 1971, Maurice de Gandillac publiait deux volumes d'œuvres choisies. Mais c'est depuis quatre ou cinq ans seulement que la conjonction de divers réseaux intellectuels plus ou moins confidentiels, commence à prendre forme comme un « effet Benjamin » dont témoigne entre autres le colloque qui se tient à Paris. Inspiré par la parution récente du grand ouvrage consacré aux Passages de Paris (1), ce colloque consacre en quelque sorte le retour à Paris de Walter Benjamin. Retour posthume, à la fois triomphal et un peu mélancolique, d'un grand écrivain victime des malheurs de notre temps.

EN 1939, Benjamin avait écrit dans son essai sur Baudelaire : « Celui qui ne peut faire d'expériences restera toujours inconsolable ». Et, trois ans plus tôt : « Le cours de l'expérience est en baisse. Et tout semble indiquer que cette chute va continuer sans que rien ne puisse l'arrêter. Il suffit de jeter un coup d'œil dans le journal pour se rendre compte que sa dévalorisation a atteint un nouveau seuil, qu'en l'espace d'une nuit, l'image du monde extérieur et celle du monde moral ont subi des bouleversements que l'on aurait jadis tenus pour impossibles ».

La notion d'« expériences » est une des catégories centrales de la pensée de Benjamin. Par opposition à l'« événement », elle désigne une connaissance acquise lentement, au rythme de cette « mémoire inconsciente » qui accumule les impressions avec la patience de l'artisan du temps jadis. Ce qui caractérise le monde moderne qui, pour Benjamin, est né de la révolution économique et sociale du dix-neuvième siècle, c'est l'écroulement d'un très ancien trébuchet d'expériences, transmis de génération en génération et que Benjamin dénomme aussi « sagesse ». L'œuvre de Benjamin peut être lue, dans une certaine mesure, comme un déchiffrement toujours repris des signes colportés par lesquels s'exprime ce processus de destruction de la tradition, et comme la tentative paradoxale d'en retrouver le sens, pour essayer de découvrir dans les fragments et les ruines du monde ancien des « étincelles des temps mégalithiques ».

Walter Benjamin appartenait à cette génération d'écrivains juifs allemands dont la vie semble avoir été marquée par l'expérience de la destruction des valeurs traditionnelles. Né en 1892 dans une famille bourgeoise, élevé dans l'atmosphère du judaïsme émancipé, il commut tout à tour l'écroulement du monde d'avant la première guerre mondiale, la dissolution de la société de l'État sous la République de Weimar, l'avènement du nazisme et à sa suite l'effondrement de la culture allemande. A Paris, plus encore qu'à Berlin, Benjamin fut sensible aux bouleversements que les conditions de vie dans les grandes villes modernes imposent au psychisme de leurs habitants, en particulier aux structures de la perception sensible. Le citoyen condamné à se défendre sans cesse contre « les chocs et les collisions », n'a plus le loisir d'assimiler ses expériences, c'est-à-dire de les identifier dans leur unité : pour lui, « il se passe toujours la même chose ». Pour nous, comme déjà pour Baudelaire, « le spleen est la quintessence de l'expérience historique ».

## Un marxisme peu orthodoxe

Mais la présence centrale du « caractère destructeur » dans la pensée de Benjamin est bien plus ancienne. Si, dans ses écrits de l'époque parisienne, la dénonciation du dix-neuvième siècle capitaliste comme d'un « cauchemar » domine, ne serions pas encore sortis, relève d'une méthode d'inspiration marxiste, l'idée que le monde est, de manière quasi ontologique, dans un état de déchéance et de disgrâce, apparaît dans un contexte théologique et métaphysique dès ses premiers écrits et demeurera jusqu'à la fin une des constantes de sa pensée. Le passage chez Benjamin d'une période dite « théologique » (jusqu'en 1925 environ) à une période dite « marxiste », a nourri, surtout en Allemagne, des discussions passionnées dont l'enjeu a été (et continue d'être) essentiellement politique, alors qu'il serait plus fructueux d'analyser comment ces deux inspirations s'articulent dans le détail des textes. En outre, le marxisme de Benjamin est aussi peu orthodoxe que l'était son judaïsme, lequel nourrissait pourtant, dans une large mesure, ses réflexions théologiques.

Cette même dualité, vécue d'ail-

leurs dans sa biographie : à l'amitié de toute une vie avec Gershom Scholem - le grand spécialiste de la mystique juive, installé à Jérusalem depuis 1923 - amitié dont témoigne une correspondance littéraire qui compte sans doute parmi les plus éloquentes de ce siècle, s'opposent ses liens avec Bertolt Brecht, dont il partage depuis la

## Livres disponibles en français

Essais sur Bertolt Brecht, 1949. Maspéro (Petite collection Maspéro).  
Mythe et violence, 1971. Denoël (coll. « Lettres nouvelles »).  
Poésie et révolution, 1971. Denoël (coll. « Lettres nouvelles »).  
L'homme, le langage et la culture, 1974. Grasset (Bibliothèque de la Pléiade).  
Sans origine. Enfance berlinoise, 1978. Lettres nouvelles, Maspéro.  
Adieu. Une série de lettres, 1979. Hachette (Bibliothèque de la Pléiade).  
Correspondance, 2 tomes (avec G. Scholem, T.W. Adorno), 1979-1980. Aubier-Montaigne.

fin des années 20 la plupart des positions politiques. Entre les deux, il faut situer ses relations complexes, souvent ambivalentes, avec les philosophes de l'école de Fraenkel (Adorno, Horkheimer) et avec leur Institut de recherches sociales dont Benjamin fut, de 1935 à 1940, un membre correspondant.

## L'éternel retour d'une même catastrophe

Depuis ses écrits de jeunesse consacrés entre 1916 et 1923 à une métaphysique du langage, jusqu'à ses textes parisiens (1933-1940) où il tente, à travers l'analyse des œuvres littéraires et des faits sociaux, de déchiffrer le sens des

processus historiques en cours, on retrouve comme une constante, la lecture de l'histoire comme l'éternel retour d'une même catastrophe, l'obsession des ruines, mais aussi la tentative toujours recommencée de se réapproprier le passé (que ce soit par un retour à une origine plus ancienne que la catastrophe originelle elle-même ou bien, comme chez Proust, par la régénération du passé, dans l'illumination du souvenir, ou encore, sur un tout autre plan, par la violence révolutionnaire), afin de sauver ce qui peut l'être, de réactualiser ainsi l'ensemble des espérances messianiques de l'humanité.

A regarder de très loin (ou de très près) cette œuvre, en apparence si hétérogène, on est frappé par son unité profonde. Son point d'articulation central serait alors l'ouvrage sur l'Origine du drame baroque en Allemagne (1928), axé sur l'analyse de l'allégorie - comme catégorie épistémologique, et où l'inspiration théologique des écrits de jeunesse s'ouvre déjà vers la philosophie de l'histoire des textes de l'époque parisienne. Dans le dernier texte de Benjamin, le plus souvent cité mais aussi le plus énigmatique, les Thèses sur la philosophie de l'histoire (1940), les deux ten-

dances fondamentales entre lesquelles se penche oscille - la tendance restauratrice et la tendance atypique - semblent, pour la première fois, s'articuler clairement, dans la mesure où les catégories du matérialisme historique (que Benjamin revendique comme les siennes) y sont présentées comme la face exotérique d'un messianisme quasi théologique. Ce faisant, Benjamin rejette une fois de plus la notion de progrès historique mais en lui opposant cette fois l'idée juive d'une interruption soudaine de l'histoire comme éphémère du Messie.

STÉPHANE MOSÈS  
Professeur  
à l'université de Jérusalem.

(1) Aux éditions Suhrkamp (en allemand). Voir à ce propos l'article de Pierre Missac, « Le livre unique », dans *Le Monde des Livres* du 11 février 1983.

## Walter Benjamin à Moscou

Voici, publié pour la première fois en français, le *Journal de Moscou* de Walter Benjamin. Gershom Scholem, son ami intime, écrit dans la préface : « C'est incontestablement le document de la vie la plus personnelle, le plus intime et le plus important de sa vie ». Benjamin a passé deux mois à Moscou, du 6 décembre 1926 aux derniers jours de janvier 1927. Le 9 décembre, il commença son *Journal* en décrivant son arrivée à la gare, il était attendu par Bernhard Reich, dramaturge et critique théâtral, le compagnon d'Ajia Lacia.

Les voici s'installant dans un train avec les deux valises de Benjamin. Moscou est déjà présentée, à travers ce détail, comme un grand village. Quelques minutes plus tard, c'est la rencontre avec Ajia Lacia, qui leur fait signe du bord du trottoir. « Ajia n'avait pas l'air belle, sauvage sous une casquette de fourrure russe, le visage un peu élargi par l'affaiblissement prolongé », Ajia Lacia, une comédienne, « une Lettone bolchévique de Riga », comme la qualifie Benjamin, et dont il fit la connaissance à Capri en 1924. Ajia Lacia, la femme qu'il aime avec passion, et qui a exercé sur lui une forte influence intellectuelle, est soignée pour une grave dépression, dans une maison de santé, à Moscou. C'est pour elle qu'il effectue ce voyage...

Alors débutent, sous une apparence banale, des journées extraordinaires, dont Benjamin consigne les petits détails avec une précision dévouée d'archiviste. La notation est aussi brève et éphémère que la sensation du moment. Chaque jour, Benjamin rencontre Ajia, ou lui rend visite. Chaque jour est une longue et

tante : il espère, mais en vain, la retrouver, retrouver un instant d'intimité, un geste, un regard tendresse. Il vient la voir dans cette maison de santé, lui apporte des gâteaux, lui parle de ses impressions, de ses rencontres avec les intellectuels moscovites, l'entretient de ses projets, du *Journal* qu'il écrit, et aussi de son livre en préparation, *Sans unique*. En vain : Ajia est présente et absente à la fois, insaisissable. « Irritation contre elle et amour pour elle m'assaillent comme le vent », note Benjamin, qui cherche un bonheur impossible dans cette ville étrangère où il souffre du froid. Moscou avec ses marchands ambulants, ses petits pâtés chauds, ses cafés, son artisanat folklorique, sa vie intellectuelle, toute provinciale d'ailleurs, Moscou n'a rien de ces grandes pompes révolutionnaires qu'on pourrait imaginer. Benjamin observe l'existence quotidienne et congédie l'abstraction : « Ma présentation se tiendra éloignée de toute théorie. Je résumerai, je résumerai, à faire parler précisément par ce moyen, ce qui est propre à la création... », écrit-il à Buber, après son voyage...

Le *Journal* se termine par ces mots : « Avec ma grande valise sur mes genoux, je suis allé, en pleurant par les rues crasseuses, à la gare ». On est ému, non pas tant par les larmes d'un homme hors du commun, mais parce que rarement un texte aura, par son vœu de pauvreté, comme dit Huserl, réussi à communiquer l'étranéité et le savoir d'un itinéraire authentique.

E. A. EL MALEH.  
\* JOURNAL DE MOSCOU, de Walter Benjamin, préface de Gershom Scholem, 233 p., éd. L'Arche, 60 F.

**NADAUD** enseignement privé  
2e au bac A.B.C.D.G.  
BTS Commerce international  
Gestion comptabilité  
«prépa» Sc.Po. Vêto  
Présup: P.C.E.M.I  
médecine pharmacie  
recyclage scientifique pour bac A/B  
ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS  
& cours de vacances  
18, rue Tiphaine 75015 Paris  
(1) 579.82.37  
(1) 337.71.16

NOIR C'EST NOIR  
BLANC C'EST BLANC  
Quelle que soit la qualité des originaux, le contrôle automatique de l'exposition des copieurs Toshiba donne des aplats noirs, bien noirs, des blancs vraiment blancs. Un microprocesseur analyse la lumière réfléchie par l'original et détermine alors l'exposition optimale.  
Un copieur intelligent, c'est original.  
**TOSHIBA**  
DES COPIEURS ORIGINAUX  
IMPORTATEUR REGIONAL SYSTEMES 12 bis rue CHRISTOPHE COLOMB 75008 PARIS  
TEL: 723.97.03 / 723.36.81

de la cin 1352



min à Paris

## la vie littéraire

## 510 000 francs pour un manuscrit de « Mort à crédit »

L'une des plus importantes ventes de manuscrits et d'éditions originales de littérature contemporaine vient d'avoir lieu à l'hôtel Drouot à Paris. Cinq cent cinquante-trois pièces, appartenant à un particulier, ont été proposées aux acheteurs, et le total des ventes a été de 8 600 000 F.

Les enchères les plus hautes ont été réalisées pour un manuscrit de la seconde moitié de « Mort à crédit », de Louis-Ferdinand Céline (1189 pages), adjugé à 510 000 F. Le manuscrit d'un « Châtaignier », (1 270 pages) a atteint 210 000 F. Et l'édition originale de « Bagatelles pour un massacre », avec une très belle reliure de Paul Bonet, 105 000 F.

Un manuscrit d'« Opium », journal d'une dépression, de Jean Cocteau, accompagné de soixante-seize dessins originaux à la plume, a atteint 422 000 F. Celui de la « Peste », d'Albert Camus, 200 000 F ; celui de « Mezzogiorno », d'Alfred Jarry, 160 000 F. Et celui de « Moravagine », de Blaise Cendrars, 120 000 F. Un ensemble de trois cent trente lettres de Colette s'est vendu 210 000 F et le manuscrit de trente-trois chroniques de théâtre de Paul Léautaud, 152 000 F.

Parmi les ouvrages qui ont atteint des sommes importantes en raison de leur rareté ou de leur valeur littéraire, citons des éditions de Je sublimé, de Benjamin Péret (240 000 F), de « Beauté mon beau souci », de Valéry Larbaud (150 000 F) ou du « Grand Écart », de Jean Cocteau (120 000 F) ; les « Fêtes folles », de Maria Laurencin, très beaux recueils de vingt aquilles, à 130 000 F et une édition originale d'« Ubu roi », 71 700 F.

La Direction du livre a exercé son droit de préemption sur un grand nombre de pièces, en particulier sur un ensemble d'autographes de François Mauriac destinés à la bibliothèque de Bordeaux. De son côté, la Bibliothèque nationale a acquis des manuscrits de Jules Romains (« Vie unanime »), Giraudoux (« Suzanne et le Peuple »), Maurice Barres (« Notes pour Colette Baudouin »), Bernanos (« Notes de conférences »), André Maurois (« Cercle de famille »), Paul Nizan (« Le Cheval de Troie »), Jean-Paul Sartre (« Le Diable et le Bon Dieu »), Paul Nizan (« Préface d'« Arabie » »), Paul Valéry (« Lettres et Carnets »), Albert Camus (« La Peste »), Blaise Cendrars (« Poèmes élastiques ») et Joseph Delteil (« Jeune d'Arc »).

## « La Gauche française et le Nationalisme marocain »

Le « Gauche française et le Nationalisme marocain de 1905 à 1955 » c'est le titre de la thèse que Georges Oued vient de soutenir en Sorbonne, sous la direction de Pierre Guillemin, devant un jury présidé par le professeur Duroselle. Même limité aux rapports avec le nation-

nalisme marocain, ce travail remarquable, une véritable somme, éclaire singulièrement la complexité de l'attitude de la gauche française face au problème colonial. De Jaurès à Thorez, du parti communiste à la S.F.I.O., des radicaux aux chrétiens engagés, c'est la gauche tout entière qui est en question. En effet, elle n'a jamais suivi une politique linéaire conforme à une orientation et à des principes invariables.

Lors de la conquête coloniale du protectorat ou de la guerre du Rif, la gauche a montré des attitudes contradictoires évoluant entre le soutien aux revendications nationales et le ralliement, et même le ralliement aux positions colonialistes. En plus de la connaissance si précieuse de ce passé pour la gauche française et pour le mouvement national marocain, Georges Oued apporte une contribution importante à un débat qui ne prend pas fin avec l'ère coloniale et où se manifeste constamment la confrontation des cultures et des civilisations.

E.A. EL MALEH.

## Betty Mialet quitte Stock

Betty Mialet, qui dirigeait la collection « Stock 2 » (conseillée par Daniel Cohn-Bendit et Carmen Castillo), vient de démissionner, en raison de son désaccord avec la nouvelle politique éditoriale de Stock. Elle s'associe à partir du 1<sup>er</sup> septembre à Bernard Barrault, lui aussi transfuge de Stock, qui vient de fonder sa propre maison d'édition.

C'est notamment la publication du livre « Plaisirs sans frontières » qui a motivé la décision de Betty Mialet. Selon elle, « cette triste apologie de la prostitution est le modèle de toutes les idéologies, de tous les comportements contre lesquels il s'agit de se battre depuis presque dix ans et à travers environ deux cents livres tous les auteurs qui ont participé à « Stock 2 ». Pour ses créateurs, la but de cette collection était de donner la parole à ceux qui n'avaient pas eu, jusqu'à, la possibilité d'exprimer leurs idées.

« Plaisirs sans frontières n'est pas du tout une apologie de la prostitution, estime Jean Rostand, P.-D.G. de Stock, et je ne crois pas, moi, que les livres commerciaux aient un côté déshonorant. Je souhaitais que Betty Mialet reste, car dans une maison d'édition, il faut avoir, il doit y avoir une pluralité. » — J.O.

## L'italien en Europe

Le dix-huitième siècle fut un des grands siècles de la langue italienne. Sans doute le dernier. Dans la vaste somme où il rassemble, à côté d'importants inédits, la moisson de vingt années d'études, Gianfranco Folena, l'un des maîtres de la philologie transalpine, dresse le bilan de la présence de l'italien et des Italiens dans l'Europe du dix-huitième siècle, où s'annoncent et s'affirment l'Europe moderne. Essentiellement dans le domaine de la critique et de l'économie, de Muratori à Beccaria, du théâtre, avec Goldoni, et dans le champ infini du mélodrame où, à partir de Metastase, l'italien

triomphe comme langue européenne de la musique.

Folena y ajoute en conclusion trois savoureux chapitres, consacrés au français de Goldoni et à l'italien de Voltaire et de Mozart, dont le vif et vif est l'illustration vivante du concept même qui est à la base de l'idée européenne : celui de la libre circulation des langues.

Parmi les plus savantes qui soient, la philologie de Folena ne cesse jamais d'être une science aimable, et presque bonhomme — d'un bonhomme toute goldonienne — à force de nous faire toucher du doigt que la langue c'est l'homme. — JEAN-MICHEL GARDAIR.

★ L'ITALIANO IN EUROPA. Esperienze linguistiche del Settecento, de G. Folena, Einaudi, Turin, 1983, 496 pages.

## Qu'est-ce qu'un auteur ?

La revue de psychanalyse « Littoral » (Ed. Erès, 18, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse) n'a pas encore toute l'audience qu'elle mérite en dépit d'un travail profondément original dont son numéro de juin, consacré à la discursivité, donne une assez bonne image. On y trouve le texte de la conférence que prononce Michel Foucault le 22 février 1983 à Vincennes sur le thème : « Qu'est-ce qu'un auteur ? ». Texte brillant où Marx et Freud sont présentés comme des « fondateurs de discursivité », c'est-à-dire des auteurs qui ont produit quelque chose de plus que leurs livres : la possibilité et les règles de formation d'autres œuvres. La réaction de Lacan à cette conférence est également reproduite.

Au sommaire du même numéro, on lira aussi un dossier présenté par J. Allouch sur les « sœurs Papi », qui y a maintenant un demi-siècle, défrayait la chronique à la suite de l'incompréhensible mort de Mme Lamoussin et de sa fille, débat sur la mystique (avec A. de Libera, F. Naë, G. La Guffey et P. Julien), ainsi qu'une étude en tout point remarquable d'André Corne-Sponville : « Spinoza contre les herménéutiques » ne devraient pas nous plus passer inaperçus. — R.J.

## Pierre Laval et les juifs

M. H. Temerson nous prie de préciser, à la suite du feuillet de B. Poirot-Delpech sur Vichy-Auschwitz, de Serge Klarsfeld (« Le Monde » du 10 juin 1983) :

Pierre Laval n'a pas étendu le port de l'étoile jaune aux enfants de six ans. Ce fut une ordonnance allemande qui imposa, en zone occupée, à partir du 8 juin 1942, le port de l'étoile aux individus des deux sexes âgés de plus de six ans de confession israélite.

Par contre, Pierre Laval, alors vice-président du conseil, approuva, au cours du conseil des ministres du 1<sup>er</sup> octobre 1940, la loi portant statut des juifs et excluant de la communauté française nos concitoyens de confession israélite, lesquels avaient prouvé, depuis 1790, sur tous les champs de bataille, qu'ils étaient des Français comme les autres.

## le feuilleton

## Un écrivain modeste, cela existe !

(Suite de la page 13.)

Maireux se voulait un héros ; Arland, lui, se serait contenté, si l'on peut dire, de devenir un saint. La dévotion de dépassement et la hantise de l'absolu s'exerçaient à l'approche de l'irréductible. Ce salut cherché dans l'écriture suffit-il ? Cette plaque à son nom vissée sur sa maison natale assurera-t-elle plus de sens à son passage sur terre que pour son chat Néron, retrouvé tiède et raidi, au creux de la pelouse ?

Bien que des étudiants s'intéressent à son œuvre, Arland se demandait s'il n'eût pas été, au mieux, un surdoué de la souffrance, faisant des drames de rien, ne s'acceptant que dans les rares moments où, par l'écriture, il se glissait dans la peau d'un autre. S'est-il assez accompli ? N'a-t-il pas manqué d'amour et de courage ?

Ce non-croyant (« Je n'ai pas rencontré Dieu ! ») dresse son bien en parfait chrétien, pètri d'absolu, soucieux d'une vérité accrue et des talents négligés, bérissant la lumière, attendant l'indiscrutable miracle et préparant l'éternelle alliance, dans l'émotion grandissante du jamais plus.

En nos temps d'autoproclamation clownesque, il y a une profonde originalité à confesser ses faiblesses et à laisser sa prose, le plus pur qui soit, pleurer pour son art. Marcel Arland est le seul écrivain français vraiment modeste que je connaisse.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LUMIÈRE DU SOIR, de Marcel Arland, Gallimard, 166 p., 65 F.

## histoire littéraire

## Eloge de l'exotisme

(Suite de la page 13.)

Le vide apparaît, non au centre d'une méditation à Paris ou à Brest, mais après les hésitations sur la thèse de médecine, après les voyages dans le Pacifique, après les longues et exténuantes virées en Chine. Le vide poétique : « C'est un cercle... qui encastre un carré. Quadrature ? Un anneau, un serpent symbolique, un symbole géométrique. Le retour éternel ? L'équivalence de tout, l'impossible, l'Absolu. Tout est permis... »

Il était logique que ce spectacle (mot-clé de « Peintures ») dans lequel le spectateur est sans cesse acteur, aboutisse à ce tableau abstrait qu'est la « fresque de laine ». « Vous ne pouvez y définir aucune scène. Un Poète descripteur y serait perdu. Racontez donc cette histoire : ce sont des carrés et des angles ; des gestes géométriques ; un arpentage de champs rationnels ; aucun mouvement entre eux n'est permis ; toute ligne est ici discontinue ; voyez ces grandes fleurs polygones dans leurs pacages réservés comme les prairies des plateaux inaccessibles... Toute une herborisation fleurie dont le style échappe séchement à la sentimentalité. C'est la quadrature triomphante de la courbe vivante. »

Le vide abstrait du soi « chinois » intérieur où grouillent tous les Dieux de l'exotisme du voyage... Ne concluons pas, mais ouvrons l'œuvre : « Journal des îles, Briques et Tuiles. Hommage à Gauguin (5), Stèles... Œuvre jamais close, à la dimension symbolique de l'immense Chine, qui va des places aux tropiques, la sienne et la nôtre ; œuvre qui nous libère, nous modernes « exotiques », si nous le voulons bien. Mais ne nous faisons pas d'illusions. Comme Segalen l'explique dans une note préparatoire au poème « Thibet, la marche », l'exotisme « se divise en trois phases : To-Bod, le pays qu'on atteint ; Lha-Sa, le pays qu'on attendra ; et puis Po-youl, celui qui ne sera jamais obtenu, inimmuable ». Segalen est mort alors qu'il bégayait l'évocation de l'impossible. N'est-il pas mort de cela ? Œuvre infinie, qui nous convie à l'essentiel (6).

JACQUES DECORNOY.

(5) Journal des îles, Éditions du Pacifique ; Briques et Tuiles et Gauguin dans son dernier décor, Fata Morgana. (6) Lire la préface de Michael Taylor à Thibet, Mercure de France.

## vient de paraître

## RECITS

JEAN-PIERRE CHABROL : Portes d'embarquement. — New York, Le Caire, Istanbul, Berlin, Moscou et quelques autres... Les récits que Jean-Pierre Chabrol donnait l'été dernier sur France-Inter. (Plon-Inter, 128 p., 70 F.)

## POÉSIE

ALAIN MORIN : Le Mouvant de la parole. — Un livre de poèmes sous le signe de J. B. Souquet, « la parole est la parole de la parole ». (Bouquière, 80 p., 36 F.)

PIERRE-ALBERT BÉROT : Poésie, 1938-1959. — La Poésie noire, « poème en cinquante années » et cinquante chansons ; et Minuscules. (Bouquière, 106 p., 39 F.)

JEAN-CLAUDE RENARD : Par vide au vide. — Sept sonnets dits « expérimentaux » en raison de la méthode particulière selon laquelle ils ont été écrits. (Fata Morgana, 19, rue de l'Université, 34000 Montpellier.)

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

WILLIAM BLAKE : Œuvres complètes (tome IV). Dans ce volume, on trouve le poème Vale ou les quatre vivants, qui fait apparaître le cheminement et les « illuminations » d'une expérience intérieure. Traduit de l'anglais et présenté par Jacques Blondel. (Aubier Flammarion, 380 p., 150 F.)

NADINE GORDIMER : Cœur de July. — Les Noirs ont pris le pouvoir en Afrique du Sud, les Blancs fuient. Traduit de l'anglais par Annie Saumont. (Albin Michel, 210 p., 65 F.)

YUKIO KISHIMOTO : La Mort en été. — Nouvelles qui, dans le Japon contemporain, illustrent tout l'art du roman. Traduit de l'anglais par Dominique Aury (Gallimard, 250 p., 68 F.). Du même auteur : Le Palais des fêtes, drame en quatre actes traduit par Georges Neyraud (Gallimard, « le Manteau d'Arlequin », 128 p., 42 F.)

## PHILOSOPHIE

MICHEL BRAUD : Le Mirage de la croix. — Au-delà de l'échec limité mais symptomatique de la violence lyrique de l'économie, l'auteur s'interroge sur la validité d'une politique de sortie de crise centrée sur la seule croix.

Il souligne les risques d'un volontarisme bureaucratique et les effets pervers de l'utopie rêve technicienne. Plus que de courir après la croix, ne vaudrait-il pas mieux s'en emparer et inventer de nouvelles manières de produire, travailler, consommer, vivre ? (Syros, 214 p., 65 F.)

## RELIGIONS

MIRCEA ELIADE : Histoire des croyances et des idées religieuses. — La troisième volume (il doit y en avoir quatre) de l'histoire de Mircea Eliade consacrée à l'histoire des Églises chrétiennes, de saint Augustin au Sécularisme des Lumières, mais aussi à l'essor de l'islam, sous le titre « De Mahomet à l'âge des réformes ». (Payot, 361 p., 92 F.)

## PSYCHANALYSE

PHILIPPE GUTTON : Le Dêlé du psychanalyste. — Les travaux d'un psychanalyste s'écrivent dans « la chambre des enfants ». (Ed. Payot, La Centurion, 215 p., 98 F.)

## HISTOIRE

LE PROCÈS DU « BLOC DES DROITIERS ET DES TROUSQUETTES » ANTI-ÉVÉNEMENTIELS. — Compte rendu synoptique des débats du 2 au 13 mars 1982, publié par la Commission du peuple à la justice de l'U.R.S.S. Un document extraordinaire sur l'élimination des minorités bolcheviques par Staline, sur l'appareil judiciaire confondant délation et mise en scène, justice et théâtre. Présentation de Pierre Brond. (Éditions d'aujourd'hui, 83120 Plan-de-la-Tour (Var), 2 volumes, 280 F.)

YVES JACOB : Mandrin le voleur d'impôts. — En retraçant l'aventure de Mandrin (1725-1755), l'auteur s'attache à découvrir la vérité masquée par la mythologie (Tallandier, 352 p., 65 F.)

## en bref

• LE CONSEIL PERMANENT DES ÉCRIVAINS a élu un nouveau conseil d'administration, dont le bureau est composé de : Pierre Dumas, président, François Caradec et Jacques Nadeau, vice-présidents, François Comby, secrétaire général, Pierre Dubois, secrétaire général adjoint, Mathias Lait, trésorier, Françoise Chaban, trésorière adjointe.

• HACHETTE a confié à la société Audis en location-gérance le fonds Écyclopédie sous Hachette et Production sous Hachette. Ce fonds comprend plus de deux cents titres interprétés par des candidats prestigieux. Parmi les plus connus, on rappellera les séries « Théâtre des hommes », « Les grands textes », « Pléiade », et, surtout, « La vie du théâtre », où figurent les enregistrements les plus récents de la « première » T.N.E. et la C.M. de Comédie, avec Gérard Philipe, Monique Chammone, Silvia Monfort, Jean Deschamps, Roger Moineau, Jean-Paul Moustier, Jean Vilier, Georges Wilson.

• L'ASSOCIATION DES AMIS DE ROGER VAILLAND, constituée il y a en son, le 12 mai 1982, jour anniversaire de sa mort (12 mai 1965), s'est donné pour président Guy Lacour, auteur d'une thèse : « Histoire dans l'œuvre romanesque de Roger Vailland ». La collection pour adhérer à l'association est fixée à 30 F minimum. (Les amis de Roger Vailland, Calvados Margat, avenue de la Libération, 33400 Talence.)

• LES ANIMATEURS DE FILLES REYVES, parmi lesquels Jangle, Obélisque, Action poétique et Saut, viennent de créer une Association des revues de création littéraire et artistique (ARCLA) « afin de réunir leurs efforts pour attirer les auteurs et les éditeurs qui peussent à l'existence et à la survie des revues littéraires ». (ARCLA, chez Brigitte Rax, 12, avenue de Général-Ledoux - 75014 Paris.)

• LA REVUE DES LETTRES MODERNES vient de publier deux numéros spéciaux, l'un sur C.F. Ramuz, « Études ramuziennes », textes réunis par Jean-Louis Pierre (265 p.), l'autre sur Paul Valéry, « Le pouvoir de l'esprit », textes réunis par Hugues Laurent (180 p.). (Métail, 73, rue de Cardinet-Lemoine, 75006 Paris, 75 F.)

• LES CINQUÈMES JOURNÉES DU LIVRE PÉRIODIQUE auront lieu les samedi 9 et dimanche 10 juillet au centre culturel municipal de Bergerac. (Remarque : M. Jean Dufau, 14, avenue Pasteur, à Bergerac. Tél. : 57-41-58.)

• LE PRIX DE L'ACADÉMIE MALLARMÉ, doté de 15 000 F, a été décerné à Claude Estroff pour l'ensemble de son œuvre et particulièrement pour son récent « Conspiration du corps et du jardin (Flammarion) ».

• LE PRIX DE FRANCE-CULTURE a été attribué à Catherine Weisengarten pour son livre « Paroles et sur-ré (Flammarion) (le Monde du 3 juin). Catherine Weisengarten, jeune auteur, est aussi secrétaire de la revue Land.

• LE PRIX RTL-GRAND PUBLIC a été attribué à Jacques Deshayes pour son livre « L'Épiphane des dieux (Gallimard) (le Monde du 15 avril). Ce prix assure à son lauréat une publication d'un mois dans les galeries, le théâtre, les cinémas et les grands hôtels, une campagne d'affichage gratuite offerte par France-Rail, la publication de l'ouvrage en format de poche dans les deux mois qui suivent.

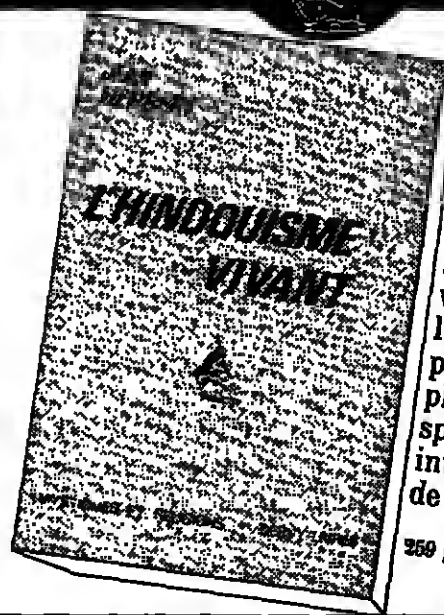
• LE QUATRIÈME PRIX OBÉDIANCE a été attribué à James Sacré pour l'ensemble de son œuvre. A ce titre, son dernier livre, qui va être publié aux Éditions Obédience, sera lu à l'occasion du Festival de poésie de Sens (30 juin, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> juillet).

• LE PRIX FÉNÉON DE LITTÉRATURE a été attribué à Bertrand Vissage pour son livre « Au pays du Nain (le Seuil) ».

• LE PRIX JULES-VERNE 1983 a été remis par l'Académie de Bretagne à Elisabeth Bonillon, pour son roman « Les Enfants du Trépas (Hachette) ». L'Académie de Bretagne a aussi décerné le prix de Nantes à Geneviève Dorraumont, pour le roman de Sophie Trébuchet, (Albin Michel), et le prix de Loire-Atlantique à Xavier Chéron de Lisle, pour le « Jeu de l'île », ex aequo avec Michel Lamy, pour le Dicoce de Nantes sous la seconde Empire, thèse de doctorat.

• LA GRAVURE qui illustrait l'article « Il n'y a plus de jeunes filles », dans « le Monde des livres » du 17 juin, n'était pas extraite du livre « De la pucelle à la minette », comme nous l'avons indiqué par erreur, mais de la Femme au dix-neuvième siècle (Ed. Leuau Levi et Sylvie Messinger).

## DERVY LIVRES



Toutes les richesses de la sagesse hindoue vues de l'intérieur par l'un des plus grands spécialistes internationaux de l'Inde.

350 p., 92 F

Catalogue sur demande, 6, Rue de Savoie - 75006 Paris

LES ÉDITIONS DU BORÉAL EXPRESS

**ANTHONY WILDEN**

**SYSTÈME & STRUCTURE**

Enfin traduite  
**UNE OEUVRE MAÎTRESSE**  
QUI REDÉFINIT  
**LES FRONTIÈRES DU SAVOIR**

Une somme de l'épistémologie qui utilise dans une perspective transdisciplinaire Freud, Lacan, Piaget, Lévi-Strauss, Saussure, Hegel, Marx, Marcuse, Jakobson, Bateson, Wiener, Montaigne, Svevo...

**686 p. 150 F**

DISTRIBUÉ PAR DISTIQUE 9 RUE É. JACQUES PARIS 14<sup>e</sup>



LE MONDE DES LIVRES

histoire

# Apologie de Marc Bloch

## L'inspirateur de l'école française

Né en 1886, mort en 1944, héros de la Résistance, Marc Bloch fut l'un des deux pères fondateurs de l'école historique française. Mais s'il est facile de saisir son rôle d'animateur, d'inspirateur, de directeur, il est beaucoup moins aisé de définir de façon très rigoureuse sa pensée propre, les schèmes d'interprétation qu'il a véritablement développés et proposés.

Créateur avec Lucien Febvre des *Annales d'histoire économique et sociale* en 1929, il est à l'origine de ce qui allait devenir l'école des Annales. Mais qu'est-ce que l'école des Annales ? Un esprit de curiosité, un goût de la diversité ? Certainement. Un ensemble de thèses et de propositions sur le sens du développement historique ? Absolument pas. On est presque tenté de parler, à propos de ce groupe vaste et fluide d'historiens, d'école d'écrits institutionnalisés.

L'œuvre de Bloch lui-même est très variée. A un pôle, les Rois

théocratiques, son premier livre, qui date de 1924 et applique à l'histoire une problématique ethnographique influencée par Frazer. Marc Bloch s'y interroge sur les dimensions magiques, médicinales et sacrées du pouvoir royal en France et en Angleterre. A l'autre pôle de son œuvre, les *Caractères originaux de l'histoire rurale française*, publiés en 1933, marquent un déplacement vers le champ de l'histoire économique et sociale, sans que toute thématique ethnologique soit abandonnée. Ce qui caractérise le mieux la pensée de Bloch, c'est une oscillation incessante entre deux pôles conceptuels : l'économie, les mentalités. La force de cet historien, c'est peut-être son refus de choisir entre les deux grandes tendances dogmatiques que sont l'idéalisme et le matérialisme historique. Par la suite, cette oscillation continuera de définir les travaux de l'école historique française.

Dans son introduction au petit volume méthodologique de Bloch, *Apologie pour l'histoire*, Georges Duby met bien en valeur l'influence intellectuelle la plus importante pour la formation du maître : la tradition sociologique française, celle de Durkheim en particulier. Cet héritage apparaît aujourd'hui spécialement important. Après 1945, la subversion de la sociologie classique par les modèles et les méthodes américaines ne marqua pas de l'histoire le refus des façons durkheimiennes de sentir et de penser ; celle-ci maintint vivante une approche mêlant une réflexion sur les mentalités et les techniques quantitatives les plus sophistiquées. L'un des grands mérites de Bloch et de l'école des Annales est peut-être d'avoir transmis cet héritage intellectuel fondamental à de jeunes étudiants et chercheurs qui n'ont ni le *suicide* ni les *Formes élémentaires de la vie religieuse*.

EMMANUEL TODD.

## Quand les rois étaient considérés comme des dieux

JUSQU'AU dix-septième siècle, inclusivement, les rois étaient tenus pour des quasi-prêtres, et même pour des espèces d'êtres divins. « O rois vous êtes comme des dieux ! » (Bossuet, cité par Marc Bloch). Le grand Bossuet lui-même s'est donc laissé aller à cette métaphore « divine » ; il ne la prenait pas entièrement à la légère. Les rois se situaient aussi à la tête de l'ordre noble ou guerrier, sanctifié par les décorations les plus pieuses, dont celles des chevaliers du Saint-Esprit. Enfin, outre leur caractère sacerdotal et militaire, les monarques participaient d'une troisième fonction, celle de la prospérité et surtout de la santé, maintenance ou rétablissement. Ils guérissaient diverses maladies, parmi lesquelles les écrouelles ou scrofules, forme d'adénite tuberculeuse que l'on touchait des souverains de France et d'Angleterre « soulagés » miraculeusement dans bien des cas (peut-être ne s'agissait-il en réalité que de guérisons spontanées ou de simples remissions, fréquentes dans le cas de cette maladie).

Publié de nouveau avec une belle préface de Jacques Le Goff par les éditions Gallimard, l'ouvrage que Marc Bloch a consacré à cette question en 1924 marque les premiers succès d'une histoire qui ne s'intéressait plus seulement aux batailles et aux événements : dépassant la stricte exactitude positiviste, cette historiographie sans précédent s'efforçait d'éclaircir les sous-entendus mystiques du pouvoir qui firent les beaux jours de nos monarchies : leur caractère sacré dotait celles-ci d'une légitimité qui ne devait rien à la souveraineté populaire, mais dont les détenteurs savaient s'entourer d'un consensus national. Marc Bloch, cité à ce propos le cas de clients ruraux d'une auberge dans le Massif Central, au

quatorzième siècle : ils en viennent presque à la rixe, selon qu'ils croient ou non que le roi de France à leur époque est marqué du *naevus* en forme de fleur de lys, qui prouve son appartenance au sang légitime.

### Un étrange mannequin

En posant et en illustrant ainsi les questions du caractère magique de la souveraineté, Marc Bloch, l'un des premiers, tirait l'histoire nouvelle vers l'ethnographie. Il jetait une lumière inattendue sur l'essence même de la domination politique, et du charisme des grands leaders. Guérisseurs des scrofules, nos rois prenaient place à côté de véritables

saints, spécialisés dans les thérapies analogues.

Deux décennies après Marc Bloch, un grand historien allemand, réfugié aux Etats-Unis, Kantorowicz, donnait à son tour dans *Le Corps du roi* un essai sur l'essence sacrée de la monarchie. Il s'agissait d'étudier la tradition, essentiellement anglaise, selon laquelle le souverain britannique était pourvu de deux corps, l'un périssable et banal, l'autre immortel, qu'il transmettait *ipso facto* après décès à son successeur, assurant ainsi la continuité physique de l'Etat. Un chercheur américain, Giesey, devait du reste appliquer ces notions « bicorporelles » à la France, au sujet des funérailles royales : au seizième siècle encore, quand mourait François I<sup>er</sup> ou Henri II, un mannequin à l'exacte ressemblance de Sa Majesté accomplissait les fonctions souveraines telles que boire, manger, recevoir, régner. Cette comédie durait jusqu'à l'enterrement du roi. Dès lors, l'étrange mannequin était mis au rebut. Le successeur d'Henri II ou de François I<sup>er</sup> prenait pour de bon le relais. Le fantôme de carton, pendant l'interregne, symbolisait la permanence du corps immortel du monarque, transmis du prédécesseur au successeur, cependant que le corps normal était voué à l'inhumation pure et simple.

Bloch, Kantorowicz, Giesey, se sont donc interrogés sur la nature non empirique ou « romantique » de la puissance souveraine. Un dix-huitième siècle voltairien, en France et en Angleterre, sepe, puis détruisait pour des raisons variées, les croyances aux vertus guérisseuses comme aux prééminences physiques de l'entité royale. La souveraineté populaire, à partir de la Révolution française, évincera définitivement les délégations du sacré, promulguées d'En-Haut pour le bénéfice des monarques. Sommes-nous certains pourtant, quand nous contemplons le haut du corps de nos présidents, voire de nos ministres, sur les petits écrans, d'avoir affaire à des entités purement laïques ? Le vieux charisme de la personne individuelle chargée d'incarner l'Etat n'est-il totalement cessé d'exister ? Quel nouveau Marc Bloch, quel Kantorowicz s'attaquera au mystère central de la personnalisation et de la transmission du pouvoir dans nos sociétés du vingtième siècle ?

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ LES ROIS THAUMATURGES, de Marc Bloch, Gallimard, 592 pages, 120 F.

### Quarante-trois libraires

groupés au sein de l'organisation

### LES LIBRAIRES L

ont sélectionné

### 23 OUVRAGES

qu'ils proposent au public

comme lecture de vacances :

### « LES SUCCES DE L'ÉTÉ »

ils appellent leur initiative par un important

effort promotionnel et notamment par un

concours littéraire, sans obligation d'achat,

dont de nombreux prix, dont un voyage de

huit jours à la Martinique.

Règlement du concours, qui sera clos le

12 août, au 13 rue du Marché aux Herbes.

LIBRAIRES L, 13, rue du Marché aux Herbes,

93100 Montreuil-sous-Bois.

### Lisez

Le Monde  
doctes et documents

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections  
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.  
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement  
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle

4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49

de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## COUPON DE REPRISE

pour acheter encore moins cher  
les dernières nouveautés à nos  
prix alignés

Présentez  
cette annonce  
avec  
votre ancien  
matériel,  
la meilleure  
estimation  
vous sera  
réservée.

PHOTO-CINE DU  
Cirque

9-9 bis, bd des Filles du Calvaire  
(entre Bastille et République)  
75003 PARIS - 887.66.58

LE SPÉCIALISTE  
DE LA REPRISE



PENTAX SUPER A  
avec obj. 1,7/50 mm

2695F

... et votre reprise  
viendra encore en déduction

# CARNET

## Naissances

Le professeur et M<sup>me</sup> F. G. DREYFUS ont la joie de faire part de la naissance de leur première petite-fille Marie-Hélène, au foyer du lieutenant de vaisseau et de M<sup>me</sup> F. WISSEUP, Strasbourg, le 19 juin 1983. 63, avenue des Voges, 67000 Strasbourg.

M<sup>me</sup> Marie-France DONDEL et Guy LOESER font part de la naissance de leur fille Clara, le dimanche 19 juin 1983. 81, rue Carnot, 92300 Levallois.

## Fiançailles

M. et M<sup>me</sup> Rémy ROBINET-DUFFO, M. et M<sup>me</sup> Pierre CHASSAIS-PELLERIN, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants Hélène et Jean-Luc. 4, avenue Josephine, 92100 Boulogne. 12, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

## Décès

M<sup>me</sup> Louis Artous, M. et M<sup>me</sup> Alain Ferry Wilczek et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Caron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du général de division Louis ARTOUS grand officier de la Légion d'honneur, ancien inspecteur général de la gendarmerie, ancien député de Badenweiler, décédé au Val-de-Grâce, à Paris, le 22 juin 1983. Levée du corps le vendredi 24 juin, à 14 h 30, au Val-de-Grâce. Obsèques religieuses le samedi 25 juin, à 10 heures, à Cransac (Aveyron). 8, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

M<sup>me</sup> Alfred David, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Henri Pinhas et leurs enfants, M. François David, Ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Marcel David et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André Bloch et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Alfred Lévy et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur Alfred DAVID, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 20 juin 1983.

Obsèques auront lieu le vendredi 24 juin, à 10 heures à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise ou à la quatre-vingt-sixième division. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. « Les Oliviers de Félton », bâtiment H, 221-223, avenue de Fabron, 06200 Nice.

M<sup>me</sup> Elie Falgairette, M. et M<sup>me</sup> Guy Jourdain et leurs enfants, M. Robert Falgairette, M. et M<sup>me</sup> Yves Abecassis, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie FALGAIRETTE, survenu le 20 juin 1983 dans sa soixante-dix-septième année des suites d'un accident.

Saint-Etienne, Grenoble, Lyon. M<sup>me</sup> Benoit Faure-Pellerin, Marcel et Madeleine Faure, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Benoit FAURE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu à Saint-Etienne le 21 juin 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Obsèques samedi 25 juin, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Charles de Saint-Etienne. 7, rue Edmond-Chapier, 42000 Saint-Etienne. 16, chemin de la Besoche, 38700 La Trousse.

M<sup>me</sup> Charles Frappart, son épouse, Alain et Guillaume Frappart, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Frappart, ses frères et belle-sœur, M<sup>me</sup> veuve Ingouf, sa belle-mère, Ses neveux et nièces, les familles Frappart, Ingouf, Piot, les parents et amis, ont la douleur de faire part de la mort brutale de

M. Charles FRAPPART, officier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite national du Mérite

survenu le 20 juin dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont lieu dans la stricte intimité familiale, le jeudi 23 juin, à 15 heures, à La Chapelle-d'Andaine (Orne). Cet avis tient lieu de faire-part. La Haize, La Chapelle-d'Andaine, 61140 Bagnoles-de-l'Orne.

La famille, les frères et amis, l'Association des amis de Wanda Landowska, ont la douleur de faire part du décès de

Ruggiero GERLIN, claveciniste,

survenu à Paris, le 17 juin 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année. L'inhumation aura lieu à Venise, au cimetière San Michele.

Giuseppe Gerlin, Lido-Venezia. Association des amis de Wanda Landowska, 64, rue du Château, 95320 Saint-Leu-la-Fore. (Le Monde du 21 juin.)

Monsieur Roger Paul, sa famille et ses amis, font part du décès de

M<sup>me</sup> Juliette PAUL, née Bonnet.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 juin 1983, à 8 h 30, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 77, place Félix-Lobegots, 75017 Paris. 7, rue Saint-François, Villefranche-de-Comblanchet, 66500 Prades.

M<sup>me</sup> Jean Richardot, née Claire Flaqueurs, son épouse. Ses enfants et leurs conjoints, M. Victor et M<sup>me</sup> Marie-Claire Savalle, née Richardot, M. Guy et M<sup>me</sup> Magali Richardot, née Ott, M. Jean-Pierre et M<sup>me</sup> Sylviane Richardot, née Gasparoux, et leurs enfants, Ses frères et belles-sœurs, Le pasteur et M<sup>me</sup> Paul Richardot, à Cahire (Rhône), Le pasteur et M<sup>me</sup> André Richardot, à Daumazan-sur-Arize (Ariège), Leurs enfants et petits-enfants, Leurs parents et alliés, Les familles Bret et Flaqueurs ont la douleur d'annoncer le décès du pasteur Jean RICHARDOT, ancien pasteur à Crois-Monoblet (Gard), au Havre, au Ban de la Roche, ancien numéraire en Indochine et en Allemagne, le 10 juin 1982, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Il a été inhumé, le 13 juin 1982, à Belmont (Bas-Rhin). Un culte réunira les siens au temple de la rue Maguelonne à Montpellier, le 25 juin 1983, à 11 heures.

« Je sais en qui j'ai cru » (2 Tim. 1, 12).

« J'ai cru, c'est pourquoi j'ai parlé » (2 Cor. 4, 13).

1, cité Roucher, 34170 Castelnau-le-Lez, M. et M<sup>me</sup> Robert Paul, 91240 Saint-Michel-en-Orpè.

## Remerciements

Christophe CARITA, très touché par les marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de Rosy CARITA, remercie tous ceux qui par leurs messages, leurs pensées et leurs prières ont partagé sa peine.

## Anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du commissaire général Maurice VAILLANT, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu. De la part de son épouse, ses enfants et petits-enfants.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de Jacques BAUDRY, une messe sera célébrée le lundi 27 juin, à 19 heures, (entrée principale), à Saint-Ferdinand des Thermes, 75017 Paris. Ses amis, ceux qui l'ont connu et aimé pourront y participer, on s'y associe en union de pensée.

Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de M<sup>me</sup> Bernard LICHAU, née Marguerite Guery, une messe et affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

Université de Paris-IV (Sorbonne), samedi 25 juin, à 14 heures, amphithéâtre Quinze, M<sup>me</sup> Agnès Rouveret : « Peinture et critique d'art en Grèce et à Rome (IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ - I<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ) ».

Université de Paris-VIII, samedi 25 juin, à 14 heures, salle G 201, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Cachin : « Edward Carpenter (1844-1929), Compagnon de route du socialisme britannique ».

Université de Paris-III (Sorbonne Nouvelle), samedi 25 juin, à 14 heures, salle Bourge, M. José Gradi : « Baldassare Castiglione (1478-1529), mythe et réalité de la vie de cour à l'époque de la Renaissance italienne ».

Université de Paris-II, lundi 27 juin, à 18 heures, salle des Filles, M. Michel Jamin : « La planification militaire ».

Université de Paris-IV (Sorbonne), lundi 27 juin, à 15 heures, amphithéâtre Ouest, M. Jean-Pierre Morel : « L'Internationale fraternelle, la France et les problèmes du roman avant le réalisme socialiste (1920-1932) ».

Université de Paris-II, lundi 27 juin, à 9 heures, salle des Fêtes, M. Rémi Paulais : « L'organisation du rachat des captifs français de Barbarie du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de l'Ancien Régime ».

Université de Bordeaux-III, lundi 27 juin, à 14 heures, amphithéâtre de Botanique (Bordeaux I), M. Robert Paul : « L'histoire géologique des bassins sédimentaires par la diagenèse organique ».

Université de Paris-VIII, lundi 27 juin, à 14 heures, salle G 201, M<sup>me</sup> Nicole Boulesteix : « La prophétie dans les livres de Paul Eluard (1913-1938) ».

Université de Paris-II, lundi 27 juin, à 14 h 30, salle des Conseils, M. Lazar Foucaumon : « Droit international monétaire et droit communautaire de la concurrence ».

## Commémorations

Le président de la République, à la 22<sup>e</sup> anniv. de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur à M. Armand-Henri Hauser, industriel et médecin américain. M. Hauser, qui est président-directeur général de l'Occidental Petroleum Corporation, a notamment participé à la restauration du musée Jacquemart-André, à Paris. Le mois dernier, il a fait une donation de 2 millions de francs pour la remise en état du Théâtre du Gymnase, à Marseille.

# FRED

Participe aux soldes de la galerie du Claridge du 20 au 30 Juin

## 20 à 30% D'ESCOMPTE

sur une sélection de modèles de grandes marques d'horlogerie

PIAGET

CORUM

ROLEX

SEIKO

Cartier

Audemars Piguet

CONCORD

BAUME & MERCIER

FRED

## SOLDES MAROQUINERIE DU 20 AU 30 JUIN

FRED

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65

achevée 1320



# Le Monde

# culture

## CINÉMA

UN ENTRETIEN AVEC JOHN CLEESE SUR « LE SENS DE LA VIE », DE TERRY JONES

### « Shakespeare nous est venu en aide »

Alain Wais a rencontré à Londres John Cleese, un des six compères de la bande des Monty Python, le plus facilement reconnaissable, car le plus grand : environ un mètre quatre-vingt-dix. Il joue le professeur de zoologie dans un des sketches du Sens de la vie.

« Notre principale source d'inspiration, déclare John Cleese, c'est notre pays, c'est lui que nous connaissons le mieux, même si l'on a dans le Sens de la vie un certain nombre d'allusions aux Etats-Unis parce que, ces quatre dernières années, nous y avons passé beaucoup de temps. Les Anglais n'hésitent pas à se moquer de leurs faiblesses de leurs défauts. Je ne demande si c'est bien perçu par les étrangers.

« Le Sens de la vie a débuté par accident. Notre conseiller financier nous a dit que la Vie de Brian, notre précédent film, était un tel succès que, si nous enchaînions immédiatement, nos gains seraient suffisants pour nous éviter de travailler le reste de nos jours. Foutaise, il n'y avait pas la moindre once de vérité là-dedans ! Certains d'entre nous n'étaient pas très chauds pour repartir sur un autre film, mais la perspective de n'avoir plus à travailler était alléchante.

Les Monty Python procédaient par étapes. Chacun écrit de son côté, ils se retrouvent, puis ils retravaillent séparément sur de nouvelles bases. Et ainsi de suite jusqu'au produit final : « Le travail en groupe fonctionne très bien pour les sketches, mais dans un film, si l'on n'a pas une idée de base, une structure, alors c'est la pagaille. Dans la Vie de Brian, nous avions notre personnage et nous savions que l'action prenait place entre l'an 0 et l'an 33. Mais là, nous n'avions pas de bon sujet de départ : une quantité de matériel, oui, des choses intéressantes, mais pas de fil conducteur. »

Les mois passent, les idées s'accroissent, le prétexte masque toujours ces histoires, les uns situées en Afrique, d'autres en Angleterre ou en Inde, et à des périodes différentes ? Deux ans s'écoulent. Depuis 1982, les Monty Python se réunissent avec la ferme intention de trouver une solution. La confusion et le pessimisme régnent lorsque, un matin, l'un d'eux propose au petit déjeuner « le sens de la vie » : « Nous avons beaucoup ri, l'idée de faire un film sur le sens de la vie était tellement absurde que ça tenait debout.

« C'est alors que Shakespeare nous est venu en aide avec les sept âges de l'homme. En vérité, je crois qu'il n'y en avait que six, mais nous n'allions pas réduire l'œuvre de William à une histoire de chiffres, d'autant que notre film réunit neuf thèmes. Les poissons, dans le rôle des observateurs, serviront de lien. Le fait est que, lorsque vous êtes un poisson en situation d'attente dans l'aquarium d'un restaurant, vous n'avez d'autre loisir que celui de songer au sens de la vie. »

Si la formule des sketches a été adoptée, c'est qu'il n'y avait pas d'autre issue. En cela, le Sens de la vie rejoint Patagonese : Sacré Graal et la Vie de Brian reposent sur un scénario précis. « Aujourd'hui, confie John Cleese, les sketches ne me suffisent plus, peut-être parce que j'en ai fait pendant quinze ans. C'est une forme qui impose toujours la même direction, quand on en connaît les mécanismes, on peut traiter n'importe quel sujet. Pour déboucher sur un très bon moyen d'expression, mais à l'âge de trente-cinq-quarante ans, on aspire à quelque chose de plus complet, de plus abouti, de plus ambitieux. C'est plus difficile, mais plus stimulant.

et enrichissant de réussir à être pertinent et caroté sur la distance. A certains égards, le Sens de la vie est une falsification, une ficelle. »

En guise de prologue au Sens de la vie, un sketch de Terry Gilliam, le Python américain responsable de l'animation et des effets spéciaux : on y retrouve la dimension féerique, l'éclat de la mise en scène et des décors qui faisaient le prix de son film Bandits, Bandits. « Nous ne l'avons pas réalisé pour faire rire, mais pour la beauté du spectacle, explique John Cleese, après tout c'était une bonne façon de chauffer le public. Lui-même, il préfère « les idées plus que les climats, les couleurs ou les sensations. Avant d'être acteur, je suis écrivain. Si vous regardez les classiques, ils ont été réalisés simplement. »

Propos recueillis par ALAIN WAIS.

### Une série d'esquisses inégales

Grand Prix spécial du jury au dernier Festival de Cannes, Monty Python, le sens de la vie a pour but de choquer très confortablement l'établissement bourgeois anglais. Le seul fil qui relie cette série de poches est contenu dans ce malheureux titre-programme « le sens de la vie », confiant presque le poids d'une idéologie armée de pied en cap à ce qui devrait n'être que filmier et dérive inspirée. On ne saurait trop souscrire à l'autocritique pratiquée par un des six Python, John Cleese, lors de son entretien avec Alain Wais. (Voir ci-dessus.)

Le film débute une première fois, après la logo de la firme américaine distributrice Universal, sur une géniale révolte de personnages courtoisiques qui mettent en déroute les énarques

qui les commandent. Son départ, second logo Universal, le globe qu'on fait rebondir, au propre, avant le leçon de philosophie. Une idée excellente, le conflit catholiques-protestants, d'être comme une pâte molle en comédie musicale pour distribution des prix à Oxford ou à Cambridge (d'où sortent les Monty Python britanniques). L'éducation sexuelle au lycée traîne aussi désespérément, et bien d'autres sketches, jusqu'à l'apocalypse pentagone de la fin, à écouter les plus dédicats, mais d'une sensé magnifique.

L'impertinence véritable, on la trouve dans le très méconnu Britannia Hospital, de Lindsay Anderson, l'un dernier, auquel l'histoire fera justice. Ici, hélas ! la forêt masque un arbre bien maigré. — L. M.

SOUS LES AUSPICES DE LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

### Le retour de « Napoléon » à Paris

Au nom du conseil d'administration de la Cinémathèque française, M. Constant Costa-Gavras, président de la Cinémathèque, et M. André-Marie Deloche-Fourcaud, directeur général, ont annoncé à la presse, le mercredi 22 juin, la prochaine présentation à Paris de la version originale du Napoléon d'Abel Gance, reconstituée par les soins du chercheur anglais Kevin Brownlow, avec la collaboration de la Cinémathèque française, de British Film Institute et de diverses cinémathèques du monde entier.

Les projections auront lieu au Palais des congrès les 22, 23 et 24 juillet prochains (1). Les séances débuteront à 16 h 30 pour s'achever à 23 h 30, avec trois intervalles et la possibilité de se restaurer. La durée de projection effective du film sera de cinq heures et treize minutes, comme lors de l'avant-première française à la Maison de la culture de Havre, en novembre dernier (le Monde du 16 novembre 1982).

Le compositeur anglais Carl Davis avait écrit une partition spéciale pour la première projection à Londres de la version reconstituée, en 1980. Il avait dirigé lui-même cette partition au Havre (allongée après l'adjonction de vingt-trois minutes de film retrouvées dans les archives de la Cinémathèque française). Il conduira à Paris l'Orchestre de concert Colonne, fort de quarante-huit musiciens. Le film sera projeté à sa vitesse originale de vingt images secondes (sauf le triptyque final, projeté à vingt-quatre images),

comme à l'époque de la première, le 7 avril 1927, à l'Opéra de Paris. La version intégrale de six heures avait été montrée ensuite au cinéma Marivaux, sur les grands boulevards, à raison chaque fois de quatre soirées.

M. Deloche-Fourcaud s'est expliqué sur le retard apporté à la présentation à Paris de la version reconstituée, en dépit des affiches qui, dès le mois d'octobre 1982, célébraient l'événement sur les murs de la capitale. La Cinémathèque s'est attelée entre-temps à reconstituer un négatif et à introduire des inter-titres français conformes à la version de 1927. On a dû trouver une salle adéquate pour la projection sur triple écran de la séquence finale du départ de l'armée d'Italie. « Il a fallu concevoir un écran géant de 36 mètres sur 9 pour restituer en vraie grandeur la magie des triptyques », ajoute M. Deloche-Fourcaud (contre 18 mètres de base seulement au Havre). Au terme de la conférence de presse, M. Deloche-Fourcaud a annoncé les travaux de reconstitution en cours, par les soins de la Cinémathèque, d'un autre film français, dont il a tenu le titre secret et qui sera projeté d'ici à la fin de l'année. Il a également indiqué que Napoléon poursuivait sa carrière, après Paris, dans diverses villes de France.

LOUIS MARCORELLES.

(1) La location fonctionne à partir du 23 juin au Palais des congrès, au Centre Georges-Pompidou et à la Cinémathèque française. Prix des places : 100, 120 et 150 francs.

## VARIÉTÉS

LES CLOWNS MACLOMA

### Extravagance

Les trois clowns Macloma se sont rencontrés il y a dix ans et ont commencé leur aventure commune par des improvisations dans la rue. Peu à peu, leurs ouïmes se sont structurées, ils sont partis en Italie, où Dario Fo leur a insufflé une folle énergie. Ils ont continué leur voyage à travers l'Europe, revenant de temps à autre en France, au théâtre Moulletard, puis à la Cartoucherie de Vincennes.

Les Macloma ne se sont jamais produits sous un chapiteau, ils n'ont pas éprouvé la nécessité. Leur fantaisie a hérité à la fois du hurlé du cinéma muet et de la comédie dell'arte. Leurs numéros apparaissent comme autant de comédies clownesques où la vie — caricaturée — n'est jamais absente. Des mines ahuries, intonations saugrenues, naïvetés et une certaine véhémenence : l'extravagance des Macloma n'est pas tout à fait exempte de gros effets. Mais c'est souvent élégant, très fin.

En septembre dernier, les clowns Macloma sont devenus les gérants du Dapzet, le dernier théâtre survivant de l'époque du boulevard du Crime. Les Macloma ont restauré le théâtre, refait les peintures, réaménagé la scène, et ils ont programmé depuis neuf mois Tom Novembre, Gilles Lagoureaux, de la danse et du jazz. A présent, et pour vingt représentations encore, ils présentent une nouvelle version de leur propre spectacle : Darling-Darling. — C. F.

\* 21 heures.

## MUSIQUE

### LE 1<sup>er</sup> FESTIVAL DE OUANNE

Ouanne est dans l'Yonne, entre Auxerre, Vézelay et Toucy, un des plus beaux paysages de France. Là où personne, il y a encore cinq ans, n'aurait osé organiser un concert de jazz, une petite équipe a monté un festival.

Dans la cour de l'école, à l'auberge, au lavoir, sur la place de la mairie comme au stade, le 1<sup>er</sup> Festival de Ouanne (1) fera floc de tout bois : des tubas du Sieckar Tuhapack au feu d'artifice final en passant par le concert classique (à l'église, s'entend) avec Jacques Di Donato, Claude Lavoix et Jacques Prat.

Pour le reste, fanfares, chansons, salsa, théâtre, orgue à manivelle, jeux pour les enfants, expositions, danse, feu de la Saint-Jean, conférence musicale sur Dallas ou concert du Portal uni avec le trio Humair-Jeanneau-Textier, il faut voir sur place. Un festival plus proche d'Uzeste que de Newport... — F.M.

(1) 1<sup>er</sup> Festival de Ouanne. — Bel-Air, Mulin-sur-Ouanne, 89130 Toucy-Yonne, les 24, 25 et 26 juin.

**LA CANNE A SUCRE**  
BAB 23.25

## PATRIMOINE

### Où en est le musée d'Orsay ?

(Suite de la première page)

Pourvu de toutes les autorisations réglementaires, financé jusqu'au dernier bouton de porte, tendrement accueilli même, comme s'en vanta le responsable de l'opération, par les plus hauts personnages de l'Etat, le projet serait passé comme une lettre à la poste s'il n'était troué quelques publicistes pour alerter l'opinion avec une vivacité que justifiaient la pauvreté architecturale de l'édifice envisagé et la menace de pure et simple destruction qu'il faisait courir à l'un des sites les plus sensibles de la capitale.

On était dans les années chaudes qui suivirent mai 68. Paris venait de voir le saccage des Halles et n'en était pas trop content. Le style « Beaux-Arts », en grande partie sous l'influence des historiens américains, commençait à sortir du purgatoire, et le ministère de la culture était alors occupé par Jacques Duhamel, un homme énergique et cultivé, qui fit intervenir la loi des abords pour s'opposer au projet d'hôtel. Ce fut d'ailleurs un des rares moments où l'on eut l'impression que ledit ministère pouvait avoir une quelconque utilité.

Pernis de démolir et permis de construire furent donc annulés, et la gare, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1973, fut définitivement classée le 15 mars 1978. Cinq jours plus tard parut un décret portant création de l'établissement public du musée d'Orsay avec mission d'« aménager, organiser, mettre en état de fonctionnement dans l'ancienne gare d'Orsay un musée présentant la production artistique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et des premières années du XX<sup>e</sup> ». On était revenu à l'idée d'un musée, et, le musée d'art moderne se faisant ailleurs, c'est tout naturellement que l'on avait pensé à faire traverser la Seine aux collections impressionnistes et post-impressionnistes que le Jeu de paume ne pouvait plus contenir ni présenter de façon convenable.

### Le sommeil

près du blé moissonné.

Un concours d'aménagement fut ouvert, en octobre 1978, rendu en mars 79, jugé en juin de la même année. Six architectes avaient été appelés (dont cinq étaient des architectes de l'administration) et il ne pouvait y avoir, il n'y eut qu'un seul élu, quatre des projets ne résistant pas à l'examen le plus indulgent, et le cinquième — le meilleur — n'offrant pas les mètres carrés nécessaires. Un concours plus ouvert au-

rait peut-être permis de dégager des solutions plus convaincantes. Mais il est inutile d'épiloguer et nous passerons sur toutes les péripéties que suppose une opération aussi délicate, sauf à signaler qu'en juillet 1980 fut désigné un architecte d'aménagement intérieur en la personne de Mme Gae Aulenti.

Et sauf à rappeler que trois au moins de ces péripéties ont singulièrement compliqué la tâche des organisateurs du musée, dans la mesure où chacune d'entre elles les a obligés à refondre le programme et à modifier les espaces de présentation. Le programme initial partait de 1863, du Salon des refusés, et s'achevait avec les fauves du Salon d'automne de 1905. Le musée devait s'appeler « Musée du XIX<sup>e</sup> siècle » et M. Valéry Giscard d'Estaing fit l'auteur de la première péripétie lorsqu'il fit remarquer que le XIX<sup>e</sup> siècle ne commençait pas avec Manet et qu'Orsay devait donc accueillir au moins le modernisme, la Liberté de Delacroix pouvant par ailleurs apparaître comme le meilleur symbole possible du libéralisme avancé cher à l'ancien président de la République.

Les deux autres péripéties sont le fait de M. François Mitterrand. L'une d'entre elles, qui est liée au projet du « Grand Louvre », dut être assez agréable aux conservateurs puisque, le Louvre se voyant attribuer les locaux du ministère des finances, les bureaux prévus à Orsay pour l'émigration vers la rue de Rivoli et libérer ainsi un millier environ de mètres carrés, qui vont s'ajouter aux 20 000 mètres carrés dont on disposait déjà pour les surfaces d'exposition.

L'autre péripétie aura peut-être des conséquences moins heureuses. Où commencer ? 1863 ? 1830 ? Non : 1848, et si cette décision, prise sans grande consultation, semble-t-il, par un homme dont la culture est plus littéraire qu'artistique, a été inspirée par les motifs les plus généraux, elle ne correspond pas à la vérité de l'histoire, à la réalité des faits. La révolution de 1848 n'a pas eu d'influence sur la production artistique du milieu du siècle, tout au plus elle a-t-elle créé un climat, et si l'on voulait absolument inclure le réalisme dans le programme d'Orsay, il fallait remonter plus haut, jusqu'à Barbizon et Daubigny.

Le réalisme lui-même n'est qu'un épiphénomène littéraire, une étiquette inventée par Champfleury et derrière laquelle on peut mettre ce que l'on veut. Millet avait le mot en horreur, Courbet disait qu'il lui avait été imposé et, n'en déplaise à ceux et à celles qui auraient aimé mettre

un bonnet rouge à la gare de Laloux, il y a belle lurette que personne ne croit plus à « socialisme » du maître d'Orsay, lequel n'a peint qu'une seule toile, les Casseurs de pierres, qui nous montre et nous fasse entrevoir la dureté du travail et de la vie des pauvres gens.

Le monde de Courbet, c'est la source, la mer, l'apollonisme des femmes, la forêt, la chasse, la neige, le sommeil près du blé moissonné, le poil et le bond et le cri des jeunes bêtes, les grandes voix de la nature et une sensualité si radieuse, si optimiste qu'elle ne pouvait guère s'arrêter au malheur de l'ouvrier et du paysan. L'Entertainment, l'Atelier ? Mais, précisément, il s'agit de toiles, par leurs dimensions et leur intention épique, si évidemment destinées au Louvre qu'il semble bien malencontreux de les transporter à Orsay, d'autant que leur présentation n'y sera pas aisée et que leur départ déséquilibrera l'une des rares salles à peu près réussies du département des peintures.

Même si nous n'acceptons plus la division manichéenne qui prévalait après la guerre entre peinture « indépendante » et peinture « académique », 1863 était la bonne date, celle où tout change, où le passé prend un autre sens, où l'avenir dit son espoir insolent et confus, comme le montrait, si on ne le savait déjà, les réactions du public à la triennale exposition Manet. Sans nul doute, il aurait mieux valu s'en tenir à l'histoire plutôt que de faire intervenir l'histoire politique et la marine commémorative. Courbet était au Louvre là où il doit être, près de Veronèse, près de Rembrandt, près des « vieux », comme disait Cézanne, près des siens.

### Dans le sol sacré des Tuileries

Les vieux, les jeunes : la résistance, le mouvement. Le sens de l'entreprise d'Orsay est de ne pas se limiter aux chefs-d'œuvre, de présenter aussi les peintures « officielles » interdites de cimaise depuis 1945, et certains artistes secondaires, tels Victor Gilbert ou Jules Adler, dont l'œuvre permet, mieux que celle des impressionnistes et de leurs successeurs, de pénétrer dans la profondeur du tissu social et de l'idéologie de l'époque.

Cela ne sera pas facile, du fait de la dispersion des toiles. Mais il est déjà acquis, de très importants achats ayant été faits dans ce sens, qu'Orsay sera ouvert à toutes les formes d'expression artistique, photographie, cinéma et arts décoratifs.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



**BARRY LYNDON**  
STANLEY KUBRICK  
RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

**LUCERNAIRE**  
53, r. Notre-Dame des Champs  
20 h 30  
COMPAGNIE  
LAURENT TERZIEFF  
**MILOSZ**

En une heure, on peut faire le tour d'une pensée, on peut de promenade, et ce régal revient à être un "Miles par lui-même" sans qu'on s'en aperçoive.

Méthode GALEY L'Espresso

Le théâtre ne se distingue pas de la poésie, telle est bien la magistrale leçon que nous donnent Milosz, Terzieff, dans ce violent spectacle, le théâtre ne se distingue pas de la poésie, et la poésie de la vie.

Arnette BELLOT  
La Quinzaine de Paris

Pascal de Boysson, Philippe Landenbach et Laurent Terzieff, fabuleux trio, font vibrer l'âme d'un des plus grands, des plus singuliers poètes de notre langue.

Guy SUARES Le Nouvel Observateur

544.57.34

**FRED**

**20 à 30% D'ESCOMPTE**

**LES MAROQUINES DU 20 AU 30 JUIN**

**ED**



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**L'ATTENTE, L'OUBLI** - Centre Georges-Pompidou (277-12-33), 21 heures.  
**ATELIER STUART SEIDE** - American Center (321-42-20), 21 heures.  
**LA FAUSSE LIBERTÉ** - Galerie Neumans (332-16-18), 20 h 45.  
**ZANONI LE ROSE-CROIX** - Centre culturel Amore - (271-99-17), 20 h 30.

### Les salles subventionnées et municipales

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), à 20 h 30 : *Intermède*.  
**CHAILLOT** (272-81-15), Grand Foyer, 18 h 30 : *Adelbert le botaniste*; Grand Théâtre, 20 h 30 : *Le Prince travesti*.  
**ODÉON** (325-70-32), reiliche, 18 h 30 : *Dialogue des caliers entre Machiavel et Montesquieu*.  
**PETIT ODÉON** (325-70-32), 18 h 30 : *Dialogue des caliers entre Machiavel et Montesquieu*.  
**TEP** (277-96-06), clôture annuelle.  
**BEAUBOURG** (277-12-33), Cinéma-vidéo : nouveaux films Bpi, 13 h : *Piccole family circus*, 16 h : *Introduction à la*

### COURS RENÉ SIMON

Direction ROSINE MAGAT  
**AUDITION PUBLIQUE**  
 SAMEDI 25 JUIN  
 au THÉÂTRE DE L'ATELIER  
 à 14 heures  
 ENTRÉE LIBRE

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris  
 Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
 Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

### Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures  
 sauf indications particulières

**LUNDI 27 JUIN (Exposition 25 juin)**  
 S. 1 - Tabla, ameublé 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s., M<sup>me</sup> PESCHETEAL, PESCHETEAL-BADIN, FERRIEN - MM. Herdubert, Latreille, Fabre.  
 S. 2 - Obj. d'art d'Extr. Orient, M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN - M. Portier.  
 S. 4 - Obj. d'art, M<sup>me</sup> J. Ph. et D. Bondu.  
 S. 5 - Dessins et tabl. mod., M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN - MM. Pacitti, Jeannel, Mandroux.  
 S. 8 - Art nouveau, art déco, M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
 S. 7 - Hte Epoque, M<sup>me</sup> NERET-MINET.  
 S. 14 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> DELORME, M. Page.  
 S. 9 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> BOISGIRARD, de HEECKEREN.  
 S. 14 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

**LUNDI 27, MARDI 28 JUIN (Exposition samedi 25)**  
 S. 8 - 2<sup>e</sup> Vte : Bibliothèque de l'Institut Drouin de Montréal, M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.

**MARDI 28 JUIN (Exposition le jour même de 11 à 18 h)**  
 S. 9 - à 21 h, 1<sup>re</sup> - Miniatures marmelades, porcelaines, tasses et mugs - art islamique - du 14<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> s., M<sup>me</sup> BOISGIRARD, de HEECKEREN, M<sup>me</sup> Kevorkian.

**MERCREDI 29 JUIN (Exposition mardi 28 juin)**  
 S. 1 - Obj. d'art et d'ameublement, M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillès, Levy-Lecoz.  
 S. 7 - Estampes anc. et mod., M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Romand.  
 S. 14 - Beau mob., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> DELORME, M. Page.  
 S. 16 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

**MERCREDI 29 JUIN (Exposition le jour même de 11 à 18 h)**  
 S. 9 - à 21 h, 1<sup>re</sup> - Tapis d'Orient, princip. caucasiens 19<sup>e</sup> s., M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

**JEUDI 30 JUIN (Exposition mercredi 29 juin)**  
 S. 5 - Bije, obj. de vitrine, orfèvr. anc. et mod., M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN - M. Fromanger.

**JEUDI 30 JUIN**  
 S. 6 - Livres anc. : incunables, architecture, livres du 16<sup>e</sup> s., M<sup>me</sup> RENAUD, MM. Guérin, Courvoisier.

**VENREDI 1<sup>er</sup> JUILLET (Exposition jeudi 30 juin)**  
 S. 1 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> BOISGIRARD, de HEECKEREN.

S. 4 - Extrême-Orient, M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
 S. 9 - Tabl. mod., monnaies d'or franc., M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.  
 S. 10 - Tabl. mod., obj. d'art et mobilier, M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
 S. 13 - Bijoux, meubles, M<sup>me</sup> J. Ph. et D. Bondu.  
 S. 14 - Coll. personnelle de trophées de grandes chasses afric., bons meubles et obj. mobiliers, M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN - M. Montabert.

### LISTE DES ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 281-80-07.  
 M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75008), 770-87-88.  
 M<sup>me</sup> BOISGIRARD, de HEECKEREN, 2, rue de Provence (75008), 770-81-36.  
 M<sup>me</sup> J. Ph. et D. Bondu, 17, rue Drouot (75008), 770-36-18.  
 M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.  
 M<sup>me</sup> DELORME, 3, rue de Valenciennes (75008), 285-57-83.  
 M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75008), 248-81-16.  
 M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75008), 248-48-44.  
 M<sup>me</sup> NERET-MINET, 51, rue de Valenciennes (75008), 770-07-78.  
 M<sup>me</sup> OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75008), 248-98-88.  
 M<sup>me</sup> PESCHETEAL, PESCHETEAL-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75008), 770-88-38.  
 M<sup>me</sup> RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75008), 770-48-95.  
 M<sup>me</sup> RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 770-87-05.

musique contemporaine n° 3 - Répétition et différence - 13 h et 18 h : Présences polonaises. Les classiques de l'avant-garde.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-23-77), 20 h 30 : Ballet du Grand Théâtre de Genève.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-28-34), 21 h : Oiseau.

### Les autres salles

**A DEJAZET** (887-97-34), 21 h : *Darling*.  
**ARTISTIC ATHEVAINS** (355-27-10), 20 h 30 : *Le Diable et le bonhomme*; 21 h : *Prélude à K. Mansfield*.  
**ATELIER** (606-49-24), 21 h : *Le Neveu de Rameau*.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), 20 h : *Kean*.  
**CARREFOUR DE L'ESPIRIT** (633-48-61), 20 h 30 : *Zod*; 21 h : *Zod*.  
**CARTOUCHERIE**, Epée de bois (808-39-74), 20 h 30 : *Patience*, patience dans l'azur - *Agar* (374-99-61), 20 h 30 : *Le Diable*.  
**CENTRE CULTUREL DU MARAIS** (272-73-52), 20 h 30 : *Roma*; 21 h : *Le Neveu de Rameau*.  
**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE** (508-09-46), 20 h 30 : *Li vers l'idée*.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (589-38-49), 20 h 30 : *Dialogue de l'arbre*, *Ressort*, 20 h 30 : *la Musica*, *Grand Théâtre*, 20 h 30 : *Roma*; 21 h : *Le Neveu de Rameau*.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : *Reviens d'ailleurs à l'Elysée*.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-08-24), 20 h 45 : *Pauvre France*! *COMÉDIE DE PARIS* (281-00-11), 20 h 30 : *George Dandin*.  
**CREATIS** (887-28-56), 21 h : *Aurélien Steiner*.  
**DAUNOU** (261-69-14), 21 h : *Un canapé*.  
**DECHARGEURS** (236-00-02), 20 h : *Mourir à Cologne*.  
**EDOUARD-VII** (742-57-49), 21 h : *Jeunes Femmes*.  
**ELDORADO** (208-45-42), 20 h 30 : *Théâtre de Boulevard*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
 281-28-20 +  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Jeudi 23 juin**

**ESCALIER D'OR** (523-15-10), 20 h 30 : *Abraham et Samuel*; 22 h : *la Sonate de Beethoven*.  
**ESPACE-GAÏTE** (327-13-54), 20 h 30 : *M. Baquet*.  
**ESPACE-MARAI** (271-10-19), 20 h 30 : *Le Mariage de Figaro*.  
**GALERIE 55** (326-63-51), 21 h : *Play it again, Sam*.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : *la Cantatrice chanse*; 20 h 30 : *la Leçon*; 21 h 30 : *Théâtre d'ombres*; 22 h 15 : *Ateliers de Noël*.  
**JARDIN SHAKESPEARE DU PRÉ CAUTELAN** (602-55-50), 20 h 1 : *The Comedy of Errors*.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : *Mort accidentelle d'un anarchoïste*.  
**LIERRE-TH** (586-55-83), 20 h 30 : *la Fugue*.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 18 h 30 : *Stella Memoria*; 20 h 30 : *les Mystères du confessionnal*; 22 h : *Jeune femme* - II; 20 h 30 : *Milieu*; 22 h 15 : *Spectacle de rue*.  
**MADELINE** (265-07-09), 20 h 45 : *l'Amour fou*.  
**MARAI** (278-50-27), 20 h 30 : *le Plaisir berleson*.  
**MARIN**, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : *la Surprise*.  
**MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : *On dînait au lit*.  
**MONTFARNASSE** (320-89-90), 21 h : *R. Deves* - *Perit-Montparnasse*, 21 h 15 : *l'Histoire de diabolisme*.  
**NOUVEAUTÉS** (770-52-76), 20 h 30 : *l'Enfance*.  
**PLAISANCE** (320-00-06), 20 h 30 : *Le Musée noir de Valia Angel*.  
**POCHE** (549-92-97), 21 h : *Vera Baxter*.  
**POTINIERE** (261-44-16), 20 h 45 : *Il s'agit de l'argent*.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), 20 h 45 : *le Fantôme à bascule*.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : *l'Écume des jours* - II; 20 h 30 : *Histoire de diabolisme*.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (325-11-02), 20 h 15 : *la Babas caïres*; 22 h : *Nous on fait du son et du feu*.  
**THÉÂTRE DU LYS** (327-88-61), 20 h 30 : *la Mante*.  
**THÉÂTRE NOIR** (246-91-93), 20 h 30 : *A petit feu de chagrin*.  
**THÉÂTRE DU RELAIS** (357-46-78), 20 h 30 : *Hédo*.  
**THÉÂTRE 13** (588-16-30), 20 h 30 : *le Piège de Méduse*.  
**THÉÂTRE 18** (236-47-47), 22 h : *la Vieillesse*.  
**THÉÂTRE PRÉSENT** (203-02-55), 20 h 30 : *l'Opéra de quat'sous*.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-70-80), 20 h 30 : *la Petite amie*.  
**TRISTAN-BERNARD** (522-08-40), 20 h 30 : *les Dix Petits Nègres*.  
**UNION** (770-90-94), 20 h 30 : *Vol au-dessus d'un nid de coucou* (en anglais).

**Le music-hall**  
**BORINO** (324-74-84), 20 h 45 : *le Cirque Imaginaire*.  
**CASINO DE PARIS** (285-00-39), 20 h 30 : *Drôles de femmes*.  
**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS** (271-82-20), 20 h 30 : *Zanzara-Moustiques*.  
**ÉLYSÉE-MONTMARTRE** (252-25-15), 21 h : *Montmartre Folle*.  
**OLYMPIA** (742-25-49), 21 h : *les Compagnons de la chanson*.  
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), 20 h 30 : *Armal Le Dakha*.  
**TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN** (607-57-53), 21 h : *Perra Antino et Sacro Momo*.  
**TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES** (260-44-41), 21 h 30 : *H. Molina*, *W. Rios*, *C. Perez*.

**La danse**  
**PALAIS DES CONGRÈS** (758-13-05), 20 h 30 : *Le Lys des cygnes*.  
**TH. 18** (236-47-47), 20 h 30 : *l'Opéra de cœur*.  
**TH. DE PARIS** (280-09-30), 20 h 30 : *Ballet de Rhin*.  
**TH. DU ROND-POINT** (256-70-80), 20 h 30 : *Ballet Russe*.

**Les concerts**  
**LUCERNAIRE**, 19 h 45 : *A. Poller*, *J.L. Seyer* (Schubert, Dvorak, Ravel); 21 h : *A.M. Bagoll-Bando*, *R. Hime*, *H. Duhamel*, *P. Gato-Lima*, *(Bach, Schubert, Poulenc)*.  
**THÉÂTRE CONSTANCE**, 20 h 45 : *P. Lambert*, *M. Lusinchi*.  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 20 h : *Orchestre de Paris*, dir. : *D. Barenboim* (Mozart).  
**SALLE PLEYEL**, 20 h 30 : *Orchestre philharmonique*, dir. : *H. Soudant* (Liszt, Mahler).  
**RADIO-FRANCE AUDITORIUM 105**, 20 h 30 : *Jeunes compositeurs et interprètes* (Bartók, Debussy, Ravel).  
**ÉGLISE DES BELLETTES**, 21 h : *Ensemble Arts baroques*.  
**ÉGLISE SAINT-HIPPOLYTE**, 21 h : *La Camerata de Montpelier*, dir. : *J.M. Jallaud* (Brahms, Bartók, Calmel).

**Jazz, pop, rock, folk**  
**ARC** (723-61-27), 18 h 30 : *D. Cobbi*, *A. Hervé*, *O. Hutmann*; 20 h 30 : *Ch. Escouffé*, *P. Michelot*, *R. Urrutegui*; 22 h : *la Surprise*, *M. Marmode*, *S. Goussier* et *J. Malin*.  
**ATMOSPHÈRE** (249-74-30), 22 h 30 : *Les Papilles*; 20 h 30 : *Ovo*.  
**CAYEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-02), 21 h 30 : *D. Dore*.  
**DEJAZET** (887-28-56), 21 h 30 : *Ch. de Dindard*, *microphone*.  
**CLUB DES DISCOTEQUES**, 21 h 30 : *S. Lacy*.  
**FORUM** (297-93-39), 21 h : *Apartheid not* - *Rois faillants*.  
**MEMPHIS MELODY** (329-60-73), à partir de 20 h : *M. Anconina*.  
**NEW MORNING** (323-51-41), 20 h 30 : *Ensemble 2EIM* (Mikros, Bayle).  
**LE PALAIS** (246-10-67), 23 h : *Costi Mundi*.  
**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90), 20 h 30 : *les Stars*.  
**PETIT JOURNAL** (326-29-59), 21 h 30 : *W. G. S. et O. C.*.  
**PETIT OPORTUN** (236-01-36), 23 h : *E. Le Lann*, *O. Hutmann*, *C. Alvim*, *B. Lual*.  
**RADIO-FRANCE**, Grand Auditorium 184, 20 h 30 : *Ensemble 2EIM* (Mikros, Bayle).  
**SLOW CLUB** (233-84-30), 21 h 30 : *Cl. Luter*.  
**TH. DE PARIS** (280-09-30), 21 h : *F. Courcier*.

**En région parisienne**  
**L'HAY-LES-ROSES**, Rosière, 18 h 30 : *Ensemble 2EIM* (Mikros, Bayle).  
**MALAKOFF**, Th. 71 (655-43-45), 21 h : *Jazz Art* - *Couleurs du temps*.  
**MONTREUIL**, 25 h 30 : *Ensemble 2EIM* (Mikros, Bayle).  
**NANTIERRE**, Th. des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 : *les Paravents*; 21 h : *Combat de nègre et de chiens*; 22 h : *la Vieillesse*; 23 h : *la Surprise*.  
**SAINT-DENIS**, Festival (242-00-59), 20 h 30 : *Orchestre national de France*, dir. : *S. Ozawa* (Mahler); 21 h : *la Légion d'honneur*, le 24 h : *W. Christie* (Monteverdi, Rameau).  
**LE PETIT CASINO** (278-36-50), 21 h : *Guidé des conventions 1919*; 22 h 30 : *Vivres pour l'homme*.  
**POINT-VIRGULE** (278-47-03), 20 h 15 : *Troubles de vie*; 21 h 30 : *Cassanova's babies*; 22 h 30 : *l'Argent de Dieu*.  
**SENTER DES HALLES** (236-37-77), 18 h 30 : *les Contes croissants*; 20 h 15 : *On est pas des pigeons*; 22 h : *Vous descendez à la province*.  
**SPLENDO SAINT-MARTIN** (208-21-93), 22 h : *M. Sargent*.  
**THÉÂTRE DE DIX HEURES** (606-07-48), 20 h 30 : *Gobbie up stories*; 22 h 30 : *Romelliste et Juliet*.  
**LE TINTAMARRE** (887-33-82), 20 h 15 : *am. 24 h*; 21 h : *Phédo*; 21 h 30 : *Appuyez-vous*.  
**VIEILLE GRILLE** (707-60-93), 21 h : *Métamorphoses d'une mélodie*.

**Les chansonniers**  
**CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h : *Francis, J'ai mal à mes sous*.  
**Les comédies musicales**  
**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), 21 h : *Phi-Phi*.

**PRINTemps**  
**DE LA JEUNE CRÉATION**  
 (Quartier des Halles)  
 (547-50-85)  
**THÉÂTRE** : Th. de l'Épicerie, à 20 h 30 : *Cie J.-M. Boyer*.  
**DANSE** : Espace de l'Épicerie, à 18 h 30 et 20 h 30 : *Cie Stigmata*.  
 Casse-Lentore, Rubens, Dumas, Gall, laumes, Bon production-M. Lallier-Frédéric, M.O.T.U.S. Dume, Roudam.  
 Galerie des Lombards, 20 h 30 : *Samuel laud Djin concept*.

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinéma-thèque

**CHAILLOT (784-24-24)**  
 15 h : *Jeune fille qui meurt d'ennui*, de M. Allégret; 19 h : *Festival de Cannes 83*.  
 Un certain regard : le Certificat d'admission, de M. Y. Baudry; *Caméra d'Affrique*, de P. Bouchaud; 21 h : *la Bête humaine*, de P. Perret.

### Les exclusivités

**AMÉRIQUE TEENAGERS** (A., v.f.), *Parvane*, 13 (331-60-74).  
**AMÉRIQUE INTERDITE** (A., v.f.), *Rio Opéra*, 2 (742-83-54).  
**ANNA** (A., v.f.), *Républica*, 11 (805-51-33).  
**L'ANNÉE DE TOUTES LES DANGERS** (A., v.f.), *Forum Opéra Express*, 1 (233-63-63); *St-Germain Village*, 9 (633-63-20); *Marignan*, 9 (359-92-42); *Paradis*, 14 (320-12-06); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); *V.F.*: *Gaumont*, 13 (742-60-33); *Faust*, 13 (331-60-74); *Montparnasse*, 14 (320-12-06); *Musil*, 16 (651-99-75); *Gaumont*, 14 (636-10-96).  
**L'ARGENT** (A., v.f.), *Impérial*, 2 (742-72-52); *Hemicycle*, 6 (633-79-38); *Colisée*, 6 (359-92-42); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**ATOMIC CAFE** (A., v.f.), *Cinéma*, 6 (633-10-82).  
**LES AVENTURES DE PANDA** (A., v.f.), *Temple*, 9 (272-94-50).  
**LES AVENTURES DE L'ARCHAË** (A., v.f.), *Trois Hauts*, 9 (770-47-55).  
**LES AVENTURES DU BOUT DU MONDE** (A., v.f.), *Ensemble*, 9 (359-92-42); *U.G.C. Opéra*, 2 (633-63-20); *U.G.C. Montparnasse*, 6 (544-14-27).  
**LE BATARD** (A., v.f.), *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**LA BELLE CAPTIVE** (A., v.f.), *Denfert* (Rip), 14 (331-61-01).  
**LA BÊTE NOIRE** (A., v.f.), *Forum*, 1 (297-53-74); *Saint-Germain*, 9 (354-50-91); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**MEADE RUNNER** (A., v.f.), *Opéra*, 2 (359-92-42); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**CAROLINE** (A., v.f.), *le Marquis*, 6 (278-47-47).  
**C'EST FACILE, C'EST RAPIDE** (A., v.f.), *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**LE CHOIX DE SOPHIE** (A., v.f.), *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42); *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42); *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42); *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42).  
**DANS LA VILLE BLANCHE** (A., v.f.), *Ciné Beaubourg*, 3 (271-52-36); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**DE MAO À MOZART** (A., v.f.), *St-Ambroise*, 11 (770-89-16).  
**DARK CRYSTAL** (A., v.f.), *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**LA DEBELLITA** (A., v.f.), *Studio des Usines*, 9 (354-50-91).  
**L'ÉTÉ MEURTRE** (A., v.f.), *Gaumont*, 13 (742-60-33); *St-Germain*, 9 (354-50-91); *St-Germain*, 9 (354-50-91); *St-Germain*, 9 (354-50-91).  
**GEORGE V**, 8 (362-41-46); *Saint-Lazare-Passy*, 9 (387-35-40); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Nation*, 12 (343-04-67); *Faust*, 13 (331-60-74); *Montparnasse*, 14 (320-12-06); *Montparnasse*, 14 (320-12-06); *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42); *U.G.C. Opéra*, 2 (359-92-42).  
**Victor Hugo**, 16 (727-49-75); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Gambetta*, 20 (636-10-96).  
**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (A., v.f.), *Forum Opéra Express*, 1 (233-63-63); *Quintette*, 9 (633-70-38); *George V*, 8 (362-41-46); *St-Germain*, 9 (354-50-91); *St-Germain*, 9 (354-50-91); *St-Germain*, 9 (354-50-91).  
**DIVA** (A., v.f.), *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**EDUCATION ALGÈRE** (A., v.f.), *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**FAITS DIVERS** (A., v.f.), *Olympie*, 14 (361-10-80); *Olympie*, 14 (361-10-80); *Paradis*, 14 (320-12-06); *Paradis*, 14 (320-12-06).  
**FANNY ET ALEXANDRE** (A., v.f.), *Olympie*, 14 (361-10-80); *Olympie*, 14 (361-10-80); *Olympie*, 14 (361-10-80); *Olympie*, 14 (361-10-80).



SPECTACLES

PIÈGE MORTEL (A. v.a.) : Paramount Mercury, 9 (562-75-90).

LES PLANQUES DU RÉGIMENT (F.L.) : France 3, 9 (770-33-48) ; Météo, 13 (770-72-86) ; Fautou, 13 (331-56-86) ; Paramount-Montparnasse, 13 (329-90-10) ; Clichy-Peche, 13 (522-46-01).

QUARANTE-HUIT HEURES (A. v.a.) : Paramount City Triangles, 9 (562-45-76) ; V.E. : Paramount Optica, 9 (742-56-31).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.a.) : Météo, 9 (278-47-86) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44).

ROLLING STONES (A. v.a.) : Quintette, 9 (633-79-38) ; Aubert, 9 (359-19-08) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Kinopax, 13 (306-50-50) ; Paris-Clichy, 13 (522-46-01).

SAMANTHA, ILE DES PASSIONS (F.L.) : Arcades, 9 (233-54-58) ; Marbeuf, 9 (225-14-45) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44).

LES TRAQUES DE L'AN 2000 (A. v.a.) : Emission, 9 (359-15-71) ; V.E. : Montparnasse, 13 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; Paramount Gaieté, 13 (380-18-03).

TOOTISSE (A. v.a.) : Clichy Eclat, 9 (354-20-12) ; Biarritz, 9 (723-69-23) ; V.E. : U.G.C. Optica, 9 (261-50-32).

LA TRAVIA (A. v.a.) : Versailles, 9 (742-97-52) ; Monte-Carlo, 9 (225-09-83).

LA ULTIMA CENA (Cub. v.a.) : H. sp. Denfert, 14 (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A. v.a.) : Quintette, 9 (633-79-38) ; Marbeuf, 9 (359-19-08) ; Paramount, 14 (329-92-82) ; Paris-Clichy, 13 (336-22-44).

UNE JEUNESSE (F.L.) : Paramount LE VERT (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 9 (326-90-23).

VICTOR, VICTORIA (A. v.a.) : St-Michel, 9 (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (F.L.) : Studio Clichy, 9 (354-89-22).

ZIG ZAG STORY (F.L.) : Elysées-Lacoin, 9 (359-66-14).

ZOMBIE (A. v.a.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

Les festivals

FESTIVAL DES FILMS MUSICAUX (A. v.a.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-63-74) ; Reggae Sonalsh.

FESTIVAL MARK BROTHERS (A. v.a.) : Action-Eclat, 9 (352-70-07) ; Un jour d'été.

LES GRANDS SUCCES D'EL BOCART (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 9 (354-47-62) ; Key Largo.

CINEMA SOVIETIQUE (A. v.a.) : Cosmos, 9 (544-28-80) ; 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Clichy.

MARILYN MONROE (A. v.a.) : Studio de la Contraste, 9 (325-78-37) ; 16 h 15, 20 h 05 ; Sept ans de réflexion ; 18 h 20, 22 h 05 ; la Rivière sans retour.

ANDRÉ MAZIN, LES CINEMA FRANÇAIS DE LA LIBERATION A L'ACTUEL (A. v.a.) : NOUVELLE VAGUE ; Studio 43, 9 (770-63-40) ; 18 h : Les trois font la paire ; 20 h : Le jour se lève ; 22 h : Espoir, Nuit et Bravoure.

FESTIVAL A. TARKOVSKY (A. v.a.) : République Cinéma, 11 (805-51-33) ; 19 h 30, 22 h 15 ; Stalder.

LES GRANDES REPRISES DE L'ESCUVAL (A. v.a.) : Emission, 13 (707-28-04) ; 13 h 30 : la Grande Illusion ; 15 h 50 : Jour de colère ; 17 h 30 : Zorba le Grec ; 20 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 22 h 30 : les Mistral.

CLINT EASTWOOD (A. v.a.) : Olympia, 13 (245-67-02) ; 15 h, 18 h, 20 h 5, 22 h 10 ; Magnat Force.

FESTIVAL WESTERN (A. v.a.) : Grand Palais, 15 (554-46-85) ; 13 h 45, 16 h 30, 19 h 15, 22 h : Il était une fois la révolution.

PROMOTION DU CINEMA (A. v.a.) : Studio 28, 13 (606-36-07) ; Revue Jimmy Dean, reviens.

Les séances spéciales

AMERICAN CICLO (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14) ; 16 h.

ALIEN (A. v.a.) : Emission, 13 (707-28-04) ; 22 h 35.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (A. v.a.) : C. Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-16) ; 16 h 15.

BLUR COLLAR (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; 12 h, 24 h.

CASANOVA UN ADOLESCENT A VENISE (F.L.) : C. Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-16) ; 20 h 20.

DIALOGUE DE ROME (F.L.) : Olympia Entrepris, 14 (542-67-42) ; 18 h.

DIVINE MADNESS (A. v.a.) : Saint-Lambert, 9 (532-91-68) ; 19 h.

LES DUELLES (A. v.a.) : Ranelagh, 16 (288-64-44) ; 18 h 15.

ELEPHANT MAN (A. v.a.) : Timples, 9 (272-94-56) ; 22 h 13.

LES ENFANTS DU PARADIS (F.L.) : Ranelagh, 16 (288-64-44) ; 20 h 30.

LA FELINE (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; 12 h et 24 h.

LA FEMME D'A CÔTÉ (F.L.) : Timples, 9 (272-94-56) ; 20 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14) ; 20 h 15.

LETTERES D'AMOUR EN SOMALIE (F.L.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; 12 h.

LEI MARLEN (A. v.a.) : Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-32) ; 14 h, 16 h 15.

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A. v.a.) : Studio Gaieté, 9 (354-23-70) ; 14 h, 18 h 20.

MASCULIN-FEMMININ (F.L.) : Saint-André-des-Arts, 9 (326-48-18) ; 24 h 10.

LE MILLIARDAIRE (A. v.a.) : Clichy, 9 (633-10-82) ; 17 h 10.

LA MORT AUX ENCHÈRES (A. v.a.) : C. Calypso, 13 (380-30-11) ; 21 h 30.

ORANGE MECHANIQUE (A. v.a.) : (\*) : Studio Gaieté, 9 (354-23-70) ; 20 h 25.

POSSESSION (F.L.) : Denfert, 14 (321-41-01) ; 16 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14) ; 22 h.

REVE DE SINGE (F.L.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14) ; 18 h 15.

SANS RETOUR (A. v.a.) : Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-32) ; 22 h 35.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.a.) : Studio Gaieté, 9 (354-23-70) ; 22 h 45, 0 h 30.

VU

Faites quelque chose !

C'est beau, c'est grand le République, je parle de la place, celle que vient nourrir, aux heures exultantes des « maris » et des « défilés », le peuple de Paris. Celle qui répond à la Nation dans un défilement fraternel de citoyens en lutte pour plus de justice et d'égalité. Regardez-les : ils sont Français. Ils sont chez eux. Ils défendent leurs droits. Ils sont Blancs. A deux pas de là, rue Bérange, des hommes disputent aux rats les cinq étages entiers d'un appartement, un véritable cloaque sans eau courante, sans électricité, sans lit. Des hommes réduits à déposer leurs excréments dans des sacs-poubelles qui viennent s'écraser dans la cour de l'immeuble. Regardez-les. Ils sont Congolais. Ils ne sont pas chez eux. Ils n'ont aucun droit. Ils sont Noirs.

Fourcent, d'où qu'ils viennent, de Haïti, du Zaïre, du Bénin, du Sénégal ou du Ghana, ils travaillent eux aussi, pour la plupart, ils se mêlent à nous, jour après nuit, sur les chantiers, dans les ateliers. Bonjour, bonsoir, après le boulot, fini, terminé, on ne les connaît plus. Ils disparaissent. Ils s'effacent dans l'ombre. Ils s'effacent dans d'énormes goulottes, des foyers empuantis, d'énormes meubles. Ils se partagent à seize 15 mètres carrés de misère et de chagrin.

Et, attention, s'ils sont là - ça, on ne l'a pas dit mercredi soir

sur TF 1 (« La France noire ») - c'est parce qu'on leur a facilité l'entrée en clandestinité dans ce pays de rêve, ce pays, leur affirmation, où coulent le lait et le miel. Qui, « on » ? Des milliers plus ou moins pourris destinés à nous procurer une main-d'œuvre au rabais, sans papiers, sans sécurité d'aucune sorte, un sous-prolétariat incapable - le moyen ? - de s'intégrer. Et bien décidé, du coup, à épingler sous une auréole de dreadlocks façon Noé son « identité de Black » ou de rasta. Qu'ils se fassent prêter pour trafic de « dopa » ou d'herbe, c'est moins méchant, seul moyen, nous disaient-ils à l'écran, de ne pas crever de faim.

A voir et à revoir ces images de la honte, atroces, indignes d'une démocratie, on finit par se mettre en boule. Après tout, ce n'est pas vous, pas moi, qui pourrions y changer quoi que ce soit. Ce sont nos élus. Ceux à qui nous donnons la pouvoir. Dieu sait s'ils le veulent ! - de gérer nos municipalités. Au lieu de s'effacer en vue des prochaines régionales, ils feraient mieux de s'entendre et de se partager les devoirs de l'hospitalité la plus élémentaire. Et le plus nécessaire si l'on ne veut pas admettre à jamais notre image de marque, celle de la Révolution.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Fillioud devant les syndicats de l'audiovisuel public Rigueur, concertation, diversification

Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a dressé, mercredi 22 mai, un bilan de la politique audiovisuelle du gouvernement devant les représentants syndicaux des sociétés issues de P.O.R.T.F. Cette réunion a été l'occasion pour M. Georges Fillioud de faire le point sur la mise en place de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982 et d'annoncer de nouvelles dispositions.

La date choisie par M. Fillioud pour sa seconde rencontre avec ce véritable forum de l'audiovisuel public (une cinquantaine de représentants) n'est pas fortuite. Elle correspond à la veille de la dernière phase des discussions entre les partenaires sociaux sur le problème difficile de la convention collective qui concerne dix-huit mille personnes environ. Le secrétaire d'Etat, qui assure la tutelle des organismes issus de P.O.R.T.F., avait déjà enjoint à l'Association des employeurs (qui regroupe les directions de ces organismes) et aux syndicats de conclure un accord au plus tard le 30 juin. Pour donner un « coup de pouce » aux négociations, il a annoncé une série de mesures répondant à des problèmes apparus lors des discussions.

Une Commission de la mobilité est créée (Journal officiel du jeudi 23 juin). Elle sera chargée de tenir un répertoire permanent des postes disponibles dans les différentes sociétés afin de faciliter la mutation des personnels entre catégories et entre organismes. Une Fonde d'assurance formation sera mise en place pour favoriser les recyclages. Enfin, un comité de coordination de la production devrait se réunir régulièrement pour instituer une transparence dans les choix effectués par les directions des sociétés de programme en matière de création.

L'objectif avoué de ce comité, dont la périodicité reste à fixer, est de mettre au grand jour les coproductions et d'assurer « une intégration de la S.F.P. (Société française de production) plus profonde et plus harmonieuse » à l'ensemble de la production.

En marge de ces dispositions, M. Fillioud n'a pas caché que l'audiovisuel avait de ce comité, dont la périodicité reste à fixer, est de mettre au grand jour les coproductions et d'assurer « une intégration de la S.F.P. (Société française de production) plus profonde et plus harmonieuse » à l'ensemble de la production.

Un comité de coordination de la production devrait se réunir régulièrement pour instituer une transparence dans les choix effectués par les directions des sociétés de programme en matière de création.

En marge de ces dispositions, M. Fillioud n'a pas caché que l'audiovisuel avait de ce comité, dont la périodicité reste à fixer, est de mettre au grand jour les coproductions et d'assurer « une intégration de la S.F.P. (Société française de production) plus profonde et plus harmonieuse » à l'ensemble de la production.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-8

Téléphone (le soir) : 707-85-84

COMMUNICATION

Jeudi 23 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Dessin sur un trottoir. D'après R. Sabatier, adapt. et réal. M. Cloche, avec P. Lemaire. Un ferronnier d'art moderne, le cinquantenaire, partage sa vie entre son journal et sa douce maîtresse. Tout du moins tranquille jusqu'à un fatal coup de cœur pour une nymphette qui le dépouillera. Lyrique et clichés.

22 h 15 Contre-enquête. Magazine de faits divers, d'A. Hoang. Cinq reportages sur la femme la plus forte du monde, une personne licenciée, un instituteur accusé de « tendresse ».

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

PAUL DREYFUS SOEUR EMMANUELLE

Elle vit au cœur du bidonville des chiffonniers du Caire

Editions Le Centurion

20 h 35 Révolutions. Magazine des droits de l'homme, de M. Tholouze. De connaître de ce magazine, le dernier avait les vacances (il reprendra à la rentrée) : un reportage de Shalizi Akbar sur les enfants soldats en Afghanistan ; un reportage de Charles Enderlin sur le Liban ; la justice lactée par Hervé Brusini ; les Refuznik par Bernard Langlois ; Alain Sautin ; Washington Carrasco. Le « coup de cœur » vient de M. Makulu Ndaye, porte-parole pour le collectif d'action pour l'unité des peuples africains. Son invité : Jacobo Timerman et M. Chirinsky.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Spécial vampire, Screamin, Jay Hawkins, mode-rock.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Ciné-passion. De M. C. Barault.

20 h 40 Film : Mes chers amis. Film italien de M. Monicelli (1975), avec P. Nourst, U. Tognazzi, G. Moschin, B. Blier, A. Coli, D. del Prete (Rediffusion).

A Florence, quatre amis d'âge mûr font ensemble de joyeux vireos et se livrent à des farces pendules. C'est pour eux un moyen de masquer leurs blessures affectives ou leurs vies ratées. Une des plus grandes comédies italiennes des années 70, réalisée par Monicelli en hommage à Pietro Germi, qui l'avait écrite avant sa mort. Étonnant alliage d'humour débridé, d'émotion profonde, de désenchantement, d'angoisse de la vieillesse. Et quels acteurs !

22 h 25 Journal.

22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnes Varda. L'album imaginaire de Robert Delpeire, par un fonctionnaire.

23 h Prélude à la nuit. « Kottentrion », de M. Blaise, par les solistes de Marseille sous la direction de D. Erli.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la recherche chirurgicale aujourd'hui.

20 h, « Frère de notre Dieu », de K. Wójtyła, texte français de Z. Bobkiewicz et J. Offredo.

22 h 30, Nuits magiques : bonsoir la compagnie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Festival de Saint-Denis, en direct de la basilique) : Symphonie « Réurrection » de Gustav Mahler par l'Orchestre national de France, dir. S. Ozawa, sol. J. Norman, S. Armstrong.

22 h 30, Fréquence de nuit : portraits de Lotte Lenya, Zarah Leander.

Vendredi 24 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h H.F. 12 (info).

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 50 Sortes ouvertes.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rira.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Les uns pour les autres.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Cocoboy. Émission de S. Collaro et M.-F. Brière. Rires obligés avec G. Montagné, Ph. Bruneau et les autres.

21 h 40 Télévision de chambre : A toute allure, de R. Kramer, prod. par l'I.N.A., avec L. Duthilleul. Deux adolescents, Serge et Nelly, dans un univers de chrome, vires folles et néons criards. Ils sont à l'image d'une jeunesse prise entre le chômage, la tentation de la sexualité et le rêve d'une gloire qui leur apporterait leurs potins à roulettes. Kramer joue sur une esthétique tout en surface ; un art subtil, parfois proche du spot publicitaire.

22 h 50 Histoires naturelles : La chasse à l'arc. Émission d'Alain Lalou, J. Barère et J.-P. Fleury.

23 h 20 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPIE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Séries : Les amours des années folles.

14 h 5 Auteurs d'hui la vie.

Yvette Roudy, le bilan.

15 h Tennis à Wimbledon.

18 h Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Séries : Par ordre du roy. De P. Dumay, réal. M. Mitran. Avec C. Jean, P. Clément, J.-P. Darnas. Des aventures tragiques d'une marquise dépouillée et sauvagement dépeçée par deux scélérats : une chronique de la vie au XVIII<sup>e</sup> siècle.

21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Le cœur dans tous les états », sont invités : C. Audry (la Statue), M. Bouchy (C'était pour tant l'été), G. Dureau (Chirurgie à cœur ouvert), M. Schneider (Mère Merveille) et J. d'Ormesson (pour Soma, C. Botta).

22 h 58 Journal.

23 h 5 Ciné-club (cycle les années 70) : Extérieur nuit. Film français de J. Bral (1979), avec C. Boisson, A. Dussolier, G. Lavain, J.-P. Sentier, E. Margoni. Un musicien de jazz large les amours, s'installe chez un ami, vaguement kerbain et tombe amoureux d'une fille chauffeur de taxi, farouchement indépendante et parfois dangereuse. Film d'une dérive où les personnages contemporains traitent encore les rêves de mai 68. Monde de la nuit, étincelles de passion et de violence. Des auteurs d'hommes.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre. Vacances pour tous.

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DES OUVRIERS DU LIVRE

A l'appel de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T., la journée nationale d'action du mercredi 22 juin a vu, à Paris notamment, des rassemblements de militants syndicaux devant le siège de différents syndicats patronaux, ainsi que devant le ministère de l'Industrie et de la recherche et le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication.

Des arrêts de travail partiels (deux heures) ont eu lieu à cette occasion, mais, hormis la Dépêche du Midi à Toulouse et Centre-Presses à Rodez, la plupart des journaux ont pu paraître normalement mercredi, malgré des retards. La F.F.T.L.-C.G.T., qui avait été rejointe dans son analyse par la F.T.I.A.A.C.-C.F.D.T., voulait ainsi donner un double avertissement : au patronat, mais aussi au gouvernement, que les responsables du Livre jouent « trop frileux » pour la relance de la reconquête du marché intérieur.

Le Livre C.G.T. entend lutter contre « le démantèlement des industries graphiques, l'impression de titres d'étranger, la sollicitation d'achat, la concentration croissante dans la presse », et réclame le maintien de l'emploi et une consultation en vue de la préparation d'un futur statut véritable de la presse.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 23 JUIN

— M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., participe à l'émission « C'est à vous », de TF 1, à 18 heures.

— M. Jean-Maxime Lévesque, ancien président du C.C.F., président de l'association UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité), est l'invité de l'émission « Le temps de dire », sur Radio-Service Tour-Eiffel, à 19 heures (101.4 MHz, Paris).

VENDREDI 24 JUIN

— M. Jacques Barrot, secrétaire général du C.D.S., député U.D.F. de la Haute-Loire, répond aux questions des téléspectateurs dans l'émission « C'est à vous », sur TF 1, à 18 heures.



# INFORMATIONS « SERVICES »

UNANIMITÉ A LA COMMISSION DES SITES

## Un plan pour maîtriser la publicité dans Paris

Le visage de la capitale va changer. Les réclames agressives qui dépareraient certains sites parisiens vont disparaître dans les mois à venir. En revanche, dans les rues commerçantes, aux portes de la ville et près des gares, les aides publicitaires pourront se donner libre cours. On verra effigier les enseignes comme à Brooklyn et se projeter sur des panneaux de saillantes images en relief.

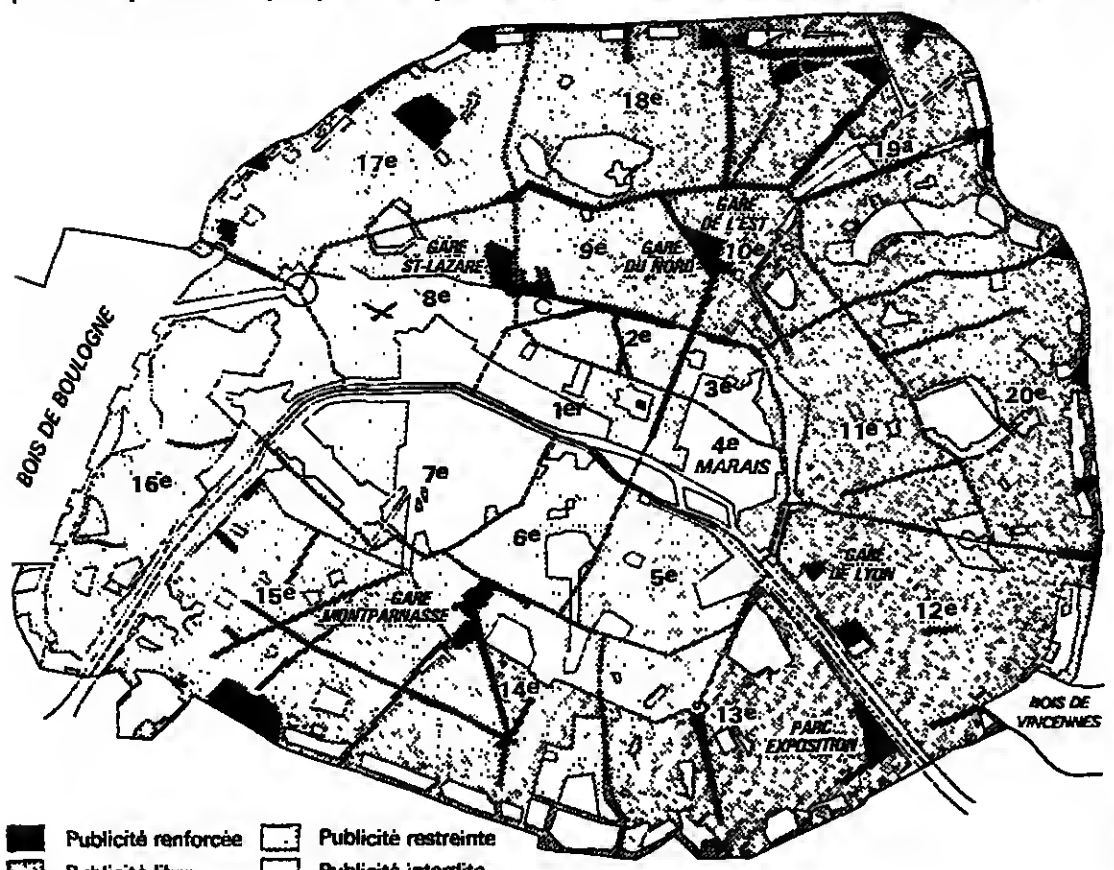
Cette transformation - un peu plus de respect ici, un peu plus

ment « battu » quartier par quartier et même rue par rue.

La capitale regorge de monuments historiques, lieux prestigieux et sensibles. Treize arrondissements sur vingt sont inscrits à l'inventaire des sites. La publicité doit y être évidemment tenue en lisière. Mais on ne peut pas non plus brimer cette expression de vitalité commerciale, priver tous les quartiers de cette animation des murs que sont les enseignes et les affiches, ou gêner enfin une profession qui a le droit de

centre, la périphérie du seizième, Montmartre, la place de la Nation, les alentours du bassin de la Villette, du parc Monceau et du parc Montsouris. Les panneaux Decaux qui y sont plantés ne seront pas enlevés, mais il n'y en aura pas d'autres. Les publicités lumineuses de couleur et éblouissantes sont proscrites.

A elles seules, ces deux premières zones représentent 42 % de la surface de Paris. C'est là qu'on devrait voir disparaître les « verrues » publicitaires les plus inconvenantes.



Publicité renforcée Publicité restreinte  
Publicité libre Publicité interdite

d'imagination ailleurs - va résulter de l'application d'un véritable « plan de la publicité à Paris » qui a été adopté à l'unanimité par la commission départementale des sites, le 21 juin (1). Il restera à le faire préciser sur quelques points de détail par la commission supérieure des sites, le 29 juin, puis à le faire adopter par le Conseil de Paris avant que M. Jacques Chirac ne l'officialise par un arrêté municipal. Mais l'essentiel du travail est fait, puisqu'un accord a été obtenu après de longues négociations.

Bien entendu, la publicité était déjà réglementée depuis longtemps dans la capitale comme sur l'ensemble du territoire, mais les textes n'étaient guère appliqués. Une certaine anarchie régnait, source d'abus et de mécontentement (2). Aussi une nouvelle loi, votée en 1979, y a-t-elle mis bon ordre. Elle a prévu que dans chaque département un groupe de travail composé d'élus, de fonctionnaires, de représentants d'associations et de professionnels élaborerait une réglementation adaptée au « terrain » et dresserait une carte des zones de restriction ou de liberté publicitaire. Un tel groupe a travaillé pendant deux ans à Paris sous la houlette de M. Pierre-Charles Krieg, député (R.P.R.), conseiller de Paris et adjoint au maire. Il n'a pas fallu moins de vingt-deux séances pour mettre tout le monde d'accord. On s'est littérale-

ment. En outre, la ville est liée par contrat à des professionnels qui utilisent notamment 1 800 affiches, 350 kiosques à journaux, 440 colonnes Morris et 900 panneaux. La location de ces emplacements confortera cette année le budget municipal de 65 millions de francs.

### Quatre zones

On a donc essayé et, apparemment, réussi à concilier les exigences des protecteurs et celles des publicitaires. La ville a été divisée en quatre zones, comme l'indique le plan que nous publions ci-contre.

A l'exception des enseignes, toute publicité est désormais interdite autour des monuments historiques, des sites classés, dans les secteurs sauvegardés, sur les quais de la Seine et les berges des canaux, dans les espaces verts et les stades scolaires. Cette zone blanche couvre en gros le centre historique de la capitale, du Louvre à l'Étoile, le Marais, le septième arrondissement, les bois de Vincennes et de Boulogne, le Jardin des plantes, le Champ-de-Mars, le Luxembourg, les émetteurs, etc.

A condition qu'elle soit discrète dans son aspect et ses dimensions, une publicité dite « restreinte » est autorisée dans une vaste zone qui couvre les huit arrondissements du

Dans les arrondissements dits « périphériques » (du neuvième au vingtième), la publicité est permise. Elle pourra se hisser sur les toits et user de tous les artifices de la lumière électrique. Mais elle reste soumise aux prescriptions générales de la loi de 1979.

Enfin, aux portes de Paris, le long de certaines artères commerçantes, près des gares, des zones industrielles et du Parc des expositions, la publicité dite « élargie » bénéficie d'un régime très libéral. Elle peut être très dense, s'étaler en grande dimension, orner les balcons, s'élever à la hauteur des tours, utiliser le laser pour projeter au loin ses images.

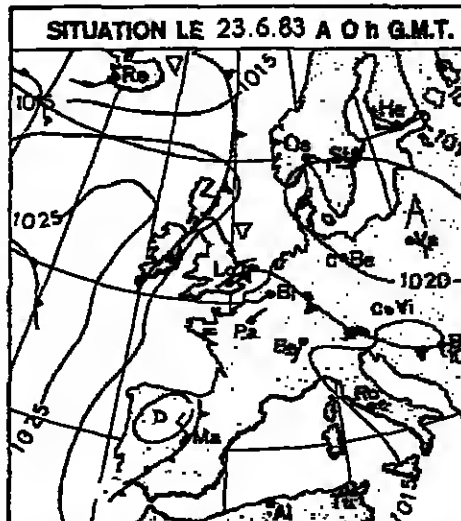
En matière de publicité, on ne fera donc plus, à Paris, d'importance, qu'il n'y a rien à faire, n'importe où, n'importe comment. Le plan qui vient d'être adopté pourra d'ailleurs être amélioré à l'usage. La commission des sites a demandé au groupe de travail de continuer à se réunir tous les trimestres pour se suivre l'application et proposer les correctifs qui s'imposeraient.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) La commission des sites de Paris, que préside le préfet, compte vingt membres : cinq conseillers municipaux, plusieurs fonctionnaires, des personnalités qualifiées et deux représentants d'associations.

(2) Lire l'article d'André Jacob dans le Monde daté 23 juin 1983.

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 23 juin à 6 heures et le vendredi 24 juin à minuit.

La France sera sous l'influence d'une zone orageuse faiblement dépressionnaire et bien calée entre deux zones de hautes pressions encadrant le pays à l'est et à l'ouest.

Vendredi : il fera encore chaud sur l'ensemble du pays dès le matin, 19 ou plus presque partout. Le ciel sera généralement bien dégagé sur la moitié sud ; sur la moitié nord des bancs de brouillards denses dans les vallées et les régions forestières seront assez lents à se dissiper.

Quelques orages ponctuels résiduels des orages nocturnes à l'est et au nord de la Seine.

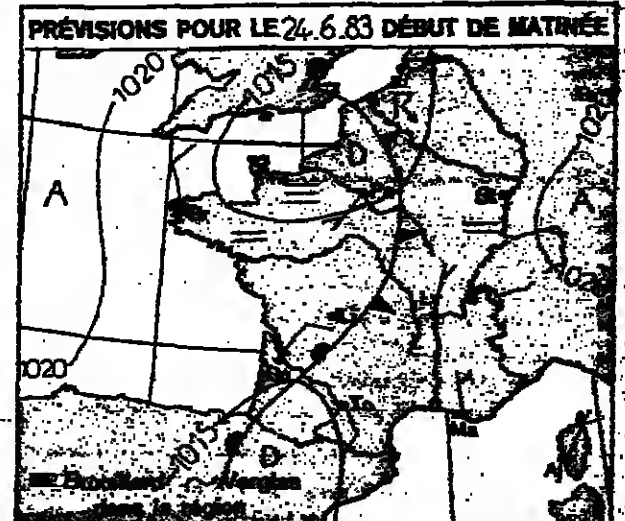
Progressivement en cours de journée le temps souvent bien ensoleillé deviendra lourd et orageux. Les risques d'orages seront plus importants sur les Pyrénées, l'Aquitaine, les Charentes, la Vendée et le sud de la Bretagne. Sur les autres régions, les orages seront ponctuels et peu nombreux.

Les températures de l'après-midi seront comprises entre 25° et 30°. Quelques points supérieures à 30° sont possibles sur l'extrême est.

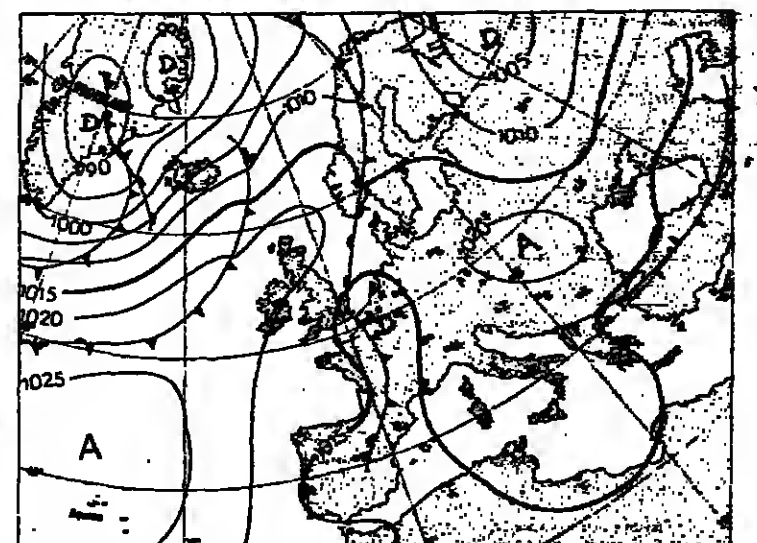
Les vents seront faibles dans l'ensemble. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 23 juin, à 8 heures, de 1 015,2 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 juin ; le second le minimum dans la nuit du 22 au 23 juin) :

Alger, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 21 et 16 ; Bordeaux, 21 et 16 ; Bourges, 26



PRÉVISIONS POUR LE 24 JUNE À 0 HEURE (G.M.T.)



et 13 ; Brest, 20 et 12 ; Caen, 16 et 12 ; Cherbourg, 20 et 10 ; Clermont-Ferrand, 25 et 11 ; Dijon, 25 et 14 ; Grenoble, 25 et 12 ; Lille, 27 et 14 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille-Marseille, 24 et 15 ; Nancy, 26 et 12 ; Nantes, 25 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 28 et 13 ; Pau, 25 et 16 ; Perpignan, 26 et 17 ; Rennes, 25 et 14 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 25 et 15 ; Toulouse, 24 et 16 ; Poitiers-Poitiers, 32 et 27.

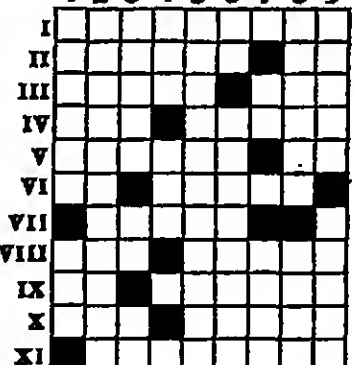
Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 17 degrés ; Amsterdam, 29

et 17 ; Athènes, 27 et 19 ; Berlin, 24 et 11 ; Bonn, 30 et 13 ; Bruxelles, 27 et 14 ; Le Caire, 37 et 25 ; Les Canaries, 24 et 20 ; Coppenhague, 17 et 8 ; Dakar, 29 et 25 ; Djibouti, 25 et 15 ; Genève, 24 et 12 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 24 et 15 ; Luxembourg, 23 et 15 ; Madrid, 27 et 14 ; Moscou, 10 et 3 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 26 et 20 ; Palma-de-Majorque, 26 et 16 ; Rome, 25 et 17 ; Stockholm, 21 et 10 ; Téhéran, 33 et 21 ; Tunis, 27 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3478



HORIZONTALEMENT

1. Quand on vent apporter un remède à son état, il répond qu'il n'y a rien à faire. - II. Agent aiguilleur au sein d'une voie double. Note. - III. Façon courante et méridionale de prendre congé. Ses lames sont dangereuses et ses couteaux inoffensifs. - IV. Béquille sous une quille. Sa chair révèle à notre mère Eve

que la chair est faible. - V. Les boutons de l'un sont plus agréables que ceux de l'autre. Carrefour ferroviaire. - VI. Solidaires dans le devoir. Ouverture. - VII. Ancienne région de l'Asie Mineure. - VIII. Port du Japon. Marques de confiance. - IX. Alternative. Tel est mauvais rigolo réduit au silence. - X. Dans un proverbe où il est question d'hérédité. Bien traitée, elle se montre généreuse. - XI. Traces sur la piste du sofaire.

VERTICALEMENT

1. Revêtement non recommandé pour habiller une jambe. De riches perspectives appartiennent à celui qui fait de cet adjectif une devise. - 2. Forme moderne d'influence. - 3. On peut, à la fois, les avoir solides et fragiles. Alternative. Article. - 4. On le préfère plutôt sec que coupé d'eau. Résultat d'un divorce purement physique. - 5. Héroïne ou drôle de coco. - 6. Personnel. Font des merveilles avec du vermillon. - 7. Seurs dans une communauté. Son bassin est alpin. - 8. Conséquence d'un taux excessif calculé en tant pour sang. Sur un fanion de fanfare. - 9. A fait tourner la tête à bien des Andalouses. Qui ont atteint le niveau de la licence.

Solution du problème n° 3477

Horizontalement  
I. Dentistes. - II. Enfide Bé! - III. Germe. Cet. - IV. Revision. - V. ED. Prêt. - VI. Dnués. - VII. Aux. Abél. - VIII. Te. Irem. - IX. Issues. Ta. - X. Onello. ER. - XI. Placard.

Verticalement  
1. Dégénération. - 2. Enée. Ouest. - 3. Nerveux. Sep. - 4. Timide. Fall. - 5. Ides. Se. Ela. - 6. Se. IP. Bisoc. - 7. Corset. - 8. Ebène. Têter. - 9. Set. Trimard.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES - SAMEDI 25 JUIN

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filles-du-Caval).  
« Riches heures du Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Ludovic visitant).  
« Convent des Carmes », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

## CONFÉRENCE

17 h 30, 12, rue Corot, C. Dumas. C. Brun : « Les chansons en liberté » (Centre culturel de Montmartre).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 23 juin :

### DES DÉCRETS

• Relatif à la mobilité des personnels du service public de la radio-diffusion sonore et de la télévision ;  
• Autorisant l'émission d'un emprunt du Trésor public auprès de la Communauté économique européenne.

### UN ARRÊTÉ

• Relatif au Théâtre de l'Europe.

### DES LISTES

• D'admissibilité au cycle préparatoire aux concours internes d'entrée à l'École nationale d'administration.

### EXPOSITIONS

ÉMAUX ET MERVEILLES. - L'Association du personnel du CNAM a créé un atelier d'émaux en début d'année, et leur collègue-professeur a réalisé une exposition des œuvres les plus originales réalisées par ses élèves au Café des Arts-et-Métiers (308, rue Saint-Martin, 75003 Paris). Joël Planes fait découvrir ses tarots, bijoux, tableaux naifs pendant tout le mois de juin.

### TROISIÈME AGE

RÉDUCTION SUR CERTAINS TRAJETS FERROVIAIRES. - Les personnes âgées peuvent obtenir, depuis le début mai, des billets à prix réduits de 30 % à 50 % sur les lignes de vingt et un réseaux ferroviaires européens, ainsi que sur des parcours maritimes, avec la création d'une nouvelle carte « Rail Europ 5+ » (R.E.S.), indiquée dans un communiqué l'Union internationale des chemins de fer (U.I.C.). Cette carte, utilisée en liaison avec la carte nationale et dont le prix est de 20 DM en R.F.A. et de 47 francs en France, par exemple, permet, précise l'U.I.C., des réductions de 50 % sur treize pays (Belgique, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse) et de 30 % sur six autres pays (Autriche, R.F.A., Danemark, Hongrie, Italie et Yougoslavie).

Pour obtenir ces avantages, il faut toutefois que le voyage ne débute pas du vendredi 12 heures au samedi 12 heures et du dimanche 12 heures au lundi 12 heures. La durée de validité de la carte est d'un an.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER					
TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS					
TRANCHE DES ROSES					
TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	201 0 921 16 271 56 701 70 191 873 341	5 000 2 000 10 000 10 000 10 000 4 000 000	5	335 715 2 255 65 255	700 700 2 000 10 000
2	192 432 972 7 242 0 422	500 500 500 2 000 2 000	6	94 1 414 70 104	100 2 100 10 100
3	63 93 403 503 743 4 243 03 943 19 433	200 200 500 500 500 2 000 10 000 10 000	7	047 1 127 6 057 30 747 21 167 340 007	500 2 000 2 000 10 000 10 000 1 000 000
4	4 34 004 3 094 9 404	100 300 600 2 100 2 100	8	350 610 66 400	500 500 10 000
5	35	200	9	009 009	500 500
			0	240 440 770 940	500 500 500 500
PROCHAIN TIRAGE LE 29 JUIN 1983					
TRANCHE DE LA SAINT-JEAN à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)					
5	14	21	29	39	45
TIRAGE N° 25					
NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 33					
PROCHAIN TIRAGE LE 29 JUIN 1983 VALIDATION JUSQU'AU 28 JUIN APRÈS-MIDI					

ARLEQUIN RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 41					
DU 22 JUIN 1983					
Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier				
1	Tous les billets terminés par 1 gagnent 70 F dans toutes les séries				
32	Tous les billets terminés par 32 gagnent 200 F dans toutes les séries				
	Tous les billets terminés par 32 gagnent 300 F dans toutes les séries				
	Nouveaux gagnants dans toutes les séries				
208	0028 1028 2028 3028 4028 5028 6028 7028 8028 9028	F. 400			
	0082 1082 2082 3082 4082 5082 6082 7082 8082 9082	400			
	0208 1208 2208 3208 4208 5208 6208 7208 8208 9208	4 000			
	0802 1802 2802 3802 4802 5802 6802 7802 8802 9802	400			
	0820 1820 2820 3820 4820 5820 6820 7820 8820 9820	400			
029	0029 1029 2029 3029 4029 5029 6029 7029 8029 9029	4 000			
	0092 1092 2092 3092 4092 5092 6092 7092 8092 9092	400			
	0209 1209 2209 3209 4209 5209 6209 7209 8209 9209	400			
	0290 1290 2290 3290 4290 5290 6290 7290 8290 9290	400			
	0802 1802 2802 3802 4802 5802 6802 7802 8802 9802	400			
	0820 1820 2820 3820 4820 5820 6820 7820 8820 9820	400			
	Sommes à payer				
	Numéros gagnants	Somme à payer	Numéros gagnants	Somme à payer	
	3488 F. 10 000	F. 2 000	8349 F. 10 000	F. 2 000	
	3488 F. 10 000	2 000	8394 F. 10 000	2 000	
	3649 F. 10 000	2 000	8439 F. 10 000	2 000	
	3894 F. 10 000	2 000	8483 F. 10 000	2 000	
	3948 F. 10 000	2 000	8524 F. 10 000	2 000	
	3984 F. 10 000	2 000	8568 F. 10 000	2 000	
	4288 F. 10 000	2 000	8612 F. 10 000	2 000	
	4388 F. 10 000	2 000	8656 F. 10 000	2 000	
	4530 F. 10 000	2 000	8699 F. 10 000	2 000	
	4890 F. 10 000	2 000	8743 F. 10 000	2 000	
	4936 F. 10 000	2 000	8784 F. 10 000	2 000	
	4983 F. 10 000	2 000	8824 F. 10 000	2 000	
	PROCHAIN ARLEQUIN LE 6 JUILLET 1983 - TIRAGE TELEVISÉ à 19 h 50				

1525 من الالاه



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPRODUCTION INTERDITE

\*\*\* LE MONDE - Vendredi 24 juin 1983 - Page 21

	Le Monde	Le Monde T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENCE	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	157,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENCE	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

LA FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND CONCEVANT ET COMMERCIALISANT DES MACHINES SPECIALES AUTOMATIQUES DE TECHNOLOGIE ET CINEMA TIQUES DE HAUT NIVEAU POUR L'INDUSTRIE DU TABAC RECHERCHE POUR LA Z.I. d'EVRY

### INGÉNIEUR D'ETUDES

CONFIRME 150-170 000 F/AN

Diplômé Ingénieur Mécanicien (A et M ICAM - ECAM - SUDRIA ou similaire), il a une expérience de 8 années minimum en mécanique, pneumatique et si possible automatique. Le candidat doit posséder un esprit créatif, faire preuve de dynamisme. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait souhaitée. Le poste est varié, passionnant et d'avenir. La société exportant 95% de sa production est en plein développement et offre de nombreuses opportunités.

Adresser CV + photo + salaire actuel au CABINET CLAUDE VITET 6, rue Lauriston 75016 PARIS sous référence 83140

Importante société industrielle filiale d'un des premiers groupes français leader sur un marché de produits de conditionnement de très grandes séries, recherche pour une 60 personnes

### CHEF DE SERVICE FABRICATION

Ingénieur R&M ou assimilé ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle. Il dirigera 3 des plus importants ateliers de l'usine, soit un ensemble technologique hautement performant, employant plus de 300 personnes et 3 ingénieurs. La réussite dans le poste débouche sur une évolution intéressante dans l'entreprise. Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1506 a

BALY CONSEIL  
40, avenue Hoche  
75008 PARIS

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC PARIS, recherche

UN JURISTE DE DROIT PUBLIC POUR SA DIRECTION DU PERSONNEL

Diplômé d'enseignement supérieur, Formation complémentaire en psychologie appliquée, Bonne aptitude à la rédaction, Expérience professionnelle appréciée.

Adresser lettre man., c.v., photo et préc. sous n° 287.198 M 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

AETA Z.I. de Vélizy recherche

UN INGENIEUR LOGICIEL

Formation supérieure, 1 à 2 ans d'expérience, Expérience dans le domaine de la programmation, Expérience dans le domaine de la programmation, Expérience dans le domaine de la programmation.

Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Collège privé sous contrat rech.

PROFESSEURS

franç., math., phys.-ch., éco. Adr. c.v. + photo et références à A.M.P., sous n° 2082/JN, 40, rue Diderot-Serres, 75015 PARIS, qui transmet.

VILLE DE CORBEIL-ESSONNES par voie de recrutement ou par recrutement sur titre

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

UN (E) SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option descriptive

INGENIEUR-ACHETEUR Connaissance maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

Secrétaire de direction, 35 ans, expérience professionnelle, maîtrise des techniques de formation BTS mécanique, Anglais souhaité. 10.000 F X-15. Adresser C.V. détaillé à AETA, 12, rue des Capucines, B.P. 34, rue Réaumur, Paris-2.

## L'immobilier

### appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

FORUM ZONERÉNOVÉ BEL IMMEUBLE RÉNOVÉ STUDIO 20 D 3 P

TOUT CONFORT à terminer EXCEPTIONNEL A partir de 170.000 F Voir jeudi, vendredi 14-18 h 1, RUE DU CYGNE.

4<sup>ème</sup> arrdt

MARSAIS Charmant studio, cuisine, douche, bel imm. pierre de taille, 240.000 F GARRI, 567-22-88.

5<sup>ème</sup> arrdt

NEUF IMMEUBLE DE TRES GRAND LUXE DE 28 APPARTEMENTS. Livraison immédiate.

JARDIN DES PLANTES 1 et 3, RUE POLIVEAU.

DU 2<sup>ème</sup> au 5<sup>ème</sup> étages et duplex-terrasses. A partir de 15.000 F le m<sup>2</sup>. Pierre et damier.

APARTEMENT TEMPLON Tous les jours 14 h à 18 h. Seul mercredi et dimanche.

A.W.I. Tél. : 267-37-37.

ATELIER D'ARTISTE Endroit idéal pour artistes, cuisine, salle à manger, plan au clair, eau, électricité, chauffage central, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

2, RUE LARONIGUÈRE Côté lycée Henri IV, BRULHES SAINT-JACQUES 2 PCEs, 43 ou 50 m<sup>2</sup>. Cuis. équipée, poss. parking. LIVRAISON IMMÉDIATE. 14 h, 18 h 30, ou 267-42-06.

6<sup>ème</sup> arrdt

HOTEL PARTICULIER original 40 m<sup>2</sup>, balcon, acier, 4<sup>ème</sup> et dernier étage, ch. chambre, 750.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

6<sup>ème</sup> arrdt

SENAT, studio cuisine, 40 m<sup>2</sup>, 240.000 F. RUE GAUCHE 227-00-88.

5<sup>ème</sup> arrdt

SAINT-GERMAIN BEAU DUPLEX, 6 P, 500, 2.900.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

6<sup>ème</sup> arrdt

RUE BONAPARTE RUE SAINT-SULPICE

Bel apt., 5 P, dans imm. bourgeoise, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étages, 2.900.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

7<sup>ème</sup> arrdt

YARENNE DELIC. Apt. 200 m<sup>2</sup>, 5 P, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages, 2.900.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

210 m<sup>2</sup> SUR JARDIN apt. réception, soleil.

8<sup>ème</sup> arrdt

M<sup>rs</sup> VILLIERS Rue de Monnaie, de l'imm. p. de l'Etat, Bourgeois et st. m., 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages, 2.900.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

9<sup>ème</sup> arrdt

PIGALLE VUE SUR LE SACRÉ-CŒUR bel immeuble, studios.

PX 79.000 F. CRÉDIT TOTAL 284-11-33.

10<sup>ème</sup> arrdt

MAUBERGE RUE DE MAUBERGE

BEAU studio c.c., bain, ref. neuf, 178.000 F. 528-39-04.

10<sup>ème</sup> arrdt

17, RUE SAINT-MARTIN 2 pces, entrée, cuis. w.c., 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages, 178.000 F. 528-39-04.

VUE EXCEPTIONNELLE SUR PARIS

2, 3, 4, 5 PCEs Sur place de jour 14-18 h

SAINT-MARTIN GRANDE-AUX-BELLES 152, quai de Jemmapes. Tél. : 245-73-13.

GARE DE L'EST Dans immeuble rénové, 2 pces, cuisine, bain, 240.000 F. SIMRA, 355-08-40.

11<sup>ème</sup> arrdt

RÉPUBLIQUE belle et grande chambre plein soleil + balcon, parfait pour étudiant 85.000 F à débattre - 654-74-85.

12<sup>ème</sup> arrdt

DAUMESNIL 3 PCEs cuisine, entrée, bain, ref. nt. bel immeuble. 385.000 F. VU URGENCE, 288-28-28.

13<sup>ème</sup> arrdt

PLATEAU D'ITALIE Dans studio 10 ch. avec chauffage central, 534-13-18.

4.000 F LE M2

ATELIER loft à rénover. Direction artistique, 17, RUE D'ARTISTE.

MÉTRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNÉS

LIBRE DE PARIS 46, avenue Jean-Jaures. Tél. : 540-07-73.

14<sup>ème</sup> arrdt

ALBES, 44, rue Diderot, bel apt., 3 P, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages, 2.900.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

15<sup>ème</sup> arrdt

BEAU 2 PCEs Dans imm. récent, studio living, cuisine, avec cuisine équipée, salle de bain, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

16<sup>ème</sup> arrdt

CAIRO 2 PCEs Dans imm. récent, studio living, cuisine, avec cuisine équipée, salle de bain, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

17<sup>ème</sup> arrdt

AV. DE BRETEUIL Dans imm. récent, studio living, cuisine, avec cuisine équipée, salle de bain, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

18<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

19<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

20<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

21<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

22<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

23<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

24<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

25<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

26<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

27<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

28<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

29<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

30<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

31<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

32<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

33<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

17<sup>ème</sup> arrdt

Villa Laugier 2 pces cuis., s.-bain, ref. nt, 240.000 F - 783-44-30.

45 bis, AV. VILLIERS MÉTRO MALECHESSE DUPLEX avec MEZUNINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS. LUXE, SÉCURITÉ, TRANQUILLITÉ. Visite, jeudi/vendredi, 14-18 h.

57, place D'Artois-Lafayette et 58, rue des Batignolles. Programme neuf de qualité STUDIOS, 2 & 3 pièces

Guy-Morvan, 2/3 P, 1 ch, 3 P, 2 pces, cuis. équipée, Cave 2<sup>ème</sup>, w.c., asc. s/verr. Immeuble récent, part. poss. 240.000 F. 528-39-04.

18<sup>ème</sup> arrdt

J. JEFFRIN BEL IMM. 2 PCEs c.c., 155.000 F. 528-39-04.

R. STEPHENSON Bon imm. 4 p., entr., cuis., w.c., 240.000 F. 528-39-04.

MÉTRO CHATEAU-ROUGE Bel imm., 4 p., cuis., w.c., 240.000 F. 528-39-04.

RUE LEPIC Dans imm. pierre de taille, 4 p., 110 m<sup>2</sup>, 704-27-37.

50, Carpeaux part. vend studio 23 m<sup>2</sup> + 9 m<sup>2</sup> balcon ref. lux. 178.000 F. 528-39-04.

PROPRIÉTAIRES ! VOUS VENDEZ ?

IMMO MARCADET 88, rue Marcadet, 75018 Paris, vous offre : estimation gratuite, publicité internationale à ses frais, rapidité de vente.

Téléphone : 252-01-82.

19<sup>ème</sup> arrdt

SAINT-GERMAIN BEL IMM. ancien à rénover 2 p., cuis., 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> étages, 240.000 F. 17, RUE D'ARTISTE.

20<sup>ème</sup> arrdt

BOURG LA REINE 200 m du métro, de petits immeubles de très grande classe, studio au 6<sup>ème</sup> et 7<



# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le Jeudi 7 Juillet 1983 à 14 heures - En un seul lot

**LOCAL à usage COMMERCIAL**

Lot n° 5180 du règlement de copropriété, situé au 1<sup>er</sup> Niveau en infrastructure hors l'emprise de la TOUR, côté sud, d'une superficie d'environ 195 mètres carrés.

**LOCAL à usage COMMERCIAL**

Lot n° 5197 du règlement de copropriété, au rez-de-chaussée bas hors l'emprise de la tour, côté sud, d'une superficie d'environ 195 mètres carrés.

**à PARIS 15<sup>e</sup> arrondissement**

33 à 39, av. du Maine, 2 à 36, rue du Départ, 66, bd du Montparnasse 1 à 29, rue de l'Arrivée - PARTIELLEMENT OCCUPÉ

11. - En ce qui concerne le Fonds de Commerce

Le fonds de commerce d'activités relatives aux loisirs, aux sports, au tourisme, à l'hôtellerie, la restauration, toutes installations sportives, clubs, hôtels, restaurants, salons de thé, la fabrication et la vente de tous articles objets ou marchandises destinées à assurer le développement de ces activités y compris les éléments incorporels attachés audit fonds de commerce, savoir l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage, ainsi que les marques pouvant être déposées par la société et tous les éléments incorporels dont la société peut avoir le bénéfice ou l'utilisation.

**MISE A PRIX : 1.400.000 F**

1.353.000 F pour l'immeuble - 47.000 F pour le fonds de commerce

avec obligation de l'adjudicataire de rembourser la somme de 300.000 F à la Société SQUASH CLUB MONTPARNASSE.

S'adresser à M<sup>re</sup> LYONNET DU MOUTIER, avocat à Paris-1<sup>er</sup>, 182, rue de Rivoli - Tél. : 260-20-49 - M<sup>re</sup> GARNIER, syndic à Paris-9<sup>e</sup>, 63, bd Saint-Germain; au Greffe des criées du T.G.I. de Paris, boulevard du Palais où le cahier des charges est déposé; sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne) le Mardi 5 Juillet 1983, à 14 h.

**UNE MAISON sise à CHAMPLAN (Seine-et-Marne)**

6, rue du Moulin

**MISE A PRIX : 250.000 F.**

Consignation préalable pour enchérir - Renseignements M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN Avocats Associés à EVRY (Seine-et-Marne) 4, boulevard de l'Europe.

Immeuble Azur, angle de la rue du Fauteur-Cheval. Tél. 079-39-45.

Service des Domaines

Adjudication le vendredi 8 juillet 1983, à 10 h

à l'emplacement de la Préfecture de CAHORS, salle de conférences

**« CASERNE BESSIÈRES » A CAHORS**

SUR TERRAIN DE 1 HECTARE 58 ARRES 58 CENTIAIRES

place Charles-de-Gaulle, au nord et à proximité du centre ville, avec divers bâtiments en bon état, surface au sol d'environ 4 600 m<sup>2</sup>.

**MISE A PRIX : 8.000.000 de FRANCS**

Cautionnement pour enchérir : 400.000 F. par chèque certifié - Conditions : voir cahier des charges

RENSEIGNEMENTS, CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES ET VISITE : Direction des Services Fiscaux, Domaines, 83, rue Victor-Hugo, 46000 CAHORS

Téléphone : 16 (65) 35-22-26.

VENTE SUR FOLLE ENCHÈRE au Palais de Justice d'EVRY, rue des Mazères le Mardi 5 Juillet 1983, à 14 heures

**UN IMMEUBLE à ONCY-SUR-ÉCOLE (Seine-et-Marne)**

Usine et la PRÉFÈRE de FEMME GLISE

Edifié sur un terrain de 39 ares 31 centiares et un terrain interne commune, même boudé, de 28 ares 72 centiares. MISE A PRIX : 200.000 F.

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>re</sup> AKOUN et TRUXILLO, avocats, 4, boul. de l'Europe, EVRY (91), tél. : 079-39-45. Au greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY où le cahier des charges est déposé.

Vente / conversion de saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL le Jeudi 7 Juillet 1983, à 9 h 30

**PAVILLON, DÉPENDANCES et GARAGE à CHAMPIGNEY-S/MARNE (94)**

Avenue Roger-Salengro, numéro 107

**MISE A PRIX : 200.000 F**

M<sup>re</sup> Y. TOURAILE, avocat à Paris-9<sup>e</sup>, 48, rue de Cléchy - Tél. : 874-45-85

M<sup>re</sup> Th. MAGLO, avocat à Paris-9<sup>e</sup>, 18, rue de Lisbonne - M<sup>re</sup> A. CHEVRIER, Syndic à Paris 16<sup>e</sup>, rue de l'Abbé-de-l'Épée.

Service des Domaines

Adjudication le mardi 26 juillet 1983, à 9 h 30

à NICE, Hôtel des Impôts, 22, rue J.-Cadet

**APPARTEMENT 80 m<sup>2</sup> - LIBRE**

dans l'une des plus belles Marinas de la COTE D'AZUR

A VILLENEUVE-LOUBET (06)

sur le port de plaisance de « MARINA BAIE DES ANGES » entre NICE et ANTIBES (5 minutes Aéroport)

bonne exposition, vue sur port et baie, animation

parc de 8 hectares de jardins et de pelouses - « LE COLOMBIER »

au 1<sup>er</sup> étage : entrée, 3 pièces d'ouvrant sur BALCON (21 m<sup>2</sup>) cuisine, salle d'eau + W.C., salle de bains, W.C., CAVES

**MISE A PRIX : 550.000 FRANCS**

RENSEIGNEMENTS ET NOTICE SUR DEMANDE : Hôtel des Impôts - Téléphone : (93) 51-91-10 poste 3311 (Extrait du B.O.A.D.)

Vente sur licitation au Palais de Justice de Créteil (94) le Jeudi 7 Juillet 1983 à 9 h 30 - En 10 lots

**à VILLEJUIF (94)**

1<sup>er</sup> Lot - 26 PARKINGS

Mise à Prix : 80 000 F

2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Lots - 2 PARKINGS

Mise à Prix : 6 000 F chaque lot

3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> lot

**UN PARKING**

Mise à Prix : 3 000 F chaque lot.

M<sup>re</sup> Y. TOURAILE, avocat, PARIS-9<sup>e</sup>, 48, rue de Cléchy - Tél. : 874-45-85;

M<sup>re</sup> NUSIMOVICI, avocat, PARIS-16<sup>e</sup>, 43, avenue Victor-Hugo;

M<sup>re</sup> GUILLEMONAT, syndicat à PARIS, 43, rue de Richelieu.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 5 Juillet 1983, à 13 heures 30

**UNE PROPRIÉTÉ à LE BLANC-MESNIL (93)**

48, rue Lavoisier

consistant en un pavillon à usage d'habitation, en rez-de-chaussée élevé sur sous-sol et garage - Rez-de-chaussée : entrée, cuisine, séjour, chambre et W.C. - 1<sup>er</sup> étage : deux chambres, salle de bains.

Contenance totale sur un terrain de 229 m<sup>2</sup>.

**MISE A PRIX : 60.000 FRANCS**

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 854-90-87



7, rue St-Arne 75001 PARIS 261.51.52

Vente / saisie immob. Palais de Justice NANTERRE, Mercredi 6 Juillet 1983, à 14 h.

**APPARTEMENT n° 6183**

au 1<sup>er</sup> ét., escal. 6, compr. 2 p. princ. dans ensemble immob. sis

**à COURBEVOIE (92)**

2 à 10 et 18 à 20, rue Baudin 16 av. 20 et 22, rue de l'Alma 20 ter, rue de Bezons

**M. à P. : 60 000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou, Paris-9<sup>e</sup> - Tél. 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huissier, Paris, 12, r. Bayen; ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; s/lieux pr. visiter.

Vente / saisie immob. Pal. de Just. Paris, Jeudi 7 Juillet 1983, à 14 h

**UN APPARTEMENT**

de 3 p. au 1<sup>er</sup> ét. dans imm. à PARIS-1<sup>er</sup>

**1 et 3, rue des Innocents**

2, rue de la Ferrière (angle 43, rue Saint-Denis)

**M. à P. : 100 000 F**

S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELE - COUSSAU, av. ass., 29, r. des Pyramides, PARIS-1<sup>er</sup> - 260-46-79; ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; s/lieux pour visiter.

Vente sur subrogation de saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 7 Juillet 1983, à 14 heures

**UN APPARTEMENT**

compr. 2 pièces princ. au 2<sup>e</sup> étage, CAVES dans un immeuble sis à PARIS-4<sup>e</sup>

**3, RUE CHARLES-V**

et 8, RUE BEAURELLES

**MISE A PRIX : 75.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue d'Anjou, PARIS-9<sup>e</sup>, Tél. 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huissier, Paris, 12, r. Bayen; ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; s/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 7 Juillet 1983, à 14 heures

**CHAMBRE PARIS 19<sup>e</sup>**

entrée, s. d'eau, w.c., kitchen (1<sup>er</sup> ét.)

**75, rue de l'Ourcq**

**M. A PRIX : 60.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> NICOLAS, avocat à Paris-9<sup>e</sup>, 9, rue Morcey. A ts av. pr. Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre.

Vente / saisie immob. Palais de Just. de NANTERRE, Mercredi 6 Juillet 83, 14 h

**UN PAVILLON**

avec JARDIN - CONT. 126 m<sup>2</sup>

**à ANTONY (92)**

18, rue des Violettes

**MISE A PRIX : 93.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue d'Anjou, à Paris (91), tél. : 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huissier, 12, rue Bayen, Paris. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pr. visiter.

Vente / saisie immob. Palais de Justice PARIS, Jeudi 7 Juillet 1983, à 14 h

**UN APPARTEMENT**

compr. 2 p. princ. au 2<sup>e</sup> ét., bêt. A. CAVES dans imm. à PARIS (18<sup>e</sup>)

**80, RUE DU MONT-GENIS**

**M. à P. : 25 000 F.** S'adr. à : M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, av. associés, 14, r. d'Anjou, PARIS (9<sup>e</sup>) - Tél. 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huiss. Paris, 12, r. Bayen; ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; s/lieux pour visiter.

VENTE SUR LICITATION au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 5 Juillet 1983, à 14 heures

**UNE PROPRIÉTÉ à SAINT-OUEN (93)**

31, RUE BIRON - comprenant Maison d'habitation rez-de-chaussée avec Salle à manger, 2 chambres, cuisine, W.C. - 1<sup>er</sup> étage : 2 chambres, cuisine, W.C. TERRAIN - GARAGE - CONTENANCE 2 ARES 34 CENTIAIRES

**MISE A PRIX : 350.000 F. - S'adr. : M<sup>re</sup> CHAIN**

S.C.P. R. CEDIE, C.A. DEPONT, M. de LACGER, E. CHAIN, G. de CHILLAZ, F. BROQUET, avocats associés, 19, avenue Rapp, PARIS (7<sup>e</sup>) - Tél. : 555-72-00

Tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL.

**créateurs d'entreprises**

**EN PERIODE DE CRISE ECONOMIQUE**

VOUS DEVEZ ÊTRE COMPÉTITIF et réduire vos frais généraux.

G.E.I.C.A. (Groupement d'Encouragement de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat) vous offre, moyennant un abonnement modique (150 à 350 F H.T. par mois), votre SIÈGE SOCIAL, la RÉCEPTION et la RÉEXÉCUTION de votre courrier et de vos commandes téléphoniques (en sus possibilité de services supplémentaires : constitution de sociétés, téléx, etc.).

**DEMARREZ SANS CAPITAL ou CONSACREZ-LES à un INVESTISSEMENT EXCLUSIVEMENT PRODUCTIF**

**G.E.I.C.A.**

Documentation gratuite 55 bis, rue du Louvre, PARIS (2<sup>e</sup>)

**296 - 41-12 + (Tél. GEICA 212.859 F)**

Vente judiciaire après liquidation des biens, au PALAIS DE JUSTICE à PARIS, JEUDI 7 JUILLET 1983 à 14 h.

En 32 lots :

Des biens et droits immobiliers dépendant d'un ENSEMBLE IMMOBILIER édifié sur une parcelle de terrain sis

**à BAYEUX (Calvados)**

à l'angle du chemin départemental N° 104 de BAYEUX à LONGUES-SUR-MER et de la voie communale N° 14, dite « des Poitiers », ledit ensemble immobilier dénommé

**« LES RÉSIDENCES DE VAUX-sur-AURE - Route de VAUX-sur-AURE »**

comportant TROIS BATIMENTS :

1<sup>er</sup> Un immeuble situé dans la partie ouest du terrain, dit bâtiment A-B-C;

2<sup>o</sup> Un immeuble édifié en arrière du précédent et parallèle à ce dernier, dit bâtiment H-I;

3<sup>o</sup> La carcasse d'un immeuble édifié, selon le règlement de copropriété, « en arrière du premier », dit bâtiment D-E-F-G.

Le tout cadastré section BL N° 31 pour une CONTENANCE de : 1 hectare 9 ares 78 centiares.

**LA VENTE PORTE SUR :**

<b>18 APPARTEMENTS</b> 3-4 et 5 pièces principales avec CAVE ET PARKING	<b>9 LOCAUX EN SOUS-SOL</b> dit « locaux de tricolage » mais pouvant servir à des us. très divers, salle de jeux (ping-pong, billards, etc.) 64 EMPLACEMENTS de PARKING	<b>UN BATIMENT</b> EN COURS DE CONSTRUCTION
---	---	--

et les parties divises et communes générales de l'immeuble correspondant à chacun des lots de la copropriété et désigné dans le cahier des charges.

**LE TOUT LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION.**

La situation géographique à côté des plages de PORT-EN-BESSIN, ARROMANCHES, COURSEULLES-SUR-MER, HOULGATE, CABOURG, etc. La configuration et l'aspect de la résidence, l'aménagement des locaux vendus, bénéficiant de la vue panoramique, à proximité de la ville, permettent d'envisager l'USAGE DE RÉSIDENCE SECONDAIRE.

**MISE A PRIX :**  
(pouvant être réduite)

1 <sup>er</sup> - LES APPARTEMENTS :	
TROIS PIÈCES, soit les 1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> , 14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> lots, chacun	147 000 F.
QUATRE PIÈCES, soit les 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> , 10 <sup>e</sup> et 17 <sup>e</sup> lots, chacun	188 000 F.
QUATRE PIÈCES, soit les 4 <sup>e</sup> , 7 <sup>e</sup> , et 18 <sup>e</sup> lots, chacun	175 000 F.
TROIS PIÈCES, soit les 10 <sup>e</sup> et 19 <sup>e</sup> lots, chacun	155 000 F.
CINQ PIÈCES, soit les 12 <sup>e</sup> et 13 <sup>e</sup> lots, ensemble, 1 lot	283 000 F.
2 <sup>o</sup> - LES LOCAUX EN SOUS-SOL, soit les 19 <sup>e</sup> et 27 <sup>e</sup> lot, chacun	5 000 F.
3 <sup>o</sup> - LE BATIMENT EN CONSTRUCTION, soit le 29 <sup>e</sup> lot, chacun	1 000 000 F.
4 <sup>o</sup> - LES 64 PARKINGS, soit les lots	500 F.

**TOTAL DES MISES A PRIX : 4 101 680 FRANCS.**

**S'ADRESSER :**

**M<sup>re</sup> H. AMBROISE-JOUVION**

Avocat à la Cour de Paris, y demeurant, 160, rue de la Harpe, 75016 PARIS. Tél. : 727-32-35. + Dépositaire d'une copie de l'enchère.

M<sup>re</sup> Antoine CHEVRIER, syndic près les tribunaux de Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée - 75005 PARIS

A tous les avocats près les Tribunaux de grande instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Au Greffe des criées du Tribunal de grande instance de PARIS où le cahier des charges est déposé.

Et sur les lieux pour visiter, en s'adressant à M. CALMIAT faisant actuellement fonction de greffier de la résidence, détenteur des clés, remises par M<sup>re</sup> Émile RAUX, notaire, en liaison avec le syndic de la copropriété, et ce, les lundis, mercredis, et samedis de 14 h à 16 h.

Vente / saisie immob. Palais de Justice Paris, Jeudi 7 JUILLET 1983, à 14 h

**UN APPARTEMENT**

compr. 2 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét., bêt. C. CAVES dans un imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)

**59, BD DE MONTMONTANT**

**M. à P. : 20 000 F.** S'adr. à : M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, av. associés, 14, r. d'Anjou, Paris-9<sup>e</sup> - Tél. 265-92-75; M<sup>re</sup> PINOT, huiss. Paris, 12, r. Bayen; ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil; s/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 7 JUILLET 1983 à 14 h

**UN LOGEMENT**

de 3 pièces principales au 6<sup>e</sup> étage dans un immeuble sis à PARIS (18<sup>e</sup>)

**17, rue Labat**

**Mise à Prix : 40 000 F**

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. 854-90-87.

Vente / saisie immob. Palais de Justice PARIS, Jeudi 7 JUILLET 1983, à 14 h

**UN LOGEMENT**

compr. 2 p. cuis., au 3<sup>e</sup> ét., bêt. B, dans immeuble à PARIS (18<sup>e</sup>)

**79, RUE PHILIPPE-DE-GRAND**

**M. à P. : 14.000 F.** S'adr. à M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue d'Anjou, Paris-9<sup>e</sup>, tél. 265-92-75. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour vis.

Vente au Palais de Justice de PARIS JEUDI 7 JUILLET 1983, à 14 h

**UN TERRAIN DE 12.480 m<sup>2</sup>**

avec un entrepôt inachevé de 3.215 mètres carrés compris dans la zone industrielle NORD d'ALENÇON - 2<sup>e</sup> TRANCHE

**Communes d'ALENÇON ET DAMIGNY (61)**

**MISE A PRIX : 440.000 FRANCS**

S'adr. à M<sup>re</sup> JEANNE DEVOS-CAMPY, avocate, 112, square Desaix, à PARIS 15<sup>e</sup>. Tél. 679-23-49. Et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (91) le Mardi 5 JUILLET 1983, à 14 h.

**MAISON INDIVIDUELLE AVEC JARDIN à BALLAINVILLIERS (91)**

Dessinée des Tourelles - 26, rue des Algrèrtes

Le tout d'une superficie de 6 ares, 11 ca.

**MISE A PRIX : 160.000 F**

Consignation préalable indispensable

Renseignements M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN Avocats Associés, 4, bd de l'Europe (Evry) Tél. 079-39-45.

Vente au Palais de Justice de PARIS - JEUDI 7 JUILLET 1983, à 14 h

**PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE à ARCUEIL (Val-de-Marne)**

34, AVENUE ARISTIDE-BRIAND - 788 MÈTRES CARRÉS

**LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION**

**MISE A PRIX : 1.000.000 FRANCS**

S'adresser M<sup>re</sup> Bernard de SARAG, avocat, 70, avenue Marceau, PARIS, tél. : 720-52-38. M<sup>re</sup> CHEVRIER, syndic, à PARIS, tél. : 329-57-90.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 5 JUILLET 1983, à 13 heures 30

**EN UN SEUL LOT :**

**UN STUDIO**

au rez-de-chaussée composé d'un coin cuisine, salle d'eau et W.C.

**et UN LOGEMENT**

chambre, stud., cab. toil. av. douche et W.C. DEUX GRENIERS - Dans un immeuble sis à NEUILLY-PLAISANCE (93)

39, rue d'Estienne-d'Orves - MISE A PRIX : 50.000 FRANCS

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 854-90-87.

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

afey 100 1250







# CONJONCTURE

## LE RAPPORT ANNUEL DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

### L'épargne des Français se porte mieux

Si le taux d'épargne des Français se maintient à un niveau historiquement très bas - 15,3 % en moyenne pour la période 1980-1982, contre 17,3 % de 1974 à 1979 - il est en train de remonter, à la grande surprise des observateurs. C'est ce qu'a indiqué M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, présentant le bilan d'activité de cet établissement en 1982. Ainsi, le taux d'épargne des ménages, descendu à 14,7 % en 1980, s'est rétabli à 15,6 % en 1982, et, avec 15,5 %, l'année 1982 a été une année positive, malgré une conjoncture peu favorable. Bien plus, de très bonnes performances sont enregistrées pour le début de 1983 : le montant recueilli en cinq mois est, en francs courants, deux fois supérieur à celui collecté pendant la même période de l'année précédente : 20 milliards de francs, contre 10,7 milliards de francs, ce qui, rapproché du nouveau bond spectaculaire des émissions d'obligations (75,3 milliards de francs au 31 mai, contre 50 milliards de francs) tendrait à démontrer que les ménages, loin de « tirer » sur leur épargne pour maintenir le consommateur, ont adopté à nouveau leur comportement traditionnel des temps difficiles, à savoir la reconstruction

d'une épargne de précaution, contrairement à ce qu'indiquait une étude récente de la B.N.P. On sait qu'une bonne partie du succès du plan Delors repose sur une réduction de la consommation, phénomène qu'un processus de désépargne compromettrait : on voit quel est l'importance de l'évaluation actuelle.

Certes, il est difficile de prévoir ce qui se passera à partir du mois de juin : il est vraisemblable que des retraits seront effectués, sur les livrets A et B des caisses d'épargne, par exemple, pour financer le versement des contributions exceptionnelles demandées par l'Etat. Mais il n'en sera probablement pas de même pour le livret d'épargne populaire (LEP), dit « livret rose ». La succès de cette nouvelle forme de placement populaire se confirme, puisque au cours des cinq premiers mois de l'année, elle a recueilli les deux tiers de la collecte (13,4 milliards de francs). Ce succès est acquis, en grande partie, aux dépens des livrets A et B des caisses d'épargne, qui n'ont recueilli que 3,6 milliards de francs pendant cette période, au lieu de 9,2 milliards de francs, mais globalement la progression a été sensible.

### Ne pas confondre

Quant à la Caisse des dépôts elle-même, la masse de fonds qu'elle gère, « sans équivalent au monde », continue à progresser majestueusement : 907 milliards de francs (+ 14,5 %), dont 714 milliards de francs de dépôts (80 % provenant des caisses d'épargne pour l'essentiel). Les ressources nouvelles de la Caisse se sont élevées à 135,8 milliards de francs (+ 18 %). Fait important, la part des remboursements, amortissements et revenus ne cesse de croître (68,6 % du total des ressources en 1982 contre 49 % en 1976, celle des ressources nouvellement collectées revenant de 51 % à 31 % et même 27 % en 1981). Cette évolution, qui reflète le fléchissement des taux d'épargne, permet toutefois à la Caisse de continuer à remplir sa fonction de prêteur.

Les 135,6 milliards de francs de ressources ont été employés de la façon suivante : la plus grosse masse a été consacrée aux concours des collectivités locales (46 milliards de francs) et au financement du logement social (42 milliards de francs, soit 30 % au total). Il est à noter, a souligné M. Jacques Delmas-Mareale, que les emplois de la Caisse en faveur du secteur productif ont enregistré une forte progression (86 %), passant de 8,1 milliards de francs à 14,9 milliards de francs,

soit par l'octroi de prêts directs à des entreprises publiques ou établissements financiers spécialisés (8,6 milliards), soit par la voie du marché financier, en souscrivant à des obligations et à des augmentations de capital. Dans ce secteur, les placements de la Caisse ont progressé de 20 % en 1982, l'essentiel ayant été réalisé sur le marché obligataire (17,8 milliards de francs), avec 9 % du total des émissions, la portefeuille de l'établissement s'élevant à 103,3 milliards de francs, soit 13,8 % de la capitalisation boursière des obligations françaises. Pour les actions, les achats nets se sont élevés à 0,9 milliard de francs, le portefeuille atteignant 6,3 milliards de francs, soit 3,1 % de la capitalisation boursière.

Enfin, le concours au Trésor sous forme de souscription de bons, « excellent placement de trésorerie », a augmenté de 30 milliards de francs (98 milliards de francs), au détriment des emplois sur le marché monétaire. En 1981, l'accroissement de 20 milliards de francs de ces concours, destinés à combler une partie du déficit budgétaire, avait motivé un avertissement du directeur général, M. Perouse, qui prenait sa retraite : « Confondre la Caisse des dépôts et le Trésor serait renier sa raison d'être ».

FRANÇOIS RENARD.

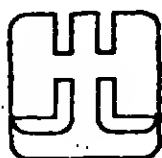
### EN 1983

### Le taux d'inflation restera inférieur à 8,5 % selon la direction de la concurrence

M. Claude Jouve, directeur de la concurrence et de la consommation, s'est dit convaincu, mercredi 22 juin, que le taux d'inflation en 1983 se maintiendra en dessous de 8,5 %. Il a précisé qu'il prévoyait 5,2 % de hausse des prix au premier semestre 1983 et environ 3,1 % au second. Selon lui, cela exclut tout recours au blocage. « Il n'y a pas nécessité de modifier le système actuel, a-t-il déclaré, car les mesures de contrôle instaurées sont suffi-

santes, y compris pour dissuader certains services qui continuent à dépasser le rythme de 8 % ».

Évoquant la situation économique générale, le directeur de la concurrence a fait état d'un passage difficile pour les entreprises durant l'été. Il a qualifié de « somnolentes » les raisonnements « évitant une sortie du système monétaire européen ou le recours au protectionnisme ».



HOGANAS-MEPI S.A.  
B.P. 117 - 69654 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE  
Tél. : (74) 65.20.88 - TELEX 370346

Votre correspondant pour :

- L'éponge de fer (destinée à la sidérurgie).
- Les poudres de fer pures ou alliées, et les poudres d'acier inoxydables (destinées à la fabrication d'électrodes de soudure, au frittage ou comme catalyseur chimique).
- Les produits réfractaires - briques et ciments.

FABRIQUÉS PAR NOTRE MAISON MÈRE  
HOGANAS AB, EN SUÈDE.

# AFFAIRES

## L'Etat actionnaire pourrait apporter de 13 à 14 milliards à ses entreprises en 1984

Les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel (1) pourraient percevoir, au titre du budget 1984, une somme voisine de 13 ou de 14 milliards de francs. Dans les discussions qui se sont engagées pour boucler le budget 1984, le ministre de l'Industrie et de la Recherche aurait demandé une dotation budgétaire globale, pour les « oza », de 16 milliards de francs. Rue de Rivoli, on serait d'accord sur une fourchette de 10 à 11 milliards de francs.

En 1983, les onze entreprises du secteur avaient perçu 7,45 milliards de francs de dotations budgétaires inscrites dans la loi de finances initiale, auxquels se sont ajoutés 5 milliards de francs prévus par le dernier collectif budgétaire 1982, mais qui ont été effectivement versés en 1983. Ce sont donc 12,45 milliards de francs que l'Etat doit verser en capital cette année. Peut-il faire autant, sinon plus, en 1984 ?

Le gouvernement est en fait pris dans un dilemme. Il lui faut remplir ses engagements d'actionnaire à l'égard des entreprises nationalisées du secteur concurrentiel, dont la situation financière est souvent diffi-

cile. Il ne peut pas, en outre, renier brutalement tous ses discours en faveur du développement industriel et du rôle d'entraînement que doit jouer le secteur public. Le président de la République a d'ailleurs éprouvé le besoin de rappeler, mercredi en conseil des ministres, que le budget devait prendre en compte les grandes priorités énoncées il y a deux ans, parmi lesquelles l'industrie figure au premier rang.

Or, dans le même temps, le gouvernement a le plus grand mal à boucler les différents budgets 1984 (budget de l'Etat, budget social) (1). Il manquerait, en l'état actuel des réflexions, une cinquantaine de milliards. Un vif débat s'est donc engagé, au plus haut niveau de l'Etat, pour étudier les voies et les moyens nécessaires pour « boucher ces trous prévisionnels ».

Sans doute trouvera-t-on une cote plus ou moins bien taillée. Quitte à laisser planer une certaine ambiguïté quant à la nature exacte des fonds (en adjoignant, par exemple, aux dotations en capital proprement dites 2 ou 3 milliards de quasi-fonds propres), voire sur le nombre des entreprises concernées. Ainsi, le ministre de l'Industrie raisonne sur les onze firmes du secteur public concurrentiel relevant de sa tutelle. Rue de Rivoli, on a tendance à y inclure la SNECMA, voire Air France et la Compagnie générale maritime.

C'est dire qu'il est encore trop tôt pour avoir une vision claire de la ventilation, firme par firme, de ces dotations budgétaires. Même s'il semble acquis que la sidérurgie se taillera encore une fois la part du lion (4 ou 5 milliards), et que la reconstruction de la chimie se verra allouer 1 milliard de francs, un milliard supplémentaire étant d'ores et déjà prévu au titre du budget 1983.

(1) Rhône-Poulenc, PUK, Saint-Gobain, C.G.E., Thomson, C.I.L.-H.B., E.M.C., C.D.F., Chimie, Usinor, Sacilor, Renault.

## L'AIR LIQUIDE RENFORCE SES INTÉRÊTS AUX ETATS-UNIS

L'Air liquide va porter de 56,8 % à 90 % sa participation dans sa filiale Liquid Air Corporation of America (Laena), en rachetant au groupe américain Allegheny International les 33,2 % qu'il détenait dans la Laena pour une somme de 118,5 millions de dollars (900 millions de francs). Le règlement sera effectué à hauteur de 70 millions de dollars par une filiale française de l'Air liquide et de 48,5 millions de dollars par la Laena.

En 1978, l'Air liquide avait acquis d'Allegheny ses activités « gaz industriels » et les avait payées en actions Laena, émises à cet effet. En rachetant ces actions, en partie, aux fonds provenant d'une augmentation de capital actuellement en cours, il renforce ses intérêts sur le continent américain, où il était solidement implanté avant 1939 et avait dû en céder une bonne partie en 1945, n'ayant pas été autorisé à suivre l'augmentation de capital de sa filiale. Sa réimplantation aux Etats-Unis, amorcée en 1969, à partir de sa filiale canadienne, lui permet de réaliser actuellement un chiffre d'affaires approchant les 500 millions de dollars.

# TRANSPORTS

## LYON A DEUX HEURES DE PARIS DANS TROIS MOIS

Une rame de T.G.V. a parcouru pour la première fois, le 21 juin, le tronçon nord de la ligne sud-est Paris-Lyon, avec des voyageurs à bord. La mise en service officielle de cette partie de la ligne aura lieu le 25 septembre, et permettra de gagner quarante minutes entre Comblanchette (Seine-et-Marne) et Saint-Florentin-Vergigny (Yonne). Lyon se trouvera ainsi à deux heures de la capitale, et Marseille à quatre heures cinquante-deux minutes.

L'ouverture de cette ligne nouvelle, longue de 116 kilomètres, a nécessité la construction de vingt-six ponts routiers, et cinq ferroviaires. L'ouvrage le plus important est le viaduc de Montceau, avec un tablier de 132 mètres.

Sept ans ont été nécessaires pour mener à bien la construction de cette ligne, qui permettra dix-huit aller et retour quotidiens de T.G.V. entre Paris et Lyon.

## LE RÉFÉRENDUM DE GRENOBLE

### Oui au tramway

De notre correspondant

Grenoble. - Au cours d'un référendum organisé le mardi 22 juin, les Grenoblois ont dit oui à l'installation d'un tramway dans le centre ville, par 15 987 voix contre 14 121. Les travaux de construction de la « colonne vertébrale » des transports en commun de l'agglomération, qui compte 450 000 habitants, débuteront avant la fin de cette année. Les premières rames du tramway devraient circuler en 1987.

Le nouveau maire de Grenoble, M. Alain Carignon (R.P.R.), avait quelques raisons de poivrier, mercredi soir, dans son hôtel de ville envahi, comme lors des grands rendez-vous électoraux, par une foule de supporters et de curieux. Le projet de tramway, que ses prédécesseurs socialistes et communistes avaient depuis six ans imaginé, puis préparé, deviendra au fil des mois « son » œuvre et il devra en tirer, lors des

échecs électoraux futures, un profit certain. Mais surtout, quelle leçon a infligé M. Carignon à ses détracteurs, notamment socialistes, qui dénonçaient le « référendum gadget », l'« opération publicitaire » du maire et le caractère « plébiscitaire » de la consultation. Seul, cependant, le P.S. n'avait pas donné de consignes de vote, les autres partis politiques se prononçant en faveur du tramway.

Les pronostics qui situaient le taux de participation entre 10 % et 20 % - le maire lui-même estimait que 15 % aurait été déjà un succès - se sont révélés faux. Plus d'un électeur sur trois s'est déplacé. Le taux de participation - 36,79 % - est d'autant plus remarquable qu'il n'y avait pas d'enjeu politique et que la majorité des usagers des transports - banlieusards, jeunes, étrangers, étudiants - ne pouvaient pas s'exprimer. Les Grenoblois ont apparemment été sensibles au slogan af-

fié : tous azimuts par municipalité, selon lequel 22 juin, la démocratie devient « case ». Ce premier référendum, organisé dans une ville de plus de 150 000 habitants, devait servir d'essai d'un test national, tant plus d'un dans quelques semaines, dépourvus et sans engagement d'un débat sur ce référendum.

Le maire de Grenoble a tenu à dire que d'autres municipalités pourraient être organisées, mais qu'en aucun cas ce type d'élection ne deviendrait une « nouvelle méthode de gouvernement ». « Aucun grand projet ne peut être imposé à une population », a fait observer M. Carignon. Les Grenoblois ont choisi une municipalité qui les consulte.

CLAUDE FRANCHILLON.

+ Résultats : inscrits, 83 142 ; votants, 30 583 ; exprimés, 30 108 ; oui : 15 987 ; non : 14 121.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	- les	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
S.E.-U.	7,9230	7,9550	+ 108	+ 180	+ 360	+ 405	+ 930	+ 1110
Sch.	6,1705	6,1820	+ 145	+ 185	+ 320	+ 355	+ 875	+ 995
Yen (100)	3,1500	3,1525	+ 145	+ 178	+ 335	+ 370	+ 875	+ 995
DM	3,4000	3,4100	+ 175	+ 195	+ 375	+ 400	+ 1075	+ 1130
Fluor	2,6200	2,6200	+ 160	+ 180	+ 335	+ 340	+ 840	+ 1000
F.S. (100)	15,0255	15,0455	+ 345	+ 435	+ 740	+ 820	+ 2000	+ 2445
F.S.	3,6205	3,6295	+ 200	+ 225	+ 440	+ 490	+ 1330	+ 1470
L.I. (100)	5,0001	5,0118	+ 170	+ 135	+ 340	+ 290	+ 1215	+ 1000
C. (1000)	11,0000	11,0170	+ 250	+ 290	+ 545	+ 605	+ 1490	+ 1825

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/4	9 3/4	9 1/2	9 15/16	9 1/16	9 13/16	9 7/8	9 1/4
S.E.-U.	4 9/16	4 15/16	5	5 3/8	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
DM	3 3/8	4 1/8	3 3/4	3 3/4	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
Yen (100)	3 3/8	4 1/8	3 3/4	3 3/4	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
F.S. (100)	15 1/2	15 3/4	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S.	3 3/8	4 1/8	3 3/4	3 3/4	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
L.I. (100)	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
C. (1000)	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

NOTRE POUR D'ACHA CA VOUS PREOCCU CHOISISSE LEURS FRAN ET ETRANG PABLES DE L'INFLATI AGENTS DE de meilleurs

afexio 155A



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# ALLOCATION DU PRESIDENT

Mesdames, Messieurs,

Notre Société a pu au cours de l'année 1982 traverser la difficile période que connaît l'économie française en surmontant les difficultés rencontrées sur sa route et ce sans réduire les investissements et en maintenant un niveau élevé de l'emploi.

Comme le souligne le rapport du Conseil d'Administration, la branche papetière, grâce à un effort constant d'amélioration de nos qualités, fruit de lourds investissements réalisés, et à l'action de notre service commercial, a pu se redresser tant au point de vue des tonnages produits, que des résultats d'exploitation. Ceci est d'autant plus significatif que vous n'ignorez pas les problèmes posés depuis déjà longtemps à toute cette industrie.

La situation de notre principal confrère LA CHAPPELLE DARBLAY a amené le Gouvernement à proposer un plan de redressement qui serait confié à la Société hollandaise PARENCO et prévoit une aide considérable de l'Etat puisqu'elle s'élève sur plusieurs années à 1 milliard 200 millions de francs.

Compte tenu des capacités correspondant aux arrêts de machines prévus dans les deux usines de cette Société, il apparaît nécessaire que le plan papetier préparé par le Gouvernement prévoit le financement des nouvelles capacités rendues nécessaires par ces arrêts. Il serait en effet impensable d'arrêter des productions sans contrepartie, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter les importations étrangères et les sorties de devises.

Je voulais préciser notre position comme je l'ai déjà fait auprès des Pouvoirs Publics.

Nous avons décliné toutes les propositions qui ont pu nous être faites en ce qui concerne la prise en charge, la gestion de l'ensemble CHAPPELLE-DARBLAY pour des raisons qui seraient trop longues à exposer ici mais l'indique que nous restons toujours ouverts à une solution française qui verrait la création d'une entreprise papetière



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

DU 20 JUIN 1983

notionnelle dont ferait partie, sous une forme à définir, l'ensemble de CORBEHEM et dont nous pourrions assurer la gestion même si nous n'y étions que minoritaires.

Nous avons par ailleurs apporté notre concours pour résoudre le problème de la CELLULOSE DE STRASBOURG et participons en tant que faible minoritaire au capital de la Société qui définit la participation des papetiers, le Ministère de l'Industrie nous ayant fait savoir que nous n'assumons aucune responsabilité dans la gestion de cette entreprise.

Notre secteur ouste de cellulose a poursuivi sa marche en avant et nos produits, diffusés sous les gammes de marques LOTUS et VANIA, se trouvent tous les jours davantage présents sur le Marché.

L'usine de GIEN est en état de production et son exploitation bénéficiaire.

Il nous paraît regrettable que pour des raisons de survie d'entreprises en difficulté des sommes considérables soient mises à la disposition de ces Sociétés qui par la suite viennent combattre et concurrencer le Marché sans tenir compte de la rentabilité et fausser ainsi les conditions de concurrence.

Nous envisageons par ailleurs de monter, avec un procédé nouveau développé en France, une usine de pâte chimico-mécanique à KUNHEIM. Cette unité pourrait aller jusqu'à une production de 100 000 tonnes par an; une première tranche de 20 000 tonnes serait réalisée pour autant que son financement soit assuré dans des conditions satisfaisantes avec l'aide des Pouvoirs Publics.

La campagne sucrière écoulée s'est déroulée dans des conditions techniques satisfaisantes bien que nous ayons eu en début de campagne

des grèves après la mise en route entraînant l'arrêt de nos usines. Cette action inadmissible pénalise d'une façon injuste planteurs et fabricants.

La faiblesse des cours mondiaux du sucre nous a malheureusement obligés à vendre une partie de nos sucres C c'est-à-dire ceux produits au-delà de nos quotas A et B à des prix non rémunérateurs faisant ressortir une perte importante.

Devant une telle situation l'interprofession a décidé de reconduire la même mesure qu'en 1981 c'est-à-dire le report d'un tonnage de 500 000 tonnes pour la France et la réduction des emblavements pour la prochaine campagne.

La brutale remontée des cours mondiaux prouve combien cette mesure était justifiée.

Messieurs les Commissaires aux Comptes vous ont signalé dans leur rapport que, compte tenu du sucre reporté l'année dernière, une amélioration de 100 millions de francs apparaît dans les résultats qui vous ont été soumis. C'est avec satisfaction que je constate que cette somme se retrouve aujourd'hui largement acquise pour l'exercice en cours.

Par ailleurs les conditions atmosphériques extrêmement défavorables laissent prévoir des productions inférieures de l'ordre de 30% pour notre Pays par rapport à l'année dernière.

Compte tenu des cours actuels, la Conférence Internationale du Sucre qui vient de se tenir à GENEVE, avec pour objectif un accord international du marché du sucre, s'est déroulée dans un climat de compréhension plus salissant que l'on ne pouvait espérer et, bien qu'il n'en soit rien sorti de concret, il a permis au représentant de la Communauté Européenne parlant au nom de

tous les États membres de se présenter en leader mondial des producteurs de sucre de betterave.

Des conversations vont se poursuivre à LONDRES le mois prochain et une nouvelle session de la Conférence devrait se tenir courant Septembre prochain à GENEVE.

Notre actionnariat n'a pas subi de modifications significatives depuis notre dernière Assemblée Générale.

Les groupes italien et français représentent chacun 35% environ de notre capital, la Société continuant à être gérée paritaire.

La part française est détenue environ à 60% par des intérêts privés et à 40% par ceux du secteur nationalisé ou public. Nos associés et amis britanniques de TATE & LYLE détiennent par ailleurs 5% de notre capital et leurs avis et conseils nous sont précieux.

Je n'ai pour ma part qu'à me louer de cette situation d'entente entre les différents partenaires ce qui me permet de diriger la Société sans que n'apparaisse aucune divergence entre nous.

Nous avons acquis une participation directe et par nos filiales de 12% environ dans AGRICOLA FINANZIARIA, holding du groupe FERRUZZI, qui détient la majorité d'ERIDANIA première Société sucrière italienne.

Je siège au Conseil d'Administration de cet important holding avec nos associés italiens et participe ainsi à la gestion de leurs activités sucrières en Italie.

Vous voyez donc que dans tous nos secteurs d'activité nous ne restons pas inactifs et que malgré la conjoncture notre objectif demeure comme toujours la marche en avant, nous efforçant d'accroître notre potentiel industriel générateur d'emplois nouveaux.

Sans vouloir m'engager sur l'évolution et les résultats de la Société pour l'exercice en cours, puisque l'incertitude de la campagne sucrière demeure entière, je puis vous dire que les résultats des cinq premiers mois sont satisfaisants et que nous mettrons tout en œuvre pour assurer le maintien de l'emploi et ne pas décevoir nos actionnaires.

Jean-Marc VERNES

## EXERCICE 1982: des résultats satisfaisants dans un environnement difficile.

• **BÉNÉFICE NET** + 55,6% : 103,5 MF après provisions pour hausse des prix (80 MF) et impôts (11,2 MF).

• **MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT** + 23% : 543,8 MF dont 27,4 MF de plus-values nettes, contre 442 MF dont 1 MF en 1981.

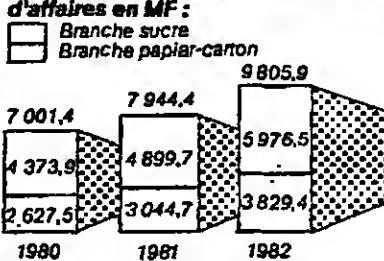
• **INVESTISSEMENTS** pour les 21 usines de la société : 358 MF en 1982 dont 30,2% pour la branche sucre et 69,8% pour la branche papier-carton. Le dividende net s'élève à F 10,90 assorti

d'un avoir fiscal de F 5,45. Ce dividende, limité par la législation sur les distributions de bénéfices, sera mis en paiement à compter du 7 juillet 1983 (coupon n° 32).

**Branche sucre** : la production s'est élevée à 1 249 819 T contre 1 508 026 T en 1981/1982, soit 28,1% de la production métropolitaine.

Les tonnages vendus ont atteint 1 670 117 T en progression de 29,3% sur 1981. La quasi-totalité de cette augmentation est due aux exportations qui représentent 72% du total.

## Évolution et répartition du chiffre d'affaires en MF :



## Branche papier, cartons et papiers domestiques :

• **Dépanement papier de presse** : l'amélioration de la situation ressentie en fin d'année 1981 s'est confirmée en 1982. Avec une production de 223 000 T, le chiffre d'affaires (HT) a atteint 987 MF (+ 52,1%).

• **Dépanement papier domestique** : cette division représente actuellement le cinquième de l'activité de la société. La

production du lisse ouaté est passée de 78 900 T à 97 600 T. La fabrication d'anciens transformés a atteint 143 500 T, soit 6 500 T de plus qu'en 1982.

• **Dépanements cartonnerie et emballages** : la production des canonniers de Kaysersberg, Corbehem et Nantes s'est élevée à 132 000 T. Le chiffre d'affaires du dépanement emballages a augmenté de 19,1%, atteignant un montant de 467 MF.

Rapport annuel disponible sur simple demande au 54 avenue Hochs - 75008 PARIS.

# VOTRE POUVOIR D'ACHAT, ÇA VOUS PRÉOCCUPE?

## CHOISISSEZ LES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES CAPABLES DE BATTRE L'INFLATION.



**BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE**  
4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>.  
Ouvert de lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.56 / Bordeaux (01) 44.70.51 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (01) 90.70.32 / Nancy (01) 338.56.37 / Nantes (40) 48.41.36.

## LES AGENTS DE CHANGE

La clé de meilleurs placements.

## EURAFREP

L'Assemblée générale ordinaire d'EURAFREP s'est tenue le 21 juin 1983 sous la présidence de M. André Jullien. Elle a approuvé les diverses résolutions qui lui ont été proposées.

Le bénéfice de l'exercice 1982 s'est élevé à F 46.050.703,06. Sur ce résultat bénéficiaire, augmenté du report à nouveau de l'année précédente, l'Assemblée générale a décidé d'affecter F 20.000.000 à la réserve facultative, F 14.478.461,28 à la distribution d'un dividende et F 4.783.510,00 à la provision pour précompte correspondant à cette distribution. Le solde de F 21.281.776,77 a été reporté à nouveau.

Le dividende s'établit à F 52,32 par action, compte tenu du droit de récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 26,16 le revenu global par action s'élève à F 78,48. La date de mise en paiement du dividende a été fixée au 11 juillet 1983. Ce paiement aura lieu contre remise du coupon n° 9 ou estampillage des titres nominatifs aux guichets de MM. LAZARD Frères et Co et de la Banque Indosuez à Paris.

## CESSATION DE GARANTIE

La Banque commerciale privée, société anonyme au capital de 30 600 000 F dont le siège social est sis 89/91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris,

informe le public qu'elle dénonce la garantie financière qu'elle a accordée en date du 23 juillet 1982 à la société Les Résidences du Soleil, S.A.R.L., au capital de 200 000 F, dont le siège social est sis 42, rue Legendre, 75017 Paris, au titre de son activité d'agence de voyage, ladite société ayant déposé son bilan.

En conséquence, cette garantie prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours à dater de la présente publication (selon l'article 20 du décret 77-363 du 28 mars 1977).

Cette garantie s'applique à toute créance née pendant la période garantie pour les opérations visées par la loi du 11 juillet 1975, qui restent couvertes par la Banque commerciale privée, à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de cette insertion, au siège de la Banque commerciale privée.

# GEFCO

un grand du transport de marchandises

## emprunt à taux variable de F 500 millions

100.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 98,90% soit F. 4.945 par obligation  
Jouissance : 11 juillet 1983

Intérêt :  
- égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés  
- payable annuellement le 11 juillet de chaque année  
- intérêt minimum : 9%

Durée : 8 ans.

Amortissement :  
- en totalité à la fin de la 8<sup>e</sup> année, le 11 juillet 1991  
- par remboursement au pair  
- possibilité de rachats en Bourse à des prix au plus égaux au prix d'émission, au compte non tenu des frais et de la fraction comprise non tenu des 10% des titres courus du coupon, de 10% des titres en circulation chaque année.

Cotation : Ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information n° 83-175 du 7 juin 1983 est disponible sans frais au siège social de la société et auprès des établissements chargés du placement.

BALO du 20 juin 1983



# ÉNERGIE ÉTRANGER

## ELF ET TOTAL VONT SE PARTAGER LE SURPLUS DE PÉTROLE IRAKIEN

Les deux compagnies françaises Elf-Aquitaine et Total vont enlever seules les 80 000 barils par jour de pétrole irakien que la France a accepté d'acheter pendant un an pour permettre à l'Irak de rembourser une partie de ses dettes.

Les 4 millions de tonnes ainsi achetées entre le 1<sup>er</sup> juillet 1983 et le 1<sup>er</sup> juillet 1984 seront payées pour 45 000 barils par jour au prix officiel du Kirkouk enlevé sur la côte méditerranéenne turque et pour 35 000 barils par jour au prix du marché libre, actuellement inférieur d'un dollar au cours officiel (28,44 dollars par baril).

Les deux compagnies, dont les programmes d'approvisionnement étaient prévus de longue date et qui préfèrent garder une certaine souplesse pour acheter éventuellement sur le marché libre, étaient réticentes à porter seules ce qui constitue pour elles une charge. M. Chalandon avait d'ailleurs demandé l'application du « *devoir national* » prévu par la loi de 1928 et qui permettait d'imposer aux filiales de compagnies internationales de prendre du brut irakien au prorata de leurs parts de marché (mais M. Chalandon était encore président quand a été signé le 12 juin l'accord entre Elf, Total et l'Irak). Le gouvernement français, qui n'avait pas obtenu un accueil favorable des compagnies internationales sur une telle éventualité, s'est refusé à imposer ce devoir national à Shell, Esso, la S.F.B.P. et Mobil.

## Au Portugal

## La dévaluation de l'escudo vise à améliorer la balance des paiements courants

De notre correspondant

Lisbonne. — L'initiative du gouvernement portugais de dévaluer l'escudo de 12 %, le 21 juin, a constitué une demi-surprise. La semaine précédente, les rumeurs sur une telle éventualité s'étaient succédées ; mais les démentis officiels aussi. On s'attendait, en tout cas, à une dévaluation après le vote de la motion de confiance prévu pour le vendredi 24 juin. En avançant sa décision de quelques jours, le cabinet de M. Soares a voulu sans doute couper court à la spéculation.

Augmenter la compétitivité des produits portugais à l'extérieur, relancer les envois de fonds des émigrés, encourager le tourisme et diminuer l'importation : telles ont été les raisons invoquées par le gouvernement de M. Soares pour justifier sa décision. Selon la Confédération patronale de l'industrie portugaise, « la dévaluation aura d'effets positifs que si elle est accompagnée d'une réforme des structures de l'économie nationale ». Pour la Confédération générale des travailleurs portugais, proche du parti communiste, « la dévaluation va augmenter la dette extérieure et provoquer une flambée des prix ».

Cette année, le Portugal devait dépenser environ 200 milliards d'escudos en importations de pétrole et environ 100 milliards pour l'achat de produits alimentaires, dont 40 milliards en céréales.

C'est la cinquième fois depuis la révolution d'avril 1974 que la mon-

naie portugaise fait l'objet d'une dévaluation. Dans le but de rééquilibrer les comptes avec l'extérieur, le gouvernement avait décrété en 1977 une dévaluation de 15 %, accompagnée d'une dévaluation glissante de 1 % par mois. En mai 1978, et à la suite de l'accord avec le F.M.I., l'escudo était à nouveau dévalué, cette fois de 6,1 %, alors que le rythme du glissement montait à 1,25 %. L'amélioration de la balance des transactions courantes a permis aux autorités de Lisbonne de baisser en 1979 le taux de dévaluation mensuelle, qui est revenu à 0,75 %.

Quelques mois avant les élections législatives de 1980, et dans l'objectif de contrôler l'inflation, le gouvernement de M. Sá Carneiro décréta une réévaluation de 6 % et baissa à 0,5 % le taux du glissement. Depuis, les comptes extérieurs se sont à nouveau aggravés et de nouvelles dévaluations ont été adoptées. A la fin de l'année 1981, le taux revenait à 0,75 %. En juin 1982 et en mars 1983, l'escudo était dévalué de respectivement 9,4 % et 3 %. La dévaluation mensuelle glissante passait en outre à 1 %.

C'est naturellement par rapport à la monnaie américaine que l'escudo a le plus baissé. En 1974, le taux de change était de 24 escudos pour 1 dollar. Il était de 75 escudos en 1981 et de 103 le 20 juin.

JOSE HEBELO.

## FAITS ET CHIFFRES

### Agriculture

● La Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) vient d'être son bureau national définitif : M. Alexis Aréte (Pyrrhéon-Orientales) a été élu président. Il est assisté de quatre vice-présidents : MM. Pierre Guet (Indre-et-Loire), Gilles Ezanno (Morbihan), Charles Sardou (Bouches-du-Rhône), Jean Gabard (Deux-Sèvres). M. Gislain Houzel (Pas-de-Calais) demeure secrétaire général.

### Energie

● E.D.F. va arrêter plusieurs centrales au fuel et au charbon d'ici à la fin de 1985. — E.D.F. va arrêter vingt-six tranches thermiques fonctionnant au fuel et au charbon d'ici à la fin de 1985, afin « d'adapter la production d'électricité à la demande ». Certaines seront mises en réserve (arrêtées mais maintenues en état de fonctionnement), d'autres fermées définitivement. La première à être arrêtée sera la centrale d'Ambès, près de Bordeaux.

### Etranger

● La Banque nationale de Belgique a annoncé, mercredi 22 juin, une baisse de son taux d'escompte, ramené de 9,5 % à 9 % à compter de jeudi. Cette baisse est la quatrième depuis le réajustement monétaire intervenu en mars dernier au sein du S.M.E. (système monétaire européen). La Banque nationale justifie sa décision par l'abondance de liquidités sur le marché monétaire et la position favorable du franc belge sur le marché des changes.

### ÉTATS-UNIS

● Les prix de détail américains ont augmenté de 0,5 % en mai, contre 0,6 % en avril et 0,1 % en mars. Calculés sur les cinq premiers mois de 1983, l'inflation a été de 3 % en rythme annuel et, selon les économistes du gouvernement, la hausse des prix devrait être en 1983 inférieure à celle de 1982, qui avait été de 3,9 %. Plus de la moitié de l'augmentation du mois de mai est due à la hausse des prix de l'énergie : le coût de l'essence a ainsi augmenté de 4,2 %, après une hausse de 4 % en avril. Le prix de l'essence avait auparavant baissé de 17,4 % depuis mars 1981. — (A.F.P.)

● De nouvelles sociétés sur la « liste noire » arabe. — La conférence de la Ligue arabe sur le boycott arabe d'Israël a décidé de porter sur la liste noire quinze sociétés (françaises, américaines, suisses, indiennes, grecques et allemandes), a-t-on annoncé officiellement, le 6 juin, au siège de la Ligue, à Tunis. — (A.F.P.)

**Erratum.** — Une coquille nous a fait écrire dans l'article consacré au budget de l'Etat pour l'année prochaine (Le Monde du 23 juin, page 33) que les crédits d'équipement augmentaient de 10 % en valeur en 1984. Il fallait lire « diminueront ». [C'est la baisse importante de la plupart des crédits d'équipement qui, compensant la forte croissance des dépenses d'intervention et surtout celle des intérêts de la dette publique, permet de limiter à 7 % la progression de l'ensemble des dépenses de l'Etat].

(Publié)

## RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Ministère des Travaux Publics et des Transports  
Ministère de la Construction et de l'Urbanisme  
Ministère de l'Economie et des Finances

### SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS (SETU) DIRECTION DU DRAINAGE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DDA)

### Avis de Préselection d'Entreprises RELATIF À L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Pour la Réalisation de 1 500 branchements aux Réseaux d'Assainissement d'Abidjan

La Direction du Drainage et de l'Assainissement de la SETU lance un Appel à la Concurrence pour la préselection des Entreprises qui seront admises à participer ultérieurement à l'appel d'offres restreint pour la fourniture de tuyaux et de pièces spéciales et la réalisation d'une 1<sup>re</sup> tranche de mille cinq cent (1500) branchements des habitations aux réseaux d'Assainissement et de Drainage dans différents quartiers de l'Agglomération d'Abidjan.

Les travaux sont financés conjointement par la Banque Mondiale (Prêt 1577 IVC) et le Fonds National d'Assainissement (FNA).

La concurrence est ouverte — toutes personnes physiques ou morales ressortissant des États Membres de la Banque Mondiale, de la Seine et de l'Arabie.

Les modalités de candidature à la préselection comprennent :

- 1) Une copie des documents légaux de constitution de l'Entreprise ;
- 2) Le Capital de la Société ;
- 3) Les Références :
  - a) relatives à des travaux d'assainissement et de drainage ;
  - b) relatives à l'exécution des branchements aux réseaux d'Assainissement en Afrique ;
  - c) relatifs d'Études ou de réhabilitation des réseaux d'Assainissement en Afrique.
- 4) Montant du chiffre d'affaires de l'Entreprise pendant ses cinq dernières années.

Les dossiers de candidatures à la présente préselection, établis conformément aux conditions de participation ci-dessus, rédigés en langue française et sous double enveloppe doivent parvenir au plus tard le 21 juillet 1983, à 10 heures, date de fermeture à Monsieur le Directeur de la DDA-SETU 01 BP 4091 Abidjan 01. Tél. 2571 SETDDA-CI.

L'ouverture des plis aura lieu le 21 juillet 1983, à 15 h 30 en séance privée, dans la salle de conférence de la SETU — Boulevard Cote d'Ivoire.

Le Directeur Général  
S. COULIBALY

## CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :  
● pellicules, dégrés graisseux, cheveux secs, cassants ;  
● démangeaisons, etc.  
Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :  
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (48-06-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (63-06-76) - Marseille (42-28-97) - Montpellier - Mulhouse (45-90-98) - Nancy (332-91-98) - Nantes (48-74-07) - Paris (83-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-78) - Toulon (93-85-30) - Toulouse (23-29-84).

Pour les cabinets avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos indispensables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun produit chimique, sur trousseau-haghe de conception inédite. Economie et qualité.

PROTHÈSE, BRIDGECAP

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BALLO du 20.6.1983  
La note d'information  
qui a reçu le  
visa C.O.B. n° 83-187  
en date du 16.6.1983  
est tenue à la  
disposition du public,  
sans frais,  
au siège social  
et aux agences  
des banques chargées  
du placement.

## EMPRUNT CONVERTIBLE de F 499.980.000 en 416.650 obligations de F 1.200 nominal

Prix d'émission : F 1.200.  
Taux d'intérêt : 11 %  
Taux de rendement actuariel brut : 11 % au 27 juillet 1983.  
(en cas de non conversion)  
Durée : 8 ans 5 mois 5 jours.

Souscription : Priorité des actionnaires du 21 juin au 5 juillet 1983 inclus, à raison de 2 obligations pour 5 actions.  
Souscription du public : à partir du 6 juillet 1983.

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
BANQUE PARISIENNE BANQUE NATIONALE DE PARIS CREDIT LYONNAIS  
BANQUE DES PAYS-BAS BANQUE D'ALGERIE BANQUE D'INDOCHINE ET D'ORIENT  
EUROPEENNE DE BANQUE BANQUE VERMOREL ET COMMERCIALE DE PARIS

Conversion des obligations : A tout moment à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984, à raison d'une action pour une obligation (en cas de non conversion).

Consignation des fonds : 27 juillet 1983  
Intérêt : 11 % payable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année (anticipatoirement le 1<sup>er</sup> janvier payable le 1<sup>er</sup> janvier 1984 représentera l'intérêt couru du 27 juillet au 31 décembre 1983 et le versement à 1<sup>er</sup> 65-63)  
Amortissement : en 5 ans en annuités à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987  
Act au moyen de tirages au sort annuels par remboursement au pair, soit par rachat en Bourse  
Premier remboursement le 1<sup>er</sup> janvier 1988



## société nationale elf aquitaine

Société anonyme au capital de 910048000 F - Siège social : Tour Aquitaine 92 Courbevoie  
Direction générale : 7, rue Nélaton 75015 PARIS - N° Siren RCS Nanterre B 552 120 784

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 1983 EXERCICE 1982

### Nombreuses difficultés mais des éléments favorables

Diminution générale de la consommation et surabondance de la production de pétrole brut, prix orientés à la baisse et un nouveau mode de calcul des prix des produits pétroliers devraient améliorer la situation en 1983. Au total, l'endettement du groupe reste inférieur à 40 % de ses capitaux permanents, c'est-à-dire dans des limites acceptables pour le crédit international.  
Un événement majeur marque 1982 : les pouvoirs publics ont confié à Elf-Aquitaine un rôle principal dans le secteur de la chimie française. Celui-ci devrait permettre au groupe d'y trouver une part importante de ses activités futures.

### Principales activités en 1982

#### Prospection et développement

En 1982, les dépenses d'exploration ont atteint 6,7 millions de francs (dont 0,6 en France) et les investissements de développement 8,4 millions de francs (dont 0,7 en France).  
Le développement du gisement d'Alwyn Nord, situé à l'est des Shetland, dont Elf-Aquitaine détient les droits, devrait conduire à un début de production en 1988.

#### Production pétrolière et minière

En 1982, la production opérée par le groupe dans 14 pays a représenté 24,3 millions de tonnes d'hydrocarbures liquides et 23,8 millions de tonnes de gaz brut. Au total, la production de soufre du groupe s'est élevée en 1982 à 2,4 millions de tonnes dont 1 million pour Teesside et 1,4 pour la SNEA.  
Les ventes de la Société Métallurgique Le Nickel (S.M.N.) (Elf-Aquitaine 53 %) ont représenté 35 300 tonnes, soit une diminution de près de 15 % par rapport à 1981. Le résultat net de la S.M.N. pour 1982 devrait être déficitaire de 250 millions de francs contre un déficit de 275 millions en 1981.

#### Commerce du pétrole brut - raffinage

distribution  
En 1982, les ressources en pétrole brut d'Elf-Aquitaine ont atteint 31 millions de tonnes dont la moitié (15,5) ont été produites par les filiales du groupe. Le solde a été acheté à des sociétés tierces, soit sur le marché libre, soit dans le cadre d'engagements contractuels.

Le raffinage Elf-Aquitaine a absorbé 18,5 millions de tonnes, la différence avec le tonnage effectivement traité (21 millions de tonnes) ayant été prélevée sur les stocks ; le solde des ressources (12,5 millions de tonnes) a été placé sur le marché international. Les tonnages de pétrole brut transportés en 1982 pour le compte d'Elf-Aquitaine se sont élevés à 16,6 millions de tonnes, accusant une diminution de 6 millions par rapport à 1981 et de 14 millions par rapport à 1980.

Au regard du raffinage et de la distribution, Elf France a subi en 1982 une perte de l'ordre de 2 milliards de francs qui aurait atteint 4 milliards de francs si une partie des stocks n'avait pas été réalisée.

La mise en service des nouvelles unités de la raffinerie de Donges n'a eu qu'une incidence financière limitée car elle est intervenue au second semestre. La raffinerie de Valenciennes a été arrêtée et transformée en dépôt pétrolier ; son personnel a été reclassé.

En avril 1983, le régime des prix des quatre produits pétroliers (supermarché, essence, gazole et fuel domestique) a été modifié, accordant aux

sociétés une semi-liberté de fixer les prix de reprise en raffinerie dans la limite d'un plafond déterminé par une formule de calcul. L'application stricte de ces nouvelles dispositions ayant cependant été reportée à janvier 1983, la formule n'a pas pleinement joué en 1982.

Le traitement de brut effectué en France pour le compte d'Elf France s'est élevé à 17 millions de tonnes, en diminution de 21 % par rapport à 1981.

Les ventes de produits fins ont totalisé, en France, 14,4 millions de tonnes, soit 22,2 % du marché intérieur, contre 23,2 % en 1981. Du point de vue des tonnages, on enregistre ainsi une diminution des ventes de 7,8 % contre 6 % pour l'ensemble de la consommation nationale. Cette diminution est conforme à la politique commerciale du groupe orientée vers les produits économiquement les meilleurs. Sur le marché européen, les ventes du groupe ont totalisé 6,5 millions de tonnes.

#### Chimie lourde

Après consultation de la société, le gouvernement a pris la décision d'associer Elf-Aquitaine au plan de redressement de la chimie française. Il a prévu de lui attribuer l'ensemble de la filière des halogénés (chlorure, fluor et bromure) de PCUK, ainsi qu'une participation majoritaire dans Ato-Chimie et dans Chlor-Chimie. Le gouvernement s'est engagé à ce que le potentiel d'Elf-Aquitaine et les intérêts de ses actionnaires soient préservés.

La société a estimé que sa contribution à un tel projet pourrait être de l'ordre de 3,5 milliards de francs sur 4 ans et souhaitait être accompagnée d'un partenaire, minoritaire, qui compléterait son apport.  
De manière générale, les résultats de la pétrochimie et de la chimie lourde se sont à nouveau fortement dégradés en 1982 et plus particulièrement au deuxième semestre. En France, les effets conjugués de la hausse du dollar et du blocage des prix ont encore aggravé cette situation, plaçant les producteurs nationaux dans des conditions plus défavorables que leurs concurrents européens. Ainsi, en 1982, la marge brute d'autofinancement correspondant à la part SNEA dans l'ensemble des ventes a subi une diminution de 240 millions de francs. Les perspectives pour 1983 restent très maussades.

#### Chimie fine - Bio-industrie

Les activités dites de chimie fine et de spécialités (SNEA (P), Rousselot, Oeca, M & T) ont connu, en 1982, une croissance généralement satisfaisante. Leurs performances confirment le bon comportement, dans des conditions économiques difficiles, d'entreprises occupant des positions fortes à l'échelle mondiale sur des marchés à haute technicité.

Le chiffre d'affaires global de ce secteur a atteint 5,6 milliards de francs en 1982.

#### Pharmacie et cosmétologie

Sinclair a maintenu un niveau d'activité satisfaisant en 1982 avec un chiffre d'affaires de 7,7 milliards de francs (+16 % par rapport à 1981). On note que le développement est, pour l'essentiel, aux ventes à l'étranger dont la progression a été de 23 % et qui représentent désormais 45 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le contexte est cependant devenu plus difficile dans le secteur de la pharmacie à partir du second semestre à la suite notamment des mesures prises en vue de l'équilibre financier de la Sécurité Sociale.

#### Recherche

Environ 1,5 milliard de francs a été consacré par le groupe Elf-Aquitaine en 1982 à la recherche scientifique et technique et à son développement. Ce montant est reparti à raison de 310 millions pour les secteurs de l'énergie, de la chimie et de l'innovation et 590 millions pour ceux de l'hygiène et de la santé.

### Résultats financiers

Les résultats de l'exercice 1982 traduisent les effets d'une conjoncture généralement médiocre. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en 1982, s'élevait à 114,8 milliards de francs contre 104,4 milliards de francs en 1981. Il atteindra en 1982 118,4 milliards de francs si l'on tient compte des participations dans Ato-Chimie, Chloré et S.N.L.

La marge brute d'autofinancement consolidée du groupe, après prise en charge de l'exploration stérile, est de 11,3 milliards de francs contre 10,9 l'année précédente.

Les investissements réalisés atteignent 15,1 milliards de francs contre 13,9 (hors acquisition de Teesside) l'année précédente. Le résultat net du groupe s'élève à 3 527 millions de francs en 1982 pour la part SNEA, contre 3 657 en 1981 ; il conduit à un résultat net par action de 39 francs contre 41 francs. La dégradation du bénéfice du groupe aurait été plus sensible si n'avait joué en compensation, le règlement par l'Iran d'une dette importante, provisionnée au cours des années antérieures.

Pour la SNEA, société-mère, le résultat net s'élève à 2 241 millions de francs contre 2 035 millions en 1981. Il comporte la réévaluation d'environ 1,6 milliard de francs de provisions constituées antérieurement dans les comptes de la société en considération d'un litige avec la National Iranian Oil Company, réévaluation qui a été rendue possible par apurement définitif de la situation d'Elf-Aquitaine en Iran et par le règlement financier qui s'en est suivi. L'Assemblée a décidé de maintenir le dividende au niveau de celui servi au titre de l'exercice précédent, soit 10,50 francs par titre de 10 francs de nominal. Ce dividende net, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,25 francs, est mis en paiement contre remise du coupon n° 28 à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1983.

Le mandat d'administrateur du Président, M. CHALANDON, venant à expiration à l'Assemblée, une résolution prévoyait son renouvellement. En raison d'événements dont M. CHALANDON a rendu compte, il a été conduit à retirer, en séance, sa candidature à un nouveau mandat. A la suite de ce retrait, l'AGAP a proposé la nomination au poste d'administrateur adjoint de M. Michel PECQUEUR, administrateur général du CEA et président de la COGEMA. La proposition, mise aux voix, a été adoptée à la majorité des voix exprimées.

20/06/83 15:50



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

22 juin

### Mieux orienté

Déjà plus résistante vingt-quatre heures auparavant, la Bourse de Paris s'est montrée un peu mieux disposée mercredi. Après un quart d'heure de cotation, des points de fermeté ont commencé à réapparaître à la cote, tant et si bien qu'à la clôture, l'indice a été en hausse de 0,9 % environ.

Ce sont surtout les valeurs d'entreprise, dont les résultats sont pour partie indexés sur le dollar, qui se sont redressées, telles L'Oréal, Club Méditerranée, Moët, Pernod-Ricard, B.S.N. etc., mais aussi les pétroliers (Esso, C.F.P., C.F.R.).

Singulièrement, ce redressement effectif est survenu le jour même de la liquidation générale, la première perte de l'année (-1,8 %). Pour tout dire, les meilleures dispositions ne sont pas apparues très convaincantes aux milieux boursiers encore déprimés par le demi-aveu du ministre des finances sur l'effet de gel économique du plan d'austérité.

Certes, la liquidation était, pour ainsi dire, déjà faite. Mais de l'avis général, il ne fallait pas se tromper sur le comportement du marché attribué essentiellement à des causes techniques.

La devise-traité a suivi de loin le dollar dans sa retraite et s'est échangée entre 9,53 F et 9,55 F contre 9,55 F-9,64 F.

Phénomène de bascule habituel : au recul du billet vert a correspondu une hausse de l'or, qui a coté 421,25 dollars l'once (entre 415,25 dollars) à Londres.

A Paris, en raison de la baisse du dollar, monnaie employée pour le calcul des cours, le lingot a seulement progressé de 150 F à 102 950 F. Le volume des transactions s'est élevé à 11,4 millions de francs contre 11,56 millions.

## NEW-YORK

Irégulier

Wall Street ne savait trop sur quel pied danser mercredi. Tantôt en hausse, tantôt en baisse, le marché s'est finalement établi non loin de son niveau de la veille à la cote 1 245,69 (-1,70 point) de l'indice des industriels. A un moment, ce dernier était tombé à 1 234,27, mais il a aussi remonté jusqu'à 1 258,21. Ce furent véritablement les montagnes russes. Le bilan de la journée procédait de mouvements erratiques. Sur 1 957 valeurs traitées, 882 ont monté, 737 ont baissé et 338 n'ont pas varié.

Résistance, hésitation, incertitude ? L'on ne saurait trop dire. D'après les analystes, cette vague des cours est essentiellement son origine des ajustements de portefeuille auxquels les investisseurs institutionnels procèdent de façon massive à l'approche de l'échéance trimestrielle. Phénomène normal donc, comme celui qui produit par les ventes bénéficiaires après les récents excès à la hausse.

Autour du « Big Board », les conventions portaient toujours sur les taux d'intérêt. Des spécialistes assuraient qu'un léger durcissement de la politique monétaire était inévitable, mais n'aurait qu'un faible impact sur la reprise économique dont tout le monde pense qu'elle revêtira une forte ampleur.

L'activité a porté sur 110,27 millions de titres contre 102,88 millions.

VALEURS	Cours de 21 juin	Cours de 22 juin
Alex. L.	38 1/2	38 1/4
Am. Int'l.	47 1/2	47 1/4
Boeing	47 1/2	47 1/4
Chrysler	50 1/4	50 1/8
Du Pont de Nemours	50 1/4	50 1/8
Eastman Kodak	50 1/4	50 1/8
Exxon	50 1/4	50 1/8
General Motors	50 1/4	50 1/8
IBM	50 1/4	50 1/8
Johnson & Johnson	50 1/4	50 1/8
Merck	50 1/4	50 1/8
Pharmacia	50 1/4	50 1/8
Rockwell	50 1/4	50 1/8
Spacel	50 1/4	50 1/8
Union Carbide	50 1/4	50 1/8
Westinghouse	50 1/4	50 1/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**POLLET.** - A l'occasion de l'assemblée générale de la société qui s'est tenue le 22 juin, le président de Pollet, M. Jean-Pierre Fontaine, a indiqué que les budgets pour l'année en cours étaient en nette baisse. Le chiffre d'affaires de l'entreprise à fin mai 1983 est en augmentation de 7 % par rapport à celui des premiers mois de 1982, mais cette progression est inférieure de trois points aux prévisions faites il y a six mois et qui permettraient aux dirigeants de prévoir un bénéfice net en progression par rapport au plus haut niveau enregistré en 1981.

Passant au détail les divers secteurs d'activité, le président a fait savoir que, pour la distribution « Point P », certaines

filiales devraient tout de même afficher des résultats satisfaisants alors qu'Epico-Lambert devrait subir cette année les conséquences de la baisse des commandes des entreprises de travaux publics, tant en France qu'à l'étranger. Quant aux activités « pierre et gypse », « matériels industriels », et la société des Ciments français, elles devraient également connaître une amélioration en 1983. Enfin, les Menuiseries Lapeyre devraient poursuivre leur progression.

L'ensemble de ces résultats demeure toutefois insuffisant car il ne permet pas à toutes les sociétés d'autofinancer leurs investissements et leurs fonds de roulement, a-t-il tenu à préciser.

**SCRECO.** - Au vu du résultat de la procédure de maintien de cours qui s'est achevée le 6 juin dernier pour cette société, la Société d'Investissements de travaux publics (S.I.T.P.), filiale à 61,4 % de la Scet, décide de présenter 89,4 % du capital de la Scet et 93,5 % de la société Colas.

**ORTIZ-MIKO.** - Après avoir réussi à coter un cours de 605 F le 21 juin dernier, la Société d'Investissements de travaux publics (S.I.T.P.), filiale à 61,4 % de la Scet, décide de présenter 89,4 % du capital de la Scet et 93,5 % de la société Colas.

## BOURSE DE PARIS

## Comptant

## 22 JUIN

VALEURS	% du nom	% du capital	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	22/6	Emission	Recher
3 %	2 178	150 20	161	82	80	B. Nat. Interm.	37600	37600	SICAV					
5 %	40 05	1 945	160	100	100	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
5 % amort. 45-54	71	2 576	503	523	523	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
4 1/4 % 1983	104 40	3 446	110 50	110 50	110 50	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Emp. 7 % 1977	8010	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Emp. 8,50 % 77	110 40	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
8,50 % 78/86	86 50	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
10,50 % 79/84	88 48	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
10,50 % 80/87	88 48	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
10,50 % 81/87	107 96	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
16,25 % 82/90	106 12	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
18 % 82	107 96	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
E.D.F. 7,8 % 81	136 30	0 746	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 3 %	148	0 881	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 3 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 4 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 4 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 5 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 5 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 6 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 6 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 7 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 7 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 8 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 8 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 9 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 9 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 10 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 10 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 11 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 11 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 12 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 12 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 13 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 13 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 14 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 14 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 15 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 15 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 16 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 16 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 17 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 17 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 18 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 18 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 19 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 19 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 20 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 20 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 21 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 21 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 22 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 22 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 23 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 23 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 24 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 24 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 25 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 25 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 26 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 26 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 27 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 27 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 28 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 28 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 29 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 29 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 30 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 30 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 31 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 31 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 32 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 32 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 33 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 33 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 34 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 34 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 35 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 35 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 36 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 36 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 37 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 37 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 38 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 38 1/2 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100	Actions Franç.	100	100	100	100	100
Ca. France 39 %	150 50	0 738	120 20	120 20	120 20	Barclay Bank	100	100						



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**IDÉES**

2. POLITIQUE : « La crise du socialisme démocratique », par Maurice Duverger ; « L'illusion du marketing », par Philippe Simonnot ; « Pas de rassemblement sans trêve des querelles », par François Goguel.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
  4. AMÉRIQUES
  5. AFRIQUE
  6. DIPLOMATIE
  - 5-6. EUROPE
- « Elections sans fièvre en Italie » (II), par Jacques Nobécourt et Philippe Pons.
- En raison des risques de manifestations à Liège, la visite de M. Mitterrand en Belgique serait reportée au mois d'octobre.

### POLITIQUE

7. Une cinquantaine de personnalités politiques et syndicales se proposent d'agir pour une « alternative de gauche ».
8. La polémique sur la fraude électorale.
9. Au conseil des ministres : un important mouvement préfectoral.

### SOCIÉTÉ

10. Un débat sur la loi antisémitique.
11. JUSTICE : le tournoi de Wimbledon.
12. SCIENCES : un laser très prometteur.
13. DÉFENSE
14. ÉDUCATION
15. LÉGIION D'HONNEUR

### LE MONDE DES LIVRES

16. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : un écrivain moderne et par moi.
17. LETTRES ÉTRANGÈRES : David Shear et l'histoire d'Israël.
18. COLLOQUE : Walter Benjamin à Paris.
19. LA VIE LITTÉRAIRE
20. HISTOIRE : apologie de Marc Bloch.

### CULTURE

21. CINÉMA : le retour de Napoléon à la Cinéma ; un entretien avec John Cleese sur le sens de la vie, de Terry Jones.
22. COMMUNICATION : VU : « Faites quelque chose ».

### ÉCONOMIE

23. Le débat sur la protection sociale à l'Assemblée nationale.
24. CONJONCTURE : l'épargne des Français se porte mieux.
25. AFFAIRES : l'aide de l'État aux entreprises nationales.
26. TRANSPORTS
27. ÉTRANGER

**RADIO-TÉLÉVISION (19)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (20) : Loterie nationale, Arlequin et Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

**Annouces classées (21) :**  
Carnet (16) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Bourse (27).

### STABILITÉ DU DOLLAR : 7,59 F

Le cours du dollar s'est stabilisé jeudi 23 juin 1983, après son très vif repli de la veille. Hier, mercredi 22 juin, de 2,56 DM à 2,5250 DM à Francfort, et de 7,68 F à 7,59 F à Paris, il s'est maintenu à ces niveaux dans une atmosphère plus calme.

D'une manière générale, outre un plafonnement des taux d'intérêt américains, l'annonce d'une hausse des prix de détail américains de 0,5 % en juin après 0,6 % en mai a un peu impressionné les détenteurs de dollars, une légère reprise de l'inflation outre Atlantique rendant plus attrayants le mark et le yen, monnaies de pays où l'inflation est très réduite.

Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1983 a été tiré à 479 446 exemplaires

**TENNIS  
A PARIS  
CET ÉTÉ**

**TENNIS FOREST HILL**  
Porte d'Orléans  
Meudon - La Défense

**STAGES INTENSIFS**  
2 h 30 par jour pendant 1 semaine  
**734-36-36**  
Équipé par DUNLOP

A B C D E F G

### NOUVELLE « DÉMONSTRATION » INDÉPENDANTISTE

## L'Alliance révolutionnaire caraïbe revendique quatre attentats commis à Paris

Quatre attentats à l'explosif ont été commis presque simultanément, vers 3 h 30, jeudi 23 juin, à Paris, contre des locaux d'Air France et contre un monument commémorant la mission du général Jean-Baptiste Marchand au Congo, en 1897-1898. Ils ont provoqué d'importants dégâts matériels.

Deux bombes ont endommagé l'agence d'Air France située au Palais des congrès, porte Maillot, brisant les baies vitrées des bureaux et entraînant l'un des piliers en béton de l'édifice. Une troisième charge a dévasté trois bureaux du terminal d'Air France aux Invalides. La quatrième avait été déposée au pied de la statue du général Marchand, héros de l'épopée coloniale, érigée avenue Daumesnil, dans le douzième arrondissement. Cette statue en pierre de plusieurs mètres de haut a été complètement détruite.

Toutes ces explosions se sont produites à peu de minutes d'intervalle. Ces attentats ont été revendiqués dans un communiqué adressé jeudi 23 juin à l'A.F.P., par l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) qui s'était manifestée pour la première fois en revendiquant les dix-sept attentats perpétrés au cours de la nuit du samedi 29 au dimanche 29 mai au Guadeloupe, Martinique, Guyane et le dimanche 29 mai à Paris. Avant même qu'ils aient été revendiqués, ces attentats paraissaient signés d'ailleurs par des indépendantistes antillais ou guyanais. Ils ont été commis, en effet, quelques heures seulement après que Radio-Voka, ra-

dio parisienne de l'association indépendantiste antillaise-guyanaise Fraternité-Carabes ait été sommée par l'administration de France de cesser, sur-le-champ, ses émissions et que cette sommation ait suscité une vive réaction de cette association.

Fraternité-Carabes déclarait, mercredi 22 juin, que « Radio-Voka a décidé de ne pas céder aux pressions du pouvoir colonial ». Selon l'association, le gouvernement « veut faire la seule voie authentiquement antillaise-guyanaise de l'immigration » et « l'État français de gauche n'hésite pas à trahir ses principes de démocratie, de liberté d'expression et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». « La réponse que nous lui opposons est la résistance et la mobilisation populaire », concluait l'association.

Contrairement aux radios libres indépendantistes émettant aux Antilles, Radio-Voka, qui émet principalement en créole, avait déposé à Paris une demande d'autorisation officielle mais avait refusé le regroupement avec Tropique-F.M. qui lui avait été proposé.

L'association Fraternité-Carabes, créée en 1982, revendique près de mille deux cents membres. C'est elle qui avait appelé les indépendantistes antillais et guyanais de la région parisienne à manifester sur les Champs-Élysées, le jeudi 16 juin, à l'occasion des Assises nationales des originaux d'outre-mer, auxquelles avait participé le premier ministre.

### Mystérieuse disparition d'un militant nationaliste corse

Correspondance

Bastia. — La disparition, depuis le vendredi 17 juin, de M. Guy Orsoni, vingt-six ans, agriculteur à Vero (Corse-du-Sud) suscite une vive inquiétude parmi les milieux nationalistes corses auxquels il appartient. Ancien prisonnier, membre de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), M. Orsoni a quitté Ajaccio vendredi dans l'après-midi pour se rendre à Porto-Vecchio où il devait rencontrer une personne dont l'identité n'a pas été révélée. Arrivé vers 16 heures à Sartène, il aurait téléphoné à son frère pour lui dire qu'il était suivi depuis plusieurs kilomètres, par une Citroën Visa rouge. Depuis cet appel, où il indiquait qu'il reprenait la route pour Porto-Vecchio, on est sans nouvelle du jeune homme.

La police a pris très au sérieux cette disparition et une enquête a été ouverte lundi 20 juin. M. Alain Orsoni, le frère du disparu, a longuement été entendu lundi par le commissaire Ange Mancini, directeur du S.R.P.J. de la Corse, avant d'être reçu par M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police en Corse.

Une plainte contre X a été déposée par M. Alain Orsoni auprès du juge d'instruction d'Ajaccio. Le frère du disparu, vingt-neuf ans, qui a bénéficié lui aussi de l'amnistie en décembre 1981, avait quitté Paris après cette date pour s'installer comme agriculteur à Vero, à une vingtaine de kilomètres d'Ajaccio.

La police reste particulièrement discrète. S'il ne faut pas écarter d'emblée la thèse de l'accident sur le parcours de 60 kilomètres qui sépare Sartène de Porto-Vecchio, une route sinueuse et accidentée jalonnée d'a-pices, les hypothèses les plus couramment retenues sont celles de l'enlèvement ou de l'attentat. Dans la soirée du 22 juin, la C.C.N. réagissait vivement, accusant l'État français d'avoir organisé l'enlèvement par ses services spéciaux de son militant Guy Orsoni, appelant tous les nationalistes corses à la mobilisation. Le mouvement nationaliste organise jeudi 23 plusieurs barages de routes. Une manifestation est aussi prévue samedi à Ajaccio.

Le seul élément précis qu'on puisse relier à cette disparition est le message reçu le 7 janvier par le bu-

### M. BADINTER VA RECEVOIR LES SYNDICATS DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

M. Robert Badinter, garde des sceaux, doit recevoir les syndicats de l'administration pénitentiaire vendredi 24 juin à 17 h 30 à la chancellerie. Cette réunion a été décidée le 15 juin par M. François Mitterrand à M. Hubert-Pierre Bonaldi, président de la fédération F.O.-Justice. Dans cette lettre, le chef de l'État déclarait qu'il ne « méconnaissait pas » les difficultés des surveillants de prison et demandait au garde des sceaux d'engager une « concertation » avec les syndicats sur ces difficultés. Les termes de cette lettre avaient incité les surveillants à suspendre samedi 18 juin à 13 heures la grève des écrous qu'ils observaient depuis le jeudi précédent.

La réunion de vendredi dans le bureau de M. Badinter rassemblera tous les syndicats de l'administration pénitentiaire et pas seulement ceux qui étaient à l'origine de cette grève (F.O., C.G.T., Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires). La chancellerie ne connaît pas encore précisément le nombre de postes de surveillants qui lui seront attribués dans le budget de 1984, mais elle a eu la satisfaction de constater mercredi 22 juin au conseil des ministres, que la justice figurait parmi les secteurs qui seront les moins touchés par la rigueur qui prévaudra l'année prochaine.

### Après l'annonce des licenciements GRÈVE AU « MATIN DE PARIS »

Le *Matin de Paris* n'a pu paraître jeudi 23 juin, une assemblée générale du personnel, réunie mercredi, ayant voté à 70 % des suffrages un « mot d'ordre de grève immédiate de 24 heures reconductible ce jour à midi ». C'est la réaction aux licenciements annoncés (*Le Monde* du 23 juin), partie intégrante d'un « plan d'économies non négociable » selon la direction.

Ce plan prévoit le licenciement de dix-neuf journalistes et quatre administratifs, un blocage des salaires pour un an à compter du 1<sup>er</sup> juin, et une réduction des salaires entre 10 % et 3 %, échelonnée de façon dégressive selon les salaires.

La direction du *Matin* a annoncé, d'autre part, qu'un accord pourrait être signé la semaine prochaine pour la création d'une filiale commune au journal et à l'agence Havas, chargée de la régie publicitaire du quotidien.

La société des rédacteurs du *Matin* a examiné de son côté le projet rédactionnel de M. Claude Perdriel transmis le 21 juin à la rédaction, et ainsi que la nouvelle structure de direction mise en place. Trois motions étaient proposées ; celle qui a obtenu le plus de voix (57 voix pour, 5 contre et 15 abstentions) se borne à considérer que le texte remis par Claude Perdriel « ne peut constituer, dans son état actuel, la charte d'une relance rédactionnelle du *Matin* ».

### M. Mauroy annonce une série de mesures pour renforcer le contrôle des poids lourds

En réponse à M. Mario-Thérèse Patrat, député (P.S.) du Rhône, M. Pierre Mauroy a donné, le 22 juin à l'Assemblée nationale, des précisions à propos de la politique de sécurité routière.

Outre les mesures « internes », telles le programme REAGIR (*Le Monde* des 11 mai et 21 juin), le premier ministre a indiqué que « la commission des Communautés européennes venait de donner son accord à la limitation, dès la construction, de la vitesse maximale des véhicules dont le poids est supérieur à 10 tonnes. (...) La lutte contre les vitesses excessives passe aussi par une meilleure formation des conducteurs. Le nouveau code de la conduite comprendra des prescriptions et des recommandations concernant la conduite sur autoroute et la conduite des véhicules lourds. La Commission sur la sécurité, dont le rapport vient d'être remis au ministre des transports, propose que l'administration et la profession y travaillent en commun », a ajouté M. Mauroy.

Le premier ministre a annoncé les autres mesures suivantes :

— Un décret va étendre l'interdiction d'emprunter la voie de gau-

che sur autoroute à tous les véhicules dont le poids est chargé dépasse 3,5 tonnes et dont la longueur dépasse 7 mètres.

— Les inspecteurs des transports, les contrôleurs routiers, les agents de douanes et les inspecteurs du travail pourront immobiliser un véhicule lorsqu'ils auront relevé une infraction qu'il convient de faire cesser sans délai. Des contingents de fermeté ont été données à la police et à la gendarmerie ; les contrôles seront renforcés en août.

— A propos de la résistance des matériaux au feu et des systèmes d'évacuation, un vaste programme de recherche est en cours de réalisation. Il se poursuivra jusqu'à la fin de 1983. 200 millions de prêts du F.D.E.S. et 200 millions de prêts de la C.A.E.C.L. seront consacrés à la modernisation du parc des cars scolaires.

— Enfin, un programme de ré- sorption des principaux points noirs a été lancé, pour un montant de 110 millions de francs, dont 80 venant de l'État.

— La rue Auber réouverte à la circulation. — Depuis le jeudi 23 juin, la rue Auber est réouverte à la circulation. Onze lignes d'autobus reprennent leur itinéraire normal. Les travaux de réfection des couvertures métalliques des stations de métro Havre-Caumartin et Opéra de la ligne 3, Pont-de-Levallois-Gallieni, achevés à la mi-mai, avaient nécessité la fermeture à la circulation de la rue Auber depuis le 5 juillet 1982.

### Au Chili

## Le dirigeant des camionneurs a été libéré à la veille de la grève générale

La grève générale illimitée décidée par les principaux syndicats chiliens devait commencer ce jeudi 23 juin à 0 heure. La plupart des observateurs jugeaient sa réussite incertaine. Le Commandement national des travailleurs, qui réunit plusieurs organisations, a publié un communiqué, mercredi, pour appeler la population à soutenir le mouvement en frappant tous les jours à 20 heures sur des casseroles.

Cette grève, affirme le communiqué, vise au débâcle des libertés et des droits civiques. « La lutte ne se terminera dans les prisons, mais lorsque nous aurons obtenu entière satisfaction de nos demandes ».

Le président du Syndicat national des propriétaires de camions, M. Adolfo Quinteros, a été libéré mercredi par le juge chargé d'instruire son dossier. Il avait été arrêté après avoir annoncé, lundi, que son organisation adhérerait au mot d'ordre de grève générale illimitée. Le syndicat regroupe 70 000 camionneurs. De son côté, le Commandement national des travailleurs réunit la Confédération des mineurs de cuivre, forte de 22 000 adhérents, et quatre organisations syndicales totalisant 200 000 ouvriers.

Pour la seconde fois en quarante-huit heures, des étudiants et des lycées (ils étaient mercredi au demi-millier) ont manifesté, à une centaine de mètres du palais présidentiel, aux cris de « Il va tomber, il va tomber... » et « Le peuple uni, jamais ne sera vaincu ».

La presse et le radio continuent de faire silence sur le mot d'ordre de grève, à la demande du ministre de l'Intérieur. La presse a publié mercredi un communiqué gouvernemental annonçant une augmentation des salaires des fonctionnaires, la liberté des tarifs d'autobus, la diminution des impôts dès l'an prochain et le retour de cent vingt-huit exilés politiques.

### Déjà, en 1972...

Il y a plus de dix ans, en 1972, les camionneurs chiliens s'étaient déjà mis en grève. Leurs dirigeants étaient pratiquement les mêmes qu'aujourd'hui. M. Adolfo Quinteros, actuel président du Syndicat des transporteurs routiers, en était alors le secrétaire général. Il avait beaucoup contribué à diriger le mouvement. Le président des transporteurs de l'époque, M. Leon Vilariu, joue toujours un rôle important en coulisse. L'actuel président du Syndicat des chauffeurs de taxi, M. Juan Jara, était également présent dans le conflit.

Les camionneurs se plaignaient de la situation économique : faute de devises, il était impossible d'importer des pièces de rechange. Ils craignaient surtout que la création d'une entreprise d'État de transport routier, dans le sud du pays, n'annonce l'extension progressive de leur activité. Le gouvernement d'alors était celui de l'Unité populaire de Salvador Allende, formé de socialistes et de communistes, ainsi que de catho-

liques « progressistes ». Son programme de nationalisations n'était pas fait pour rassurer les dizaines de milliers de camionneurs, à la fois propriétaires et chauffeurs de leurs véhicules, donc très attachés au maintien d'un large secteur privé.

Leur importance était et reste fondamentale dans un pays qui s'étend, du nord au sud, sur 4 000 kilomètres, et où, faute d'un réseau ferroviaire digne de ce nom, le transport des marchandises se fait surtout par la route. Les grévistes firent respecter leur mouvement par des barrières routières, parfois par des agressions contre les non-grévistes. Après eux, les commerçants, les médecins, les ingénieurs, les employés de banque, les pilotes, se mirent en grève. Le principal parti d'opposition, celui de la démocratie chrétienne, demandait la Fédération des transporteurs routiers. Comme les syndicats actuels dressés contre le général Pinochet, il entendait éliminer peu à peu le mouvement à l'ensemble du pays.

Le gouvernement Allende répliqua en décrétant l'état d'urgence dans les principales provinces, qui furent placées sous contrôle militaire. Il réquisitionna les camions des grévistes et fit arrêter leurs dirigeants. Très vite, cependant, il dut annuler ces répressions et renoncer à ses projets d'étatisation pour obtenir la fin de la grève. Celle-ci avait commencé le 9 octobre 1972. Elle se termina le 5 novembre, à l'appel — du général Carlos Prats, commandant en chef de l'armée de terre, nommé trois jours avant ministre de l'Intérieur.

Les camionneurs se mirent de nouveau en grève le 25 juillet 1973. Cette fois, ils voulaient provoquer la chute d'un régime qu'ils jugeaient détestable, et dont l'échec économique allait s'aggraver. La C.I.A. fut accusée, par la suite, d'avoir financé leur mouvement. Moins de deux mois après, c'était le coup d'État et l'arrivée des militaires au pouvoir.

### Selon un rapport de l'ONU

## LES INSTALLATIONS CIVILES ONT ÉTÉ PLUS TOUCHÉES EN IRAK QU'EN IRAQ

Nations unies (A.F.P.). — Les installations civiles irakiennes ont subi plus de dommages que celles de l'Irak au cours du conflit opposant les deux pays, tend à indiquer une enquête des Nations unies, dont les résultats ont été publiés ce jeudi 23 juin.

Le petit groupe d'experts de l'ONU a visité, du 21 au 26 mai dernier, douze sites civils irakiens et a consacré 14 pages de son rapport et sept en Irak auxquels il consacre 7 pages. Les impressions se dégageant de leurs observations tendent à montrer que, dans les régions visitées, l'Irak a subi des dommages nettement plus étendus et souvent plus récents qu'en Irak.

# Le Monde

## An sommaire du premier numéro de l'été (26 juin)

- Portrait imaginaire de... Landru, par Patrick Grainville.
- Du vinaigre dans les vieilles huiles. Enquête de Daniel Schneider.
- Histoire de France : la naissance de la Vendée « blanche », par Jean-Clément Martin.
- Fofies douces : Pour les corbillards, avec passion, par Michel Heurteaux.
- Feuilleton : Tentation, par Catherine Rihoult. Chapitre I : Une jeune fille convenable.
- Une page de jeux, avec le « portrait chinois » de Pierre Desproges.

Et aussi

- Demain : L'ordinateur au guichet, par Richard Clavaud.

Illustration de la semaine : l'École des beaux-arts de Paris.

(Publicité)

Et comme vin sur la table ?

**Champagne.**

tiens ? vous pensez déjà aux vacances.

064100150